UNE DROITE

(Pages 6 à 9.)

IE MONDE diplomatique

Les mauvais coups -

Publication mansuelle

5. rue des Halieus, 75427 Paris Cedes 09

Par CLAUDE JULIEN

TL n'est pas exclu que les services italiens de sécurité parviennent à exterminer les Brigades rouges. Contrairement à ce que dit la rhétorique officielle, la démocratie n'en serait pas pour autant sauyée. Car, les mêmes causes continuant de produire les mêmes effets, la crise ou même la décomposition se poursuivrait inexorablement. Pour éviter qu'il en fût ainsi, il faudrait rompre avec les choix et les mœurs politiques qui, depuis trente ans, président au déclin. Aucun indice, hélas, ne présage une telle volonté de redressement.

Au sophisme qui prétend réduire la défense de la démocratie à la lutte contre le terrorisme a répondu celui des irresponsables qui se replient dans un double refus : ni l'Etat, ni les Brigades rouges. Le premier sophisme ne serait guère à redouter s'il n'était le fait des hommes en place dans l'appareit gouvernemental et dans les partis ; le second, réaction abstraite de quelques individus sans pouvoir, serait insignifiant s'il ne fournissait aux dirigeants un argument pour conforter leur position : parce qu'ils vitupèrent le terrorisme, ils se convoinquent d'être les défenseurs d'un Etat que pourtant, depuis trente ans, ils assaillent de l'extérieur ou sapent de l'intérieur.

Communistes ou démocrates-chrétiens, ils n'ignorent pourtant pas que la défense des libertés, pour être efficace, suppose des actions convergentes pour à la fois réduire le terrorisme et vivifier la démocratie en éliminant la gangrène qui la range. Que n'ont-ils témoigné, face aux compagnies pétrolières ou à la C.I.A., de la fermeté dont aujourd'hui ils font preuve contre les Brigades rouges?

PELLE leçon de rigueur que, par dessus les Alpes, un voisin peut allègrement D donner à l'autre! Car îl va de soi que la démocratie éclate de santé dans une société où le terrorisme « politique » n'a pas trouvé sa place... Tant et si bien que, dix-hait mois avant l'enlèvement de M. Aldo Moro, un auteur français, dans un ouvrage largement diffusé, pouvait lancer une utile mise en garde. Il écrivait :

« Dàs qu'un pouvoir, dès qu'un groupe se laisse conduire de façon excessive par son intérêt ou sa passion sans égard pour le bien commun, il introduit la violence dans la société. Et. tôt au tard, il la subira à son tour > (p.:140).

L'avertissement ne fut pas entendu. Mais comment pouvait-il l'être glors que, pendant trais décennies, la démocratie-chrétienne avoit, non sons « passion », identifié le « bien commun » à son propre « intérêt » de parti. instifiant ainsi toutes les formes de corruption qui éclaboussent jusqu'au plus hout personnage de l'État? Tout aussi vainement, le même auteur prodiquait un autre conseil non moins judicieux : « L'alternance, ferivoit-il. est le propre des sociétés démocratiques avancées » (p. 154). Mais l'alternance n'a pas plus joué en Italie qu'en France. Dans les deux pays, la démocratie en est anémiés.

L'N France, on pouvoit croire que tout avait été dit au cours d'ane longue compagne électorale. De fait, presque tout avait été dit, notamment en matière d'économie, puisque tel fut le terrain privilégié par les partis en compétition. Presque tout, sauf l'essentiel, à savoir qu'à peine reconduite au pouvoir la majorité offrirait au patronat un cadeau -- la liberté des prix industriels, - et oux usagers des services publics un fordeau - l'angmentation des tarifs.

On pouvoit aussi croire que la compagne électorale était conçue pour permettre aux candidats d'exposer les projets que, une fois élus, ils s'engagergient à appliquer. Mais non : sans avoir été, pour ce faire, mandatée par les électeurs, la majorité renverse le cours de trente ans de politique économique. Faut-il voir là une marque de ce « respect réel du citayen » dont parle l'auteur deux fois cité plus hout (Valery Giscard d'Estaing, Démocratie française, p. 149)?

La chance des hommes au pouvoir est de trouver dans l'opposition le même dédain pour la démocratie vivante, notamment lorsque, sans consulter la base, par des décisions tombant de haut comme le comperet d'une quillotine, on rejette un dogme ou change une stratégie. Dans les deux cas. l'appareil dirigeant se moque du citoyen et du militant. Les références à la lutte de classe n'y changent rien : c'est le reflet dans le miroir, fidèle jusqu'à l'hallucination. Alors qu'ainsi on les étrangle, était-il donc naîf de parier d'un « suicide » des démocraties? Pas tellement, à moins que citoyens et militants, qui semblent y consentir, ne s'insurgent dès demoin. C'est par là que France et Italie, avec tout ce qui les distingue, sont bel et bien sur le même bateau.

négociation égypto-israélienne peut-elle aboutir?

IX mois après le voyage à Jérusalem du président Sadate, il est clair que l'entreprise de paix qu'il a engagée n'a pas abouti. Les positions déclarées de M. Begin le laissaient prévoir dès le tout premier instant. Depuis la rencontre Carter-Begin du mois de mars, il n'y a olus lieu d'entretenir d'illusions à ce sulet. S'il s'agissait d'obtenir le retrait israélien des territoires arabes occupés l'affaire s'est soldée par l'extension de l'occupation israéllenne à des territoires appartenant au dernier Etat arabe limitrophe qui n'était pas encore occupé, le Liban.

. Il est clair aussi que M. Sadate n'a nullement l'intention de renoncer à son entreprise, et il va de soi que le gouvernement israélien, de son côté, évitera de provoquer une rupture définitive. Tent qu'aucun changement de gouvernement. ou d'orientation politique, ne sera Intervenu en Israel ou en Egypte, la négociation va donc se poursulvre, bon gré mal oré. On continuera à la justifier comme eeul effort tangible en vue de conclure une paix au Proche-Orient. Au cours des six demiers mois, pourtant, suffisamment d'éléments se sont accumulés pour permettre de définir l'enleu réel de cette négociation, ses possibilités et eas limites.

Les positions d'attaque des deux parties ne prétent plus à auctine ambiguité. L'Egypte s'est totalement alignée sur les positions américaines dans l'espoir d'incitar les Etats-Unis à exercer des pressions sur larael. Partir de la prémisse seion laquelle les Etats-Unis détiennent 99.9 % des cartes, comme M. Sadate n'a cessé de le rébéter, de signifie pas seulement que la superpuissance américaine est seule à détenir les clés de la cituation, mais implique aussi que, pour qu'elle en fasse usage, il faut ce mettre à con diapason. Un autre élément de la réorientation de la politique égyptienne apparait dans le tait que désormais Le Calre considère l'U.R.S.S., et non pas laraël. comme l'ennemi principal. L'Egypte s'est engagée à ne plus avoir recours à la querre contre Israel et elle prend le contre-pied des Soviétiques dans tout conflit anné en Afrique. Elle «'est détachée des autres pays arabes dans la mesure où ceux-ci rechignent à endosser Inconditionnellement la pax americana. Son interprétation actuelle de la résplution 242 du Conseil de sécurité - document de base pour la recherche d'un règlement du conflit Israélo-arabe -marque un net essouplissement par rapport à l'insistance avec laquelle elle demandait la récupération de tous les territoires arabes occupés en 1967, et se rapproche de plus en plus de cella que le protecteur américain d'Israel a toulours soutenue en faisant fi de l'opinion de la grande majorité de la communauté internationale. L'Egypte est désormals moins aducieuse de défendre les théses des Palestiniens -- et de l'O.L.P. -- que de les encourager à accepter les propositions

Par MOHAMED SID-AHMED *

américaines pour la colution du problème palestinien. Le Caire ne voit pas d'inconvenient à ce qu'israel continue à tirer profit de ses rapports priviléglés avec les Etals-Unis, et accepte sana réserve les conditions que le président Carter estime Indispensables à une paix garantissant la survie d'Israël par une normalisation complète des relations économiques. culturelles, touristiques, diplomatiques, etc.

Il s'agit ainsi de répondre aux préoccupations des Etats-Unis, soucieux d'éviter que l'absence de paix au Proche-Orient na débouche sur des catachysmes économiques et sociaux, propres à menacer des intérêts stratégiques fondamentaux : la pérennité du ravitaillement de l'Ouest en pétrole arabe et la stabilité des structures arabes échalaudées à partir de la fabuleuse accumulation de pétrodollars. lerael qui, dans la conjoncture actuelle de non-paix, est potentiellement un facteur permanent de déstabilisation, pourrait per contre, une fols la pax americana réalisée, devenir un facteur de « rationalisation - non seulement pour garantir l'acheminement stable du pétrole arabe vers ses consommateurs occidentaux à des prix raisonnables, mais aussi pour faire en sorte que l'accumulation des pétrodollars n'échappe pas à l'emprise des vrais centres, de décision du monde capitaliste. L'Egypte, en se placant sur ce plan d'attaque, semblait s'être pourvue d'atouts solides. Vraisemblablement. Israël aurait dû répondre favorablement au geste de M. Sadate. Il n'en a rien été.

Expansionnisme économique ou territorial?

ERTES, les conditions de paix proposées par M. Sadate sont alléchantes. car nouer des liens entre l'économie égyptienne et l'économie israélienne crésrait une situation irréversible. A coups d'entreprises mixtes, de tels flens ne seraient pas seulement une gazantie, autrement plus efficace que l'occupation du Sinai, contre une éventuelle reprise des hostilités dans un avenir proche ou lointain (1), mais débigleraient aussi le terrain pour une pénétration économique largéllenne — via l'Egypte — en direction du reste du monde arabe. De tous les pays arabas, l'Egypte est économiquement la plus vulnerable. Sa politique d' « ouverture » n'ayant pas produit les récultats escomptés, elle n'est nullement en position de se protéger contre des ingérences économiques à des fins non égyptiennes. israel possède un double atout : d'abord. il occupe le Sinai, qui éventuellement ne sera cédé que si satisfaction lui est donnée à cet égard. - ensulte, il paut faire valoir les possibilités que recèlent les capiteux juifs internationaux, qui ne manquest pas de venir en side à l'Etat hébreu pour tout ce qu'il affirme être vital à sa escurité. L'Egypte est par allieure le pays de la région qu'on eaurait le moins isoler du reste des pays arabes. Una fois assurée la présence économique d'Israel en Egypte, il serait difficile d'empêcher cette présence de déborder et de s'étendre allleurs dans l'environnement arabe. Par

* Journaliste égyptien, auteur de Quand e conone se seront tue (Editions Bel-

contre, privé de la possibilité d'anir par l'entremise de l'Egypte, il est peu concevable qu'israel puisse se trayer un chemin vers les détenteurs de capitaix arabes dans la péninsule Arabique. Un arrangement égypto-israélien peut, par surcroft, trouver un certain écho auprès de milieux d'affaires des deux pays, car il favoriserait leurs positions respectives à l'égard de la nouvelle puissance régionale (aux assises encore incertaines) représentée par les pétrodollars.

(Live la suite page 16.)

(1) Voir le scénatio développé à cet égard dans l'article de Mohamed Sid-Ahmed, dans le Monde diplomatique de ianvier 1978 : « La sécurité par le déve-loppement des liens économiques ? ».

Dans ce numéro :

Le dollar, moteur de la crise (Page 5.)

Le labyrinthe péruvien

(Pages 10 et 11.)

Diplomatie

et droits de l'homme (Pages 17 à 21.)

Derrière l'accident de l'« Amoco-Cadiz »

Le scandale des pavillons de complaisance

L'aménagement des itinéraires des super-pétroliers peut certes attenuer les effets des accidents sans toutefois éviter les marées noires. L'aventure de l'Amoco-Cadiz a prouvé par avance qu'il fallait aller plus loin, Est-il pour autant possible d'éliminer les abus lies à l'usage du pavillon de complaisance? L'article ci-dessous fournit les indications chiffrées qui illustrent la logique de ce système dans les structures economiques actuelles.

ES transports maritimes internationaux constituent une jungle : la concurrence est leur seule loi, la dilution de responsabilités leur règle de conduite. « Un navire battant pavillon libérien peut être la propriété d'une société panaméenne, laquelle serait la propriété exclusive d'un groupe constitué au Luxembourg et dont la gestion effective se trouverait à New-York. » Encore cette illustra-tion imaginée par le secrétariat de la Conférence des Nations unles sur le commerce et le développement (CNUCED) n'envisage-t-elle ni l'éven-tualité d'un affrétement, ni la nationalité des officiers et de l'équipage, ni la nature, l'origine et la destination de la cargaison.

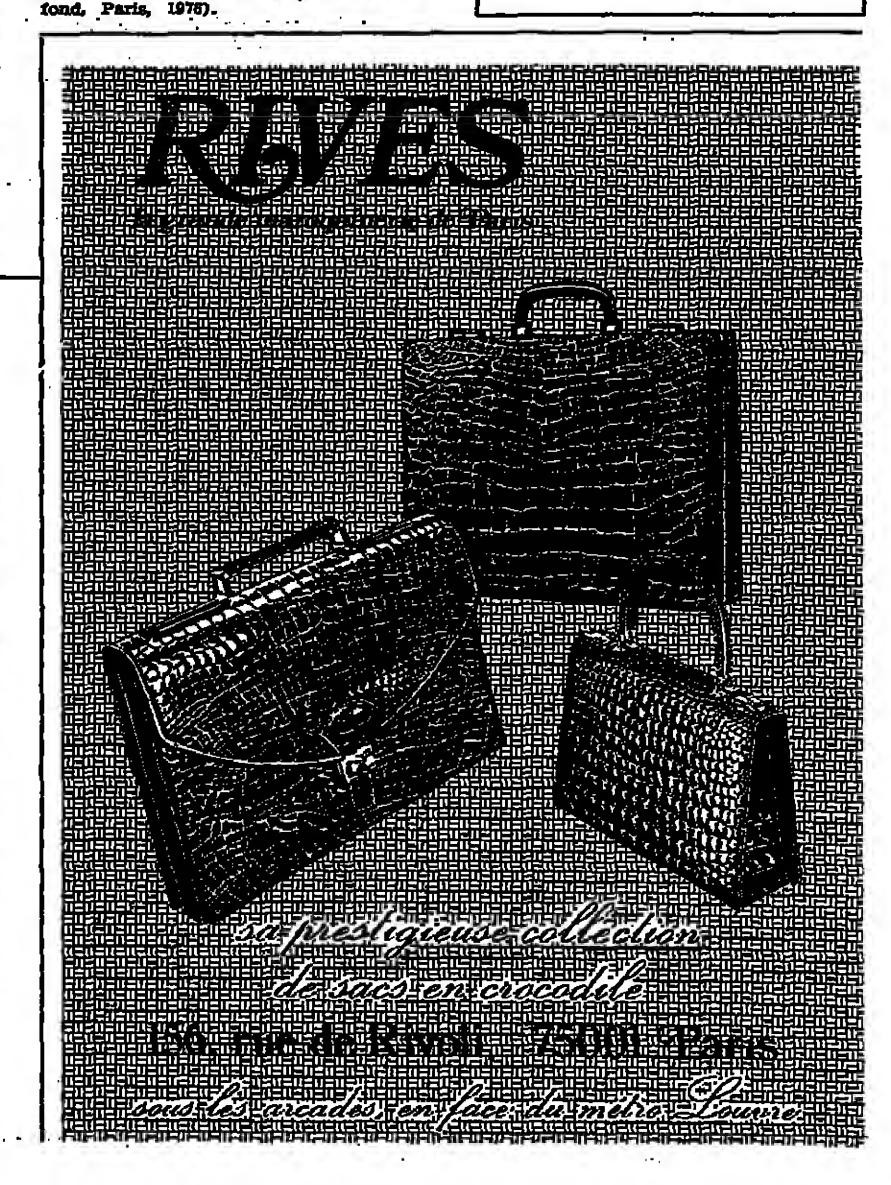
Par CHRISTOPHE BATSCH

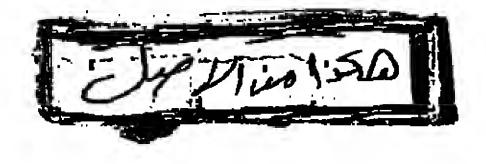
Trois grands principes régissent le droit international de la mer : la liberté de navigation en haute mer, d'abord : le droit pour tous les Etats, côtiers ou non, de faire naviguer des navires à leur pavillon; enfin l'oblila nationalité d'un Etat à la juridic-tion exclusive duquel il est soumis en haute mer (c'est le pavillon). L'unique disposition établissant une règle internationale en la matière est l'article 5 de la convention de 1958 sur la haute mer, qui dispose qu'il doit exister un « lien substantiel » (a genuine link ») entre l'Etat et le navire battant son pavillon. Il précise que a l'Etat doit notamment exercer effectivement sa juridiction et son contrôle dans les domaines technique, administratif et social. » En l'état actuel, ce a lien » n'implique donc de relation économique d'enque porte de relation économique d'aucune sorte.

« Substantielle » ou « véritable », la nature de ce lien reste hien floue. L'imprécision des éléments le consti-tuant a laissé la porte grande ouverte à la complaisance d'un certain nombre de petits Etats pour l'immatriculation des navires. Complaisance, en premier lieu, dans

l'octroi d'une immatriculation à des non-ressortissants. Si, parfois, il est nécessaire de constituer une société dans le pays d'immatriculation, la difficulté n'est pas plus grande : il en coûte moins de 5 000 francs à Panama et sans qu'il soit besoin de se rendre dans le pays. Complaisance régiementaire et financière : les recettes tirées de l'exploitation des navires sont exonérées d'impôt, de même que le revenu personnel Aucune clause restrictive quant à l'embauche clause restrictive quant à l'embauche d'un capitaine, d'officiers ou d'un équipage étranger : les puissances maritimes traditionnelles adoptent souvent des règles draconiennes en la matière, et s'obligent au moins au respect des conventions de l'Organisation internationale du travail (O.L.T.) (1). Les réglementations internationales, qu'elles concernent la sécurité de la vie en mer ou la pollution, sont d'une façon générale ignorées par les pays de libre immatriculation qui ne disposent pas d'une administration canable de les faire administration capable de les faire appliquer. L'ensemble de ces caractéristiques définit le pavillon de complaisance.

(Lire la suite pages 14 et 15.)





Progrès technologiques et menaces sur l'emploi

DEUX GRANDES GRÈVES BOULEVERSENT LE CLIMAT SOCIAL EN ALLEMAGNE

EUX grandes grèves, l'une dans l'imprimerie, l'autre dans la métallurgie, viennent d'illustrer la montée de la tension sociale en Allemagne occidentale. Cette tension semble correspondre à une remise en nable » qui caractérisait, jusqu'à présent, dans ce pays, les relations

entre patronat et syndicats. En Allemagne, comme dans de nom-erenx autres pays industriels, les difficultés de l'imprimerie sont nées techniques d'impression, qui entraîne la disparition de la vieille composition au plomb et, du même coup, de toute une profession qui appartenait à l'élite de la classe ouvrière : les typographes. Depuis novembre 1976, le syndicat allemand du Livre négociait avec les patrons de l'imprimerie et de la presse un accord destiné à faire face aux consequences sociales de cette modernisation. Pour vaincre les résistances de ses interlocuteurs, il a décidé, en mars, de lancer la bataille décisive.

Pendant une période d'une à trois semaines, selon les régions, la quasitotalité des quotidiens et des hebdomadaires n'ont pas paru Contrairement à sa doctrine de nonintervention dans les conflits sociaux, le gouvernement fédéral, invoquant le e droit à l'information des citoyens », a fait pression sur les deux parties pour qu'elles reprennent les négociations

Salaires et qualification professionnelle

FT hiver, des l'ouverture des négo-— I.G. Metal — a fait monter les tation générale des salaires de 8 % aiors que le patronat offrait de 3 à

ciations pour le renouvellement des conventions collectives régionales de la métallurgie, le syndicat enchères en réclamant une augmen-3,5 % selon les régions. Après plusieurs

Parents, gratuitement, nous vous conseillons l'école idéale dans la région idéale REGION DU LEMAN Centon de Vaud - SUISSE

- plus de 60 écoles et instituts
- enseignement de qualité, réputé.
- sports d'été et d'hiver
- ambiance propice aux études carrefour des grandes voies de
- paysage de toute beauté climat sain

SERVICE SCOLAIRE DES

communications

ÉCOLES PRIVÉES

Avenue de la Gare 10 1002 Lausanne/Suisse Téléphone 021 22 77 71

Télex 24 390 Sous le patronage de l'Association vaudoise des écoles privées (AVDEP) et de l'Office du tourisme du canton de Vaud (OTV).



Le Monde

réalise chaque semaine

UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

RÉSERVÉE AUX LECTEURS RÉSIDANT A L'ÉTRANGER

Numéro spécimen sur demande

> 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.

Finalement un compromis, négocié sous l'égide du ministre d'Etat à la chancellerie, est intervenu. Il prévoit, notamment, qu'à l'avenir les entreprises adoptant les nouvelles techniques de composition devront employer, de façon prioritaire, pendant huit ans, les tracerrantes et sutres techniciens les typographes et autres techniciens qualifiés de l'imprimerie aux consoles de visualisation (1). Grâce à un système de péréquation, typographes, correcteurs et perforateurs se voient garantir leurs revenus actuels jusqu'à la retraite. Les salariés oui ne trouveront pas d'emploi sur les nouveaux équipements électroniques seront reclassés dans l'entreprise en conser-

vant leur salaire actuel. Pour les syndicats, il s'agit là d'une grande victoire. Un tel accord n'interdit certes pas le progrès technique, mais il ne peut que le ralentir tant sa mise en œuvre devient couteuse pour les entreprises.

La grève de l'imprimerie n'était pas terminée qu'un autre conflit social éclatait dans la métallurgie. Dans cette branche, patronat et syndicats signent régulièrement des conventions collectives valables pour une durée déterminée et pour une région tarifaire correspondant à un Land ou à une partie de Land. A l'expiration d'un contrat, s'ouvrent de nouvelles négociations : c'est le seul moment où les syndicats ont légalement le droit de recourir à la grève.

semaines de discussions très dures, on en était arrivé respectivement à 5,1 et 4,8 %. C'est alors que le syndicat a brandi la menace de grève. L'opinion publique - pour qui l'arrêt de travail doit être vraiment l'ultime recours et qui trouvait cet écart dérisoire — a fort mai accueilli cette intransigeance. Il semble qu'une

partie notable de la population ait mieux compris l'attitude syndicale lorsqu'il est devenu évident que derrière des revendications salariales - dont la simplicité était propre à mobiliser la grande masse des travailleurs. — se cachait le véritable enjeu du conflit : l'atténuation des conséquences sociales du progrès technologique.

S'il est moins aigu et moins spectaculaire que dans l'imprimerie, ce problème se pose aussi dans de nombreux secteurs de la métallurgie, et sur une vaste échelle. Là aussi, les applications de l'informatique et de l'électronique entraînent la suppres-sion d'emplois ou la déqualification de très nombreux techniciens hautement qualifiés. Le dynamisme commercial des dirigeants de l'industrie allemande les poussent à accélérer la mise en œuvre de cette révolution

Par AIMÉ SAVARD *

technologique qui permet d'améliorer la productivité. Longtemps les syndicats, largement influencés par l'idéologie industrielle ambiante, se sont contentés d'accom-pagner cette transformation en évitant le pire. Aujourd'hui, alors que le nombre de chômeurs dépasse le million et ne cesse d'augmenter, leurs dirigeants prennent conscience de la garanties quant à l'avenir des travallieurs déqualifiés. S'ils attendaient plus longtemps, le taux de chômage risquerait de devenir tel qu'ils ne pourraient plus empêcher les patrons de remplacer de nombreux travailleurs très qualifiés et blen payés par des manœuvres peu rémunérés. A la mi-mars, les négociations étant bloquées, I.G. Metal a choisi de déclencher l'épreuve de force dans une region où il est particulièrement bien implanté : le nord du Bade-Wurtemberg, où cinq cent quatrevingt mille salariés vivent de la métallurgie. Selon les règlements syndicaux, une grève ne peut être déclenchée qu'après un vote favorable, à bulletin secret, de 75 % des syndiqués — la reprise du travail étant ensuite décidée, selon la même procédure, avec une majorité de plus de

I.G. Metal a fait voter la grève dans les entreprises où le taux de syndicalisation est le plus fort : quatre-vingt mille travailleurs ont ainsi cessé le travail le · 15 mars. Sauf dans les bureaux - où I.G. Metal appelait à la grève pour la première fois de son histoire. — les travailleurs non syndiques ont unanimement suivi les consignes syndicales. Pourtant, seuls les syndiqués perçoivent les indemnités de grève versées par leur organisation et correspondant à 75 % de leur salaire. Le 20 mars, le patronat a répliqué par le lock-out des usines de la région employant plus de mille salariés et non touchées par la grève : cette mesure frappait cent quarantecinq mille travailleurs. Pratique courante lors des conflits sociaux en Allemagne : elle permet au patronat d'affaiblir le syndicat, contraint de verser aussi des indemnités aux ouvriers lock-outes.

Deux puissances s'affrontaient ainsi dans une bataille dont l'enjeu était, fait, national. D'un côté, I.G. Metal (deux cent sotzante mille adhérents) avec une solide calsse de grève alimentée par les cotisations (1 % du salaire) béréficiant de la solidarité active de la confédération, le D.G.B....qui — fait: exceptionnel dans un conflit social en Allemagne a organisé de nombreuses manifestations de rue pour soutenir les gré-

• Journaliste.

vistes (2). De l'autre côté, le patronat de la métallurgie, qui dispose lui aussi d'une caisse de solidarité pour venir en aide aux entreprises victimes de

Des négociations très difficiles ont finalement repris et abouti à un accord conclu le 3 avril et ratifié le 6 par une majorité de 55,4 % seulement des ouvriers syndiqués (preuve de la détermination de la base). Ce

de 5 % assortie d'une prime uniforme née. Mais surtout, à travers un dispositif complexe, il garantit qu'un salarié victime d'une déqualification — soit à cause du progrès technologique, soit même à cause de « modifications de la situation économique » — ne pourra subir de diminution de son salaire en valeur absolue et aura la faculté de se recycler pendant un an aux frais de son entreprise.

Nouveaux conflits en perspective

E syndicat a ainsi gagné une bataille, mais pas la guerre. Contrairement à l'usage, le patronat de la métallurgie s'oppose, en effet, à ce que l'accord conclu dans le Bade-Wurtemberg serve de référence pour les conventions collectives dans les autres régions. Il accepte ainsi la perspective de nouveaux conflits et semble même vouloir provoquer une grève en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, où un million de salaries travaillent dans la métallurgie. Il pourrait ainsi « vider les caisses » d'I.G. Metal et porter un rude coup à la puissance syndicale.

Cette attitude est révélatrice du changement intervenu dans les relations sociales en Allemagne. Un changement que M. Jakob Moneta, l'un des dirigeants d'I.G. Metal, ancien conseiller pour les affaires sociales à l'ambassade de R.F.A. à Paris, analyse ainsi:

e Pendant vingt ans, l'Allemagne fédérale a vécu dans une conjoncture économique tout à fait extraordinaire à mon sens. Pour le patronat, il était alors préférable de lacher du lest plutôt que de laisser éclater des grèves qui auraient coûté beaucoup plus cher aux entreprises qu'aux syndicats. Aujourd'hui, le miracle est fini. Notre économie souffrira de plus en plus des mêmes maix que ceux des autres vaus industriels. Déjà, nombre d'entreprises ne peuvent plus faire de concessions sociales sans perdre du profit. D'où un durcissement inévitable du patronat.

» De leur côté, les syndicats ne peuvent laisser remettre en cause les avantages acquis par les travailleurs. Et ils ne peuvent se permettre de rater une grève sous peine d'en être gravement affaiblis et d'ouvrir une brèche dangereuse dans le système de protection des intérêts du monde du travail Ils seront donc très fermes. Dans la conjoncture expansionniste du passé. A leur était rarement nécessaire de recourir à l'épreuve de force pour obtenir la satisfaction de leurs revendications. D'où le mythe de la noncombativité des syndicats allemands, largement accrédité à l'étranger et surtout en France. Il sera bientôt clair pour tous qu'il s'agit bien d'un

Profondément réformistes, les dirigeants syndicalistes allemands attachaient une grande importance à la loi votée le 18 mars 1976 par le Bundestag - par trois cent quatre-vingtonze voix contre vingt et une et une abstention - prévoyant l'extension à l'ensemble de l'industrie du système de cogestion en vigueur depuis 1952 dans les charbonnages et la sidérurgie. Ils y voyaient une nouvelle étape de la participation croissante de la classe ouvrière au pouvoir économique. Lorsque, en juillet 1977, soit quinze mois après le vote, le patronat a introduit contre cette loi un recours en inconstitutionnalité devant la Cour constitutionnelle de Karlsruhe, le choc a été rude pour eux. Beaucoup, surtout parmi les plus jeunes, y ont vu

la remise en cause de la notion de

« Soziale Partnerschaft » (partenaires

sociaux) qui, depuis près de trois dé-

cennies, présidait aux rapports entre

patronat et syndicats. Depuis, s'est ouverte l'ère du soupcon. Un ressort est cassé. Des deux côtés, on se méfie, on s'observe et l'on se defle. « Une nouvelle génération de chess syndicalistes veut changer le système et détenir réellement le pouvoir sur l'économie, dit un dirigeant patronal. Elle dispose d'appuis solides au gouvernement et dans le personnel politique. Voici pourquoi nous sommes de plus en plus inquiets. Nous ne pourrons les laisser faire. » L'inquiétude et la résolution ne sont pas moins fortes dans les états-majors syndicaux. Des deux côtés, on s'apprête à de nouvelles épreuves de force. Seule l'opinion publique ne paraît pas encore avoir réellement pris conscience du changement intervenu. Un changement qui pourrait, à terme, avoir d'importantes conséquences sur l'évolution de l'Allemagne fédérale.

(1) Ces consoles sont constituées, en pratique, d'un clavier de machine à écrire couplé à un écran de télévision — sur lequel apparaît le texte à composer — et relié à un ordinateur. Avec ca système, des dactylos ou, dans la presse, les jour-nalistes eux-mêmes, peuvent composer directement les textes. (2) Selon les confidences d'un dirigeant syndical, le conflit du Bade-Wurtemberg aura coûté environ 300 millions de DM

(soit près de 700 millions de FF) à L. G. Metal.

— Bientôt, tous des O.S.?

Ouvriers déqualifiés citoyens sans compétences

L n'y a pas de crise économique. De crise qui n'affecte que l'économique. Qui ne - concerne que le seul champ de la marchandise, de la rentabilité et du profit. Celle qui secoue les sociétés occidentales est d'abord crise de l'homme dans ses deux dimensions essen-tielles — son activité fabricatrice, son activité

Que la première se soit peu à peu séparée de la seconde, que le travail soit devenu cette part de lui-même que l'homme abandonne à la nécessité, c'est-à-dire à la force des choses et du capital, Marx l'a amplement démontre. Mais ce mouvement de dépossession, depnis, n'a cessé de s'accentuer : l'homme au travail devient moins producteur que spectateur - indifférent on hostile — d'un processus qui s'accomplit quasiment sans lui, hors de lui et, presque toujours, contre lui.

De cette situation proprement schizophrenique — qu'analysent, entre autres, Claude, Durand dans le Travail enchaîné (1) et Danielle Auffray dans le Travail, et après... (2) - les manifestations, depuis quelques années, s'amplifient : absentéisme — 13 à 14 % en France, 20 % chez Volvo, — instabilité — 25 à 27 % aussi blen chez les employés que les ouvriers (« on cité des taux de « turn-over » de 20 % chez les employés de banque de la région parisienne en 1975, note C. Durant, et des taux qui s'élèvent de 40 à 80 % du personnel dans les banques de New-York »), — sabotages, refus du chronométrage (« le chronométreur ose de moins en mo moins en moins se montrer », déclare un contremaître à C. Durand), contestation des cadences et, plus généralement, des conditions de travail (hygiène, sécurité).

Sans parier des grèves — on compte environ cinq mille conflits du travail en France chaque année - qui éclatent à propos d'un « rien ». crise de nerfs d'une ouvrière, accrochage avec un contrematire. Et qui - c'est nouveau - ne sont pas seulement salariales : comme le montre D. Auffray, de nombreuses revendications portent sur la structure des salaires, leur hiérarchie, le système des classifications. l'inégalité des statuts.

Ainsi, aux Mines de potasse d'Alsace, les travailleurs dénonçaient a la prime de chauffage de 4800 francs pour l'ingénieur et de 600 francs pour le mineur..., le ramassage scolaire des enfants de cadres et l'absence de ramassage des enfants de mineurs, les différences d'écoles (ou de type de logement) selon les catégories professionnelles ». De la multiplicité des revendications — de cette sorte de mal-être général qui gagne des

catégories entières de travailleurs, - la dégradation du travail est l'une des causes principales : il se déqualifie régulièrement, et chez les ouvriers d'abord.

Contrairement à une opinion répandue, les cols bleus ne sont pas en vole d'extinction : en 1954, la classe ouvrière représentait 30 % de la population active, elle en représente aujourd'hui 33,3 %. Mais surtout, elle change de nature : la catégorie des O.S. est en pleine expansion — « en quatorze ans, le corps des ingénieurs a grossi de cent mille personnes, constate D. Auffray, tandis que celui des O.S. augmentait de huit cent mille ».

Par MAURICE T. MASCHINO

Cette augmentation correspond à la restructuration, à la fois technique et géographique, de l'industrie. Sa modernisation s'accompagne, en effet. d'un double mouvement : d'une part, diminution des effectifs — de nombreuses entreprises, notamment dans le textile, s'implantent dans les pays du tiers-monde où la maind'œuvre est meilleur marché, - de l'autre, déqualification on non-qualification du person-nel engagé. Se fixant de préférence dans ce tiers-monde interleur que constitue des régions sous-équipées comme la Bretagne ou la Basse-Normandie, les industries de pointe (mécaniques, électroniques, électriques, de précision) recrutent principalement des travailleurs vite « spécialisés » — femmes, immigrés, jeunes,

COMME l'explique D. Auffray, la déqualification professionnelle est la conséquence d'une plus grande qualification sociale. Grace à l'instruction, aux médias, le savoir général est aujourd'hui plus élevé : l'O.S. est donc mieux formé, mais précisément parce qu'il l'est déjà en commençant son travall — un travall que la sophistication des appareils contribue également à simplifier, — sou apprentissage ne prend guère de temps et le prix de sa force de travail diminue. « La déqualification, écrit D. Auffray, c'est l'effort du capital pour faire coincider au maximum la force de travail qu'il utilise avec

la force de travail socialement banale, en

élevant constamment la qualification sociale

(non rémanérée) pour faire baisser la qualifi-cation de la force de travail individuelle. » Au « métallo de 36 », à l'ouvrier pourvu d'un savoir-faire specifique succède aujourd'hui un « ouvrier-masse », interchangeable, simple rouage — comme l'employé-masse des bureaux — d'une énorme machinerie qui le déqualifie comme travailleur et le disqualifie

comme homme. La logique de cette évolution exclut, quoi qu'en disent certains, toute « revalorisation » du travail manuel comme du travail en général C. Durand montre bien comment toutes les tentatives d'enrichissement des tâches — une centaine en France, cinq cents en Suède ont échoué : dans les entreprises en activité, parce que cet enrichissement se heurte au primat du rendement, à l'interdépendance des opérations — un atelier expérimental les désor-ganise ou les retarde. — à la structure hièrarchique; dans les entreprises qui se montent, parce qu'on ne se soucie qu'en dernier lieu de l'organisation du travail : « La détermination de la façon de travailler n'est décidée qu'après le choix du processus de production. Il faut attendre les essais de présérie pour voir entrer en jeu l'examen du procédé de travail » Et encore! C'est au moment où l'on présentait à un ouvrier sa nouvelle machine qu'on s'aper-cut qu'il devait la servir à genoux. À la déqualification du travailleur corres-

pond celle du citoyen : ce n'est pas seulement . à l'usine ou au bureau, c'est dans sa vie que l'homme d'anjourd'hui est dépossédé de tout savoir-faire. Telle une marée noire, cette dépossession s'étend à tous les secteurs de l'existence, comme le montre Ivan Illich dans sa « postface » à la Convivialité (3). Biocrates, pédocrates, sexocrates et autres

technocrates prennent en charge l'individu des la maternelle, lui créent des besoins qu'ils sont seuls capables de satisfaire et investissent progressivement tous les secteurs dans lesquels, jusqu'à présent, une certaine initiative subsistait, Les valeurs marchandes déprécient les valeurs d'usage — seule l'activité salariée de la femme, par exemple, est considérée comme un travail — et « la multiplication des marchan-dises engendre l'impuissance ».

Substituant « le plastique à la terre cuite. les sodas à l'eau, le Valium à l'infusion de tilleul, les microsillons à la guitare », le système actuel dépouille les individus de leurs capacités créatrices et leur vole jusqu'à leurs reves d'évasion, qu'il lenr restitue sous forme de prospectus et de voyages planifiés — « spécialisés ».

Changer cette culture qui c organise l'impuissance, engendre les illusions et favorise l'élite »? Sans doute. Mais aussi longtemps que sa contestation s'exprimera dans le même langage productiviste que sa défense, la continuité l'emportera sur le changement.

(1) Le Seuil, Paris, 1978, 187 pages, 37 F.
(2) J.-P. Delarge, Paris, 1978, 200 pages, 35 F (en collaboration avec Th. Baudouin et M. Collin).
(3) Le Chômage créateur, Le Seuil, Paris, 1978, 90 pages, 19 P.

école fra

Les socialistes

de secrétariat. FORMATION

d'hotesses,

de langues.

AUX CARRIERES "Hôtesses de l

□ Hôtesses de t de Secrétaires l

FORMATION PROF LEct e ést notamment, sp mailo- du personnei com gnie: Leriennes et des Age

11 bis, rue de Milan 75009 PARIS - Tel. 526Le contrième anniversaire de la chute du régime fasciste. L'atmosphère n'était cependant pas à l'optimisme sur les bords du Tage. Le spectre d'un nouveau 28 mai (1) hante de plus en plus les esprits à Lisbonne, tandis que les experts du Fonds monétaire international (F.M.I.) essayent d'imposer au gouvernement un remède de cheval pour sauver l'économie por-

n brokers to

lian erotati

e diministrative abeo. 20 =:

recycles pend

Son entrept_

erspective

Mile Grant

NA contre

ble de lint.

tshon en : · ·

Y VCV3.c.:

part.....

SATTAGE

Lorsque. ...

सुद्धाः ५०० ।

ationsele to El

duit contra

rude .

Lee D.

\$ 400 Andread

All Sest in the

THE TEXT OF THE

an 🕾 🗆 ...

医皮肤性 计均率

terr :

Tr T

TAX STATE OF

Partition :

grow in grant

Ollie -

OF:

LAN. Comment

qu: : . -:-

翼ta::

Cov

100 (2.7)

💼 🛊 1-11-15

BURN IN

WAR PROPERTY.

im rail'i

Miles still:

MISSELL: M.

WE . . .

16 th 2 2 2

auff Cr. Calaba

18 45 - ·

- C. T. .

399 Jan .

defe

He Paris

A Pre-disc

e it is man

tugaise de la banqueroute. Cependant, le 14 avril dernier, le Parlement portugais approuvait les projets de plan et de budget pour l'année en cours. Seuls les socialistes et les représentants du Centre démocratique et social (C.D.S.) ont voté en faveur du plan d'austérité présenté par M. Vitor Constancio, ministre des finances et du plan. Fait apparemment anodin dans le jeu parlementaire qui s'installe dans un Portugal naguère révolutionnaire. Mais deux rappels lui donnent tout son sens : il y a tout juste trois ans, la population des grandes villes portugaises empēchait le CDS, de tenir des réunions publiques; il y a à peine deux ans, le C.D.S. était le seul parti politique à voter contre la Constitution portugaise. Or, depuis le 2 février 1978, il partage le pouvoir avec un parti politique de gauche_

Comment la gauche portugaise a-t-elle pu arriver à une telle situa-Quand éclate la « révolution des œillets » (25 avril 1974), l'affaire du Watergate, la situation en Asie du Sud-Est et au Proche-Orient préoccupent beaucoup plus MM. Henry Kissinger et Richard Nixon que ce qui se passe en Afrique ou au Portugal. Sulvant l'exemple du gouvernement américain, l'Occident conduit en Afrique une politique clairement définie dans l'étude secrète de M. Kissinger (2) : un soutien à peine caché aux regimes blancs, accompagné d'une lutte contre les mouvements de libération, cette lutte pouvant aller jusqu'à des interventions armées importantes. Dans ce cadre, le Portugal avait rempli un rôle essentiel en essayant, par la seule force militaire, de tenir en échec pendant plus de dix ans les différents mouvements de libération dans ses colonies afri-

Les répercussions de l'effondrement de l' « Estado Novo » n'ont pas été sous-estimées par l'Occident. Quelques semaines après le 25 avril 1974, l'amiral Hugo H. Biermann, commandant des forces de défense sud-africaines, est arrivé à Washington pour rencontrer certains dirigeants du Peniagone. M. Henry Kissinger, alors secrétaire d'Etat américain, avait été obligé d'intervenir personnellement pour annuler le refus de visa que son propre bureau africain avait envoyé à Biermann (3). Celui-ci a sans doute assisté, au début du mois de mai 1974, à la réunion du département. d'Etat au cours de laquelle furent discutées les implications que les changements survenus à Lisbonne auraient en survenus à Lisbonne auraient en Afrique portugaise, la situation au

25 avril au 28 septembre 1974 (date à laquelle le général Spinola quitte la présidence). Washington considérait encore le Portugal comme un pays « stable » et « sûr ». Les observateurs américains ont tout simplement supposé que Spinola, procédant à un « rajustement » du système en éliminant les aspects les plus embarrassants du fascisme portugais, allait faire une rénovation mais pas une révolution ; cela a été, sans doute, confirmé lors des rencontres entre MM Spinola et Nixon aux Açores et entre MM. Mario Soares, alors ministre des affaires étrangères, et Kissinger à Ottawa le 19 juin 1974. S'il en fallait une preuve, on pourrait remarquer que les protocoles de ces deux rencontres n'ont jamais été rendus publics, même à la demande d'un représentant du Congrès

Mais cette première période de la révolution portugaise, à l'insu des observateurs américains, a été caractérisée par une lutte entre le général Spinola, devenu président de la République, et le Mouvement des forces armées (M.F.A.), véritable détenteur du pouvoir. S'affrontaient alors deux projets sur la décolonisation portugaise : Spinola cherchait à împoser un « rajustement » du système colonial, tandis que le M.F.A., avec le soutien de toutes les forces politiques de la gauche portugaise, voulait l'indépendance des colonies et la reconnaissance des mouvements de libération comme seuls représentants des peuples

Les socialistes et l'Occident

D ANS cette période, et peut-être pour la seule fois, le M.F.A. a. bénéficié d'un soutien homogène des partis politiques de gauche. Pendant cette même période, la politique de M. Kissinger consistait à soutenir uniquement les partis de droite, excluant ainsi le parti socialiste de M. Mario Soares. Mais cette situation du P.S. et la belle homogénéité de la gauche n'allaient pas survivre à la deuxième étape de la révolution qui s'étend du 28 septembre 1974 au coup d'Etat manqué de Spinola, le 11 mars 1975.

En effet, M. Kissinger avait limogé l'ambassadeur américain à Lisbonne, M. Stuart Nash Scott, qui avait osé déconseiller toute intervention (clandestine ou ouverte) des Etats-Unis. D'après M. Scott, toute tentative d'in-. tervention aurait fait le jeu du parti communiste portugais (P.C.P.), seule force politique civile possédant une structure solide et cohérente. M. Scott fut remplacé par un homme choisi personnellement par M. Kissinger, M. Frank Carlucci, qui arriva à Lisbonne en janvier 1975. Celui-ci se rendit vite compte que son infortune prédécesseur avait eu raison. Il donna son approbation à un soutien discret à M. Mario Soares et au P.S. pour faire avancer les intérets américains, sans intervention directe dans le cours

Depuis cette époque, on n'a jamais plus entendu le parti socialiste portugais parler d'un programme politique commun avec le P.C.P. Il est vrai que l'ancien premier ministre Vasco Gonçalves nous a déclaré : « Nous devions mettre en œuvre nous-même un programme d'unité de la gauche, avec lequel nous devions aller aux élections à l'Assemblée constituante. Soares a refuse d'emblée. Notre cas, disait-il, n'étant pas semblable à celui de la France, (...) chaque parti... devait aller aux élections indépendamment » (6). Quoique cette attitude n'ait pas eu d'impact immédiat, le refus socialiste allait, à long terme, priver le M.F.A. du bloc social nécessaire à sa survie et à la réalisation

révolutionnaire portugais (5).

en considération. Dans ce premier temps de la révolution portugaise qui s'étend du

américain (4).

d'un projet authentiquement socialiste. Cette nouvelle identité de vues entre le parti socialiste portugais et l'Occident (en l'occurrence, les Etats-Unis et, dans une moindre mesure, l'Internationale socialiste) reste, sur le plan civil, le fait marquant de la période du 28 septembre 1974 au 11 mars 1975 (7). En ce qui concerne les forces militaires, cette deuxième étape est marquée par l'arrivée au pouvoir du M.F.A. conséquence de sa victoire sur Spinola La décolonisation est alors menée à terme en Guinée-Bissau et en Mozambique, alors que la décolonisation de l'Angola devient un enjeu international qui

dépasse de loin le seul Portugal. Quolque la décolonisation soit prioritaire pour le M.F.A.: celui-ci cherche aussi à réaliser l'autre volet de son programme initial : la démocratisation du Portugal. Mais il est gêné par les éléments spinolistes présents au sein des forces armées. Ces luttes intestines éclatent au grand jour le 11 mars 1975 quand Spinola fait une tentative désespérée pour renverser le M.F.A. par la force des armes. Les progrès enregistres par le M.F.A. aussi bien dans la décolonisation en Afrique que dans la démocratisation au Portugai sont à l'origine de la précipitation des éléments spinolistes, dont le coup de force est insuffisamment planifié

La phase finale de la révolution portugaise le fameux « été chaud », commence avec cet échec de la tentative spinoliste et la fuite de ses auteurs vers l'Espagne le 11 mars 1975 ; elle s'achève le 25 novembre 1975 avec le coup de force militaire qui portera au pouvoir le lieutenant-colonel Ramaiho Eanes. Celui-ci est soutenu par le groupe dit « des dix-sept » et par le « groupe des neuf » du major Melo Antunes (8). Pendant cette période de huit mois, le M.F.A., débarrassé des éléments spinolistes, libéré du pro-bième de la décolonisation, ne parvient pas à mettre en œuvre une politique socialiste acceptable pour une large partie de la population portugaise, echec du en grande partie, à l'attiPar KARL VAN METER et ALAIN ECHEGUT

tude des différentes forces politiques de la gauche civile et à leurs désaccords.

Comme J. Martins Pereira, alors secrétaire d'Etat à l'industrie, l'écrivait dans sa lettre de démission :
« Il est été décisif qu'il [le M.F.A.] se
prononçat publiquement pour une
sévère condamnation du parti socialiste, qui, en pleine crise politique,
menace de paralyser entièrement le pays. Même chose pour le parti communiste qui, le 4 fuillet, a créé artificiellement un climat de tension qui présumait presque une guerre civile. (...) Il eut été important de sacrifier quelques têtes pour retrouver un prestige qu'il considérait lui-même comme entamé » (9). Mais le M.F.A. n'a jamais trouvé l'élan d'opinion né-

cessaire pour mener une telle action. En effet, l'« été chaud » est une chronique de projets, de contre-pro-jets et de crises qui décrivent la désa-grégation croissante du M.F.A., divisé entre les « otelistes » révolution-naires, la gauche militaire ou « gon-calviste » et le « groupe des neuf » on les « modérés ». Le 25 novembre 1975, la désagrégation est si avancée qu'il faut très peu de temps et de moyens pour que les « modérés » s'emparent du pouvoir en écartant, et souparent du pouvoir en écartant, et souparent du pouvoir en écartant. vent en emprisonnant, leurs rivaux q otelistes » et « gonçalvistes ». Blen qu'à ce moment-là la situation poli-tique portugaise ne puisse pas encore être considérée comme stable ou tout à fait modèlée par le jeu des institu tions démocratiques, il est certain que le coup de force du 25 novembre 1975 a été le dernier changement profond qui a déterminé le cadre de l'évolution politique du Portugal depuis cette date (10).

Emergence d'une nouvelle gauche

DEPUIS l'arrivée au pouvoir du général Ramalho Eanes et de ses allies, le M.F.A. a disparu de la scène politique. Cette disparition a obligé le P.C.P. à refondre complètement sa stratégie politique, payant ainsi lourdement son sulvisme trop servile par rapport au M.F.A. depuis le 25 avril 1974. De plus, comme allié préféré du M.F.A. le P.C.P. avait donné une trop grande importance à la conquête de positions-clés dans l'appareil de l'Etat. Trop étendu sur un terrain devenu hostile, coupé de ses arrières par ses pratiques stéréotypées et souvent dogmatiques et, finalement, privé de ses alliés militaires, le P.C.P. a vite battu en retraite en abandonnant les positions-clés les plus exposées, par exemple dans les municipalités du centre et du nord du pays.

Cédant au vieux réflexe qui le portait à protèger son appareil, le P.C.P. s'est replié sur lui-même, après le 25 novembre 1975, pour réapparaître au cours de l'année 1976 (après les élections législatives et présidentielle) comme un parti politique rompu aux jeux parlementaires du Portugal postrévolutionnaire. Il a réussi à enregistrer vingt-cinq mille adhésions nouvelles depuis un an, dont une grande partie dans le nord.

Une souplesse analogue a été manifestée par l'Intersyndicale depuis la même époque. En effet, su fur et à mesure que le P.C.P. abandonnait son activisme militant. l'Intersyndicale occupait le terrain en témoignant d'une inlassable opposition à la politique d'austérité du premier gouvernement constitutionnel de M. Mario Soares, Ainsi, aujourd'hui, il existe au Portugal 360 syndicats : 287 appartiennent à l'Intersymidicale, 73 sont plus on moins affiliés au mouvement Letire ouverte que le parti social-démocrate (P.S.D.) et le parti socialiste ont créé de toutes pièces en 1975, et qui devrait être remplacé prochainement par la Centrale démocratique des travailleurs (C.D.T.). Mais, si on analyse le résultat des élections syndicales pour l'année 1977, on constate que, sur 111 élections, l'Intersyndicale en a remporté 86 : 5 élections étant gagnées par des directions liées au parti d'extrême gauche; Union démocratique populaire (U.D.P.). En fait, l'an passé, l'Intersyndicale a perriu deux élections et en a gagné 32 (11).

Ce déplacement de l'affrontement entre le P.C.P. et le parti socialiste vers un affrontement entre l'Intersyndicale et le gouvernement sera vivement ressenti au sein du parti socialiste lui-même. En proie à des scissions et à des luttes internes, tout en recherchant un projet politique cohérent depuis son entrée sur la scène polltique portugaise, le parti de M. Mario Soares dispose aujourd'hui d'une marge de manœuvre assez étroite, tandis que son capital politique auprès des éléments de gauche est sérieusement

Possédant une minorité de sièges — mais une alliance avec le P.C.P. pourrait lui assurer une majorité à l'Assemblée de la République (12), -M. Mario Soares a pourtant décu les espérances de la « révolution des œillets ». Le premier gouvernement socialiste minoritaire, Investi le

atteint

23 juillet 1976, est mort faute d'avoir pu définir une politique axée sur la gestion des acquis de la révolution dans cette période de crise économique mondiale. En recherchant le plus souvent l'appui des partis de droite (P.S.D. et C.D.S.), au détriment d'un accord avec les communistes, M. Soares exposait son gouvernement aux surenchères. Ce jeu de pendule a pris fin le 8 décembre 1977.

Désigné par le président de la République pour former le second gouvernement, le leader socialiste a envisagé plusieurs hypothèses. Dans un premier temps, un gouvernement a présidentiel » formé de technocrates sans attaches partisanes, lequel s'est vite heurté au veto des partis. Dans un second temps, il a négocié sur deux fronts : d'une part, avec le C.D.S. pour préparer son accès au gouvernement; d'autre part, avec le P.C.P. pour obtenir son soutien au Parlement à partir d'un programme de gouvernement qui serait signé par les deux formations de gauche. Les négociations avec le P.C.P. ont rapidement capoté, le leader socialiste refusant de donner des garanties concernant la protection des acquis de la révolution (réforme agraire, nationalisations, secteur autogéré, etc.). Il est vrai, en outre, que les bases communistes se sont montrées hostiles à tout compromis. Mais il ne faut pas oublier qu'entre-temps le président Carter s'était montré hostile à toute entrée des communistes dans un gouvernement de l'Europe du Sud. Après la rupture avec le P.C.P., M. Mario Soares a donc conclu un accord avec le Centre démocratique et social. Mais il en a payé le prix fort, puisque son allié (issu de la famille démocrate-chrétienne) a obtenu trois portefeulles cles dans le second gouvernement : les affaires étrangères, le commerce et la réforme administrative. Sur le plan politique, cette nouvelle alliance entre les socialistes et le C.D.S. a eu plusieurs conséquences. En premier lieu, la création d'un

nouyeau parti, l'Union de la gauche socialiste démocratique (U.E.S.D.), par M. Lopes Cardoso et ses amis dissidents du parti socialiste, des indépendants et des membres de petites organisations de gauche. Dès à présent, selon un sondage, 10. % de l'électorat portugais serait disposé à voter pour ce nouveau parti de gauche, dans le cas d'élections anticipées. Flairant le danger d'un dérapage trop important vers la droite, M. Mario Soares a rapidement engagé des négociations avec un mouvement politique créé en 1976, le Groupe d'intervention socialiste (GIS), qui regroupait une trentaine d'intellectuels de gauche, très proches des idées défendnes par le « groupe des neuf » du major Melo Antunes. Fin février, le GIS annon-

duellement au parti socialiste. En revanche au sein de la droite, le parti social-démocrate (P.S.D.) vit dans une grande confusion. Après avoir abandonné la présidence de son mouvement, en novembre dernier, M. Sa Carneiro était remplacé le 29 janvier dernier par M. Sousa Franco, leader de l'aile modérée du P.S.D., favorable à un rapprochement

cait sa dissolution et faisait savoir

que ses membres adhéraient indivi-

avec les socialistes. Or, coup de théâtre, le 8 avril, la commission politique et son président donnaient leur démission. Celle-cl intervenait quelques jours après une interview accordée à la radio portugaise par M. Sa Carneiro, dans laquelle il souhaitait que la date des élections soit avancée, en espérant que le scrutin dégage une nouvelle majorité opposée à la Constitution ainsi qu'au président de la République.

Le 16 avril, au cours d'un conseil national, la commission politique maintenait sa démission, tandis que M. Sa Carneiro se disait prêt à repren-dre la présidence du P.S.D., au cours d'un congrès extraordinaire prévu pour

le mois de juin prochain. parlementaire à laquelle son parti a appartenu pendant ces trois dernières années, se voit anjourd'hui contraint de faire monter les enchères politiques pour prendre à son compte le mécontentement populaire et favoriser par là une rupture entre les socialistes et le C.D.S. Cette stratégie du pire risque de menacer les institutions. Car le leader du P.S.D. bénéficie au sein des forces armées de la sympathie des éléments de droite et d'extrême droite, qui ne cachent plus leur désir de prendre une revanche sur la « révolution des œillets ». En novembre dernier, une tentative de soulèvement militaire dans le nord du pays a été évitée grâce aux « pressions » de l'ambassade des Etats-Unis à Lisbonne. Le général Pires Veloso, commandant de cette région militaire. était « démissionné ».

Le fragile équilibre maintenu par le président de la République a de nouvezu été rompu, il y a quelques semaines, avec le différend qui a opposé le chef d'état-major de l'armée de terre, le général Rocha Viera, au gouverneur militaire de la région de Lisbonne, le général Vasco Lourenço. Au-delà du débat sur les valeurs hiérarchiques, cet incident illustre ·l'éclatement du bloc militaire qui favorisa le coup de force du 25 novembre 1975. La droite militaire, à l'époque, apporta son appui logistique au « groupe des neuf » (auquel appartient le général Vasco Lourenço), dans le but d'éliminer des unités militaires les ėlėments rėvolutionnaires. Aujourd'hui, avec une logique toute militaire, elle souhaite marginaliser les derniers rescapés du « mouvement des capitaines » auteur du coup d'Etat du 25 avril 1974. Le major Melo Antunes et ses amis risquent à terme d'être chassés du Conseil de la révolution.

En démissionnant les généraux Rocha Viera et Vasco Lourenço, et en les remplacant par des hommes de la hiérarchie traditionnelle (13), le général Ramalho Eanes a désamorcé le conflit. Pour combien de temps?

(1) Le 28 mai 1928, les forces militaires commandées depuis Braça, dans le nord du Portugal, par la général Gomes de Costa, entraient dans Lisbonne, renversaient la République et instauraient la dictature.

(2) Cl Afrique australe : de Kissinger & Carter. — Le rapport Kissinger sur l'Afrique australe et ses prolongements français et européens, de Barry Cohen et Howard Schissel, L'Harmattan, Paris. 1977. (3) Cf. « Atlantique aud et Afrique australe : de Klasinger à Carter », dans la Revue française d'études politique africaines, décembre 1977. (4) Ibid.
(5) «L'énigme portugaise de Kissinger».
dans le Nouvel observateur du 9 février

(6) Lettre personnelle de M. Vasco Goncalves aux anteurs du présent (7) Il faut souligner que le P.S. à été créé en 1973 non pas à Paris, où résidait M. Mario Soures, mais à Münsterefeil, en R.F.A., dans les locaux de la fondation culturelle Friedrich Ebert, très proche du S.P.D. (8) Cf. Le Portugal d'Otelo - La révolution dans le labyrinthe, par Jean-Pierre Faye, éditions Jean-Claude Lattès, Paris,

(9) Cf. Libération. 18 juillet 1975. (i0) Cf. c Les jeux des militaires au Portugal », dans le Monde diplomatique, décembre 1977. (11) La principale opposition à l'Intersyndicale vient du secteur tertiaire de la population : les syndicats des employes de bureaux, des banques et des assurances.

(12) Les résultats des élections législatives du 25 avril 1978 avaient donné
147 députés à la gauche et 115 députés à la droite. (13) Les généraux Pedro Cardoso et Oliveira Rodrigues.

école française

et organise.

d'hôtesses, de langues, de secrétariat. (ENSEIGNEMENT PRIVE)



FORMATION **AUX CARRIÈRES**

d'Hôtesses de l'air, d'Hôtesses de tourisme, de Secrétaires bi-trilingues

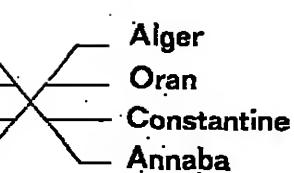
- FORMATION PROFESSIONNELLE -

L'Ecole est, notamment, spécialisée dans la formation du personnel commercial des Compagnies Aériennes et des Agences de Voyages.

11 bis, rue de Milan (St-Lazare) 75009 PARIS - Tel. 526-79-88 - 878-02-15 Les Grandes Routes Aériennes Europe – Algérie 103 Vols Par Semaine



· Londres: Barcelone - Genéve: Bruxelles_Alicante_Toulouse _ Francfort_Rome_Palma_Nice Madrid-Paris-Lyon-Marseille





Au ryibme de vos affaires.



E qu'il y a eu de plus remarquable dans la session du atribunal Russell sur les drolts de l'homme en R.F.A. -, qui s'est tenue à Harheim, près de Francfort, du 28 mars au 2 avril, c'est la fureur qu'elle a provoquée dans les milleux dirigeants allemands et dans la presse. Un document interne du ministère de l'Intérieur, parvenu au journal d'extrême gauche Arbeiterkampi et reconnu exact par le ministère, avait envisagé méthodiquement tous les movens d'interdire ou de saboter la session. Une circulaire de la direction de la Confédération syndicale D.G.B. avalt Interdit aux syndicalistes les membres du jury étalent décrits de facon étrange et algnificative : ainsi, en falsant suivre le nom d'André Jeanson, ancien président de la C.F.D.T., par la remarque : « La C.F.D.T. est considérée comine extrémiste de gauche

Mais, finalement, la session a'ouvrit très normalement, le gouvernement renonça à l'interdire et affirma que le tribunel lui étalt tout à fait indifférent... La presse et les radios-télévisions allemandes et étrangères avaient envoyé de très nombreux correspondents. La presse francaise, curieusement, était peu représentée : parmi les quotidiens, seuls Libération et Rouge suivirent les séances. Ce qui n'empēcha pas les grande quotidiens français d'attaquer le tribunal, presque à l'instar de jeurs confrères allemands. On vit rarement un parell assaut de désinformation et de mauvaise foi : - Le tribunal n'a eu aucun succès » — alors que l'assiduité. même hostile, des médias disait le contraire et que les nombreuses déléga-

tions des comités de soutien fondés dans toute la R.F.A. et à l'étranger se pressalent dans la salle et, certains jours. atteignant plusieurs milliers, débordaient sous le vaste chapiteau de tolle monté à proximité pour y diffuser les débats. Ou bien : - Le tribunel est lâché par les communistes et la plupart des mouvements d'extrême gauche. - Le petit parti communiste orthodoxe ouest-allemand (0.7 % des voix aux législatives), sectaire et lié à la R.D.A., a sa propre organisation de lutte contre la répression; il était profondément agacé par la concurrence du tribunal Russell et on savait d'avance lancées, il refuseralt d'être présent. Quant aux mouvements d'extrême gauche les plus sectaires, le tribunal ne tenait précisément pas à avoir leur participation maselve. Ce qu'il e'agissait de démontrer. c'était précisément qu'il était possible de eusciter un vaste intérêt en Allemagne en s'appuyant essentiellement sur un mouvement de personnalités échappant aux impasses dans lesquelles la gauche allemande s'est fourvoyée. La démonstration

Le rôle de l'opinion

T ES organisateurs du tribunal et la Fondation Russell avalent délà répondu que cette Fondation ne crée un organisme de ce genre que quand un mouvement d'opinion suffisamment important le lui demande. La fondation a pris une part Importante à la lutte confre la répression en Europe de l'Est - mais on ne lui a

fut falte aisément

Par CLAUDE BOURDET

Autre remarque, celle-là pure faisification : + Le tribunal a été lâché par les leunte accialistes et les jeunes libéraux >. Entièrement faux pour les jeunesses socialistes, maigré les pressions inouïes que leur a fait subir la S.P.D. Quant aux leunes libéraux, ils avalent effectivement capitulé devant leurs aînés, mais en publiant une déciaration retentissante affirmant - qu'ils étaient obligés de céder aux pressions, mais que ces pressions démontralent précisément la nécessité du

Enfin, la grande presse allemande (et française) utilisa presque unanimement contre le tribunal le fait « scandaleux » que l'on ose - juger - la R.F.A. après que le premier tribunal Russell se fut occupé des crimes de guerre américales au Vietnam et le second de la répression militaro-tascista en Amérique latine. - Comment pouvait-on mettre dans le même sac la démocratique République tédérale? Pourquoi ne parialt-on pas de la répression an R.D.A.? -

pas encore demandé de créer un « tribunal » à ce sujet peut-être parce que la répression qui y sévit est suffisamment connue! Les tribunaux Russell an effet ne jugent pas, mais réunissent un dossier sur des phénomènes litigleux et discutés: c'est l'opinion qui juge.

M. David Rousset a avancé un autre

argument, important, repris par plusieurs porte-parole du tribunal : c'est que la répression en R.F.A. présente un caractère particulier et se développe dans des conditions très différentes de celles des pays fascistes ou communistes, précisément parce que c'est une démocratie parlementaire: c'est pourquoi on ne saurait sans confusionnisme associer l'étude de ces cas différents. Mais justement parce que la R.F.A. est une démocratie pariementaire, ces procédés répressifs peuvent être sans difficulté transférés dans d'autres pays d'Europe à régime similaire, et risquent de l'être, à cause de l'énorme polds économique et politique de cet Etat et de son influence dans les structures de la Communauté européenne : en défendant les libertés en Allemagne fédérale, on les protège aussi en France, en Angleterre, aux Pays-Bas, etc.

Les lecteurs du Monde diplomatique connaissent bien ces - interdictions professionnelles - qui ont suscité hult cent mille enquêtes et frappe déjà quatre mille fonctionnaires, enseignants, employés ou ouvriers de services publics ou assimilés (1). Soulignons que tout cela n'a rien à voir avec le terrorisme : les organisations de gauche visées sont toutes hostiles aux procédés de la Fraction armée rouge. Une petit livre paru récemment aux éditions Maspero: les Interdictions professionnelles en R.F.A., par R. Boure, felt d'allieurs le point sur la situation actuelle. Ce qui est apparu au cours de la session, c'est l'énorme développement de la nouvelle police spécialisée, le Service de protection de la Constitution : quinze mille - mouchards - travaillant à l'échelon fédé-

ral, quatre-vingt mille dans les Länder. d'après les demlères estimations. L'inquisition permanente, les dénonciations ancnymes sont de règle : personne ne peut s'estimer en sécurité. Parmi les personnes ayant perdu leur emploi ou ayant vu leur candidature rejetée, on trouve non seulement des communistes et des gauchistes - mais des pacifistes, des personnes n'appartenant à aucun parti, à aucune organisation, mais accusées de « n'avoir pas pris suffisemment de distances » d'avec les communistes ou gauchistes : c'est « la culpabilité par association », trouvaille. riaguère, du sénateur Joseph McCarthy ; la situation ressemble en effet beaucoup à celle de la période du maccarthysme aux Etats-Unis. Enfin, dans plusieurs cas, il a été prouvé que l'élément principal retenu pour prouver la - culpabilité - d'une personne, c'est le fait qu'elle ait elle-même protesté contre les interdictions professionnelles... Le cas d'une enseignante a été cité aussi, accusée de « soutenir le tribunal Russell ». Le système donne l'impression de s'étendre de plus en plus, l'intimidation est générale, et le vaste (et souvent courageux) soutien apporté en R.F.A. au tribunal est d'autant plus significatif. En lanvier prochain, la deuxième session du tribunal Russell examinera d'autres aspects de la répression : persécutions subies par les avocats, censure et répression contre les écrits, procédès policiers, régime des prisons, etc.

(1) Of les articles de Gérald Gruenwald, de Daniel Vernet et d'Helmut Gollwitzer et Angelika Menne dans le Monde diplo-matique des mois de décembre 1975, avril 1976 et mars 1978

Allemagne de l'Ouest, il a fini par

déserter pour ne pas être envoyé au Vietnam : « Nous comprensons, ècrit-

il dans un témoignage, que le cri de

bataille du gouvernement des Etats-

Unis qui prétendait préserver la

« liberté » dans le monde n'était qu'un

masque hypocrite dissimulant sa

volonté d'écraser la lutte des peuples

pour la liberté à l'étranger et de

continuer à pratiquer l'oppression

raciale dans le pays.» Pendant une

Raison d'État ou droits de l'homme ?

Le maintien en détention de quatre Américains en France

victime. Les « quatre » avaient en

EPUIS bientôt deux ans, quatre jeunes Noirs américains militants du mouvement pour l'émancipation de leur peuple — se trouvent incarcérés à Fleury-Mérogis. Ils y attendent l'ouverture devant la cour d'assises du procès qui leur est intenté pour un acte désespéré commis en juillet 1972 : le détournement sur Alger d'un avion américain parti de

.. 1972 fut une année particulièrement chande » aux Etats-Unis, où la répression policière contre les Noirs prit des allures de guerre civile, allant de pair avec la guerre technologique à outrance que ce pays menait à l'époque contre le Vietnam, à l'autre bout du monde. Les quatre inculpés - Jean (29 ans) et Melwin McNair (27 ans), Joyce Tillerson (25 ans) et George Brown (31 ans) — vivalent d'amitié dans le feu de leur lutte commune contre le racisme et la guerre. La répression les ayant contraints à la clandestinité, ils décidèrent finalement de détourner un avion sur Alger avec l'intention d'y rejoindre la section internationale des Panthères noires. Le gouvernement algérien leur accorde l'asile politique, tout en rendant aux auto-rités américaines l'avion et la rançon d'un million de dollars qu'ils destinaient à alimenter le trésor du mouvement de libération des Noirs.

Mais les relations entre le gouvernement algérien et les Panthères noires devaient ensuite se détériorer. Les quatre jeunes gens vinrent alors s'établir secrètement en France, où lls vécurent et travaillèrent sans être inquiétés jusqu'au mois de mai 1976, date à laquelle le gouvernement des Etats-Unis demanda leur extradition. Arrêtés et emprisonnés à Fleury-Mérogis, ils attendent toujours de connaître leur sort.

Les prisonniers n'étaient pas isolés moralement en France. Un comité de soutien s'était constitué pour s'occuper de leur cas et de nombreux intellectuels et artistes français de diverses tendances - dont Laurent Schwartz, Daniel Guérin, Marie-José Proteis, Alfred Kastler, Jean-Pierre

Fay, Delphine Seyrig, Paul Riccur, Michel Leiris, Pierre Toulet, Jean Lacouture. Didier Motchane, Claude Bourdet, René Dumont, Georges Casalis, Roger Maria, Théodore Monod --avaient pris position contre leur extradiction et pour le droit d'asile, dans ce cas, sans pour autant caution-

ner les détournements d'avion. Le 15 novembre 1976 fut un jour d'espoir pour les prisonniers : la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris (1) rejeta en effet la demande américaine d'extradition en raison du caractère politique de l'acte incriminé, Cette décision ne faisait qu'appliquer la législation en la matière : convention d'extradition de 1909 entre les Etats-Unis et la France, modifiée par la convention additionnelle de 1970, et loi de 1927 sur l'extradition des étrangers, qui excluent l'extradition pour les délits

Au cours des audiences devant la chambre d'accusation, les avocats — M°s de Felice, Lbadi, Paul-Langevin et Forni — avaient insisté sur la terreur policière qui s'était abattue sur la population noire de Detroit, ainsi que sur les mobiles politiques qui avaient poussé les jeunes révoltés à un geste de grand éclat. Ils souli-

Par SCHOFIELD CORYELL gnèrent aussi le caractère non violent de l'opération, qui ne fit aucune

effet pris leurs enfants avec eux à bord de l'avion et ils avaient liberé les quatre-vingt-cinq passagers avant de traverser l'Atlantique. Malgré le refus d'extradition, les quatre Américains sont demeurés en prison depuis novembre 1976. Aux termes d'un traité franco-américain. ils doivent être jugés pour le détournement devant un tribunal français et les autorités judiciaires leur refusent la liberté provisoire sous prétexte qu'ils sont « dangereux pour l'ordre public » et qu'il n'y a pas de « garanties suffisantes » contre une éventuelle tentative de fuite s'ils étaient « dangereux » avaient déjà vécu paisiblement en France pendant plusieurs années, gagnant normalement leur vie avant d'être incarcérés; de nombreux amis français leur ont promis emploi et logement des leur sortie de prison. Et pourquoi fui-raient-ils la France alors qu'aucun

Produits du racisme institutionnalisé

DANS un appel à l'opinion publique française rédigé dans leurs cellules, les quatre jeunes gens se sont expliqués sur les motivations de leurs agissements : « Noirs américains, disent-ils, nous sommes nés et nous avons vécu dans un pays où la situation des Noirs est inimaginable pour des Français : discrimination raciale éhontée; relégation dans les sameux ghettos — dont celui de Harlem n'est ou'un exemple; conditions sociales révoltantes engendrant toutes les plaies : criminalité, drogue, prostitution... b Ils placent leur propre expérience dans le cadre général de l'oppression raciste et impérialiste américaine, mais « regrettent projondément » l'acte de détournement d'un avion qu'ils jugent, après mûre

réflexion, nuisible à la cause des Noirs américains Mme Jean McNair, née en Caroline du Nord - Etat où le Ku-Klux-Klan règne toujours en maître et déploie son activité au grand jour décrit, dans une lettre à une Améri-caine de Paris. les conditions de son enfance, la terreur répandue par les racistes blancs, les attaques hystériques contre les écoliers noirs qui fréquentaient des écoles réservées aux Blancs, ainsi que la surexploitation des travailleurs noirs, comme son père par exemple : « Il revenait du travail vers trois ou quatre heures, et il était debout à nouveau vers sept

heures du maitn pour se rendre à

son second travail. Quand je suis allée

à l'école, on m'a appris que « les Noirs

autre pays ne paraît en mesure de leur accorder asile?

sont paresseux »... Pourtant, autour de moi, je voyais exactement le contraire. Adulte, elle est allée à Detroit - ville industrielle du Nord, centre de l'industrie américaine de l'automobile — où elle travaillait comme institutrice dans les écoles du shetto. Elle résume ainsi son expérience : « Pour nous, 1972 a été le point culminant d'une période de frustration, de désillusions, de dépression et de désespoir immense, nes des conditions de vie faites à notre

peuple.»

demière permission aux Etats-Unis avant d'aller au Vietnam, il a MEURTRES COMMIS PAR LA POLICE DES ETATS-UNIS EN 1971 donc quitté definitivement l'armée pour aller vivre et Détroit travailler à Detroit dans la Melvin a rencontré George Brown, qui s'était échappé, lui, non pas de l'armée américaine, mais des prisons du New-Washington Jersey où ses contacts avec les Panthères Philadelphie noires et les noirs lui donnèrent une nou-Nombre de morts pour 1000 citoyens velle orientation d'esprit. A De-

Source: "From the Ground Up", un groupe de citoyens de Détroit. Detroit Under Stress, 1973. Chiffres officiels, Detroit Police Department.

Le mari de Jean, Melvin McNair, explique, de son côté, comment après avoir connu la misère et les brutalités quotidiennes, comme tous les Noirs de Caroline du Nord il a servi dans l'armée américaine où il a participé activement à la lutte contre le racisme institutionnalisé et les brimades imposées par la hiérarchie militaire. Affecté en

Nº 52 - AVIL

DÉMOCRATIE

ET RUPTURE

• Contribution du C.E.R.E.S. à l'analyse de la situation.

• Le P.C.F. : continuité et change-ment dans l'impasse.

· La gauche française vue d'ailleurs.

• Portugal : à l'Ouest rien de

Prix du numéro : 15 F.

En vente dans les kiceques ou au

13. bd Sciat-Martin.

75003 PARIS. TEL . 887-76-42.

ABONNEMENTS

Etranger (par avion) ... 170 P

CCP 34 875 30 J . LA SOURCE

.

148 P

france di pays de l'ex-Communante française

(Saul Algérie)

Etranger

DODITERU.

les membres police très spéciale, la Stress (Stop the robberies-enjoy saje streets)
(2) qui, sous prétexte de « protèger la loi et l'ordre », semait la terreur dans la communauté noire. Ses mem-bres avaient la détente facile. Ils tiraient à vue sur tous ceux qu'ils trouvaient « suspects » (toujours des Noirs) et ses victimes innocentes ont été nombreuses. Brown avait osé témoigner à la télévision locale contre les agissements meurtriers de cette équipe d'intervention et, de ce fait, sa vie était en danger. Par la suite, d'ailleurs, la Stress a été dissoute sous la pression de l'opinion publique (voir notre graphique).

En attendant l'ouverture de leur procés en cui viscon d'être enesion de leur

troit, Brown fut

presque tué par

procès - qui risque d'être aussi le procès du racisme américain les « quatre » se voient refuser leur mise en liberté provisoire malgré l'existence d'un précédent judiciaire important. En avril 1975, la chambre d'accusation a refusé d'extrader un jeune couple américain — un déserjeune couple américain — un déserteur noir, William Holder, et son amie, Catherine Kerkow — qui avaient détourné un avion américain sur Alger en 1972, quelques semaines avant l'aexploit des aquatre de Mais Holder et Kerkow, qui devront eux aussi répondre, tôt ou tard, de leur acte dévant un tribunal français, ont été mis en liberté au moment même où a été prononcé le refus d'extradition.

d'extradition. Quelle raison d'Etat, plus impédas les alors de l'homme Interdit la mise en liberté des quatre détenus de Fleury-Mérogis qui attendent d'être jugés par la justice fran-caise? Pourquoi maintenir en prison indéfiniment quatre jeunes qui, en 1972, ont agr par conviction et qui ont assumé leurs responsabilités dans la lutte des Noirs américains?

(1) C'est la même instance qui, en novembre 1977, s'est prononcés pour l'extradition de Mr Klaus Croissant. (2) En français : « Pour l'arrêt des pois et la sécurité dans les rues ».

BULLETIN D'ABONNEMENT Pour ceux d'entre vous qui souhaitent recevoir régulièrement le Monde diplomatique, il suffit de nous renvoyer le bulletin ci-dessous. Vous ne paierez que 65 F pour douze numéros, au lieu de 72 F, et LE MENSUEL vous recevrez, en CADEAU, l'un de nos récents numéros. DU C.E.R.E.S.

Recevez un CADEAU

LE MONDE

diplomatique

Je vous règle la somme de 65 F pour mon abonnement de un an (douze numéros) au Monde diplomatique, et le reçois en cadeau l'un des numéros cochés ci-contre.

OPTION: Je désire, en outre, recevoir les autres numéros que j'ai cochés: je vous les règle sur la base de 6 F l'exemplaire.

☐ 288. Le droit à l'information à l'épreuve des progrès scientifiques, mars 1978 13 287. La démocratie trahie par les manipula-tions électorales, février 1978.

La justice en question, janvier 1978. La gauche française et les contestataires sovietiques, décembre 1977. 284. La Grèce entre le scepticisme et l'inquié-

RECEVEZ EN CADEAU

l'un des numéros suivants :

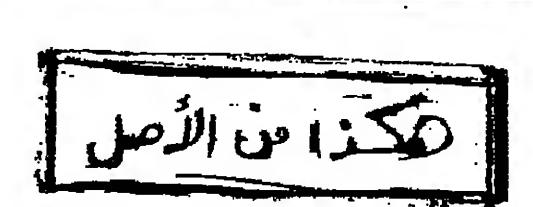
289. L'Italie de la violence, avril 1978,

tude, novembre 1977,

☐ 283. Roumanis: un « socialismo » autoritaire, octobra 1977.

D 282. La condition des travailleurs immigrés. septembre 1977.

Envoyez votre bulletin et votre réglement (chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde), au Monde diplomatique, service abonnements, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS Cedex 09 - (Tél.: 246-72-23) - MD 5 78.



LE MONDE

Frix de l'azennez

: 2:

21 Table 74 Table

LE DOLLAR, MOTEUR DE LA CRISE

ONTRAIREMENT aux espoirs et aux prédictions des dirigeanis de l'Occident capitaliste. l'Amérique ne sort pas de la crise. En cette fin de printemps 1978, son taux d'in-flation est en hausse (7 %), son cho-mage s'accroit (6 %) alors que ses investissements technologiques sont en baisse. Victimes de l'écroulement de ses projets d'économie d'énergie et de l'échec de ses projets de paix au Proche-Orient, incapables de définir une politique économique cohérente à l'intérieur et d'imposer la stratégie « trilatérale » à ses alliés japonais et allemands, l'autorité et la crédibilité du président Carter sont sérieusement atteintes. La hausse prévue des importations pétrolières américaines (.+ 50 % en 1978), la dégradation de la balance commerciale (30 milliards de dollars en 1977) et la chute conti-— 21 % par rapport au deutschemark. au yen et au franc suisse dans les derniers six mois) menacent d'emporter un des piliers essentiels de l'impérialisme américain, car le rôle du dollar-papier comme monnaie internationale est menace d'effondrement. Deux faits en témoignent avec éclat : d'abord le désir général des producteurs de pétrole, des gestionnaires d'entreprise et des gouvernements réunis à Copenhague de ne plus

es commun sies - in grante

le le pérson du

Sund die lie en en in in in

HOUSE: 'B - Tu E ...

שיי בי ייד בי

Te. Le systeme

Agndra de plus e mais sur la compansión de plus e mais de la compansión de

st génerale e e la e er suite

peux) souther die de se de

bana est a de la companya del companya de la companya de la companya del companya de la companya

a M.Durai Pulse and the large

unite les est :

smilet Negross et al. -. -

the dea to

welles Menne in

sameler protes

18 10 3 101 W

PR: 25 2:1.11

• G25 p150-- -

BAS

erie dan

Bie - -

油除基本

MES EN 18:

millet F

* Ad. 4:14 °

を注 でここ

Park Brist

海红末 ...

67.

是是" FN

2

K.

4:30

10-3. V-3.

AL.

Friend Silvery

ujiha b

(5) (5) (5)

Mia. Ent.n. 22-1

Arme offensive, puis défensive

TOUT se passe comme si la chute du dollar, d'abord utilisée comme arme offensive par les Etats-Unis contre leurs rivaux japonals et ouestallemands, était devenue une arme défensive essentielle contre les succès remportés par ces derniers dans la seconde phase de l'affrontement qui les oppose. Elle leur permet d'étaler leur crise intérieure en l'exportant à l'extérieur.

utiliser la seule devise américaine

comme monnale de réserve et de

transaction. L'évolution du marché des

De 1965 à 1971, la saturation du marche intérieur, l'hémorragie des capitaux des sociétés multinationales et surtout la baisse du taux de profit engendrent les conditions d'une secousse majeure. Inflation déduite, le taux de : profit passe approximativement de 15 % en 1955 à 10 % en 1965, pour tomber à 5 % en 1973. Les concurrents européens et japonals des Américains, n'ayant pas les mêmes charges militaires écrasantes, appuient une expansion accrue sur la surexploitation de leurs travailleurs, l'Europe utilisant à cet effet la masse des travailleurs immigrés tandis que le Japon dispose chez lui d'une maind'œuvre à bon marché. Le déficit de la balance des palements américains s'aggrave pour atteindre 7 milliards de dollars en 1971. L'inflation franchit la barre des 5 %. Il faut changer de politique utilise alors deux armes essentielles. En 1971, elle a décroché le dollar de For let organisé

sa chute. Elle a ainsi relancé ses exportations, financé (avec du papier) le déficit de sa balance commerciale et étendu son empire financier et industriel, le dollar tendant à devenir monnaie internationale de fait pour la plupart des pays du tiers-monde. En 1973, elle a organisé, par compagnies pétrolières interposées, le quadruplement du prix du pétrole. Elle frappait ainsi directement l'économie de ses rivaux commerciaux japonais et européens. Elle intégrait en fait le Proche-Orient à son empire économique, même si son déficit commercial, désormais payable en papier, se trouvait multiplié par quatre les Etats-Unis important plus de la moitié de leur consommation

de pétrole. Mais le plus grand succès date de 1976. En utilisant l'arme du pétrole et du dollar, les Etats-Unis ont fait capituler l'Europe et le Japon sur un point décisif. A la Jamaique, soutenus par la France, ils ont fait reconnaître le dollar-papier en lieu et place de l'or comme moven international de palement. Cela impliqualt que l'immense accumulation des dettes liquides américaines (plus de 200 milliards de dollars en 1977) allait s'accroître chaque année, alimentée par le montant croissant de nouveaux déficits américains et des achats massifs de services reels payes au poids du papier, ce qui constituait, en fait, un prélévement de biens réels sur les pays créanciers en faveur des Etats-Unis. Cela signifiait aussi que le système perdait tout contrôle sur le mécanisme inflationniste lié à l'emploi du dollar-papier comme moyen de paieeuromonnales en est la preuve : au début des années 70, le dollar représentait 81 % de ce marché ; en septembre dernier, sa part était tombée à 73 %. alors que dans la même période, celle du deutschemark passait de 8 % à 15 %. Ensuite, la baisse même du dollar et la hausse de l'or. L'ampleur de la secousse financière est telle que les Américains, en dépit de la victoire remportée le 9 janvier 1976 à la Jamaique et de leur volonté de « démonétiser » l'or, le considèrent à nouveau comme refuge et comme base de spéculations futures (1).

Actuellement, 25 % des actions des mines d'or sud-africaines sont passées aux mains des Américains. Il faut donc s'attendre non à une pause dans la chute du dollar mais à de nouvelles hausses du mark du ven et. surtout, de l'or, qui pourrait atteindre un scuil exceptionnel en 1978.

Ainsi s'esquisse une tempéte qui pourrait emporter le système monétaire international et provoquer un rebond spectaculaire de la crise mondiale. La chute du dollar, voulue et organisée par le gouvernement des Etats-Unis depuis 1971, semble échapper aujourd'hui à la volonté des hommes. Elle évoque le spectre d'un « jeudi noir » à l'échelle internationale : la dette énorme des pays sousdéveloppés (250 milliards de dollars, en 1977 contre 75 en 1972) jouant éventuellement le rôle de détonateur.

ment international, sa fabrication étant, dominée par les intérêts spécifiques du capitalisme américain. Il faut ajouter à ce blian l'abandon du prix officiel de l'or et le fait que les Etats-Unis ont obtenu une modification des statuts du Fonds monétaire international qui prive leurs

- Pour la première fois, par exemple la R.F.A. a enregistré, en 1977, avec les pays membres de l'OPEP, un excédent commercial de 1,6 millard de deutschemarks contre un déficit de 3.6 milliards en 1976 et de 13.3 milliards en 1974.

L'évolution des cours des monnaies japonaise, allemande et suisse par rapport au dollar témoigne de l'ampleur du phénomène et reflète l'évolution du rapport des forces (voir graphique I). Dans ces conditions, la riposte

américaine à la nouvelle situation repose sur une relance de la chute du dollar. Trois avantages essentiels en résultent directement Le premier est de faire repartir les investissements à l'intérieur en attirant aux Etats-Unis des capitaux en provenance des pays étrangers, surtout industriels ou membres de l'OPEP. On compense ainsi une part des exportations de capital des multinationales en utilisant l'attrait de la supériorité technologique des Etats-Unis dans les industries de pointe.

Les chiffres témoignent du succès de l'entreprise. En 1977, les investissements étrangers aux Etats-Unis ont augmenté de 35.4 milliards pour atteindre 131,6 milliards de dollars. Selon le département du commerce, les acheteurs étrangers ont acquis pour 29 milliards d'actions américaines (bons du Trésor exclus), soit 1,7 milliard de plus qu'en 1976. De même, le Federal Reserve Board note que le nombre de banques étrangères représentées aux Etats-Unis est passé de cinquante-quatre en 1972 à quatrevingt-neuf en 1976 et à cent quatorze fin 1977. Elles contrôlent maintenant deux cent cinquante-trois institutions

RE VIGIER

Etats-Unis, est d'empêcher la dégradation de leurs exportations menacées
par le collt très bas des d'œuvre étrangère et l'extension de l'industrie capitaliste (filatures puis acier et produits de consommation de masse) aux pays du tiers-monde favorisés par les sociétés multinationales.

Un examen même sommaire du coût comparatif du travail montre en effet

sité si les produits américains veulent rester compétitifs. Comme les Etats-Unis ne peuvent se passer d'exporta-tions (pour payer leurs matières premières) et ne veulent pas renoficer aux profits que leur procure la dégradation des termes de l'échange, ils ne peuvent ni ne veulent empêcher la chute de leur monnaie.

que la chute du dollar est une néces-

Dislocation de l'empire?

VISIBLEMENT, la politique étran-gère américaine et le pouvoir de M. Carter sont surtout menaces par la chute du dollar au cas où celle-ci déboucherait sur la rupture de fait des accords de la Jamaique, la fragmentation du marché mondial en nouvelles zones d'influence et une récession généralisée. Le projet défini par MM. Carter et Brzezinski ne manquait ni de logique ni de réalisme. Ils se proposaient d'abord, par rapport aux pays socialistes, de reprendre l'offensive sur les plans idéologique (les droits de l'homme), économique et militaire. Dans une phase ultérieure, il s'agissait de rétablir, sous hégémonie américaine, le consensus des grandes puissances capitalistes en établissant une communauté de pratique et d'intérêts entre les Etats-Unis, l'Europe occidentale (dominée par la R.F.A.), les pays capitalistes d'Orient (contro-lés par le Japon) et d'autres pays jouant un rôle important dans des zones specifiques comme le Brésil, le Mexique, l'Iran ou Israël Dans une phase ultime, ce nouveau bloc historique pourrait contrôler le tiers-monde et même influencer des pays socialistes comme la Yougoslavie, la Pologne et la Roumanie.

L'évolution du rapport des forces, la crise et surtout la chute du dollar sont en train de compromettre cette poli-

Soutenue par la masse des médias et un formidable appareil de propagande, l'offensive de M. Carter sur les droits de l'homme a certes restauré une certaine image des Etats-Unis. Elle s'essouffle pourtant, car il ne lui est pas possible d'aller plus loin sans contredire les objectifs réels de l'empire américain. Impossible en effet de défendre les droits de l'homme sans s'en prendre-également à des régimes patronnés ou financés par les Etats-Unis.

Le rétablissement du consensus entre les Etats-Unis et les grands pays capitalistes n'est pas mieux avancé. Le leadership américain en Europe comme en Asie est même remis en question. Le Japon, appuyé sur sa technologie et sur le yen, exporte des capitaux et renforce ses bases économiques en Corée du Sud, à Taiwan, en Malaisie. Il s'étend dans l'ensemble des marchés nord-américains y compris dans l'automobile et les industries de pointe de l'électronique (ordinateurs inclus). Il a commence à envahir les marchés européens. Après avoir perdu du terrain écono-

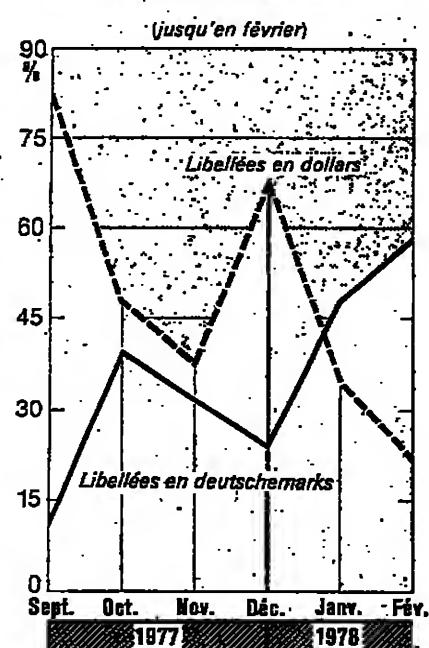
mique en 1974 et 1975, la R.F.A. s'est. redressée sans tomber dans l'inflation. Depuis quelques mois, elle est même devenue le premier exportateur mondial de capitaux. Elle expédie à l'étranger près de 118 milliards de dollars 1977 (contre 120 pour les Etats-Unis et 81 pour le Japon). Elle envahit les marchés d'Amérique latine et d'Afrique. Elle réarme ensuite et s'efforce maintenant de faire sauter les restrictions qui limitent sa puissance, dans le domaine nucléaire en particulier où elle exporte sa technologie (bombes atomiques incluses) au Brésil et en Afrique du Sud_ contre la volonté des Américains. Elle construit au Zaire des fusées intercontinentales. Elle réclame, toutes forces politiques

(1) Déjà en 1974, lorsque fut levée aux Etats-Unis l'interdiction 'd'utiliser l'or pour des opérations financières, la de-mande (en barres ou en lingots) fit un bond : spectaculaire et l'or atteignit 195 dollars l'once. D'après les experts de la Réserve fédérale. la demande d'or en 1980 sera double de celle de 1977, soit 310 tonnes métriques. A l'heure actuelle. les Etats de l'OPEP, suivis par la R.F.A. et le Japon, multiplient leurs achats d'or aux le marché libre. Le cours de l'or aux Etata-Unis a augmenté de 18 % en 1977 et de 3,7 % dans le seul mois de janvier 1978.

'2) En 1977, sur 15 milliards de dollars remboursés par ces pays, 9 sont consaremboursement des intérêts: On comprend pourquoi la majorité des pétrodollars (40 milliards en 1977) réinvestis aux Etata-Unis sont mis à la disposition de banques américaines... qui les prêtent aux pays sous-développés... pour leur permettre d'acheter des armes et du nétrole

réunies, la livraison de bombes à neutrons qui la délivrerait de l'interdiction de posséder les armes nucléaires et la ferait accèder au premier rang des grandes puissances. Enfin la Répu-blique fédérale d'Allemagne, appuyée sur des alliés à l'intérieur des autres pays, pousse le projet d'une confédération européenne qui scrait nécessairement dominée par sa puissance financière, économique et militaire. Europe politique (à travers le Parlement européem), judiciaire (l' « espace judiciaire européen »), policière (sous prétexte de lutte antiterroriste) et plus tard Europe des monnaies, en proposant, par gouvernement français interposé. le raccrochage du franc, de la lire et de la livre au « serpent » européen dominé par le mark. Le graphique II témoigne avec éloquence des progrès déjà réalisés en ce sens. Une telle analyse va à contrecourant de l'orientation générale des

GRAPHIQUE II. — LES EMISSIONS D'EURO-OBLIGATIONS



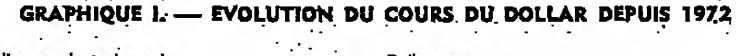
Source : Business Week

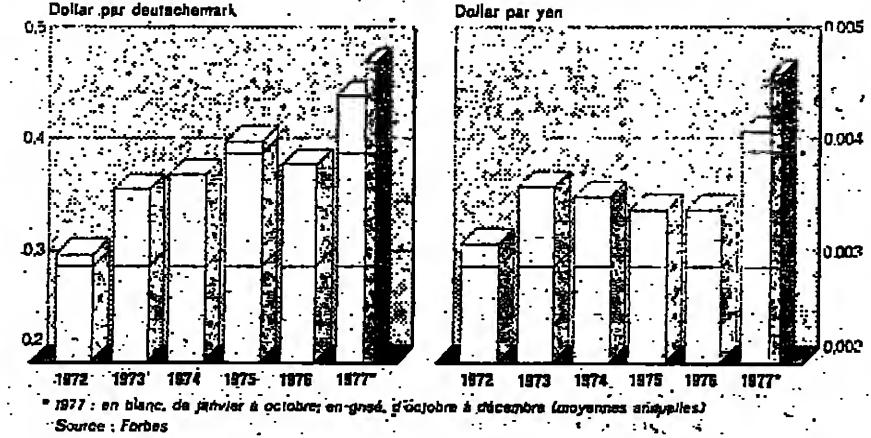
forces social-démocrates et des partis ou des militants qui se réclament de l'eurocommunisme. La montée de la crise, renforcée par la chute du dollar, sous-tend à la fois de nouvelles poussées des impérialismes américain et allemand et le déclin des impérialismes secondaires, comme celui de la France. Cette montée, les menaces qu'elle fait peser sur le niveau de vie et les libertés des peuples, bref, la latino-américanisation des peuples de l'Europe méridionale, annoncent un avenir difficile. Le seul chemin possible, pour les peuples et les nations qui composent l'Europe du Sud, leur seul espoir d'échapper au « modèle allemand », d'éviter l'austérité et les consequences d'une crise qu'ils subfraient sans pouvolt la maîtriser, passent par un refus des objectifs « européens » des Efats-Unis et de la République fédérale

BIBLIOGRAPHIE

d'Affemagne

• COMMENT MEURT L'AUTRE MOITIE DU MONDE, par Susan George : tout le propos de cet ouvrage set de montrer que famines et malnutrition dans le tiers-monde ne sont pas des fléaux tiers-monde ne sont pas des fléaux inéluctables, mais la conséquence des politiques alimentaires menées par les pays industrialisés. Susan George met en cause, en particulier, la collusion des dirigeants américains avec le monde de l'agrobusiness et démythifie la « révolution verte » ou l' « aide » internationale. Un livre publié il y a deux ans aux Etats-Unis et dont « le Monde diplomatique » a rendu compte dans son numéro de juin 1977, mais sur laquel il reviendra. (Ed. Laffont, Paris, 1978, 399 pages, 55 F.):





concurrents de tout recours réel contre la manipulation de leur monnaie. En effet, ils conservent au FMI une minorité de blocage 430 % des voix) : appuyés sur leurs clients, ils peuvent imposer l'émission de droits de tirage speciaix en quantité suffisante pour interdire à quiconque de compatire la dévaluation continue de leur monnaie.

Cet accord leonin reflète l'ampleur des soccès obtenus par les Etais-Unis dans l'exportation de leur crise. Depuis la fin de 1975, leur balance des palements s'était redressée (de 10 milliards de dollars) alors qu'ils avaient perdu 5 milliards en 1974. La crise leur a permis de réduire leurs importations alors que la baisse du dollar. jointe à l'accroissement rapide de leurs ventes d'armes et de leurs produits agricoles, entraîne un accroissement de leurs: exportations, surtout vers les pays de l'Est et les Etats

petrollers. Comme on sait, cette periode faste n'a pas duré. La crise persistant, l'inflation et le chômage ont rouvert le déficit de la balance des Etais-Unis. Loin de s'effondrer, le Japon et la R.F.A. sont même repartis l'attaque. Ils ont pu se soustraire à la crise provoquée par les États-Unis en s'appuyant sur des économies orientées vers l'exportation et en traitant directement avec les producteurs de matières premières, pays pétrollers inclus. Alors que le déficit des comptes courants américains atteignait 27,5 milliards de dollars en 1977, l'excédent ouest-allemand s'étáblissait à 2,3 milliartis de dollars

financières aux Etats-Unis dont les actifs cumulés s'élèvent à près de 80 milliards de dollars. Le second avantage est de soulager

la communauté financière des Etats-

Unis de la charge inutile que représentent des prêts au gouvernement fédéral... Elle peut alors se tourner vers le marché plus profitable que constituent les prêts au tiersmonde (2). « Ironiquement .cependant, remarque le Wall Street Journal du 10 no-

vembre 1977, la baisse du dollar sur les marchés des changes en 1977 a eu des effets favorables sur les ventes de bons du Tresor américains. Les banques centrales étrangères, suriout celles de Grande-Bretagne, d'Allemagne fédérale et du Japon, ont essayé de redresser le cours de la monnaie américaine en vendant leurs propres monnaies. Elles ont ensuite investi les quantités importantes de dollars ainsi obtenus en achetant des bons du Trésor américains (...) pour environ 30 milliards de dollars, ce qui a permis de financer plus de la moitié d'un déficit du budget fédéral de 50 milliards de dollars. »

Au total, les capitaux étrangers détiennent maintenant 100 milliards de dollars de ces bons, plus que le Federal Reserve Board, lui-même (99 milliards). Admirable opération: Pour éviter une catastrophe économique menacante, les clients et alliés des Etats-Unis ont le privilège de financer les dépenses de leur protec-

Le troisième avantage, pour les

Fondateur : Hubert BEUVE-MERY Directeur de la publication : Jacques PAUVET Rédecteur en chef : Claude JULIEN Rédactrice en chef adjointe : Micheline PAUNET

Prix de l'abonnement annuel (en francs) VOIE NORMALE

France, DOM, TOM, Centrafrique, Congo, Côte-d'Ivoire, Dahomey, Gabon, Mauritanie, République malgache, Mali, Niger, Sénégal, Tchad, Haute--Autres pays

PAR AVION (abonnement et taxes) :

Europe, Turquie d'Asie, Chypre, Acores, Canaries, Madere, Algerie, Maroc, Tunisie 97 DOM, Cameroun, Centrafrique, Congo, Côte-d'Ivoire, Dahomey, Gabon, Guines, Mali, Mauritanis, Niger, Senegal, Tchad, Togo, Haute-Volta, Territoites français des Afars et des Istas 106

TOM (Sauf T.F.A.L.), Republique

malgache. Etat comorien 126

Iran, Irak, Israel, Jordanie, Id-Birmanie, Brunel, Chine, Cores, Hongkong, Indonésia, Japon. Macao, Malaisie, Mongolie, Philippines, Singapour, Talwan. Thallande, Vietnam, Australie, Nouvella-Guinée, Pidji, Nouvella-Zélande, Laos, Cambodge 158 Canada, Amérique du Nord. Amérique centrale. Amérique du Suit, autres pays d'Afrique, d'Amé-

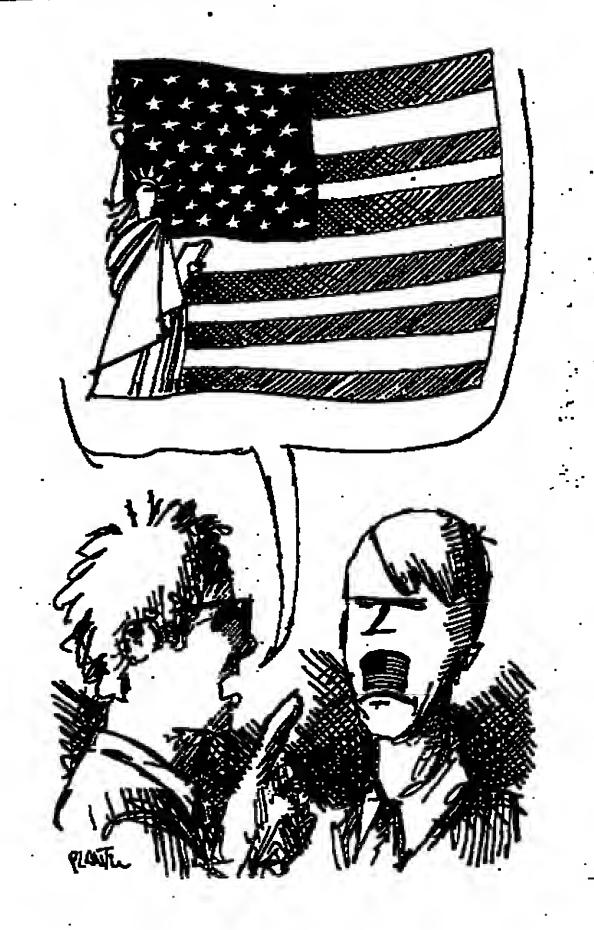
Libye, Egypte, Arabie Saoudita. (Chèque postal : Paris nº 4207-23) Redaction et administration, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS GEDEX 09 Tél. Abonnements: 820-63-03 Adr. télégraphique : Jourmonds Paris

Tél. Rédection : 246-72-23 Telex : Le Monde 650-572 Paris automobiles PEUGEOT Cistributeur afficiel pour la vente 🔸 aux Memores du Corps Diplomatique let des Organisations Internationales • aux Choors se rendant en France. Exclusivament immatriculations spéciales CD et 17

L'ESSOR DU CONSERVATISME AMÉRICAIN

A la faveur des difficultés économiques et de la crise des valeurs la vague libérale a reflué au profit d'une droite triomphante

Reportage de PIERRE DOMMERGUES



TLS essaient tous de nous tuer. Depuis des siècles, les juifs ont le désir secret d'exterminer l'homme blanc. Qu'est-ce que l'intégration, sinon le meurtre progressif de notre race? Aujourd'hui, le génocide s'accélère. On offra nos précieux enfants — notre AYENIR aux singes baveux qui les attendent dans ce que ces minables de Fédéraux appellent des

» Notre objectif numéro un est de renvoyer le nègre chez lui, dans les jungles d'Afrique. Nous voulons des bateaux, pas des autobus (« Booting not Busing »). Cala coûtera moins cher que le welfare, la drogue, le crime et tous les autres frais qu'entrainent les nègres et leur intégration. »

Ce racisme primaire réapparaît en affiches sur les murs. On l'entend à nouveau à la radio. Les croix gammées se vendent bien, en général par correspondance. Comme les livres qui jouent

sur la nostalgie et la pomographie la Putain de Buchenwald). Thunderboldt, la publication du Parti national américain pour le droit des Etats, l'un des groupes néo-fascistes, est diffusé à 15 000 exemplaires. Son directeur, J.B. Stone, offirme : « Cela ne sert à rien de tirer individuellement sur des juifs ou des nègres. Ce qu'il faut, c'est un programme national de destruction. »

Le Parti national-socialiste blanc, l'autre arganisation fasciste, n'a guère que quatre cents membres. Ses dirigeants considérent que les circonstances sont favorables à son développement : « L'image nazie attire puissamment ceux qui manquent de confiance en eux-mêmes. » Les membres du Ku-Klux-Klan ont également foi en l'avenir : « Le Klan, confie le Grand Dragon Calvin Craig, est le type d'organisation qui croît et décroît selon des cycles. Le cycle est aujourd'hui à l'inflation, au chômoge, au crime. Taus les

ingrédients qu'il faut pour que développe. »

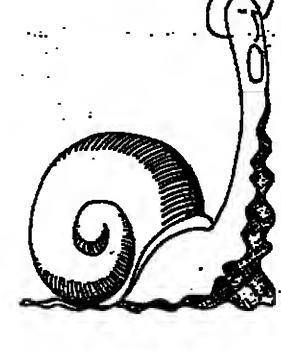
Le Klan est puissant dans l'armée, où la discrimination est illégale mais réelle : les Noirs sont affectés plus souvent que les Blancs aux corvées et aux combats (deux fois plus), moins souvent promis au grade d'afficier (trois fois moins), plus souvent mis « au trau » (deux fois plus). Au camp militaire de Pendieton, en Californie, une rixe éclate en novembre 1976 à la suite des provocations du Klan que l'administration tolère. Bilan : quatorze fusiliers marins sont arrêtés : des Noirs (douze mutés), des Blancs connus pour leurs sympathies au Klan. Signe des temps nouveaux, les soldats blancs contestent la décision de mutation et demandent 250 000 dollars de dédommagement! Quant aux Noirs, il faut une mobilisation nationale pour qu'ils soient acquittés après plus d'un an de péripéties judiciaires.

plus élevées pour des risques identiques. On retrouve pêle-mêle des arguments divers : ERA détruit la famille en légalisant les marlages homosexuels. ERA défavorise l'épouse devenue pour moitié responsable financièrement de l'entretien et de l'éducation de ses enfants. ERA porte atteinte à la hiérarchie en encourageant l'ordination des femmes.

Les modalités d'action. — A la différence de la droite des années 50, celle de l'horizon 80 se nourrit de problèmes concrets : l'avortement et son coût social, les homosexuels et l'enseignement primaire, les droits des femmes et leur rôle dans la famille. Elle se mobilise sur tout ce qui est perçu comme une attaque contre la famille et un gaspillage des deniers de l'Etat. Elle forme des coalitions pour exiger la construction du bombardier B1 et la sauvegarde du canal de Panama.

A l'instar de la « nouvelle gauche » des années 60, la nouvelle droite est activiste, participationniste -- voire « démocratique » dans les prises de décisions au niveau local. Les tactiques des années 60 sont parfaitement assimilées : la majorité silencieuse a appris à descendre dans la rue. Elle organise des manifestations de masse, fait du porte à porte, cherche la publicité des médios, conteste la justice et utilise le tribunal comme tribune politique. Elle est en train de devenir la draite populaire la mieux organisée

La majorité silencieuse prend la parole



l'extrême droite, comme an pouvait s'y attendre, réussit à faire parler d'elle. Mais l'essentlel est gilleurs : c'est l'émergence d'un puissant mouvement de masse -conservateur, la prise de parole de la majorité silencomposée par la classe

moyenne blanche - des cols bleus, des cols bloncs, de nombreuses

Ces hommes et ces femmes ne sont pas fascistes. Ils ne désovouent pas les grands principes libéraux, ils déplorent même la discrimination à l'égard des Nairs, des femmes et des homosexuels. Mais, confrontés au chômage et à la déaradation de leur pouvoir d'achat, ils oublient leurs idéaux, s'accrochent à leurs maigres privilèges et remettent en question les acquis égalitaires arrachés par les minorités à une époque de forte croissance. Il suffit de peu pour que ces victimes de l'austérité nouvelle basculent du côté de la réaction, du protectionnisme, du racisme, du sexisme et du chauvinisme, La gauche n'a pas réussi à leur ouvrir les yeux. La droite leur offre une explication; des baucs émissaires et des modalités d'action.

■ L'explication. — Ce qui unit les nouveaux contestataires des années 70, c'est l'absession, solgneusement entretenue, de l'échec de la famille. Les statistiques montrent que, malgré une certaine « reprise » du mariage, le nombre des divorces continue à augmenter ainsi que celui des familles n'ayant à leur tête qu'un seul parent. A aquehe, c'est l'autocritique : la dénonciation de la famille nucléaire a été positive, mais la « révolution sexuelle » a été détournée. A droite, c'est une variation sur un vieux thème. Mais cela vaut mieux que le vide,

Dans les années 60, on établissait un lien entre l'instabilité familiale des Nairs et leur faiblesse économique, et l'on suggéralt que la restauration de la famille noire entraînerait l'amélioration économique. On considérait comme responsables de leur sort ceux qui n'avaient pas joué le jeu : le pauvre était rendu responsable de sa pauvreté, le chômeur de son chômage, l'O.S. de sa disqualification. Dans les années 70. le diagnostic est appliqué à la population blanche considérée comme victime et responsable de l'austérité. La thérapie préconisée n'invite pas à s'en prendre aux structures économiques et sociales, mais à faire preuve de responsabilité individuelle, et à restaurer la famille. Souver la famille est un réflexe de survie, mais aussi un acte économique (vous améliorez le niveau de vie), social (vous rééquilibrez la société), moral (vous renforcez les valeurs oméricaines), civique (vous souvez la nation) — et pourquoi pas sotériologique (vous souvez l'humanité).

Les boucs émissaires. — investies d'une mission supérieure, les « armées » de Phyllis Schlaffly et d'Anita Bryant partent à l'assaut des dislocateurs de la famille : les homosexuels, les partisans de l'avortement, les égarés qui cherchent à faire adopter l'Amendement pour les droits égaux (Equal Rights Amendment, ERA) qui ferait de la ferrime l'égale de l'homme devant

L'organisation Save our Children (Sauvons nos enfants, SOC) lutte pour la protection des enfants (et des adultes) contre les homosexuels. Son succès repose sur une explaitation adroite de l'ambiguité de l'opinion publique. Selon un sondage du New-York Times (juillet 1977), 56 % des personnes interrogées considèrent que, « d'une facon générale », les homosexuels doivent avoir les mêmes droits à l'emploi mais, lorsau'on aborde les professions spécifiques, la réticence se précise : à l'armée, l'égalité n'est acceptée que par 51 % des mêmes personnes interrogées, dans la profession médicale par 44 %, à l'église par 36 % et à l'école primaire par 27 % seulement. Ancienne Miss Oklahoma, « reine des ogrumes » de Flaride, championne de la lutte contre les droits égaux des homosexuels. Anita Bryant affirme : « Je ne déteste pas les homosexuels. Au contraire, je les aime. C'est le péché d'homosexualité que je hois. » Et elle ajoute : « Ce n'est pas un combat personnel, c'est le combat de Dieu. » En juin dernier, avec l'aide de plusieurs milliers d'activistes bénévoles, elle remporte une victoire éclatante à Miami : le projet visant à bannir la discrimination dans l'emploi et le logement pour « préférence affective ou sexuelle » est repoussé par une large majorité populaire.

Un autre mouvement, Les Américains unis pour la vie (Americans United for life), dénonce « les effets catastrophiques de l'avortement sur l'enfant à noître - et aussi sur la mère, le père, la communauté, la nation ». Il alerte l'opinion publique sur « les politiques antinatalistes du gouvernement, in monipulation génétique destinée à modifier la structure naturelle de la famille, et l'euthanasie ». Les troupes anti-avortement gagnent une première bataille en 1977 : Jes fonds fédéraux sont supprimés sauf si la vie de la femme est en danger (amendement du député républicain Henry J. Hyde). Mais la victoire sera l'annulation de la décision de la Cour suprême de 1973 qui reconnaît à toute femme le droit à l'avortement dans les trois premiers mais de la grossesse.

C'est contre l'ERA que se déchaîne la nouvelle droite : adopté par trente-cinq Etats, l'Amendement pour l'égalité des droits de la femme doit être approuvé par trais Etats de plus pour devenir constitutionnel. La lutte est serrée : la date limite de mars 1979 se rapproche; aucun Etat n'a ratifié l'amendement depuis que l'ERA est devenue la cible d'une vaste campagne. C'est en 1923 que l'amendement fut proposé pour la première fois au Congrès; il est repris en 1946 dans le contexte défavorable d'un chômage latent; en 1972, il obtient l'approbation du Congrès mais il est soumis aux électeurs qu moment où commence la crise. Or, c'est un amendement coûteux pour le patronat : « Si les femmes avaient gagné en 1970 le même salaire horaire que les hommes, remarque Ms Magazine, cela aurait coûté aux seuls employeurs 96 millions de dollars (...) et 303 milliards s'il y avait eu une écalisation des salaires et des fonctions.

Pour la Fédération nationale des femmes du Parti américain, les positions sont claires : « Nous refusons de permettre aux femmes d'être abaissées à un statut d'égalité. Nous nous engageons à vaincre le prétendu amendement qui porte atteinte à la dignité de la femme et à l'héritage judéochrétien. » Une campagne nationale est lancée

par les appunes de base avec l'appul arganisationnel de puissantes formations comme le Comité conservateur et la soutien financier des compagnies d'assurances qui emploient une majorité de femmes et exigent de celles-ci des cotisations

SAMUEL HUNTINGTON *: «Je ne me considère pas comme un néo-conservateur. J'ai toujours été conservateur. »

«En Amérique, nous n'avons pas de tra-dition conservatrice aristocratique, ni de tradition marxiste, ou socialiste. Nous sommes un pays fondamentalement libéral. Le spectre politique est plus limité qu'en Europe. Le conservatisme est un réflexe périodique. Aujourd'huit, c'est une réaction contre la suractivité des années 60. A l'époque de Kennedy et de Johnson, on croyait que l'on pouvait refaçonner le monde et la société, que l'on pouvait générer une grande société et s'engager militairement à l'étranger. Aujourd'hui, chacun reconnaît les limites de ce qui peut être fait. A vrai dire, blen des problèmes peuvent être régiés par l'inaction, par la « négligence bienveillante ». En tout cas, les problèmes ne sont pas résolus en dépensant davantage d'argent

» On en revient toujours au conflit essentiel entre liberté et égalité. En Amérique, ce conflit a été moins marqué qu'en Europe où la liberté est généralement associée aux valeurs aristocratiques et l'égalité aux valeurs prolétariennes. La raison en est, sans doute, que nous sommes fondamentalement le pays de la classe moyenne. Mais, au cours des armées 60, ces polarités se sont fortement développées et elles sont entrées en conflit Je considère que le pendule est allé trop loin du côté de l'égalité, et qu'il doit revenir du côté de la liberté — c'est-àdire d'une moindre activité gouvernementale. Pour ma part, je ne me considère pas comme un néo-conservateur. Jai toujours été conservateur.

» Le rôle du gouvernement? Aucun d'entre nous ne veut la destruction du gouvernement, ni le retour au dix-neuvième siècle. Le gouvernement a un rôle de régulateur de l'économie : il peut donner une certaine direction à la société. » L'éducation? Personne n'a de droit inné à une somme déterminée de savoir. Mais chacun a droit à l'éducation qui correspond à ses capacités et à son talent » Les Noirs? Ils progressent sur de nombreux fronts - l'enseignement, la fonction publique, les affaires - selon le schéma classique de l'Amérique, comme les autres ethnics. La croissance économique alde à briser les barrières de la mobilité individuelle. Un jour nous aurons une

classe movenne noire substantielle. » Le chômage? Il est lié à l'immigra-tion clandestine : plusieurs millions de Mexicains concurrencent tout particullerement les Noirs. Il disparaîtra avec ja reprise de la croissance.

» L'action affirmative? La participation raciale est importante, mais l'idée d'un quota racial est contraire aux valeurs fondamentales de notre pays. Si un sys-

tème de quota était appliqué, le médecin noir se poserait éternellement la question suivante : « Suis-je médecin parce que

je suis compétent_ ou parce que je suis noir? - . » La démocratte? La Constitution a été explicitement conçue pour limiter le pouvoir des majorités populaires. Nous sommes en démocratie – mais en démocratie libérale. Le premier principe est la limitation des pouvoirs - d'où qu'ils vien-

» L'euro-communisme? Sa montée crée une situation nouvelle qui nous pose des problèmes, mais qui en pose de plus graves encore aux Soviétiques. » Nos relations avec l'Union soviétique

sont caractérisées par un mélange de coopération et de compétition. Nombreux sont les domaines où nous collaborons. négocions, ou essayons de négocier. L'Union soviétique a besoin de la technologie occidentale et de la nourriture américaine. Il est très souhaitable de créer une relation d'interdépendance. Mais ce n'est pas facile : les Soviétiques ne veulent pas dépendre d'autres pays. L'histoire de l'U.R.S.S. est celle d'une alternance entre des périodes d'ouverture et de fermeture à l'Occident. Actuellement. la compétition est plus importante que la · cooperation, même s'il existe aujourd'hui des éléments de coopération non négligea-

B Quant au tiers-monde, l'administration Carter s'est engagée à accroître son aide aux pays les plus peuvres. Le président considère qu'il est indispensable que se développent les relations entre les pays avancés et les pays déshérités. Dans les années à venir, nous verrons certainement se multiplier les rapports des États-Unis avec les pays du tiers-monde, qui jouent un rôle économique ou politique - au plan régional ou mondial. Ce sera le cas, en particulier, des pays que le président a visités au cours de son voyage en décembre dernier : l'Inde, l'Iran. Si vous regardez l'histoire des relations du tiers-monde avec l'Union soviétique et les pays occidentaux, vous remarquerez que les Sovié-tiques établissent souvent les premiers contacts alors que les institutions sont à peine établies, mais qu'ils ne peuvent guère offrir que des armes. Aussi, au fur et à mesure de leur développement économique, les pays du tiers-monde doivent se rapprocher du système économique occidental. »

L'un des auteurs de l'étude de la Commission trilatérale sur La crise de la démocratie, actuellement adjoint de M. Zbigniew Brazinski pour la sécurité nationale (voir notamment page 9 : « des limites désirables pour la démocratie »).

IAMES Q. WILSON entre conser

1-= 1173:Tex

-. 5.0

Ē:z·

"S# 5: ::

C : . . .

₹.•,



Offensive judiciaire et contre-révolution politique

1964: La loi sur
les droits civiques
Interdit lo discrimination « de roce, de
couleur, de sexe ou
d'origine nationale
pour l'ensemble des
pratiques concernant l'emploi : embauche, renvoi, sal a i r e, formation,
sanctions disciplinaires et avantages

sociaux ».

1965 : « Your ne pouvez pas prendre quelqu'un qui a été enchainé pendant des années, déclare le président Johnson à l'université noire de Howard, le libérer, le mettre sur la ligne de départ, lui dire : « Yous êtes libre de vous mesurer aux autres », et faire semblant de croire que vous avez été parfaitement juste. » Un système de compensation est nécessaire. Le « programme d'action affirmative » est créé en 1967 par décret exécutif : dans les secteurs où il emploie un nombre insuffisant de Noirs et de femmes, l'entrepreneur doit « fixer des objectifs et un colendrier d'application qu'il s'engage à respecter pour combler ces lacunes ».

1975: Coauteur avec David Riesman de la Foule solitaire (1953) et de Beyond the meltingpot (1963) avec Patrick Moynihan, aujourd'hui sénateur de l'Etat de New-York et chef de file des « néo-conservateurs », le professeur Nathan Glazer publie un ouvrage dont on n'a pas fini de parler, la Discrimination affirmative (1). Au nom de la protection de l'individu, cette étude remet en question les « programmes d'action offirmative » en faveur des minorités ethniques et des femmes.

tile en :

duce a .

METATOR C

skites d'ortion

A BOOK IN

Effect office

经表现

WASTER OF THE

.

-

. . .

. . .

.

re me considère

vateur. Jai tou-

d.k

aden an

MY3 Menus Menus

: ::::

ج-رق

55. 4

This !

6-2-

. :::-.

Selon le sociologue de Harvard, ces programmes ne se contentent pas de foumir à tel ou tel membre d'une minorité l'occosion d'une ascension sociale individuelle, mois — au nom d'une utopie collectiviste — ils permettent que, à compétence égale ou inférieure, des Noirs soient préférés à des Blancs. On parle de « racisme à rebours » ou, pour reprendre l'expression de Glozer, de « discrimination affirmativa ». Et celo au moment où la crise économique atteint les victimes blanches et de sexe mosculin. C'est dans ce contexte que la majorité silencieuse porte sa contestation au tribunal.

En 1972, un homme blond oux yeux bleus, agé de 32 ans, ancien du Vletnam, pose sa candidature à l'école de médecine de l'université de Californie à Davis. Refusé deux années de suite, Allan Bokke opprend que ses notes et ses tests d'aptitude sont supérieurs à ceux de plusieurs candidats admis dans un programme qui réserve 16. % de ses places aux membres des minorités défavorisées. S'estiment victime d'un acte discriminatoire, Bakke attaque l'université au nom de la clouse de protection égale gorantie par le quatorzième amendement. Après une série d'appels, l'offaire atteint la Cour suprême des Etats-Unis en 1977 : la décision risque d'être aussi importante que celle de 1954 qui avoit interdit lo ségrégation raciale dans l'enseigne-Sous la pression des organisations noires et des étudiants fortement mobilisés sur cette affaire, la Cour suprême peut réaffirmer la volldité des « programmes d'action affirmative », elle peut ou contraire céder oux pressions de la droite, aux nouvelles éxigences économiques et sociales, suivre la vogue conservatrice et ouvrir une première brèche en ordonnant l'inscription d'Allan Bakke à Davis. Il est vraisembloble au'un compromis permettra de condamner la « pratique du quota » sans remettra en question le « principe libéral ». La gauche est inéanmoins sur la défensive. La droite est passée à l'offensive.

Ancien directeur du Berson pour l'égalité des chances (Office for Equal Opportunity) où, selon ses propres dires, il avoit eu pour mission de torpiller les programmes compensatoires sous l'administration Nixon, M. Howard Phillips est aujourd'hui directeur national du Comité conservateur (The Conservative Caucus). Son onalyse et sa stratégie sont parfaitement cohérentes. Dans leur majorité, constate-t-il, les Américains sont conservateurs : « ils en ont assez des manifestants qui demandent une alde sociale accrue et des groupes qui luttent pour les droits des prisonniers. » Depuis le roz-de-morée de 1972 en faveur de M. Nixon, une majorité de 62 % s'est franchement prononcée « contre la drogue, l'amnistie, l'avortement, le « busing », la bureaucratie et les budgets en déséquilibre ».

Contre les libéraux au pouvoir

DOURTANT, ce sont les libéraux qui gouvernent. lis contrôlent toujours les médios, le Congrès, les syndicats, les fondations, les firmes juridiques et les grandes affaires. C'est en leurs termes que sont posés les problèmes de la nation. Les libéroux « nous divisent en classes, en pièces et en morceoux : les vieux, les jeunes : les Noirs, les Blancs; les ethnies; les religions. Ils refusent de prendre en compte la totalité de l'homme (...) Nous voyons souvent des groupes de pression, subventionnés par le gouvernement, qui prétendent représenter « nos intérêts » et qui réussissant, à notre insu, à faire reconnaître « nos revendications » par le gouvernement! (...). Aujourd'hui, nous faisons trop confiance ou gouvernament, et trop peu au Seigneur ».

Comment occéder au pouvoir? Phillips se métie du parti républicain qui est « devenu le parti des Rockefellers ». Il se métie du « big government », et du « big business ». Il retrouve les deux oxes du populisme de droite oméricain et en tire cette conclusion stratégique : « Il faut créer une alliance entre les forces conservatrices et les forces populistes en Amérique. »

Organiser la base, le quartier, la communauté

avec Kaide d'un petit nombre d'hommes dévoués. Créer des coalitions sur des problèmes précis et brûlants (le « busing », la réduction d'impôts, la réforme des manuels scoloires). Pénètrer les organisations existantes (Légion américaine, Rotary clubs, amicales de sapeurs-pompiers). Quadriller les quatre cent trente-cinq circonscriptions électorales.

torgies. La nouvelle droite, enfin, doit prendre le contrôle des moyens de communication : « Nous devons suivre l'exemple des communistes sur ce point, affirme Phillips Lorsqu'ils pénètrent dans un pays où les principales institutions, les médias, les orgamisations religieuses et les entreprises leur sout hostiles, ils installent une structure de guérilla qui leur permet de foire passer leur information. Nous sammes ici dans la même situation. Les principaux instruments institutionnels sont contre nous : la C.B.S., l'université Harvard, le New-York Times, Pepsi-Cola, le Congrès. Les magazines libéroux mettent des partraits de libéraux sur leurs pages de couverture. Lorsqu'ils affichent un conservateur, ils montrent toutes les rides de son visage. Nous n'avons pas les moyens de faire naitre des leaders (...). Il faut construire un réseau de communication politique tonctionnant sur le principe de la guérilla. Je ne parle pas de violence, ni de révolution de type militaire, mais de contrerévolution politique. »

Le Comité conservateur est l'arganisation lo plus sophistiquée de la nouvelle droite .: informés, par des bulletins locaux et nationoux, des votes et intentions de vote de leurs représentants, ses deux cent cinquante mille membres mettent en place un dispositif local de contrôle et de harcèlement des élus infidèles. Le Comité a occès au fichier électronique - près de cent millions d'adresses — établi par Richard A Viguené. rédocteur en chet du Conservative Digest, organisateur financier de la campagne George Wallace. et conseiller financier des principales organisations de droite. Il est soutenu par les vedettes notionales : le sénateur Jesse Helms, le député Larry McDonald (auteur d'un amendement qui supprime l'aide fédérale dans les affaires de discrimination dans l'emploi des homosexuels), le député Henry Hyde louteur de l'amendement qui supprime, les fonds fédéraux pour l'avortement), le sénoteur Orin Hatch (l'homme qui pourfend les bradeurs du canal de Panama), etc. Le Comité pousse le raffinement organisationnel jusqu'à élire un « shadow cabinet ».

Quant au député John H. Rousselot, îl est le représentant la plus parfait de la nouveile race d'élus conservateurs : il est présent dans le prestigieux Comité économique des chambres réunies (Joint Economic Committee), où il fait entendre ses positions « minoritaires » sur la politique fiscale, la relance économique, la lutte contre le châmage, l'encouragement au « capitalisme populaire » qui permetira aux Américains de devenir propriétaires individuels du capitalisméricain...

Une nouvelle race d'élus

ANS un document massivement diffusé auprès de ses électeurs du vingt-deuxième district en Californie, John Rousselot énumère les « fondement de se philosophie » : croyonce en Dieu et en l'idée que l'homme est créé à son image : propriété privée des moyens de production; intervention minimale de l'État dans l'industrie privée; drait pour chaque citoyen de choisir son métier et son employeur; droit pour chaque employeur de choisir ses employés; conviction que la finalité de la nation est parfaitement définie par la Déclaration d'indépendance et la Constitution ; stricte adhésion au principe selon lequel tous les pouvoirs politiques appartiennent aux Etats, à l'exception de ceux que la Constitution réserve au gouvernement fédéral ; réorganisation de la bureaucrotie fédérale ofin d'encourager les talents individuels et le sens des responsabilités; élimination des entreprises à capitaux publics et gérées par l'Etat, qui concurrencent les entreprises privées : rupture immédiate des relations économiques et diplomotiques ovec les pays communistes : révision intégrale des programmes d'aide à l'étranger en fonction de nos objectifs; garantie absolue que nos contributions financières aux organisationis Internationales, y compris aux Nations unies, ne seront pas détournées au profit des pays communistes.

Les libéroux ont toujours eu leurs centres de recherches: ayec son budget annuel de 7 millions de dollars. la Brookings Institution en est la symbale le plus prestigioux. La aquehe s'est dotée d'un remarquable « think-tank » avec la création en 1963 de l'Institute for Policy Studies (1: million de dollors). Les conservateurs ont créé l'American Entreprise Institute où le président Ford avait un bureou attitré (budget de 5 millions de dollars). La droite populaire a récemment établi un centre de recherche, la Heritage Foundation (2 millions de dollors), qui publie des pamphlets rénéatypés, des livres et des revues. Plusieurs maisons d'édition apportent leur contribution à l'idéologie de droite (2): Arlington House (qui publie William F Buckley); Abington (Sun Myung Moon); Flemming H. Revell (Anito Bryant); 'Word (Billy Graham); Third Century Publishers, etc.

L'évangélisme, les sectes et l'idéologie

pale perd, dit-on, unfidèle toutes les
quinze minutes depuis près de dix
ons, et l'ensemble des Egdises
protestantes « oristo c r a t i que s »
(méthodiste, presbytérienne, congrégationaliste et épiscopale) ont dans le
même temps perdu
près de trois millions

de membres. Par contre, les Eglises évangélistes — aujourd'hui franchement conservatrices — sont en rapide

progression : à elle seule, la Convention des Baptistes du Sud (dont le président Carter est le plus célèbre fidèle) a gagné près de deux millions de membres, devenant oinsi, avec ses treize millions de réfidèles, la secte protestante la plus l'importante aux États-Unis. Des progrès sont également sensibles parmi les fondamentalistes qui se situent à l'extrême droite des évangélistes

Pormi les vedettes internationales. Billy Graham, 59 ans. Il s'adresse en septembre demier à plus de cent mille fidèles à Budapest, remet au vice-premier ministre honorois un message privé de son frère en religion. M. James Carter En décembre, il rassemble soixante-quinze mille fidéles à Madras — ce qui porte à quatre-vingts millions le nombre des hommes et des femmes devant lesquels il a prêché en personne dans cinquante-cinq pays. Comment renaître? (3), son demier livre, publié en décembre dernier, répond en trois chapitres à la question posée dans le titre : le problème, la réplique de Dieu, la réponse de l'homme. Cent quatre-vingt-quatre pages. Premier firage; huit cent mille exemplaires. Eldridge Cleaver, oncien « ministre des offaires étrangères » des Ponthères noires, récemment « ressuscité », évoque dans son nauveau livre. Soul on Fire (4) (réplique de son célèbre Sout on Ice) ses années passées dans les prisons... du marxisme.

L'évongélisme est une industrie en expansion : on construit des super-églises de dix mille places ; on organise des programmes télévisés qui atteignent jusqu'à six millions de fidèles invités à poser leurs questions en direct qu'révérend Orol Roberts; on collecte de l'argent, beaucoup d'argent - 100 millions de dollars sont réunis en. 1977 par le révérend Bill Bright, 56 ans, outeur d'un « plan de salut national » destiné à « ramener le Christ au gouvernement ». « Je n'ai pas honte de dire oux chrétiens « engagezvous! », clame Bill Bright C'est une question de vie ou de mort. Dans chaque circonscription, il faut trouver le véritable homme de Dieu ou la femme de Dieu, quel que soit son parti, et l'envoyer au Congrés. Et nous lui dirons « Là-bas, vous ne vous laisserez pas influencer par les groupes de pression, vous ferez ce que Dieu vous dire, at nous your soutiendrons. Vous voterez des lois économiques et militaires sur des bases saines. >

La promesse du salut

L'EVANGELISME se nourrit du controste entre la peur, l'angoisse, le sentiment d'apocalypse et la certitude que la société sera reconstruite par des hommes et des femmes qui connaissent Jésus, et s'identifient à lui dans leur vie quotidienne. Face à la destruction ultime, la promesse du salut : salut de l'individu, de la communauté, de la nation, de la civilisation A l'église, comme à la ville, la nouvelle droite comble les attentes des hommes qui souffrent du désir d'éternité. Groupés autour de Sojourners, une publication dissidente, les évongélistes de gauche n'ont guère plus d'écoute que les protestants de gauche l'Christianity and Crisis) ou les Chrétiens américains pour le socialisme (A.C.T.S.).

L'incontestable attroit du révérend Sun Myung Moon sur une partie de la jeunesse américaine s'explique par la synthèse que son « Eglise unifiée » propose entre les religions et idéologies de l'Occident et celles de l'Orient. Elle apporte le dépassement des contradictions entre la science, les valeurs et la religion (5) Elle offre aux idéalistes la vision d'un monde harmonieux, pacifique, écologiquement équilibre, juste, antraciste à travers des-images et des symboles bibliques

qui évoquent les souvenirs de l'enfance et captent l'imagination.

Dans la doctrine et la pratique des moonistes, le possage de l'utopie à la politique s'effectue à travers l'opocolypse. L'utopique : « l'ai prévu d'établir des villes idéales dans bien des endroits, explique le révérend Moon. Des communautés de production où nos membres se suffirent à euxmêmes au plan économique. » (6). L'apocalyptique et le sotériologique : a New-York est la jungle de l'immortalité et de la dépravation. Satan règne en maître (...) Dieu m'a envoyé en Amérique dons le rôle du médecin (...) Après trois ans de soins dévoués, la jeunesse américaine a appris ce que doit être la famille-centrée-sur-Dieu, l'Eglise et la action. Le bien-être de la famille doit précéder celui de l'individu ; la nation doit précéder la famille ; le monde la nation ; et Dieu le monde. » (7) Le politique : « Tout ce que nous faisons est dicté par notre conscience religieuse. Le communisme est l'ennemi de l'humanité et l'ennemi de Dieu. »

Une puissante vague de fond

L'AMERIQUE est entrée dans une phase de plus grand conservatisme. Chaque jour apporte l'annonce de nouvelles organisations de droite, de nouvelles manifestations, de nouveaux recours en justice, de nouveaux sondages qui soulignent et renforcent la puissante vague de fond Alors qu'en 1964, à l'aube de la guerre menée par Johnson contre la pauvreté, et contre le Vietnam, 37 % des Américains se disalent « libéraux », 34 % « conservateurs » et 29 % sans opinion, un sondage effectué en décembre dernier par le même institut Gallup révèle que 47 % des personnes interrogées se considèrent « à droite du centre », 32 % « à gauche du centre », et 10 %

seulement « au milieu de la route ». S'agit-il d'une oscillation nouvelle dans le continuum d'une histoire américaine qui se balance de gauche à droite, du libéralisme au conservatisme, ainsi que le suggère Arthur Schlesinger Sr dons son étude sur « les flux de la politique américaine » (8)? L'historien américain trouve onze périodes d'alternances entre 1765 et 1947, chacune d'une durée moyenne, et relativement régulière, de seize ans et demi. soit pour le vingtlème siècle : l'époque progressiste jusqu'à l'entrée en guerre de l'Amérique; la « terreur rouge » jusqu'à l'effondrement de la Bourse en 1929; le New Deal condamné dès 1938, mais dont l'existence est prolongée de dix ans par la seconde guerre mondiale: la période de la guerre froide jusqu'à la fin-des onnées 50 : la vague radicale des années 60. qui se termine par la victoire de Nixon en 1968; l'ère du nouveau conservatisme qui devrait s'achever au milieu des années 80.

(Live la suite page &)

(1) Nathan Glazer, Alfirmative Discrimination,
Basic Books, N-Y., 1975.

(2) L'idéologie des intellectuels conservateurs est diffusée principalement par Basic Books.

(3) Billy Graham, How To Be Born Again, Word, Waco, Texas, 1977.

(4) Eldridge Cleaver, Soul on Firs, Word, Waco, Texas, 1978

(5) Harvey Cox, Turning East, Simon & Schuster, N-Y., 1977

(6) Frederick Sontag, Sun Myung Moon, Abingdon, Nashville, 1977

(7) Discours du révèrend Moon au Yankee Stadium à New-York, le 1er juin 1976.

(8) Arthur Schlesinger St, Paths To The Present, Mac Millan, N-Y., 1949.

JAMES Q. WILSON*: «Quatre points de clivage entre conservateurs et libéraux.»

L'aujourd'hui de « conservateurs » ne se reconnaissent pas comme tels car, pensent-ils à juste titre, ils n'ont pas changé depuis l'époque où on les considérait comme des « libéraux ». En 1952, lorsque je terminais mes études, sous l'administration Eisenhower, on me disait libéral. J'étais en faveur du premier amendement de notre Constitution. Contre Joseph McCarthy. Pour la liberté de parole des radicaux et autres sectes politiques. Je considérais que les Noirs devaient être traités en égaux. Aujourd'hui, ces positions ont cessé d'être considérées comme libérales. Elles sont devenues conservatrices!

» Premier clivage. On m'avait appris à ne pas tenir compte des différences de couleur, de religion, de sexe et d'origine ethnique. Aujourd'hui, c'est le contraire que l'on enseigne avec le concept d' « action affirmative a qui est une véritable corruption de l'idéal libéral. Les critères de recrutement ne sont plus le mérite individuel, les qualités personnelles et les talents de l'individu - mais un système de quota, de prétendus « objectifs » et autres euphémismes : on isole un certain nombre de personnes selon leur appartenance raciale, religieuse ou culturelle sans offrir de justification quant à leur nombre - sauf que le pourcentage retenu est bon et juste.

» Le second clivage n'est pas d'ordre doctrinal; c'est une affaire d'humeur. Etes-vous optimistes ou pessimistes en ce qui concerne la probabilité de réussite des programmes sociaux créés par le gouvernement pour résoudre les problèmes de notre société? Personne ne conteste la nécessité de maintenir l' « Etat social », d'améliorer le revenu des pauvres ou de poursuivre l'aide aux handicapés. Le véritable problème est ailleurs : étant donné que les problèmes sociaux subsistent malgre l'étendue des programmes gouvernementaux, on peut se demander quelles sont les causes profondes de ces problèmes. Certains esprits sceptiques, comme le mien, décèlent l'origine du malaise dans des facteurs subjectlis et culturels qui sont liés à la famille. Les libéraux considérent, au contraire, que les conditions objectives sont primordiales et que, en les modifiant, les conditions subjectives seront, ipso facto. transformées. Ils pensent donc qu'il suffit de multiplier les programmes, d'améliorer les logements et les écoles pour éliminer les causes de la criminalité. Les optimistes, voyez-vous, sont d'un côté, les pessimistes de l'autre. Les uns donnent la priorité à l'élément objectif; les autres à l'élément subjectif.

» Le troisième point de rupture concerne

la notion d'espace privé. Une fraction de

l'élite considère qu'aucune partie de notre

vie privée — à l'exception de nos pensées intimes — ne doit être mise à l'abri des interventions gouvernementales lorsque ces dernières permettent d'atteindre des objectifs sociaux souhaitables. Le gouvernement peut intervenir dans les universités privées comme il le fait dans les universités publiques, dans les syndicats ou dans les affaires. D'autres — appelez-les « conservateurs » si cela vous chante disent que même si ces interventions sont parfois nécessaires, il convient d'en examiner soigneusement l'opportunité, et de ne les accepter que dans des circons-tances exceptionnelles. Car il sera lourd, le prix que nous devrons payer à long terme pour la pénétration ultime de notre sphère privée Rappelez-vous comment le gouvernement a essayé de détruire le mouvement onvrier an dix-neuvième siècle, en lui refusant le droit d'association privé. » Le dernier point de clivage intèresse

les affaires internationales. Le libéral que j'avais appris à être considérait que les Etats-Unis ont d'importantes obligations internationales qui impliquent le maintien d'une importante pulssance économique et militaire dans le monde. Ce potentiel a parfois été utilisé à mauvais escient; mais est-ce une raison suffisante pour qu'on veuille le supprimer? Sans être franchement hostiles a notre presence dans le monde, certains considérent que les Elais-Unis devraient jouer un rôle plus modeste et, par suite, réduire leur présence économique et militaire proportionnellement. C'est oublier nos responsabilités dans le monde et ignorer la menace soviétique.

Professeur de sciences politiques à l'université de Harvard, James Q Wilson est, avec E Banfield, N. Glazer, I. Eristol, P. Moynihan et D. Bell, l'un des penseurs les plus marquants du néo-conservatisme. Il s'est spécislisé en criminologie. (Suite de la page 7.)

Le conservatisme n'est pas monolithique et immuoble. Son visage populaire est aujourd'hui moderniste. La nouvelle droite est concrète. octiviste et bruyonte. Elle se veut un « mouvement », par opposition à un parti. Elle atteint l'Américain sur le lleu de son travail, à la maison. ou syndicat, à l'église, dans ses clubs. Ele occueille les démocrates et les républicains, les jeunes et les vieux, les riches et les moins riches. les catholiques et les protestants. Un conservatisme activiste est déjà une contradiction.

Une seconde contradiction, plus fondamentale, est liée à la complexité d'une crise qui n'est pas seulement économique, mais politique (la crise des partis), sociale (la crise de la ville), culturelle (la crise de l'école), idéologique (lo crise des concepts), etc. L'Amérique semble virer simultanément à droite et à gauche : des organisations de masse fleurissent à droite, mais, on le verra, continuent à se développer à gauche. Parfols, ce virage simultané à droite et à gauche s'effectue à l'intérieur d'une même argonisation : il arrive qu'un groupe de protection des consommateurs s'engage dans une vole anticapitoliste tout en occultant les problèmes du racisme et du sexisme, à moins que ce ne soit le controire (9). Au niveau gouvernemental, le président Carter namme un garde des sceoux encore plus réactionnaire que son prédécesseur sous le président Ford, mais il choisit en même temps, comme directeur de ACTION (Peace Corps et VISTA), M. Sam Brown, connu pour ses positions quasi radicales. Au-delà d'une recherche d'équilibre politique (bien inégal si l'on compare les responsabilités respectives des deux hommes), cette double nomination révêle une hésitation entre deux choix, une confusion entre deux voies - une contradiction que l'on rencontre un peu partout dons l'Amérique d'aujourd'hui. Cette dualité — cette ambiguité? -- est très consciemment exploitée par M. Carter des la convention démocrate de 1976: à l'issue du discours qui lui vaut la nomination

présidentielle, ne conficit-il pas à un journaliste que son discours avait été tontôt démocrate, tantôt républicain, mais que la dominante était

Le populisme de M. James Carter est conservateur : il est désamorcé du potentiel subversif qui le caractérisait à la fin du siècle demier (10). L'abjectif de ce « néo-populisme » n'est pas de modifier les structures économiques et sociales, mais de dépasser les polarités du libéralisme et du conservatisme pour concevoir — au-delà des oppositions — une nouvelle politique, une nouvelle symbolique, une nouvelle idéologie qui intègre les éléments du libéralisme ou du radicalisme qu'il est possible d'absorber sons menacer les fondements traditionnels du système américain.

La nouvelle synthèse est d'autant plus délicate à réaliser que le conservatisme est tirallé entre des polarités peu conciliables. Il y a d'un côté le conservotisme de lo droîte populaire, le seul vraiment visible dans la rue, à l'église, ou tribunal: Il revendique la restauration du mode de vie américain, la réduction du pouvoir de l'Etat, le retour à la stricte concurrence. Il est numériquement important, mais son idéologie est parfaitement archoïque à l'âge des multinationales, de la planification nationale et internationale, de l'interdépendance. C'est le conservatisme des petites et moyennes entreprises, le conservatisme du secteur concurrentiel, du secteur tertioire et du secteur fonctionnarisé qui se jaignent dons une quête nostolgique de valeurs

Face à ce conservatisme passéiste se profile le conservatisme à venir : le conservatisme à vocation Internationale. Il n'a que faire du mode particulier de vie oméricaln, du pouvoir relatif des Etats et de la libre entreprise. Il ignore Jefferson. Il sécrète le « big business », le « big government », le « big president »: Il absorbe les contradictions internationales, impose le « statu qua » non pas à l'échelle de la nation, mais à l'échelle du monde. Les intérêts économiques du secteur multinational

sont souvent contraires à ceux des entreprises nationales et concurrentielles. Leurs divergences politiques, sociales et idéologiques sont profondes. Là aussi la synthèse est nécessaire - et, à défaut, une pratique permettant la coexistence des poiarités, ou une rhétorique qui émousse les contradictions, ou une symbolique qui masque les polorisations.

En fait, le conservatisme oméricaln est vaste, flexible, accueillant; il se conjugue au pluriel. Il y a place pour le conservatisme bruyant de l'ancienne « mojorité silencieuse », et pour le conservatisme silencieux de la nouvelle minorité trilatérale (11). Il suffit de respecter le pouvoir local des Etats et le pouvoir supranational de l'Etat, de minimiser les différences et de maximiser les accords. L'anticommunisme revient à point. Créé en 1976, le Comité pour le danger présent regroupe le spectre entier du libéralconservatisme : P.-D. G. de multinationales et directeurs de P.M.E., mais aussi militaires (le général Ridgeway), syndicalistes (Albert Shanker, de la Fédération des enseignants), sociologues (Nathan Glazer), et même un prix Nobel (Saul

Dans leur décloration inaugurale, reprise par une centaine de journaux aux Etats-Unis et dans le monde, on retrouve l'habituel balancement entre l'apocolypse et le salut qui semble être le commun dénominateur des conservatismes la ques et religieux : « Notre pays est en période de donger, et le danger s'accroît, est-il affirmé A moins que des mesures ne soient immédiatement prises pour alterner la nation et changer le cours de sa politique, notre capacité économique et militaire sera bientôt inadéquate pour assurer la paix par la sécurité. Les menaces sont plus subtiles et plus indirectes qu'auparavant. La conscience du danger s'est estompée aux États-Unis. Mais il est encore temps d'agir avec efficacité pour assurer la sécurité et la prospérité de la nation par des moyens de dissussion pacifiques et une diplomatie d'alliance concertée. »

n'est plus lié psychologiquement à un porti, si intellectuellement satisfait par une idéologie. » Les partis sont « littéralement en train de mourir » M. Caddell rappelle que le pourcentace de participation des électeurs baisse, que les grandes « machines » ont des pannes (Chicago en 1976). que la confiance nationale diminue à l'égard des hommes politiques et de l'ensemble des Institutions. « Les idéologies classiques ne fouctionnent plus. » Les jeunes sont libéraux au plan social et conservateurs au plon économique. Ils sont sensibles à de « nouvelles grappes de problèmes : la contre-culture, la non-croissance, l'environnement. Les vieilles définitions ne font plus l'affaire. Le vieux langage de la politique amériacine n'affecte plus les électeurs. »

Sa proposition à long terme est ambitleuse « Ce dont nous avons besoin, précise-t-il, ce n'est pas d'un rapiécage, mais d'une idéologie nouvelle. Malheureusement, la claire formulation d'une telle idéologie dépasse les capacités intellectuelles de votre serviteur! Il nous faut une nouvelle synthèse d'idées. Pour reprendre le vocabulgire des philosophes de la connaissance, nous ovons désespérément besoin d'un « poradigme » idéologique qui remplace le « modèle du capita-

e e Antiber

La

: " Complexit

: **.:::: _- ::

--- - 1_1 - 4-i

Germana andere a

11114

~::-==:-=::

: : s. . - ;;;.

" humanism

: . : <u>:</u>

4 ing de l'orace in maleanne americain m

· ÷ -

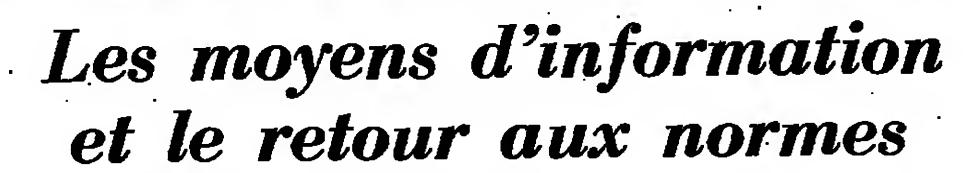
plus vraiment. » M. Caddell considère que la démocratie n'est aujourd'hui possible que grâce à la manipulation de l'opinion publique. Le spécialiste des sondages politiques de M. James Carter affirme, dès la première page du rapport : « Au fond, ma thèse c'est que, pour gouverner avec l'approbation de public, il est nécessaire de mener sons cesse une campagne politique — bien que cette campagne soit organisée dans un contexte différent. »

Il conseille au président de constituer non pas un consensus — un tel projet sergit trop ambitieux en l'absence d'une idéologie nouvelle — mais une coalition de gouvernement, comme si l'on faisait une campagne électorale, « Les temps sont murs, explique-t-il, pour un réalignement politique. » Que personne ne s'y trompe : le nouvel alignement ne se tera pas par la base, mais par le sommet. Pour atteindre et consolider le centre radical » — ce que M. Nixon appelait la majorité silencieuse, — le président doit s'adresser directement au peuple, par-delà les partis et les institutions, exactement comme il l'a fait pendant la compagne électorale, contournont alors la machine du parti,

Pour réussir cette coalition, il convient d'identifier ses alliés : le Sud trop souvent tenu o l'écart du pouvoir national, les jeunes, les femmes, les ethnies blonches et les catholiques. Il convient également de reconnaître ses ennemis : certains républicains de draite, mais surtout les démocrates libéraux qui « constituent un groupe aussi vieillot et anachronique que celui des républicains conservateurs ». Ted Kennedy, McGovern, Udali ont, dans les affaires publiques, un poids supérieur à leur importance numérique « parce qu'ils sout sur-repiésentés dans l'Establishment, les médias et la politique ». Le Congrès n'est pas prêt à abandonner l'autonomie, voire l'esprit d'opposition, acquis pendant l'administration de M. Nixon. Troisième groupe à surveiller, celui des « jeunes Turcs », élus en 1972 : ces concurrents immédiats de M. James Carter sont, eux aussi, apposés au « big government », mais « plus agressivement hostiles aux intérêts privés, plus concernés par les nouveaux problèmes - Gary Hort, Dick Clork, Joe Biden, Jay Rockefeller et surtout Jerry Brown. Avec sa prédilection pour ce qui est « petit » (« Smoll is beautiful »), avec son habileté à dépolitiser les problèmes... politiques et à créer une coalition de gouvernément en marge des partis, le gouverneur de Californie incarne le nouveau style

de leadership national. M. Caddel donne un second conseil en l'absence d'une idéologie nouvelle, que le président insiste sur le style : « Le vieux cliché selon lequel il ne faut pas confondre le style avec la substance doit être inversé en politique. Trop de gens ont été vaincus pour avoir essayé de substituer la substance au style. Ils ont oublié de fournir au public les signaux dont il a besoin pour comprendre ce qui se passe. » A la place d'une politique, M. Caddell propose une série d'images : un président ouvert, différent des autres politiciens, à l'écoute de l'homme de la rue, opposé aux idéologies. Il suggère des comportements nouveaux : des petits gestes et non pas des actes spectaculaires pour restaurer la confignce entre le peuple et le gauvemement. Il invite le président à dépasser « les oppositions idéologiques, partisanes ou démographiques » et à « person-

naliser > les problèmes.





La relation incestueuse entre les médias et le pouvoir politique est telle que, à la sulte d'une récente émission de Cronkite avec le président Carter, le P.-D. G. de C.B.S. juge utile de déclorer : « Pour être franc, si l'on continue à penser que nous servons de courroie de transmission au président, je m'opposerai à une nouvelle émission. » Au même moment, N:B.C. engage l'ancien président Ford et l'ex-secrétoire d'Etat Kissinger comme conseillers pour leurs émissions touchant aux affoires

publiques. Le pouvoir des médias s'est considérablement accru avec les récentes concentrations : les chaînes de journaux ochètent les derniers « indépendants : vingt-cinq chaînes contrôlent actuellement 52 % de la circulation, contre 38 % en 1960. Les plus grosses chaînes absorbent les -moins importantes : en 1976, Newhouse achète Booth et Gannett, propriétoires de treize quotidiens. Le monopole de l'Information écrite est quasiment total (97,50 %) dans les mille cinq cents villes encore pourvues de quotidiens : il ne reste que cinquante villes où la concurrence

subsiste. La monopolisation de l'information et la dépendance de la presse est accentuée par la fusion des réseaux de la presse écrite avec ceux de la radio et de la télévision, eux-mêmes liés à d'autres industries - le livre, l'électronique, le militaire, etc. R.C.A. possede N.B.C. (20 % de son chiffre d'affaires), mais aussi un prestigleux groupe d'édition (Knopf, Pantheon, Random House); R.C.A. contrôle le système de télécommunications de deux cents États-nations par l'intermédiaire de Global Communications, Inc.; R.C.A. est propriétaire de la société Hertz, une multinationale qui fabrique des radars militaires, des apparells de guidage de missiles, le hardware utilisé par les services de renseignements, etc. (12).

La presse sert à lancer des ballons d'essai : en septembre demier, le Washington Post, puis le Washington Star, puis en quelques jours la quasitotalité de la presse nationale, diffusent les modestes propositions d'un économiste noir, initialement parues dans Policy Review, la revue de prestige de la Heritage Foundation, l'un des centres de recherches de la nouvelle droite. La thèse en soi n'est pas nouvelle, mois elle ressort au bon moment — à la fin de la quinzaine nationale de lutte contre le chômage et pendant la discussion au Congrés du taux de salaire horaire. Selon le professeur Walter Williams, le chômage est accru par le gouvernement qui, en relevant le salaire minimum, décourage les entreprises d'embaucher des employés parmi les moins qualifiés, c'est-à-dire les principales victimes du chòmage: les Noirs, les femmes, les jeunes... il est révélateur que la seconde idée la plus fréquemment relayée par la presse, renforce un vieux mythe : « Ca dont les Noirs ont besoin, c'est que l'occasion leur soit donnée d'une concurrence libre dans un marché libre, »

Champion de l'équilibre à l'échelle de la nation comme à celle de la famille, le magazine Time encourage la réduction des dépenses sociales. comme si elles étalent la cause de la crise fiscale; la réduction d'impôts, comme si les entreprises n'en tiraient pas profit ; la réduction du pouvoir de l'Etat, comme si le gouvernement servait d'abord à enrégimenter les citoyens. Time évite la question — pasée par exemple par le sénateur McGavern : « L'essentiel n'est pas l'augmentation ou la réduction des dépenses, mais le comment et le pourquoi de ces dépenses. Allons-nous construire une nouvelle flotte de bombardiers qui coûtera 100 millions de dollars ou un réseau de transport public moderne? » Time est le diffuseur international des mythes : Individualisme. immuobilité de la nature humaine, objectivité. obsence de contradiction, pluralisme...

_......

Le New York Times n'est pas le dernier à encourager le retour aux normes conservatrices; à la « une » de son magazine du dimanche (13) une enquête intitulée « Plus on dépense, moins

nos enfants en savent ». La compétence verbale et mathématique des enfants américains a effectivement baissé pendant les quinze demières années alors que le coût de l'enseignement a presque doublé en dollars constants pendant la même période. Le New York Times propose le retour pur et simple aux bonnes viellles méthodes d'éducation du siècle demier — le cursus unique et obligatoire, le contrôle des connaissances exclusif par examens, le rapport hiérarchique maîtreélève, etc. il évite d'analyser les causes de l'échec actuel; il tait les études qui montrent unanimement l'échec de l'enseignement traditionnel au toumant du siècle: moins de 50 % des élèves achèvent alors leurs études, et une fraction nettement inférieure les terminent avec succès. Il embarque ses lecteurs-dans le « train de la nostalgie »: l'école en 1890 étalt si efficace, et elle coûtait si peu!

Modifier les attitudes

TANS un rapport du 18 décembre 1975, établi par un bureau d'études publicitaires le Cambridge Reports, Inc., il apparait que, si l'on veut convaincre les Américains de la gravité de la crise énergétique afin de créer un climat favorable à la production d'énergie nucléaire, il suffit de « modifier les attitudes des Américains » sur les points suivants : 1) le public continue à croire que la crise est essentiellement produite par l'industrie pétrolière et ses alliées, les industries du gaz et de l'électricité, dans leur quête d'un profit plus élevé; 2) Il n'établit pas de lien entre la richesse énergétique et la sonté générale de l'économie; 3) il doute de la sécurité de l'énergie nucléaire s'oppose à la réduction des normes de pollution et croit en l'énergie solaire. « Pour amener les Américains à faire le bon choix énergétique, poursuit le rapport, il convient de déterminer le médium adéquat pour communiquer la message adéquat à la cible adéquate (...). Il s'agit ici d'énergie nucléaire, mais les mêmes principes s'appliqueraient à d'autres problèmes, tels que

l'attitude du public à l'égard des augmentations de tarifs, le relachement des normes antipollution, ou, d'une façon générale, le soutien à apporter à l'industrie du gaz et de l'électricité, et à leur

politique. » En ce qui concerne la cible, le rapport conseille une discrimination soigneuse: le public le plus résistant est celui des femmes, des « sous-éduqués », des pouvres, des jeunes et des Noirs. Le message doit personnaliser le lien entre croissonce, énergie et emplai. Le média doit utiliser d'abord des porte-parole scientifiques, ensuite des pairs: « Avec les Noirs, par exemple, il faut parler aux leaders noirs (hommes politiques, enseiquants, prêtres, syndicalistes), les encourager à parler à leur communauté (...). Nous suggérons une stratégie de haut en bas. La campagne doit ôtre offensive: "il y a crise energétique, l'energie est indispensable à l'emploi, le nucléaire est sans danger et bon marché ". Le débat ne doit pas être "Devrions-nous construire des centrales nucléaires ? " mais: " Comment trouver l'énergie nécessaire à nos emplois et à nos maisons? ". » On reconnaît un des leitmotive des discours du président Carter et les éléments utilisés par la publicité institutionnelle pour « éduquer » les Américains. Pour inciter à « vivre et acheter nucléaire », P.G. and E., la seconde société d'électricité américaine, diffuse massivement une plaquette illustrée qui explique « pourquoi l'épergie nucléaire est la solution au problème de 'énergie ».

Ancien colloborateur du Cambridge Report, Inc., directeur des services de sondage de M. James Carter, M. Patrick H. Caddell propose au président, dans un rapport confidentiel du 10 décembre 1976, de « fabriquer une idéologie nouvelle » appropriée à la situation politique actuelle.

Selon M. Caddell, l'Amérique traverse une crise de légitimité sons précédent. « Le fien fondamental, essentiel à la démocratie — l'idée que le public vote et que la politique publique s'ensuit - est menocée. Les gens out l'impression que le président est impuissant à résondre les problèmes auxquels il est confronté. Le public



Les nouveaux sociologues forgent les arguments de la mise au pas

L'idéologie nouvelle, la nouvelle synthèse, la quête du nouveau « paradigme scientifique > sont servies par des professeurs de sociologie et de sciences politiques qui n'en sont pas à leur premières ormes:

Nathan Glazer éla-

bore sa théorie sur les ethnies à la fin des années 50, et Daniel Bell annonce la fin de l'idéologie... peu avant la noissance de la nouvelle gauche. Anciens conseillers (comme Patrick Moynihan) de Kennedy et de Johnson, de Nixon et de Ford, ils sont aujourd'hui fort écoutés par le président Corter. Ils dirigent de prestigieuses revues telles que Commentary (Norman Podhoretz) ou Public Interest (Irwin Kristol) et leurs analyses paraissent dans Daedalus, Harper's, The Atlantic, le New York Times, et dans les publications d'extrême droite comme The National Review. il y a parmi eux des spécialistes de criminologie Uames Q. Wilson) et de la politique urbaine (Edward Banfield). Certains ont jadis flirté avec l'extrême gauche (Sidney Hook): d'autres considérent qu'ils ont toujours été conservateurs; la plupart se définissent comme d' « anciens » Ilbéraux Bien que généralement affiliés au porti démocrate, ils ont presque tous soutenu la candidature de Nixon en 1972.

Comment ces libéroux des années 50 sont-ils devenus les néo-conservateurs des années 70 et 80? Ils n'ant pas changé, affirment-ils : ils ant toujours été contre Staline, pour la décentralisation, contre la dissuasion nucléaire, pour les valeurs humaines. C'est le monde qui s'est transformé : l'Amérique s'est radicalisée dans les années 60, les interventions de l'Etat se sont

multipliées, le savoir et l'autorité ant été ébranlés, la polarisation palltique s'est accentuée : « Si vous ne faites pas partie de la solution, disast alors Cleaver, vous faites partie du problème. » Avec l'austérité nauvelle, la délégitimation polltique, l'exigence tenace de participation populaire, leur pensée apparaît comme la rationalisation philosophique et scientifique d'une mise au pas nationale et internationale.

Les nouveaux sociologues élaborent une politique sociale « 'éaliste », er marge de "uropie, et en infraction aux principes égalitaires Leurs postulats sous-entendent aujourd'hui la politique du président Carter, comme hier celle du président Nixon:

1) Tout problème n'a pas nécessairement une solution. C'est la première divergence avec les libéraux (et les radicaux) à La position libérale typique, explique Glozer, est de blamer non pas ceux qui souffrent des moux que lo politique sociale est supposée alléger, mais la société ellemême, le système politique et ses leuders »: L'erreur des libéraux est de considérer qu'il « existe une solution pour fout problème » (14).

2) L'inégalité est inscrite dans la nature

humaine. Kristol . « Les talents et capacités humaines se distribuent selon une courbe en forme de cloche » Jui coincide avec la courbe de « la distribution des revenus (...) ce qui montre que, dans une société « ouverte », les inégalités occasionnelles et effectives ne sont pas incompatibles avec la nation bourgeoise d'égalité. » (15). 3) La cause fondamentale de la dégradation sociale est l'individu, non la société. L'appartenance à la classe sociale est déterminée par une propension psychologique plus ou moins grande à s'orienter vers l'avenir ». Banfield : « L'homme

de la classe inférieure vit dans l'instant; il ne

peut pas ou ne veut pas considérer l'avenir, ni

contrôler ses instincts (...). Imprévoyant et irrespon-

sable, il a de fortes chances de devenir un

ouvrier non qualifié, de passer fréquemment d'un travail sans avenir à un autre, d'être un mari et un père médiocres. » 4) L'Individu est irréversiblement morque par

sa culture. Dés 1967, le professeur Banfield exposait des thèses dant les implications sur la politique sociale sont aujourd'hui acceptées par l'administration Carter: « Il est auîf, ecrivait-il après les émeutes noires, de penser que les efforts pour supprimer l'injustice sociale et éliminer la pauvreté, les taudis, le châmage auront un effet sur le nombre des révoltes. Ces efforts ne modifieront pas sensiblement les facteurs qui produisant les émeutes. Les garçons et les filles des classes inférieures continueront à « tout casser », même lorsqu'ils auront des chances égales d'emploi, de logement, d'éducation. » (16).

L'argument culturel est renforcé par l'argument biologique qui revient à la mode avec les « biosociologues ». Dés le début des années 70, les professeurs Arthur Jensen, Richard Herrnstein et le psychologue britannique H. J. Eysenck établissent un rapport cousatif entre le quotient Intellectuel, l'hérédité, la réussite scolaire et la richesse e Si les différences dans les capacités intellectuelles sont héritées, remarque Herrns'ein. si le succès est lié à ces capacités intellectuelles, si les revenus et la richesse dépendent du saccès,

(9) Voir plus tolo (10) Lawrence Goodwyn. Democratic Fromise:
The Populist Movement in America, O.U.P., N.Y. (III) Diana Johnstons, le Monde diplomatique. novembre 1976 (12) Voir le dossiei intitulé e le Droit à l'information à l'épreuve des progrès scientifiques . dans le Monde diplomatique de mars 1978 113) The New York Times, 28 sout 1977

commentary, septembre 1971. (15) Commentary; novembre 1972. (16) Edward Banfield. The Unheavenly City Revisited. Little Brown. Boston, 1970.

Cfeurs Doille

es dange: I- :

et de en par

ent iterals :

פח פובחוד ב..

iong terme .

avons besoin.

itere des :

' Que grate

ac ie pett

an to It.

2 mag tast .

gouverton :

The Control

יים לי שני

707

ಕುಕಾನಕ —

Man: 37 :

filme the con-

1 75. ---

表記者 デーコン

grade to the

salffagett un graub tall berg

galle: 2't 7.1'-1 | 301; 1515

et e a paret que la contractor.

blichment, er mit eine eine

· 我们不是一个一个一个 " 10 mm 10 mm

\$ 980M623 72- 1-1- 2655* P

4 fes signals that a sent

(F+2*1)

1.32

2.71 F

t per cost. Fire

Stautt am :'e

12 m (47 27.)

· 建聚二烯基化 (1000)

Me itta "

And the second

James Com

plagiquement o un perti, stestait par une ideologie temiement en lidiu de mon

ies classiques ne paulionasie

alles grappes de problemes

3 BOD-Croissone: | Chyltong.

dinitions ac tone Sint Callette

qe to bairtidni. austideit

sieçage, mais de la ideologia

sement, is classe tarmulanan

e deposse les caracités intél

idees. Pour retrindre le voes

shes de la connaissance, que

of besoin d'un . paradiame,

spiace ie a modele du capa.

sprise = dont nous ne soulon

MAGNEL GASC : =>>>opolion (*

saire de mone. .= ns cesse par

t -- bien que time campage

· - :-·

· 🛶 🕶

Lis lamis

·:=| =||;=-1;=

. ::

• • • •

: •

, :-> :-2 !#

an contexte dermine

streitens ! !; raus fauf une

alors le statut social doit être, en partie, fondé sur les différences héréditaires outre les personnes. » Il s'est trouvé des sociologues pour franchir l'étape des suppositions : pour eux, ce n'est plus la pauvreté qui limite le développement des compétences, c'est l'absence de compétences qui limite la richesse.

5) Le gouvernement doit cesser d'être amniprésent en intervenant sur les institutions traditionnelles — la famille, le groupe ethnique, le voisinage — pour limiter la misère, les pouvoirs publics ne font qu'accroître, selon le profésseur Glazer, la faiblesse de ces institutions, et par suité la misère. L'exemple classique est l'allocation familiale accordée, lusqu'à une date récente, à une mère, chef de famille... à condition qu'elle vive seule, séparée du père de son enfant. L'autre prétendu danger — la « révolution des aspirations montantes » — traduit la crainte que les masses ne solent jamais satisfaites : c'est le principe de « plus on leur donne, plus ils en veulent ». il suffit de savoir dire non.

6) Seules les valeurs traditionnelles peuvent assurer à la fois la stabilité et la mobilité sociale : la famille, le mérite, le travail. Le travail doit être au cœur de toute réforme du welfare. C'est une des « originalités » du plan d'Assistance à la famille (Family Assistance Plan) que M. Patrick Moynihan avait réussi à « vendre » au président Nixon mais que le Congrès avait refusé, et que le président Carter s'apprête à reprendre sous une forme à peine modifiée : un salaire minimum annuel garanti en échange d'un travail obligatoire, sauf si le bénéficiaire est handicape ou s'il a à sa charge des enfants en bas âge. Au concept libéral de « welfare » se substitue le concept néo-conservateur de « workfare ».

Ce qui frappe en dernière analyse, c'est la convergence — au-delà d'intérêts souvent contradictoires — entre les idées de la droite populaire, les fondements de la politique de Carter, la pensée des néo-conservateurs et certaines analyses de la Commission trilatérale. Les nouveaux sociologues ont beau jeu d'affirmer au'ils n'entretiennent aucun rapport avec les troupes protofascinantes d'Anita Bryant ou de Howard Phillips. C'est vrai : le rapport est seulement idéologique.

Par contre, avec l'administration Carter, le lien est institutionnel: Huntington est actuellement l'adjoint de Brzezinski pour la Sécurité nationale. La Trilatérale, l'administration Carter, le « cercle Harvard », le Comité pour le danger présent, le Comité conservateur, le programme de salut national, les provocations du Klan -- une certaine continuité se manifeste.

Des « limites désirables > pour la démocratie

DANS l'étude de la Trilatérale consocrée à La crise de la démocratie (17), Samuel Huntington écrivait que, de même qu'il existe des limites désirables à l'expansion économique, il faut « reconnaître qu'il y a des limites désirables à l'extension indéfinle de la démocratic politique ». Cette attitude s'inscrit dans une tradition qui vient de loin. Madison fut le premier à craindre que la démocratie échappe à la bourgeoisie et qu'elle soit investie par des « factions populaires ». « Par faction, précisalt-il dans le dixième Federalist. Paper, j'antends un nombre de citoyens, constituent une minorité ou une majorité qui sont unis et mus par une pulsion commune de passion ou d'intérêts permanents et partagés de la communauté. » Pour « briser et contrôler la violence, de ces factions,», Madison reletait la « démocratie » (directe) ou profit de la « république » fondée sur le système représentatif. Aujourd'hui, l'écran de la représentation ne permet plus de canaliser la « populace »-(« the mob »), terme repris par Kristol, et le contrôle des masses populaires exige des moyens nouveaux. Pour Huntington, Il faut en finir avec l'excessive « vitalité » des années 60, avec la participation papulaire accrue » et la

« fidélité au concept d'égalité ». Corédocteur en chef de Public Interest, collaborateur régulier de Foreign Policy (dont le rédacteur en chef est Huntington), Daniel Bell a parfaitement cemé le rôle contradictoire de l'Etat dans le monde de l'interdépendance planétaire : L'Etat national, précise-f-il, est devenu troppetit pour les grands problèmes et trop grand

pour les petits problèmes. En termes économiques, les entreprises cherchant des implantations régionules ou transpationales déplacent leurs coplique et souvent leurs usines là où les avantages comparatifs sont les plus grands. En termes sociologiques, les groupes ethniques et autres vaulent un contrôle plus direct sur les décisions qui les concernent et cherchent à réduire le gouvernement à des proportions plus faciles à contrôler. » La solution à venir se précise : un État encore plus puissant à l'échelle internationale et plus décentralisé à l'échelle nationale.

Pour atteindre ces objectifs, il convient, selon Huntington, de restaurer l'autorité fondée sur « la hiérarchie, l'expertise, la richesse », rétablir la confignce publique en dépolitisant les problèmes (le programme de Caddell) et régénérer les partis. Sur ce point, Huntington fait moins-ane proposition gu'un chantage : « Un gouvernement démocratique, se demande-t-il, est-il possible sans parti politique? Si la participation politique n'est pas organisée par un parti, comment le sera-t-elle? Dans les pays moins développés, l'alternative au gouvernement fondé sur les partis est un gouvernement militaire. Les pays hautement développés ont-ils une troisième voie? > il fout enfin rétablir l'équilibre entre le gouvernement et l'opposition, en clair en finir avec un Congrès Insuffisamment docile (c'est aussi l'analyse de Caddell), et juguler les médias irresponsables qui « contraignent à la démission un président élu moins de deux ans auparavant par une des plus larges majorités de l'histoire américaine ».

A partir de ce diagnostic, et pour enrayer les conséquences du « détraquement de la démocratie ». Huntington propose, en toute objectivité, la thérapie suivante : réduire le déficit, la dette et le pouvoir d'achat des travailleurs; imposer des « décisions dures » sur les prix... et les solaires ; libérer le gouvernement de l'obligation de mener une politique extérieure spectoculaire destinée à mosquer les difficultés intérieures (Huntington note au passage la supériorité des régimes de dictature dans ce domaine); être capable « d'imposer à son peuple les sacrifices nécessaires pour mener une politique étrangère et militaire ». Il observe ou bout du compte que « les domaines où les procedures democratiques sont appropriées sont, en bref, limités ».

au-delà des différences entre les pays capitalistes et socialistes, pouvres et riches, noirs, jounes ou blancs. C'est la voie ouverte à un gouvernement de type corporatiste et technocratique qui peut générer des élèments protofoscisants.

.En 1935, Sinciair Lewis publicit un roman où le héros -- un démagague raciste, antisémite, soutenu par l'armée -- gagnait les élections présidentielles de 1936 et installait aux États-Unis un régime fasciste. Le titre était, réconfortant : Cola ne peut pas arrivez chez nous. Aujourdinui, l'affirmation se transforme en interrogation. Il ne faut certes pas céder à des schémas simplificateurs : la répression à l'égard des dissidents politiques noirs, indiens, porto-ricains ou chicanas est plus sophistiquée que jamais ; elle ne saurait être assimilée au génocide des camps de concentration; à la destruction de la résistance dans l'Europe occupée.

Vers un ∢ fascisme à visage humain >

ANS l'Amérique des années 70, on trouve néanmoins des traces de protofoscisme. Les plus inquiétantes ne sont pas liées au regain pourtant spectaculaire des manifestations de l'extrême droité, mais au développement insidieux de tendances fondamentalement antidémocratiques que l'on présente comme les conditions nécessoires d'une nouvelle rationalité, d'une nouvelle interdépendance, d'un nouvel humanisme. Les agressions du Klan sont moins significatives que, par exemple, la réduction des libertés ou des droits sociaux et la légitimation de ces limitations par une fraction de l'élite intellectuelle. Les compognes d'Anita Bryant pèsent moins que les manipulations de l'opinion publique par les maichands d'électronucléaire ou les services de sondage. Et les vociférations d'un Howard Phillips, décidé à recourir aux techniques de guérilla, sont moins inquiétantes que la constitution silencieuse, progressive et quasiment irréversible de l'alliance imposée à ceux dont les intérêts sont radicalement opposés : les riches et les pauvres, à l'intérieur et à l'extérieur des Etats-Unis. Comment préserver la démocratie tout en collaborant avec les régimes militaires d'Amérique latine ou d'Afrique?

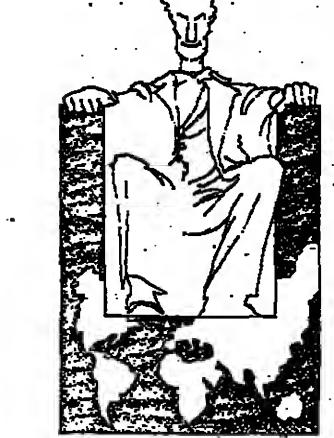
Auteur du premier plan américain de plein emplai en 1944, architecte du projet Humphrey-Hawkins de 1974 qui, s'il n'avait pas été dilué par les présidents Ford et Carter, aurait constitué le premier maillon de la lutte-contre le chômage, Bertram Gross ne saurait être accusé de faiblesse pour la politique-fiction. Pourtant, il est de ceux qui, après Herbert Marcuse et bien d'autres, percoivent les signes d'un « fascisme de américaine » qu'il analyse comme « l'aboutissement logique d'un capitalisme parfait » (21). Comparant Je « fascisme démodé des puissances de l'Axe » où « foscisme amical » de l'Amérique contemporaine. Gross souligne, les différences afin qu'émergent les ressemblances. L'ancien fascisme, explique-t-il visait à « construire de nouveaux empires au détriment des principales puissances capitalistes a alors que le nouveau « s'efforce de maintenir l'unité de l'empire du monde libre, de contenir le communisme et d'intégrer les régimes communistes dans l'économie capitaliste mondiale ». Dans L'ancien fascisme, a une propagande incessante, soutenue par des espians et des informateurs, servait à consolider l'élite et à mobiliser les mosses »; dans l'Amériq e des années 70, « des compagnes d'information, soutenues par une puissante technologie, permettent de manipuler les élites et d'immobiliser les mosses ».

On peut, on doit, analyser les convergences jusqu'à la limite. Elles existent et elles sont inquiéfantes. Mais il convient également d'explorer les contradictions, et elles sont nombreuses, explosives, toujours plus difficiles à absorber. Quel est le seull que tolère, la machine avant de se détraquer? Jusqu'à quel point, par exemple, les intérêts a libertaires » du conservatisme concurrentiel sont-ils compatibles avec les intérêts planificateurs » du conservatisme multinational? Un Etat national décentralisé est-il compatible avec un Etat supranational centralisé? Et si les travailleurs interrompaient leur collaboration? Si, comme le craint M. Brzezinski, les pays pauvres refusaient la coopération?

> Copyright Pierre Dommergues . . et .le Monde. diplomatique. (Dessins de Plantu.)

(17) Claude Julien. - la : Monde diplomatique, (18) Robert Nighet. Twilight of Authority, O.U.F., (19) Triglogus, été 1975, nº . A. Publié par la Commission triistérale : buresux parisiens, 32, rue de Monceau. 75008, Paris: (20) A New Regime-for the Oceans. The Triangle Papers nº 9, publié par la Commission trilaterale, N.-Y. 1976. Parmi les autres rapports: Towards a Renoudied World Monetury System, no 1: A Turning Point in North-South Economic Relations, nº 3; The Reform of International Institutions, nº 11: Collaboration With The Communist Countries in Managing Global Problems, nº 13. (21) Bertram Gross, Friendly Fascism : Logic o A More Perfect Capitalism, & paralite en juin 1978 chez. Simon & Schuster, N.-Y.

La carte de l'«humanisme planétaire»



Comme leurs illustres prédécesseurs dans l'histoire américaine — Madison. Jay, Hamilton, —. les nouveaux conservateurs ne sont hostiles à la démocratie et aux réformes égalitaires que lorsque l' « excès démocratique > et la « surcharge sociale > entravent l'expansion ou la préservation

des intérêts domi-

nants. Placés sur la défensive; les néo-conservateurs cherchent aujourd'hul à préserver des profits qui augmentent blus ropidement en dehors qu'à l'intérieur des frontières nationales. Is s'intéressent doric plus que jamais à la politique étrangère. Pour eux, la politique intérieure devient un moyen parmi d'autres pour atteindre des objectifs situés dans le reste du monde.

Leur conservatisme n'est pas rétrograde, comme celui de la droite populaire nationaliste dont il a été précédemment question. il n'est pas coupé de l'histoire, comme celui des « traditionalistes », représentés par Peter Viereck, Russel Kirk et suntout. Robert Nisbet qui déclore le crépuscule de l'autorité (18) et rêve d'un retour à l'Amérique idyllique d'après la Reconstruction. Il est moderniste, tourné vers l'avenir, confiant en l'évolution technologique. Il est indifférent au devenir humain — ce qui ne l'empêche pas d'être; oude paraître, bienveillant larsqu'un rapport. de forces l'exige ou lorsqu'il escompte des avantages d'une politique « généreuse ».

Le méconisme est connu. Ce qui l'est moins, c'est la volonté, d'ailleurs récente, de l'oppliquer à l'échelle du monde. Hier, le conservatisme structurel sécrétait un processus de collaboration de classe : les ouvriers étaient amenés à la table de négociation, face au patronat, éventuellement en présence des représentants du gouvernement. Aujourd'hul, l'objectif est d'instaurer la collaboration de nations que tout sépare : les pays du tiers et du quart monde sont invités autour du tapis vert afin d'examiner, avec les « pays avances », et en présence des Etats-Unis, la a gravité » de la crise et la « complexité » de « l'interdépendance », et d'accepter un calendrier raisonnable de revendications, établi par les nations les plus puissantes.

Hier, les conservateurs arboraient le masque du e libérolisme » pour offrir oux Américains pauvres un « welfare » aux apparences avantageuses qui servalt d'abord à relancer l'économie nationale brisée par la crise de 1929 et à contenir les pressions populaires. Aujourd'hul, les nouveaux conservateurs s'apprétent à proposer aux pays pauvres des concessions, certes non négligeables, dont l'objectif principal est cette tois la relance de l'économie internationale et la pacification des peuples en voie de développement. Cette nouvelle politique apparaît comme un New Deal à l'échelle du monde ou, pour reprendre l'expression de Brzezlaski, un a humanisme planétaire ».

Pour expliquer ce phénomène de mondialisation, trois explications reviennent dans les analyses des trilatéraux : la première est la nécessité de se réorganiser devant ce que Daniel Bell appelle-« la fin de l'exceptionnalisme américain » -- la perte de confiance dans l'avenir de la nation américaine, le sentiment que l'hégémonie mondiale sous le contrôle d'un seul pays - fût-ce les Etats-Unis -- n'est plus possible.

La seconde, c'est la peur - réelle et (ou) cultivée? — des pays en voie de développement. Dans les années 60, les néo-conservateurs craignaient « la vague démocratique » des minarités ethniques à l'intérieur des frontlères nationales qui revendiquaient l'égalité plutôt que la liberté et préféraient l'action directe aux chemins de la représentation. Dans les années 7.0 et 80, l'inquiètude se concentre sur les poys de la périphérie, animés d'aspirations nationalistes, conscients des inégalités sociales et économiques. A Lima, en 1975, les pays pauvres n'ont-ils pas exigé que leur part dans la production industrielle mondiale passe de 9.3 % à 25 % en vingt-cinq ans?

· La demière raison est la conscience que le potentiel économique est désormais hors des, Etats-Unis : alors que le toux de croissance intérieur stagne à un faible niveau, le commerce international continue à se développer au rythme annuel de 8 % : la production internationale des multinationales augmente chaque année de 10 .96-; plus du cinquième de la production industrielle des pays à économie de marché est contrôlé par des firmes dont les investissements, les transferts fiscaux, la capacité de production et la politique de vente ont une base transnationale. Par ailleurs, ces -firmes n'offrent-elles, pas un modèle d'effi-. cacité, comme le suggérait M: Brzezinski il y a qualques connées déjà : « Ce qui me frappe en politique étrangère, remarquait-il devant. la Commissioni Murphy, c'est que les grandes sociétés modernes à vocation, multimationale ont, une daçon, d'opèrei/ sur le plansintemationale béaucoup élus efficace que le département d'Etat: Je-préférerais nettement avoir à traiter avec, les représentants d'IBM. qu'avec la plupart de nos fonctionnaires

d'ambassade. » C'est dans ce contexte qu'est proposée une strațăgie de coopération à trois niveaux.; d'abord une collaboration accrue entre les pays frères trilatéraux afin de réduire la concurrence sauvage mals aussi, le réflexe protectionniste. Ensuite, une collaboration avec les « pays socialistes avancés » qui partagent « de fait » certains intérêts avec les « pays capitalistes avançês ». « Nous devons chercher la coopération avec les pays communistes, affirme M. Brzezinski, en visant upe accommodation d'abord politique mais ultérieurement philosophique...Les différences qui notes séparent sont des produits du dix-neuvième siècle, de mains en moins appropriés aux conditions du vingtième siècle, sans parler du vingt et unième siècle » (19). Le conseller du président Corter reconnaît néanmoins qu'il est encore trop tôt pour « s'engager ensemble dans un effort d'architecture globale ... « Nous en sommes encore, admet-il, à l'étape du coup par coup, à la coopération ponctuelle en fonction des circonstances. »

Une «bienveillante» fermeté

TIME collaboration, enfin, avec les pays pauvres, car, taujours selon M. Brzezinski, Tun des objectifs principaux est de « façonner un ardre mondial plus juste et plus équitable ». L'accent ne doit pas être mis sur le « statu quo » mais sur « un système de réorganisation qui englobe et récupère, de plus en plus, les pays du tiers et du quart monde dans une entreprise coopérative ». Le danger le plus grave est donc « le refus de coppérer ». « C'est une menace négative, précise Brzezinski, que les pays pauvres font peser sur les négociations économiques. En termes militaires, ces nations sont faibles, mais elles ont la capacité de rendre l'ensemble du monde moins stable, moins progressiste, plus violent, et, en ce sens, la coopération avec ces pays est l'impératif décisif

de notre époque. > Ainsi réapparaît la vieille rhétorique, cette fois à l'échelle planétaire : à la promesse de mobilité sociale individuelle se substitue, ou plutôt s'ajoute. la promesse d'une mobilité internationale solaneusement contrôlée. 'M. Brzezinski propose, par exemple, que l'écart, qui est actuellement de 1 à 13 entre les 10 % des pays les plus riches et les 10 % les plus pouvres, soit romené de 1 à 6 en quarante ons et sous l'égide des États-Unis. La politique átrangère des néo-conservateurs est double : d'un côté, la recherche d'une coopération a tous azimuts > sous le contrôle a bienveillant » des Etats-Unis; de l'autre, la volonte de maintenir, voire de renforcer, le potentiel militaire classique et nucléaire. Loin d'être contradictoires, ces voies sont complémentaires, Elles se conjuguent pour imposer la participation de tous, le libre sacrifice de chacun dans l'intérêt de la communauté mondiale. Pour permettre aux Etats-Unis de retrouver leur équilibre commercial et préserver leurs privilèges, les aillés trilatéraux sont invités à payer la note de la pax americana dans des proportions encore jamais atteintes. Les pays pauvres sont conviés à suivre la vale traditionnellement réservée aux Américoins déshérités, les Noirs en particulier.

Ces polítiques « globales », éloborées dans des. lieux relativement informels, tels que la Commission trilatérale, sont rendues publiques et discutées dans des conférences internationales où s'amorce le difficile dialogue Nord-Sud. Elles sont concrétisées à l'occasion de rencontres techniques entre les, pays socialistes et capitalistes, riches et pauvres, où sont posés des problèmes ponctueis, en termes non politiques (ou volontairement dépolitisés) tels que la lutte contre la pollution, les moyens de communication par satellite ou les nouveaux régimes des océans (20).

Les méthodes sont souvent floues, expérimentales et pragmatiques. Elles sont néanmains fondées sur quelques certitudes : les conditions objectives de l'interdépendance sont réunies. Des « instruments internationaux » efficaces doivent être développés dans le domaine de la monnaie, du commerce et de la technologie afin de permettre une nouvelle division du travail qui, puisse, à son itoli, caspirer une stabilité économique et peut-être même politique. Enfin, c'est-à l'État --l'Etat supranational — que revient le rôle de coordonnateur. Là encore, il y a des précédents l'administration Roosevelt, avait créé, dans les années 30, les premières institutions politiques nationales destinées à enrayer la crise du copi-

Avec le président Carter, la politique des s nouveaux fédéralistes » s'affirme, assortie, il est vrai, de nuances particulières : le processus de mondiglisation s'accélère sous le contrôle du aouvernement. La réorganisation des ressources prend le pas sur la recherche de l'équilibre entre les puissances. Le nouvel ordre international s'inscrit sur l'horizon d'austérité : il convient de réduire les aspirations des pays pauvres comme celle des citoyens pauvres à l'intérieur de la nation.

Ainsi les grandes lignes de la politique étrangère du président Carter se superposent à celles de sa politique intérieure : réorganisation nationale et internationale de l'austérité, mais aussi report des responsabilités sur les plus déshérités, générosité symbolique destinée, à maintenir le « statu quo », renforcement d'une idéologie de la conciliation permettant d'appliquer les principes du socialisme pour les riches et ceux du capitalisme pour les pauvres. Une des clefs de la stratégie de M. James Carter — mais aussi du gouverneur Brown et de la plupart des a nouveaux politiciens > des années 70 et 80 - est de poser les problèmes en dehors de la sphère « politique », au-delà de la « politique partisone » dans le champ de la « politique post-partisane .». En politique inténeure, le président Carter s'installé d'emblée au-delà des divergences entre démocrates et républicains, pauvres et riches, Noirs et Blancs. En politique étrangère, il entend se situar

BIBLIOGRAPHIE

Les classiques ;

- Buckley William F. Rumbler Laft and

Right, N.Y., 1963. - Burke Edmund, Reflections on the French Repolution (1790). Pelloan. Londres. 1968.

- Priedman Milton, An Economist's Protest: Colums in Political Economy, Glen Ridge,

- Kendall Willmoore, The Conservative Affirmation, Chicago, 1963.

— Kirk Russell, Beyond the Dreams of Anarice: Essays of a Social Critic, Chicago,

- Nisbet Robert Twilight of Authority. Oxford U.P., N.Y., 1975. - Viereck Peter, Conservatism Revisited, Col-

Les neo-conservateurs :

- Bantiela Edward. The Unheavenly City Revisited, Little Brown, Boston, 1970. - Bell Daniel. The Radical Right Doubleday, N.Y., 1963: The End of Ideologie, Free Press, N.Y. 1965; The Cultural Contradioflons of Capitalism, Basic, N.Y., 1976. - Breekinski Zbigniew, l'Illusion dans l'Équi-

libre des puissances (1970), l'Herne, Paris, - Glazer Nathan. Affurnative Discrimination.

Basic. N.Y. 1975. - Herrostein Richard, e LQ. >. Atlantic Monthly, sept. 1971.

Changing Societies, Yale U.P., 1968. - Kristof Irwin, On the Democratic idea in America, Harper, N.Y., 1972; Two Cheers

- Moynitian Daniel P., The Politics of a

- Huntington Samuel, Political Order in for Capitalism. Basic, N.Y., 1977.

Grananteed Income, Random House, N.Y. - Oakeshott Michael, Rationalism in Politics, Basic, N.Y. 1962.

- Wilson James Q. Thinking about Crime.

Basic, N.Y., 1975. ■ Les.jevues:

- American. Opinion (rédecteur en chef : Robert Weich). Belmont. Mass 02178. - Commentary (Norman Podhorstz), 165 E. 56 st., N.Y., N.Y. 10022. - Conservative Digest (Richard A. Viguerie),

1735 De Salle St., Washington D.C.

— Foreign Policy (Samuel P. Huntington), 145 E., 46 St., N.Y., N.Y. 10017.

— National Review (William Buckley, Jr), 150 East 35 st., N.Y., N.Y. 10018.

— Public Interest (Irwin Kristol et Nathan Glazar). 10 E. 53 St., N.Y., N.Y. 10022 (numéro spécial automne 1975 : « The American Commonwealth *).

- American Enterprise Institute,: 1150 17 th St. N.W., Washington D.C. 20036:

- Birch Society, Belmont, Mass 02178. - Committee on the Present Danger, 1028 Connecticut Ave, N.W., Washington, D.C.

- The Conservative Caucus, 7777 Lecaburg Pile: Falls Church, Virginia 22043. - The Heritage Foundation, 513 C St., N.W., Washington, D.C. 20002.

- The Phyllis Schlashy Report, Box 618, Alton, ILL: 62002.

- The Trilateral Commission, 345 - E. 46 St. N.Y. N.Y. 10017; bureaux parisiens,

·32, rue de Monceau, 75008 Paris.

\$6 -29:4" --

partier totale. ut 121 122144 99 (C28) T MERICAL S. er der inen

******* * *

pr te : Arti.

lution interrompue Les élections de juin prochain ne signifient d'ailleurs pas le départ immédiat d'un gouvernement militaire qui gardera le pouvoir exécutif jus-qu'aux élections générales de 1980, toutefols elles ont lieu. La coexistence, dans une même Assemblée, de civils et de ministres militaires ne sera pas précisément source de conciliation entre la société militaire et la société civile, tant s'en faut. Société civile qui, face à ses nouveaux rôles, peut se trouver aussi déconcertée que les officiers qui, après avoir mis le pied sur l'accélérateur des changements sociaux pendant sept ans, de 1968 à 1975 avec Juan Velasco Alvarado, serrent désespérément le frein depuis 1975. — mais on ne freine pas une société comme un tank... · Après dix ans d'un régime révolu-

tionnaire difficile à classer mais qui, pour la première fois, a osé toucher à l'entreprise privée, à la suprématle des intérêts étrangers et à la classe dominante criolla, personne ne sait ce qui peut sortir des élections. Car le Pérou est un pays autre, plus vaste, plus confus que celui du passé. Plus vaste : en 1961, la population s'élevait à onze millions de personnes: elle doit approcher aujourd'hui les dix-sept millions. Comme il y a davantage de citadins (même s'ils vivent dans des bidonvilles) et que le nombre des personnes alphabétisées a augmenté, les cartes d'électeurs sont passées d'environ deux millions (chiffre des dernières élections de 1962 à 1963)

à quelque cinq millions. En outre, la majorité a été abaissée à dix-huit ans. ce qui signifie que, pour le plus grand nombre, les électeurs ont entre dix-

huit et trente ans. Et plus confus : la plupart des citoyens qui éliront l'Assemblée constituante en juin n'ont jamais voté. Un jeune Péruvien qui vote pour la pre-mière fois a vu le début d'une révolution « par le haut », née du volontarisme historique de quelques généraux progressistes. Puis, il a vu leurs compagnous d'armes freiner le cours des transformations. Il a vu disparaître la vielle oligarchie, exproprier ses domaines, ses banques, ses journaux Il a vu, enfin, les Indiens. les paysans s'installer de plain-pled dans la vie du pays. S'il est vrai que tout travailleur agraire n'a pas accès aux terres des coopératives (Sociedades Agricolas de Interes Social), il est tout aussi vrai qu'il n'y a plus de iatifundia. Si ce jeune homme vit dans un grand bidonville comme Villa-Salvador, il est probablement victime du sous-emploi, mais dans sa ville, e la plus grande cité autogestionnaire du monde » comme le proclame une pancarte plantée sur la côte, il a pratiqué l'autogouvernement local. S'il est ouvrier industriel, qui lui fera oublier l'expérience de la cogestion? S'il est étudiant, il aura entendu à l'Université l'extrême gauche critiquer férocement la « clique des militaires au pouvoir », puis, lentement, à mesure que l'Etat de Velasco Alvarado expropriait les entreprises étrangères et l'oligarchie, il aura vu reculer la barrière idéologique; une certaine gauche universitaire parvint à la conclusion que ce surprenant Etat, taxé de nationalisme, simple nassérisme et en 1968 lors de l'expropriation du pétrole, ne pouvait pas — c'était impossible — toucher aux entreprises minières, aux banques, à la pêche, à l'oligarchie et aux intérêts étrangers... comme cela s'est pourtant fait, coup sur coup, pendant sept ans.

Discrédit des militaires et vide politique

TREIZE partis politiques se sont I inscrits parmi lesquels sept sont de gauche et six de droite. Pour ce faire, ils ont dû réunir chacun un minimum de quarante mille signatures, c'est-à-dire qu'il y a autant de citoyens qui, pour le meilleur ou pour le pire, veulent aller à une confrontation électorale.

Le pouvoir militaire a terriblement perdu de son prestige (2). Pour le peuple, les militaires sont devenus la nouvelle oligarchie. L'homme de la rue proclame qu'ils ont augmenté leurs propres salaires, qu'ils roulent en voitures américaines et qu'ils ne songent qu'à terminer la villa en cours de construction à côté des demeures appartenant au moignon de bourgeoisie encore au Pérou. Après avoir chassé Velasco pour cause de personnalisme, et ses collaborateurs pour cause de gauchisme, ils ont tenté de mieux contrôler le pays. Le résultat a été catastrophique : un an de couvrefen des sanctions syndicales et un sévère contrôle policier qui ont rendu encore plus lourd le bilan des gouvernements militaires. Ils avaient l'intention de faire regner l'ordre et la sécurité, ils ont provoqué la plus grande vacance du ponvoir que le Perou ait connue. Et c'est ce vide politique qu'on tente de combler par l'appel aux urnes. Pour étendre la démocratie on la limiter?

L'Assemblée constituante de cent membres qui sera élue devra procéder à une réforme de la Charte de 1933. La nouvelle Constitution devra être prête assez tôt en vue des élections présidentielles de 1980, à la condition que les représentants élus par le peuple y incluent les grandes réformes du gouvernement de Juan Velasco Alvarado. Triste paradoxe puisque, trois ans après avoir été à l'origine de la chute du général Velasco, l'équipe de militaires du générai Francisco Morales Bermudez, aux prises avec une économie en déroute et avec de grandes contradictions sociales, exige des partis politiques conservateurs, notamment l'APRA (3), qu'ils legitiment des réformes strucfurelles auxquelles ils n'avaient cessé de s'opposer pendant la période de Velasco...

Pour le gouvernement militaire, la future Assemblée constituante est un moyen d'assurer légitimité et continuité aux réformes des dernières années. Les partis, quant à eux, acceptent d'aller aux urnes en considérant qu'il s'agit d'un premier pas vers les élections rénérales de 1980 et d'une possibilité immédiate de sortir d'une forme d'hibernation à laquelle l'Etat velasquiste les avait réduits. C'est aussi l'occasion de dépoussièrer des programmes, des dirigeants, des machines électorales. Pour les organisations les plus à droite, une Assemblée constituante peut être l'occasion idéale de mettre au banc des accusés les auteurs des réformes. En tout cas, pour eux, se rendre à l'Assemblée n'implique aucun engagement de « ratifier les acquis du processus révolutionnaire », comme le demande la convocation du gouvernement militaire. Par exemple, M. Luis Bedoya Reyes, ex-maire de Lima, leader du P.P.C. (Parti populaire chrétien), a dit clairement qu'il « irait à l'Assemblée pour neutraliser la communauté industrielle ». : que cette entité dans laquelle les ouvriers participalent à la gestion et aux bénéfices, liquidée par Morales Bermudez au début de 1978, n'aille pas ressusciter de ses cendres. Esprit de revariche, ultramontanismo, reaction antimilitariste de droite : si ce courant qui veut tout privatiser et qui, à la télévision, fait l'éloge de la gestion du général Pinochet, est majoritaire à la prochaine Assemblée constituante, que restera-t-il alors des réformes sociales et économiques des années de Velasco? Ceux qui auront donné le coup de grâce au seul processus important de transformations profondes que le Pérou ait

connu depuis son indépendance n'auront pas été, comme ce fut le cas dans le Cône sud, un groupe de militaires ultras mais des législateurs civils ultras.

Les rumeurs à propos d'une Assemblée constituante ont surgi des l'ouverture du dialogue avec les partis, faite par le président Morales Bermudez au début de 1977. Un dialogue auquel sont conviés prioritairement les politiciens d'avant 1968. Une publication liménienne observe alors que a l'impression générale est que la vie du pays a reculé de neuj ans v (Desco, n° 56). Cependant, on invite aussi des partis comme la démocratie chrétienne et le parti communiste, petits

Par HUGO NEIRA *

mais importants, qui avaient apporté leur soutien au velasquisme. Et les centrales de travailleurs, la Confédération nationale agraire (C.N.A.). Ces organisations et partis de gauche qui se rendent au palais de Pizarre pour s'entretenir avec le président Morales Bermudez ne penchent pas en faveur d'une confrontation électorale au suffrage universel. En insistant sur l'urgence d'une amnistie syndicale et politique, sur la crise de l'économie et ses effets désastreux pour les couches populaires, et pour en finir avec le pouvoir militaire, ils proposent des schémas de représentation indirecte : des Chambres avec un tiers des représentants choisis par le gouvernement ou parmi les organisations de base. Une Constitution a à l'équatorienne », préparée par un comité de notables et de juristes. Mais les vieux partis de droite, chevronnés, prirent les devants pour réclamer le retour à la constitutionnalité, aux libertés publiques et au respect des droits de l'homme.

Tout porte à croire que les deux thèmes dominants de la campagne seront le programme économique pour sortir de la crise sans céder au FMI cheval de bataille de la gauche, et la garantie des libertés démocratiques, défendue par la droite. L'habitant d'un bidonville de Lima sait qu'une démocratie « formelle » ne va pas lui procurer du travail des améliorations matérielles. mais il peut penser, après avoir, pendant dix ans, entendu parler de socialisme et de participation, qu'il a besoin de son député, d'un avocat de la cause populaire, pour faire face à une coûteuse et insolente bureaucratie et pour dénoncer, avec un minimum de garanties publiques, les « mafias » économiques qui inondent la capitale avec des produits de contrebande. Au moins deux fois dans l'histoire du Pérou des dernières vingt années la démocratie est revenue pour affaiblir l'ex-classe dominante et favoriser les intérêts populaires syndicaux, politiques : en 1956, à la fin de la dictature d'Odria, et en 1963 contre une dictature passagère des généraux, une « dictature douce ». Au Pérou, la démocratie n'est pas en crise. Simplement, elle n'a presque jamais été pratiquée. Tous les partis (apriste, démocrate chrétien et même Action populaire) qui exigèrent des « élections générales

immédiates », tous ceux qui ont accourt pour dialoguer avec Morales Bermudez, existalent avant 1968. Récemment créé, le Parti socialiste révolutionnaire (P.S.R.) se manifesta dans les rues. Mais les officiers du C.O.A.P. (Comité des Asesoramiento de la Presidencia) qui prenaient tranquillement le thé en conversant avec les politiciens au Palais semblaient ignorer délibérément, en dehors de la visite des délégués de la C.N.A., toute expression politique qui incarnerait l'éveil populaire provoque par le vélasquisme. Or, le 19 juillet 1977, c'est la grève générale. La C.G.T.P. (Confederacion

* Essayiste péruvien, chargé de la rubrique internationale de la revue espagnole Cuadernos para el dialogo,

general de trabajadores peruanos), la C.T.R.P. (Central de trabajadores de la revolucion peruana) et d'autres décident de paralyser le pays. A la stupeur du gouvernement, l'ordre de greve est suivi depuis le cordon industriel de Lima jusqu'aux zones minières du Pérou central en passant par les entreprises agricoles de la côte nord. Il n'y avait eu aucune grere générale reussie depuis 1918. La première réaction gouvernementale sera l'arrestation des dirigeants, la fermeture des locaux ouvriers. Puis un décret permettra aux entreprises de un pays où sevit un chômage ende-Peu après, le gouvernement revient vont au Palais pour « dialoguer ». geants du P.S.R., jusqu'alors dans la la grève, comme on le saura plus tard, et ils ont montré, moins d'un an après la création de leur parti. une surprenante vitalité. Quelques

que force le nouveau venu sont ensuite vous ou non les résormes anté-

licencier en masse. Quatre mille tra-vailleurs sont à la rue, ce qui, dans mique, équivaut à mourir de faim. quelque peu sur ses positions. on réembauche un dirigeant par-ci, par-là Isidoro Gamarra, de la C.G.T.P. Jorge Chavez, de la F.E.T.I.M.P. On a forcé une porte. Non seulement les organisations syndicales, à l'exception de la force ouvrière apriste, ont participe, mais les diriclandestinité, ont été les artisans de jours après la grève générale, le

28 juillet Morales Bermudez annonce

bénéfice des petits partis. le calendrier : élections pour l'Assem-

T'ANNEE 1978 marque le cinquan-L tenaire de l'édition du livre le plus important du Pérou, écrit par le marxiste José Carlos Mariategui. les Sept Essais d'interprétation de la réalité péruvienne. La polémique qu'engagérent, à cette époque, Mariategul et Haya de la Torre sur le parti au pouvoir et l'Etat n'a trouvé de réponse qu'en 1968, avec le régime Velasco. Ce firt, sans doute, une réponse autoritaire : il y a eu une revolution « d'en haut », mais il y a eu mobilisation, souvent spontanée, des masses qui furent tirées, pendant ces années, de leur passivité séculaire. Il n'y a pas èu concertation entre l'Etat et les milliers d'organismes de base qui ont surgi, mais plutôt une techno-structure bureaucratique, une grande concentration du pouvoir aux mains des commandements militaires et civils.

Les jugements sur la nature de ce pouvoir et ses conséquences divisent l'opinion publique, mais tous les Péruviens s'accordent à dire que le pays n'est plus le même qu'en 1968

Pour la droite, le vélasquisme a éte une calamité publique. Pour étayer cette affirmation, ils s'appuient sur les chiffres de la dette extérieure, la chute de la production, les erreurs financières et même sur des scandal-s dans l'administration publique. Dans la caste qui n'oublie pas, dans ce milieu social et politique, un mythe a surgi, celui d'un Pérou prospère, incompétents et quelques « conseillers » communistes ont contribué à détruire, à partir de 1968. Des hommes de droite comme Manuel Ulioa, ex-propriétaire du journal Expreso. proche du groupe Rockefeller, ou des vieux conservateurs comme Hoyos Osores, persistent à dire « qu'u n'u a rien à sauver ni à pardonner au septennat », comme ils appellent la période vélasquiste. Une presse « jaune » a fleuri et des revues comme Opinion libre et Equis X abondent dans ce sens. Aucun homme public n'a été plus hai au Pérou, pas même le guérillero Luis de la Puente, ni Hugo Blanco, que le général Velasco. On n'a jamais pardonné l'intrusion du soldat métis, venu du nord de Plura, d'humble origine et, quand il fut renversé, on sabla le champagne dans les belles démeures de Miraflores. Un général blanc, de noble souche, Morales Bermudez, le remplacait. C'était comme la fin d'un cauchemar. Mais la reconversion

blée constituante en 1978, élections générales en 1980. L'aprisme a peut-être trouvé, dans le P.S.R., un rivai, une organisation en dehors du P.C. et de la démocratie chrétienne, qui aspire à rassembler la gauche dans le système des partis naissants au Pérou. En effet, les portes

franchies par plusieurs organisations de gauche qui s'inscrivent aussi pour participer aux élections. Mais les militaires ont repoussé les propositions de compromis avec les « organisations de base » faites par une gauche dont les délégués espéraient peut-être ainsi occuper des sièges sans passer par les urnes. Mais, simultanément, ils ont refusé les élections générales immédiates proposées par l'extrême droite. La solution choisie — des élections avant 1980 — prend une allure expérimentale : tout se passe comme si les militaires voulaient savoir quelle est la représentativité réelle des partis politiques avant de se risquer à des presidentielles qui signifieraient le transfert du pouvoir exécutif. Et quelle est l'attitude des forces politiques face aux formes armées, notamment avec la question-test : « Acceptez-

L'héritage vélasquiste

complète la restitution totale des moyens de production, ne s'est pas produite. Au sein des forces armées. il reste un foyer de velasquisme, suffisamment important pour empêcher un recul excessif mais trop faible pour s'opposer à la paralysie du projet révolutionnaire.

rieures? > Entre-temps, pour que les

partis traditionnels n'occupent pas

tous les sièges de l'Assemblée (4), îk

ont aménagé le système électoral au

Ce n'est pas de la droite économique que vient la plus vive attaque contre le gouvernement de Velasco. Mais des modérés qui entourent Morales Bermudez. Dans cette seconde phase, on a relevé de leurs fonctions des ministres militaires comme les généraux Fernandez Maldonado et de la Flor. Mais, encore plus grave, dans tous ses discours officiels Morales Bermudez, alors qu'une politique conservatrice était mise en pratique, continuait à utiliser le même discours politique que le vélasquisme : on parle de « participation » alors que l'on réprime les mouvements ouvriers et que l'on donne raison aux chefs d'entreprise.

L'administration de Morales Bermudez, en confondant ainsi première et seconde phase ou militaires de l'une et l'autre période, a contribué au discrédit de l'ensemble. En outre, le climat social s'est dégradé pendant les trois dernières années. Après les mouvements populaires d'Atocongo et la mobilisation des habitants des

(1) Les cours du sucre et des métaux d'exportation (culvre, zinc. fer...) conti-nuent de baisser. Et le remboursement de la dette extérieure dont le montant total s'élève à 4 milliards et demi de dollars, absorbe de 40 à 60 % des exportations du pays. C'est-à-dire que, pour les prochaines années, la capacité d'investissement du Pérou est presque nulle... et la population ne cesse d'augmenter et de se concentrer dans la capitale. (2) Durant les dernières semaines, un changement significatif s'est opéré au sommet du pouvoir militaire. Le général Arbulu Galliani est parti à la retraite ainsi que d'autres officiers de sa promotion — Portella, Briceno, Rios Gamarta. Falconi — qui avaient joué un rôle décisif au cours de la seconde phase. Un lent virage interne semble s'amorcer. Aux côtés des généraux Perez Tenaud. Hoyos Rubio, Losizs y Schoth. la nouvelle équips semblerait vouloir rester neutre, quals que soient les résultats des élections, et hostile aux anathèmes jetés sur la période de Velasco Alvarado Bulletin Deaco, Lime, mars 1978.

(3) Alliance populaire révolutionnaire américaine parti de M. Haya de la Torre.

tis politiques en Amérique latine, Pon-dation nationale des sciences politiques. Armand Colin, Paris, 1969, pages 273-323.

(4) Cf. Hugo Neira in Tableau des par-

Dans les revues...

Pour FUTURIBLES, J.-M. Vielllard a dépouillé et analysé quelques sondages pratiqués par Euro-baromètre : à travers eux on tente de mettre en évidence « les espoirs et les angoisses » des Européens. On noters du premier coup d'œil que « maintenir l'ordre dans le pays » at « combattre la hausse des prix » ont, de loin, la priorité sur « participer aux décisions du gouvernement » et « garantir la liberté d'expression ». (Mars-avril, bimestriel, 22 F. - 55, rue de Varenne, 75007 Paris.)

DE LA RECHERCHE ET SCIENCES SOCIALES, publie, avec Monique de Saint-Martin, un véritable essai sur le patronat où s Comment peut-on être patron? ». Recherche très originale, par ses points de vue, les relations opérées, et riche de faits et d'informations. (Mars-avril, bimestrial, abonnement : 78 F. - 54, bonievard Raspail, 75270 Paris Ceder 6.)

Sous le titre « Démocratie, autogestion, crise du marxisme », un numéro très actuel de DIALECTIQUE consasté à la démocratie invite à la réflexion théorique sur l'eurocommunisme, les rapports entre l'Etat, les partis et les formes de démocratie de base, etc. (Nº 22, trimes-triel, 25 P. - 77 bis, rue Legendre, 75017 Paris.)

🔁 Dans son numéro du 28 avril, PRO-BLEMES ECONOMIQUES donne une selection de textes parus récemment dans des revues sur les problèmes du travail en France, en Allemagne de l'Ouest ou en Espagne. (La Documentation française, 31. qual Voltaire, 75348 Paris Cedex \$7.) D'Un dossier spécial de CROISSANCE DES JEUNES NATIONS : « La parole aux jeunes immigrés », où l'on trouvers aussi une analyse des résultats d'un sondage IROP réalisé auprès de travallleurs immigrés en France. Dans le même numéro. Daniel Junqua évoque une autre Tunisie,

Vient de paraître le n° 2 de

PEUPLES NOIRS PEUPLES AFRICAINS

Tribune des radicaux noirs de langue française 250 pages - 25 F (+ 3 F de port)

UN TABOU ENFIN LEVE

La vérité sur les Droits de l'homme et la violence de l'impérialisme SOUS LES DICTATURES FRANCOPHILES D'AFRIQUE NOIRE : BURUNDI, CAMEROUN, CENTRAFRIQUE, GUINEE-CONAKRY, TOGO, etc. A lire aussi le début d'un roman inédit de MONGO BETI.

« la Ruine presque cocasse d'un polichinelle». Réduction - Administration - Abonnement - Vente au numéro. 341, rue des Pyrénées, 75020 PARIS. - Tél.: 366-80-94.

« loin des palaces de Djerba »... (Nº 194, avril, mensuel, 7 F. - 163, bd Malesherbes. 75849 Paris Cedex 17.) M Edité au Québec, LE MAGAZINE OVO se vous « à la promotion de la photographie comme moyen de communication et de changement social ». Il a donc trouvé d'excellentes photos pour illustrer un numéro sur l'immigration au Canada où l'afflux et les conditions de vie des immigrants sont d'abord appréhendes comme un phénomène politique; quelques articles d'analyse complètent cette présentation visuelle. (N° 27/28, trimestriel, 4 dollars canadiens. - C.P. 1431,

succursale e A z. Montréal. Québec

H3CZZ3.)

El Une série d'articles consacrés a « la défense du droit et des libertés face à la violence et au terrorisme » dans DOCUMENT, revue des questions allemandes. La situation en Allemagne occidentale y tient une bonne place, avec des textes de Willy Brandt. Günter Grass et Heinrich Böll et une présen-tation pondérée de la législation sur les « interdictions professionnelles » par Henri Ménudier. La revue donne aussi quelques éléments de comparaison sur les droits de la défense et les lois antiterroristes en Europe occidentale. (33° année, ne 1, 1978, mars, trimestriel, 18 F - 50, rue de Labords. 75008 Paris).

Dans is REVUE ADMINISTRATIVE DE L'EST DE LA FRANCE, Jean-Prançois Flausa commente l'arrêt rendu le 13 mai 1977 par le Conseil d'Etat confirmant l'expulsion du pasteur suisse Perregaux, puis analyse les droits et obligations de l'étranger en matière de libertés publiques en Prance. A aignaler également : une étude comparative de Charles Vallée sur les conventions de Yaoundé I et de Lomé. (N° 5, I° trimestre, trimestriel. 30 F. 15, avenue de Lyon, 57000 Metz.)

Prançois Perroux pose, dans DEFENSE NATIONALE, le problème du rôle des sociétés transnationales dans la tiersmonde. Appliquant sa recherche à l'Amé-rique latine, l'autour tante de dégager les possibilités d'instaurer une politique

concertée au niveau mondial pour qu'il soit permis aux nations-hôtes de faire prévaloir les intérêts de leurs populations. (Trente-quatrième année, avril, mensuel, 15 F. - 1. place Joffre, 75700 Paris.) E & Transnationales, les bonnes

conduites » : sous ce titre. Gérard Destanne de Barnis se livre à une intéressante comparaison, dans FORUM DU DEVELOPPEMENT, entre deux projets de code de conduite pour les sociétés multi-nationales élaborés l'un par l'ONU (et centré sur les exigences du dévelop-pement »), l'autre par l'O.C.D.E. (et qui « se préoccupe d'abord des conditions de l'accrolesement des investissements étrangers >. (Nº 44, avril, mensuel. - Nations unies, Palais des Nations, CH-1211 Genève 10.)

MAZINGIRA (* environnement » en swahili) se veut « forum mondisl sur l'environnement et le développement ». Publiée en français, en anglals et en espagnol avec le soutien du Programme des Nations unles pour l'environnement. la ravue a choisi pour thème de son dernier numéro e le dilemme croissancedéveloppement ». On y relève, entre autres, une étude critique sur le rôle de l'agro-business dans l'agriculture (Radha Sinha) et deux opinions américaines sur le problème de l'énergie aux Etats-Unis (Léo Blatz, représentant d'une société pétrolière, et Barry Commoner, spécialiste des problèmes écologiques). (Nº 3-4, 1977, trimestriel. 10 F. - Pergamon Press, pour l'édition en français : 24, rue des Ecoles, 75249 Paris Cedex 05.)

De Publice sous la direction de Charles Fiterman, la rovue ECONOMIE ET POLITIQUE s'intéresse au Ponds monétaire international, ce e maitre chanteur international . dit Juliette Petit, et à l'internationalisation du capital (Paul Bourgues). Elle donne aussi de brèves informations sur la dégradation de l'emploi en R.F.A. et sur les agences qui. en France. vivent de l'exploitation du travall temporaire (N° 12 (265), avril mensuel. 13 F. ~ 8. cité d'Hauteville, 75018 Paris.) M AFRICA REPORT, publié aux Etata-Unis, traite longuement du problème du

Sahais occidental exposant notamment les deux points de vue adverses (marocain et sahraoui et rappelant l'attitude des Etats-Unis dans le conflit. (Vol. 23, nº 2, mars-avril, bimestriel, 2,25 dollars. Transaction periodicals Consortium, Rutgers University, New-Brunswick, New-Jersey 08903.)

WEGENT AMERIQUE LATINE, 1011-

veau mensuel d'information consacré à

l'Amérique latine, publie un dossier sur

l'éducation, une analyse d'Eduardo Oli-vares sur les problèmes psychologiques de l'exil un bilan de la situation politique au Bresil et un commentaire de Patricia Lara sur les résultats des élections législatives de février dernier en Colombie qui ont porté l' « immoralité au pouvoir ». (N° 2, avril, mensuel, 6 F. - 8, rue au Maire, 75003 Paris.)

Dans le premier numéro d'ALTER-NATIVA, qui est une revue bimestrielle publiée en Suède par des exilés uruguayens, une sèrie d'articles sur la situation actuelle de l'Uruguay et notan-ment sur les tentatives de regroupement de l'ensemble de l'opposition à la dictature. Cette livraison comprend égale-ment une quinzaine d'articles sur d'antres pays d'Amérique latine et une étude de l'ancien ministre chillen Pedro Uuskovic sur les problèmes idéologiques d'un éventuel après-faciame dans le sous-continent (Nº 1. mars-avril 1978, abonnement annuel : équivalent local de 48 couronnes suédoises. - Box 1028 - 16 212. Vällingby, Suede.) □ « Des prétentions impériales à la dépendance alimentaire > : les déboires de l'agriculture iranienne, maigré les restructurations et les fonds disponibles.

incitent Thierry Brun et René Dumont à s'interroger une fois de plus sur les risques d'un modèle d'investissement et de développement insdapté aux conditions des pays du tiers-monde, dans PEUPLES MEDITERRANGENS. Ou l'on relève également un article de Percy Allum sur la formation d'un bloc de pouvoir urbain à Naples, salon un achèma propre à l'Italie méridionale. (N° 2, janvier-mars, trimestriel, 25 F. - B.P. 1907, 75327 Paris Cedex 87).

l de regime mili

BRE

Les

··· - .

_

.e - 2<u>-</u>2

27.7.5.0-

್ನ ಭಿರ್ವಧ್ಯಕ್ಷ

70 ---------

7.50

10 4 462 47<u>2</u>-

anne a pari Re du P.C. Inc. qu. 2000 dans le se au Peru. E re le nouve

the qui alliantions de trans d

tions generals

hoisie — d-

PCS VSULE em

MAN AVAR

intle. 63 Etc.

est da poer.

ux formes co

3 220-1105-1-

; 7 o Entre 1.

85 SLYTH: I-

Treating of the

TE TO: Tell.

Fig. .4 ** .

in the state of

3.545,000 0

1 13

17 : 7

F 4-

ere en l'

) x }

41

4-4

. L. ..

general de la

A\$5 : 15

3.4. A

1. **1.** 1. 1.

Pg 227 -

E Same

· · · · ·

L

. #11 E

75 - 5 %.

로 " 클럽 .

10 14 T

BAT!

£7 -

€ ~ ~

-2

排出 经

and the same

a₄ - · · · · · · · · · Hug. v. S ##- M. E. L. 172 44

6. +- ?

🤹 - . · · · ·

gap 11.

19.1. 3.

g Tilken Liber . At

Agent to get the de

42 - 15 .

tout se the

73

· 47 ·

OU LA RÉVOLUTION INTERROMPUE

bidonvilles à cause des augmentations du prix de l'essence et des produits alimentaires, Lima a vécu pendant quatorze mois sur le qui-vive. Sans un sauf-conduit, il était impossible de circuler dans la capitale, quadrillée par des chars de l'armée et des soldats le doigt sur la détente. La seconde phase s'est accompagnée du bruit nocturne des rafales de mitraillettes. Mais, ce qui compte pour les secteurs modérés et la droite, c'est le fait que Morales Bermudez ait permis de se débarrasser de Velasco, et qu'il ait éliminé les communautés de pécheurs et d'ouvriers. La gauche n'oublie pas qu'au même moment le droit de grève a été supprimé, ce qui droit de grève a été supprimé, ce qui

A la fin de 1977, le vélasquisme semblait un thème de préoccupation uniquement réservé à la classe politique et à quelques universitaires quand un falt inattendu est venu lui conférer un contenu populaire. A l'annonce de la mort du général Velasco, le 24 décembre dernier, une foule impressionnante déferla dans les rues de Lima et, d'après toutes les sources, ce fut « la plus grande manifestation de devil qu'on ait vue dans le pays ». Auparavant, c'était monnaie courante de dire que le gouvernement de Velasco a n'avait pas de racines dans le peuple », que, le jour de son départ du Palais, il était sorti au milieu de l'indifférence ou du silence des quelques curieux venus à la Plaza de Armas

antérieures.

De Mexico, Leonidas Rodriguez, général de gauche chassé du pays, président du P.S.R., fit observer que a c'était un plébiscite contre Morales Bermudez 3.

Le cortège funèbre — pour lequel le protocole avait tout prévu, sauf qu'après le Te Deum de la cathédrale les dirigeants de la C.N.A. porteraient le cercueil sur leurs épaules jusqu'au cimetière d'El Angel, à 5 kilomètres dut laisser passer cette foule descendue des cordons de misère qui entourent la capitale, attirée par le
souvenir de la « participation » dans
les coopératives et les entreprises
autogestionnaires, ouvriers qui parlaient au défunt en lui racontant
qu'ils étaient sans travail alors que,
au son des charangos, les cholos plenraient et chantaient pour le chino
Velasco, au cours de ce triste Noël
du Pérou. Pendant trois jours, les
journaux se firent l'écho des larmes
populaires jusqu'à ce qu'un ordre de
l'O.C.I. (Oficina Central de Informacion) mette une sourdine aux
informations, Car Velasco était mort,
mais le mythe était né.

Genant vélasquisme... Tous les partis se disputent maintenant le droit à l'héritage. Et l'APRA, en voulant gagner sur tous les tableaux. a commence les grandes manœuvres en définissant ainsi sa position : nous ne sommes pas contre les importantes réformes structurelles réalisées par le gouvernement révolutionnaire des forces armées mais contre la façon dont elles ont été faites, sans élections, ni Parlement, ni souveraineté populaire. Evidemment, les apristes passent sous silence le fait que ni la

propriété sociale ni l'autogestion n'ent

La critique du passé

CEST de ces secteurs, situés dans un espace politique nouveau, que proviennent les jugements les plus sévères sur les années 1968-1975. Des protagonistes eux-mêmes. Ils commencent par revendiquer les acquis, et un certain langage — socialisme et autogestion, participation directe, qui est un point de rencontre indoaméricain entre marxisme, traditions libertaires et traditions paysannes d'autosuffisance du monde andin. D'une manière générale, ils insistent sur les points sulvants : pour la première fois sur ce continent un goujamais été inscrites dans leurs pro-grammes et que, durant la législa-ture 1963-1968, ils se sont opposés à la timide réforme agraire du prési-dent Belaunde Terry L'aprisme d'au-jourd'hui, à la veille d'un affronte-ment électoral, change de stratégie et se définit comme une « démocra-tie sociale de gauche ».

Les partis qui ont, de tout temps, soutenu le vélasquisme, les démocrates-chrétiens et les communistes pro-soviétiques, peuvent, à bon droit, s'en réclamer. Les nouvelles entités aussi, celles qui ont surgi autour d'hommes publics du régime antérieur, comme le P.S.R. et le M.A.S. (Movimiento .Al Socialismo) qu'I regroupe des technocrates comme Angel de las Casas et qui eurent une influence sur les projets des entre-prises de propriété sociale. Tout comme la C.N.A., le groupe de théoriciens de la revue Socialismo y Participacion, coux qui, dans leur entemble, sont capables de proposer une fédération des gauches, comme Carlos Franco et les ex-membres du SINAMOS (Sistema Nacional Apoyo a la Movilizacion Social) aujourd'hui dissous, qu'on appelle a l'archipel des jorces socialistes ».

vernement militaire s'est donné comme ennemi non pas le peuple mais l'oligarchie locale et les intérêts étrangers ; la minorité militaire au pouvoir, qui n'a pas pris appui sur les masses populaires pour démarrer la révolution, a retiré sa confiance à l'entreprise privée et aux investissements étrangers, préconisant une stratégie d'indépendance économique et politique qui l'a située, pour quelques années, à côté des expériences les plus radicales du tiers-monde. Toutefeis, l'expérience a été brutalement arrêtée. Etait-elle trop faible? L'erreur était-elle dans la politique de développement à long terme qui n'améliorait pas l'ordinaire du pauvre, comme le disait l'opposition, mais s'embarquait dans des projets d'investissements publics, quelques-uns pharaoniques comme l'oléoduc transamazonique, le complexe de Cerro-Verde, le projet cuprifère de Cuajone, qui, étant financés par le crédit extérieur, augmentaient la dette nationale? Dans la hausse vertigineuse des prix des principaux produits d'importation, produits alimentaires, pétrole? Dans le manque de prévision devant l'incidence de la grande crise de 1974? Ou peut-être dans des facteurs extérieurs : pression du Fonds monéextérieurs : pression du Fonds monétaire international, course aux armements provoquée par le voisinage de Pinochet (5)_

Le débat se poursuit. Mais l'important est qu'il existe un post-velasquisme qui, par des voies institutionnelles, se prolonge dans le tissu social du Péron actuel : un important secteur public (banque, ressources naturelies, commerce); ensuite, des partis politiques de gauche qui, aux élections de 1962, n'ont obtenu que 5 % des suffrages mais doivent maintenant en représenter entre 20 et 30 %; enfin, une nuée d'organisations de base qui pratiquent des formes de pouvoir local au sein des associations de quartier, des coopératives, des fédérations régionales agraires, et qui, entre 1978 et 1975, mobilisaient trole millions d'habitants urbains, deux cent mille travailleurs industriels, en plus des quatre millions de paysans de la C.N.A.

Beaucoup de choses ont un air inachevé, et le processus politique décrit n'échappe pas à la règle « Révolution prise au piège » pour Hector Bejar ou, pour le professeur Alan Angell, de l'université d'Oxford, « une révolution qui, après s'être dressée contre l'oligarchie, a dérivé de plus en plus vers la droite et a adopté une

politique orthodoxe en même temps qu'elle intensifiait la répression ».

Le dernier gouvernement civil, ceiui de Belaunde Terry, n'a pas offert de réponse à la mobilisation spontanée des paysans lors des occupations de terre. Un autre gouvernement civil en offrira-t-il une maintenant? L'immense mobilisation des exclus de ces dernières années trouvera-t-elle une expression au sein des institutions démocratiques? Dans une communication à l'Association française de science politique, François Bourricaud souligne que la question essentielle « n'est pas de savoir comment les régimes sud-américains peuvent passer de la dictature à la république passer de la dictature à la république constitutionnelle, mais comment peuvent faire céder les contraintes oligarchiques et établir un système hégémonique »... Parlons d'hégémonie au sens gramscien. Qui, au Pérou, peut l'imposer? Ou, pour dire les choses d'une autre manière, la question qui se pose n'est pas de savoir comment va fonctionner la démocratie, mais qui va administrer le pulssant secteur public et affronter la crise, satisfaire aux demandes populaires, dans une situation de pénurie qui peut se prolonger de longues HUGO NEIRA.

(5) Dans une revue liménienne, MM. Cornejo Chavez (D.C.), Angel de las Casas (M.A.S.). Jorge del Prado (P.C.) et Antonio Mesa Cuadra (P.S.R.) exprimaient récamment leur sentiment sur la crise et la façon d'y faire face an niveau politique. Dans l'ensamble, ils suggèrent des mesures de caractère technique à court et à long terms (re-financement de la dette extérieure, planification économique) et, blen qu'ils ne soient pas d'accord sur les priorités, ils préconisent finalement un « programme national ». Curieusement, la droite garde le plus grand silence sur ces problèmes économiques. Comme si elle souhaitait d'abord arriver au pouvoir ou, au contraire, une issue autoritaire type « cône sud » pour établir un programme de récession par militaires programme de récession par militaires interposés.



Nouveaux documents sur l'intervention des Etats-Unis

Les dissensions entre Washington et le régime militaire

Les Etais-Unis peuvent-us contratudre le Brésil à renoncer · à son projet de construire, avec l'aide de la République sédérale d'Allemagne, des visines de retraitement - d'uranium? En 1964. Washington apait jour un rôle décisif pour favoriser le coup d'Etat müttaire. La divulgation de nouveaux documents apporte à ce sujet d'utiles précisions. Mais la dictature mise en place voilà quatorze ans a développé des structures de pouvoir originales qui semblent la mettre à l'abri des pressions de Washington.

TA visite du président Carter au Brésil, à la fin du mois de mars, he pouvait dissimuler les divergences observées au sein du bloc militaire et bureaucratique qui détient le pouvoir, surtout au moment où certains aspects de la participation des Etats-Unis au coup d'Etat de 1964 sont partiellement éclaireis par la publication de documents officiels portant sur cette période décisive (1). Ces documents montrent que les putschistes civils et militaires ont longuement hésité avant de passer à l'action. Certes, des signes sans precèdent pouvaient les inquiéter : une mobilisation paysanne, des tentatives d'unification du mouvement syndical une contestation au sem de l'armée Mais, relativement inorganisées, ces initiatives ne suffisaient pas à créer une situation révolutionnaire.

Pourtant, d'après les archives maintenant divulguées, la C.I.A. signalait que, depuis 1962, des hommes d'affaires de Sao-Paulo complotaient contre le gouvernement Goulart. Il s'agissait de milieux traditionnellement hostiles à la politique des gouvernements travaillistes, et leur cible principale était le mouvement syndical. Mais c'est seulement quelques mois pius tard qu'apparaissent les premières informations faisant état d'un complot proprement militaire dont les objectifs étaient. à la fois d'ordre intérieur et international puisqu'il était question de « ramener la politique extérieure brésilienne à son orientation pro-occidentale ». Les militaires présentent alors leur projet comme étant destiné à prévenir une éventuelle tentative anticonstitutionnelle du président Goulart, Mais ce qui leur fait alors défaut, c'est l'indispensable appui de la droite civile, appui qui, toutefois, ne va pas tarder à leur être fourni.

Pourtant, en dépit des coups de boutoir qu'il avait reçus à la base, le régime avait encore du ressort et la Constitution de 1946 était suffisamment souple pour permettre de trouver ce que pensaient les politiciens conservateurs qui, jusqu'à la fin de 1963, affirmèrent à M. Lincoln Gordon, ambassadeur des Etats-Unis à Brasilla, que le président Goulart pourrait être écarté du gouvernement par

RECTIFICATIF. — Une coquille nous a sait écrire, dans l'article de Carlos Alberto Gabetta (le Monde diplomatique, avril 1978, page 14, deuxième colonne), que le taux d'inflation en Argentine en 1977 était estimé a 17 %; il est en realité de 170 %.

un vote en bonne et due forme du Parlement, selon la procédure d' « impeachment ». Car, si le mouvement nationaliste et populaire souffrait de ses divisions, la droite disposait de leaders de poids capables de galvaniser une bonne partie de

Face à Carlos Lacerda, candidat de la droite, l'ex-président Kubitschek (1955-1960) se trouvait alors au faite de sa popularité et pouvait espérer de 1965 grâce aux suffrages de la gauche, qui ne disposait pas d'un candidat de stature nationale. Mais Lacerda et Kubitschek se rallièrent tardivement à un coup d'Etat militaire qu'ils crurent uniquement destiné à rétablir le jeu classique de conciliation entre les élites politiques. Ils vont vite déchanter puisque, à l'instar des dirigeants de gauche frappés dès 1964, ils seront, à leur tour, privés par les militaires de tous leurs droits politiques. Les changements survenus à cette

époque dans la diplomatie américaine ont beaucoup pesé sur les événements du Brésil. Dans un premier temps. pour répondre au défit lancé par la révolution cubaine (1959), l'administration Kennedy favorise, a partir de 1961, une politique réformiste (l'Alliance pour le progrès) qui semble avoir ajourné de deux ans le coup d'Etat au Brésil Il ressort des documents que c'est l'attitude de la Maison Blanche qui fit reculer certains généraux brésiliens qui comptaient s'emparer du pouvoir austitôt après la démission du président Janio Quadros en 1961. Toutefois, des cette époque, le Brésil est rangé parmi les pays qui risquent de devenir un point chaud de la planète et il est spécialement mentionné dans une étude de la CIA. consacrée à un « examen des situations de crise dans la guerre froide ». Et, après la crise des fusées à Cuba (1962), le Pentagone puis le département d'Etat passent au crible la politique d'alliances des Etats-Unis : s'agit de réévaluer le poids et l'influence des alliés dont les Etats-Unis disposent à l'intérieur de chaque pays d'Amérique latine. Dès lors sera privilégié le rôle politique des armées du continent, au détriment de la légalité constitutionnelle.

Vers l'opération <Brother Sam>

F revirement de la diplomatie La américaine a pris totalement au dépourvu les politiciens au pouvoir à Brasilia. A la fin de 1963, le président Goulart s'efforce encore de rassurer l'ambassadeur des Etats-Unis, qui note. dans une dépêche envoyée à Washington: « Il (Goulart) dit que le gouvernement américain devrait être convaincu qu'il n'est pas communiste et qu'il n'a pas l'intention de livrer le pays aux communistes; gouvernement américain doit se fier à lui car il menera à bien les complexes manæuvres politiques qui sont une spécialité brésilienne dans laquelle il est passé maitre... > Malheureusement pour Goulart et pour le régime constitutionnel, ni la droite brésilienne ni les Etats-Unis ne font plus confiance à ce type de « spécialiste ». Le nouveau cours de la politique américaine se traduit par un dépérissement de l'Alliance pour le pro-

grès pendant que sont privilégiées les

analyses élaborées par le Pentagone

et la C.I.A. Pour accélérer cette mutation, l'ambassadeur Lincoln Gordon joue un rôle déterminant en étayant par ses dépêches les interprétations fournies par le Pentagone et la C.I.A. qui voient dans le président Goulart un instrument des communistes. Tant et si bien que le département d'Etat. pour inciter M. Lincoln Gordon à nuancer ses analyses, lui envoie, en août 1963, un mémorandum signé par M. George Ball lui-même. Ce mémode Goulart, est un véritable morceau d'anthologie :

« Le talent pour la démagogie, joint au fait que Goulart s'y emploie, ne. serait pas mauvais en soi s'il aboutissait à des réformes effectives. La démagogie n'est pas forcément liée aux tactiques communistes et ne constitue par une de ces caractéristiques distinctives : sa pratique ne présage pas inévitablement la prise du pouvoir par les communistes. Peu de

Por JULIA JURUNA

leaders sont parvenus au sommet sans quelque talent en ce domaine. C'était là une des accusations que les communistes lancaient à Franklin Roosevelt. Je doute cependant que, s'il n'avait eu ce talent-là. Il ait pu faire approuver la mottié des réformes nécessaires dont nous le remercions aujourd'hui. Les changements sociaux, également nécessaires au Brésil aujourd'hui, dépendront probablement dune impulsion semblable. > Piqué au vif l'ambassadeur Gordon répond : « Je ne vois, à la propagande réformiste de Goulart, aucun contenu réel, et ses efforts pour suiore les traces de Kennedy (l'Alliance pour le progrès) ne sont qu'une quête de slogans. »

La rhétorique populiste des politiciens brésiliens est ainsi décryptée de deux manières différentes : d'une part, les menaces proférées contre les intérêts américains sont prises au pled de la lettre : d'autre part, les initiatives réformistes du gouvernement sont tournées en dérision. Par exemple, plusieurs dépêches du dépar-tement d'Etat témoignent d'une grande compréhension à l'égard d'une réforme agraire au Brésil, mais M. Lincoln Gordon se garde bien d'en parler à ses interlocuteurs brésiliens. car les différents courants putschistes se regroupaient précisément dans une commune hostilità à la réforme

Il reste que l'essentiel de l'intervention américaine s'est joué sur le plan militaire par l'action du colonel Vernon Walters (2), dont les rapports qu'il envoya alors à Washington restent, dans leur presque totalité, secrets. Ce n'est_pas un hasard: Au départ, en effet, les Etats-Unis semblent avoir considéré que les préperatifs militaires des putschistes n'étaient pas très flables. En témoigne une dépêche envoyée par l'ambassade : « L'actuelle conspiration est typiquement brésilienne, car elle n'est pas unifiée et souffre d'un trop grand nombre de candidats au poste de leader : C'est vraisemblablement le colonel Walters qui regroupa les différents courants sous l'autorité du général Castello Branco et du noyau d'officiers avec qui il était personnellement lié depuis la seconde guerre

mondiale. C'est encore par ses soins que fut préparée l'opération « Brother Sam » qui, en avril 1964, aurait, en cas de nécessité, apporté aux putschistes l'appui de l'aéronavale américaine. Dans l'hypothèse où le coup d'Etat se serait heurté à une résistance armée risquant de dégénérer en guerre civile, l'opération « Brother Sam » aurait amorcé une intervention directe sous le couvert de l'Organisation des Etats américains ment appliqué en 1965, lors du débarquement américain à Saint-Do-

Après avoir, pendant quatorze ans, soutenu sans défaillance le régime militaire, la politique américaine à l'égard du Brésil est à nouveau en train d'évoluer, les divergences entre les deux pays se polarisant autour de deux problèmes : la violation des droits de l'homme et la construction d'usines de retraitement d'uranium. Depuis la visite du président Carter à Téhéran, on sait que les Etals-Unis peuvent se montrer conciliants sur le premier point. Il n'en va pas de même pour le

second Machiavel notait que l'intervention d'une puissance en faveur de ses amis et alliés dans un autre pays peut présenter des inconvénients : « Tu te rends ennemi de tous ceux que tu as offensés en envalussant leurs terres, et (...) tu ne conserveras. non plus l'amitié de ceux qui t'ont appelé, car tu ne peux ni les récompenser autant qu'ils l'escomptaient, ni employer contre eux de fortes médecines, étant leur obligé. » Washington ne peut pas accorder aux militaires brésiliens la « récompense » nucléaire sur laquelle ils comptaient, car elle bouleverserait l'équilibre stratégique entre les nations de l'hémisphère sud. Du coup, les militaires au pouvoir à Brasilia ne sont plus unanimement des soutiens inconditionnels des Etats-

Les usines nucléaires

T ES militaires brésiliens s'exposentils pour autant au risque de subir le sort des colonels grecs qui. après avoir, par leur fausse manœuvre. à Chypre, rompu l'équilibre en Méditerranée orientale, durent céder le pouvoir aux civils revenus à Athènes avec la bénédiction de Washington? Les deux situations ne sont guère comparables, car le régime militaire brésilien a créé dans le pays une situation politique et économique totalement nouvelle. Le secteur étatisé s'est, en effet, considérablement élargi au point que près de 60 % des investissements sont maintenant assurés par l'Etat. Et l'énorme appareil administratif et économique étatisé est en étroite symblose avec un secteur décisif de hiérarchie militaire, celui qui contrôle le service de renseignements. A défaut d'élaborer une véritable idéologie les militaires ont développé un Service national d'information (S.N.L.) qui coordonnant le recrutement, les promotions et les mutations de tous les fonctionnaires, encadre très efficacement l'administration. De fait. le S.N.L. est la seule source de « légitimité » des hauts fonctionnaires et des technocrates, qui n'ont de compte à rendre à aucun pouvoir constitué. Grace au S.N.L., le système s'est pourvu d'un formidable instrument

d'auto-reproduction. L'ampieur du secteur étatisé dans l'économie brésilienne et son contrôle par le S.N.I. définissent une structure étatique beaucoup plus rigoureuse que celledont disposaient les colonels grecs avant le retour de M. Caramanlis. La preuve en fut fournie lorsque le général Frotta, évince de la course à la succession du général Geisel à la présidence de la République, fut démis de ses fonctions de ministre des armées. Contraint à abattre ses cartes, le général Frotta porta à la connaissance du public deux documents qui sont riches d'enseigne-

- Le premier, qui se présente comme un réquisitoire contre la politique du général Geisel, est un texte assez décousu, présentant des objectifs parfois contradictoires et en tout cas inadaptés au système capitaliste brésilien; sa diffusion révéla au grand jour que son auteur n'était pas en rapport avec les classes dominantes : - Le second allait démontrer que le général Frotta n'avait pas de prise sur le S.N.I., véritable épine dorsale du régime. Il affirmait, en effet, que le gouvernement était infiltré par des communistes et, à l'appui de cette accusation, il citait les noms d'une centaine de fonctionnaires en fournissant de prétendues « prepues » qui auraient permis de les poursuivre pour « subversion ». Mais toutes ces prétendues précisions ne visaient que des personnages secondaires, ou étaient complètement ineptes, ou concernaient des cas déjà connus. Cette crise mineure étalait au grand jour le conflit entre la hiérarchie militaire traditionnelle et la nouvelle bureaucratie militaire solidement appuyée sur le secteur économique étatisé et le S.N.L., représentée par le général Figueiredo, directeur du S.N.I., dauphin récemment désigné du général Geisel. Si les Etats-Unis avaient, dépuis le général Vernon Walters, de bonnes relations avec la hiérarchie militaire traditionnelle, ils n'ont que peu d'influence sur cette nouvelle force qui s'est constituée au sein du régime. La marge de manœuvre de Washington s'en trouve infiniment plus étroite qu'en 1964. La nouvelle structure de pouvoir échappe aussi aux politiciens de la droite traditionnelle comme par exemple M. Magalhaes Pinto qui en plaidant pour le retour à un pouvoir civil, essaie de maintenir sa candidature à la présidence de la République (3). Au cours des dernières années, l'évolution des événements politiques au Brésil a fait beaucoup de dupes. Les Etats-Unis, à leur tour, auront - peut-être des surprises. Mais pas le peuple brésilien. Exclu de toutes les manœuvres qui fixent son destin, il voit l'histoire se répéter : la première fois, en 1964, comme tragédie, les autres fois aussi.

(1) Ces documents proviennent de la bfbliothèque Lyndon-Johnson, à Austin (Texas), et de la bibliothèque John-Kennedy, à Boston, et ont été publies. par le Jornal do Brasil (2) Le colonel (puls général) Vernon Walters était officier de liaison pour la division bresilienne qui participa à la campagne d'Italie en 1944, Attaché militaire au Bréall de 1945 à 1948, il était' en poste à Téhéran au moment du renversament du D' Mossadegh, au Brésil au moment du putsch militaire de 1964, à Paris de 1967 à 1972, date à laquelle il devint directeur adjoint da la C.L.A. (3) Voir son interview an Monde on 14 janvier 1978.

r- .

« CE QU'IL AVAIT EN LUI, IL LE CHERCHAIT AILLEURS ».

Une révolte contre l'Occident

A suprematie économique et technique qu'affiche l'Occident n'implique aucunement que le système social et culturel de ce dernitr soit meilleur que les autres. Il va de soi que chaque culture sollicite son génie propre pour adapter la technologie aux besoins matériels et spirituels de la collectivité qu'alle anglobe. La croissance économique peut par conséquent aller de pair avec la préservation des valeurs spirituelles et esthétiques d'une nation et la création d'institutions culturelles et sociales appropriées, sans qu'il y ait rupture avec le passé et l'histoire de cette société. En se fondant sur ce principe, on comprend plus facilement que le modèle occidental de développement pe soit pas nécessairement adaptable aux exigences d'autres sociétés humaines. devient inutile de vouloir comparer entre

elles les nations pour les entraîner dans une concurrence injustifiée : être classé premier ou dernier n'a aucun sens. La vie des sociétés ne se mesure pas de manière quantitative, en fonction des critères imposés par la vision anthropocentriste de l'Occident. Le développement industrial d'un pays doit tenir compte de la société existante. Les emprunts à la technique occidentale exigeant jugement et clair-voyance, chaque société doit se référer à sa

C'est là le cœur même de la thèse d'Ehsan Naraghi, exposée dans un petit livre très dense préfacé par Alfred Sauvy, e L'Orient et la crise de l'Occident » (1) dont le titre dans l'édition franienne était encore plus explicite : « Ce qu'il avait en lui, il le cherchait ailleurs. > Naraghi, docteur en sociologie de l'université de Paris, a été marqué par une double formation, classique et musulmane d'une part, moderne et occidentale de l'autre. Tous ceux qui l'ont connu, soit à la tête de l'Institut d'économie et de sociologie de Téhéran, soit l'UNESCO, savent qu'il maîtrise pleinement de nombreuses disciplines et peut discuter sur un pied d'égalité avec les savants. La sévère mise en garde contre l'occidentalisme que représente ce livre ne recèle donc nul parti pris ou mauvaise humeur, et traduit avant tout l'expérience acquise par J'auteur dans divers pays, et d'abord dans le sien. Pour des raisons faciles à comprendre, le livre ne met pas en cause directement ce qu'on appelle en Iran la « révolution blanche » du chah, mais il est assez clair que ce qui est d'abord visé ici, c'est le placage sur les structures traditionnelles et à leur détriment d'une révolution capitaliste occidentale. On ajouterait volontiers : avec la démocratie

un peu dans le même sac, peut-être pour faire

passer plus aisément ses critiques en Iran, le système représentatif européen et les autres

comme dirigeant de la division Jeunesse

importations de l'Occident. Mais le phénomène qu'il évoque dépasse de beaucoup l'Iran, et s'étend à une bonne partie de l'Afrique, de l'Aste et de l'Amérique latine. La destruction des structures communautaires villageoises par des réformes agraires de type individualiste, on simplement par les lois de la coucurrence et l'économie de marché, l'appauvrissement des plus panyres et l'invasion des banlieues urbaines par des légions d'anciens paysans coudamnés aux bidonvilles, l'enrichissement affolant des féodaux et compradores grâce à leurs relations avec les régimes en place — telle est la vision que nous offre depuis longtemps la plus grande partie du tiersmonde, que cela soit sous la forme de l'ancien colonialisme ou d'un néo-colonialisme assorti

d'indépendances formelles. Dans ce cadre que nous connaissons mais qu'il n'est pas mauvais de rappeler, même aux

intellectuels d'Occident. Ehsan Naraghi s'attache particulièrement à dénoucer la dégradation des cultures authentiques par « l'escalade dans le quantitatif » des méthodes scientifiques occidentales. Il oppose la c connaissance scientifique > et la « culture » qui est « morale, art, littérature, philosophie, politique ».

Naraghi, qui reconnaît la valeur permanente des sciences exactes à l'état pur, mathématiques, physique, etc., et souligne la participation de l'Orient arabe à leur élaboration, et qui ne songe pas à déprécier l'intérêt pour le tiers-monde des sciences naturelles et de la médecine, vise surtout dans son attaque la mise en condition et l'exploitation de la science occidentale au service de la production Mais la distinction parait insuffisamment soulignée, et en revanche la contradiction one fait apparaître E. Naraghi entre science et culture est assez artificielle : une science digne de ce nom fait partie de la culture et ne s'oppose pas à elle. Mais sans doute s'agit-il surtout de pourfendre un « snobisme de la science » que nous ne connaissons plus guère en Occident, mais que l'ou trouve encore souvent chez les intellectueis de divers pays.

Les préoccupations d'E. Naraghi, sociologue et économiste, vont d'abord aux sciences humaines, et fl a raison, dans ce domaine, de dénoncer l'abus des méthodes scientifiques quantitatives aux dépens de la compréhension humaine des problèmes. Mais aussi bien les méthodes scientifiques ne sont que des outils utilisables par quelqu'un et pour quelque chose. L'approche presque exclusivement culturalle de l'auteur ue lui laisse pas beaucoup l'occasion, tout au long de son livre, d'aborder le problème du q qui » : qui fait quoi, et pourquoi ? Si les multinationales sont souvent

dénoncées, E Naraghi insiste insuffisamment. semble-t-il, sur les causes profondes du bouleversement des structures, qu'il impute an « progrès technique à l'occidentale ». sans mettre en lumière la liaison du mode de production moderne avec les appétits de profit et la volonté d'exploitation du capitalisme. Le marxisme est souvent évoqué dans le livre. mals plutôt comme un système politique, voire un système de gouvernement. Ou alors, c'est un e modèle de pensée purement occidental ». comme le « libéralisme » ou « l'esprit technocratique ».

C'est pourquoi, dans la mesure où l'auteur ne s'appuie pas sur l'analyse scientifique des faits sociaux, même quand ces faits ont le caractère particulier des faits sociaux du tiers-monde, il en vient à des conclusions un peu trop volontaristes : « Nous devons nous garder d'introduire chez nous le capitalisme sous sa forme la plus féroce... Il n'y a ancune raison pour que nous abandonnions le ponvoir à une minorité capitaliste », ou bien affleurs, citant les conclusions d'un congrés africain de l'UNESCO : « La technologie doit être mise au service de l'Afrique, et non l'Afrique soumise sans discernement à des techniques souvent inventées ailleurs », remarques judicienses, mais qui sont condamnées à rester lettre morte si l'on n'analyse pas comment et en s'appuyant sur quelles forces le capitalisme occidental s'empare du tiers-monde, et quels sont les intérêts qui président à l'expansion des technologies occidentales aux dépens de la population de ces pays. Il est vrai que soujever ces problèmes aurait sans doute rendu la publication du livre diffiche en Iran.

CLAUDE BOURDET.

(1) Editions Entente, Paris, 1977, 212 pages, 25 F.

PANORAMA IMMOBILIER PROVINCE-ETRANGER

Sur 8000 m2 terrain, immeuble commercial 1500 m2 en toute propriété. RAPPORT 12 % INDEXÉ. Selon baix commerciaux 3 - 6 - 9 ORION Michel Gérant Société Civile et Mobilière 14, rue Gambetta - 79300 Bressuire - France Tel.: 16 (49) 65.04.71

A AIX-LES-BAINS

Au bord du lac du Bourget Dans un ensemble de grand standing

IVOTRE RESIDENCE A PARTIR DE 115 000 F

Cabinet M.P. BLANC. 11, rue de Genève 73100 AIX-LES-BAINS. Tél. (79) 35.18.65

NORMANDIE

Nouveau port de pêche et plaisance



Appartements du studio au 5/6 pièces duplex Renseignements et documentation : Agunce SAINT-JULIEN. 2-4, avenue de la Libération. 14000 Caen. Tél. (31) 93.62.27 Bureau de vente sur place

LES TROIS VALLEES

ski été-hiver Au cœur de VAL THORENS. Quelques appartements haut standing PRIX INTERESSANTS, Crédits 95 %.

SERITOUR-LA HENIN - 39, rue de Suréne. 75008 PARIS - Tél. 260-35-15. Poste 55.05

.ES HELIADES Cap d'Agde Des appartements de 1 à 3 pièces sur le port st à proximité des plages

Appartements témoins ouverts. Livraison 🗺 Iranche: Eté 78 Commercialisation: Cabinet MORLOT. Qual d'Azur 34300 Cap d'Agde. Tél. (97) 94,75.50

La St Tropez Ici votre village Votre village, c'est Cogolin. Vos voisins, les artisans dont les pipes et les tapis sont célèbres. Votre appartement, c'est LA CAUQUIERE Des maisons typiquement provençales entourées de jardins, d'arbres et de fleurs. Et si vous avez envie de sable et de vagues,

la mer est à 5 km; de monde et d'animation, vous allez La Cauquière à Cogolin Un village dans un village.

Veuille: m'adresser une documentation complète sur la CAL'QUIERE et ses appartements

LA CAUQUTERE - Pare Marceau - 83310 Cogolin.

a St-Tropez

st trojan les bains ile d'oléron

Encore 9 villas à partir de 235900 F. 3 et 4 pièces, garage et jardin. Renseignements: SECOP 34, rue des Ardennes. 75019 PARIS. Tél. 201-06-50

OVRONNAZ - VALAIS 1400 m

Station SUISSE dichiver, an over-des Alpes valaissantes, simulion picin sid

dans CHALETS RÉSIDENTIELS de 7 Appartements

A chacun son entrée privée.

Appart de 2 à 4 pièces en duplex avec cuisine équipée

+ grand balcon + place de parking.

De F.S. 118 000 à F.S. 231 000

Visitez nos réalisations de qualité suisse traditionnelle. Autorisation d'achat possible pour étranger.
Hypothèque à disposition.
Cadre lypique dans la verdure, calme et excellent

Visites, renseignements, vente, documentation gratuite directement auprès du Constructeur-promoteur J.-M. GAUDARD, CH 1912 OVRONNAZ Tel.: (027) 88-35-53 - Telex: 38569

HABITER Dans un climat privilégié Dans une ville dynamique A 10 km de la plage l moins de 100 km : **stations de si**d PERPIGNAN Résidence HELVETIA · 15. qual de Genève

Dù 2 au 6 pièces. 3300 F le m2. Moyen Ferme Livraison Juin-Juillet 1978

Inter Catalan - L. SERBETO. 1. pl. Catalogne. 66000 Perpignan. Tél. (68) 34.40.64 et 53 Royar de Maglin. Place de la Loge, 1. rue 51-Jean. 66000 Perpignan. Tél. (68) 34.40.77 Estate lemobilier. Galerie Marchande Auchan, 68000 Perpignan. Tél. [68] 50.30.23

Pour vos prochaines vacances LA COTE D'AZUR VAROISE

SAINT-MANDRIER

A 10 mn de Toulon. Villa 5 pièces à 300 mètres du port et de la plage. 360 000 Francs. CAVALAIRE

Mas 2-et 5 pièces à 800 mêtres du centre, accès direct à la mer. A partir de 250 000 Francs.

 SAINTE-MAXIME Studio tout équipé avec large balcon, au calme, à

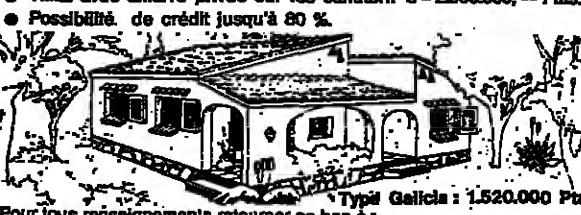
50 mètres de la plage. 150 000 Francs.

Spring Premeteur-Constructeur. 6, av. Marcel-Castie **El 111** 83000 Toulon. Tél. (94) 41.42.18

PROPRIETE UNIQUE 155 km PARIS-SUD (Loiret) RESIDENCE PRINCIPALE: Séjour rustique 60 m2, cuisine, 5 chambres avec cabinet tollette, saile de bains, w.-c., garage, sous-sol, chauffage, piscine chauffée. MAISON GARDIEN, nombreux communs, pare avec essences rares, rocailles, 2 étangs, le tout sur 12 ha. Prix: 2.000.000 F. Créditipossible THYRAULT. 89170 ST-FARGEAU - Tél. (85) 74.08.12

MARINAS BAHIA DE ROSAS **AMPURIABRAVA**

- Villas à partir de 985.000. -- Ptas.
- ◆ Terrains à partir de 450,000, -- Ptas. ● Villas avec amarre privēc sur les canaux.F 3 - 2.200.000, -- Plas



Pour tous renseignements retourner ce bon à : FUNDAMENTA, Place San Pedro 4, Rosas, Gerona, Espagne. Tel.: (19) 34.72 / 25.68.54.

LE SOLEIL BRONZE DEJA

Sur la Côte à Mandelieu A (da Sumerie), dans de petits immeubles, de beaux appartements - Woles Il y a des

Au pays des mimosas et des 3 pièces à summer le un prix très raisonnable.

Découvrez-les chez SEGIMO, 5, rue des Chasseurs. 75017 PARIS. Tel. 227.93.93

SEGIMO

Réalisation

SIFIM nº 1 de la COTE D'AZUR Tous les programmes immobiliers (appartements et villas) en souscription ou achoves, classès par quartier, nombre de pièces et prix. Reventer Commerces, must en place des crédits en conécars avec La HENIN. NICE, 15, rue Dante, \$8,80,80 CANNES, 18, rue Latour Maubourg, 39,80,91 SAINT-LAURENT-DU-VAR, Port de St Laurent, 51,04,21



COTE D'AZUR'

Nos 6 agences entre Cannes et Menton vous proposent l'une des plus importantes sélections immobilières.

Formule nouvelle multi-services. Gestion, entretien, etc..

Société Services Immobiliers SSI 5 RUE DE LA BUFFA 00000 NICE. Tél. (93) 82.36.37 Bureaux 21 et 25 bis bd Kennedy 06800 Cagnes-sur-Mer

Cette rubrique paraît dans Le Monde, Le Monde Diplomatique, la Sélection Hebdomadaire du Monde, le Monde de l'Education. Prochaine paration le 2 juin 1978. Renseignements MULTIMEDIA, 271-32-55.

Le Monde

publie un numéro spécial

des « Dossiers et documents » sur

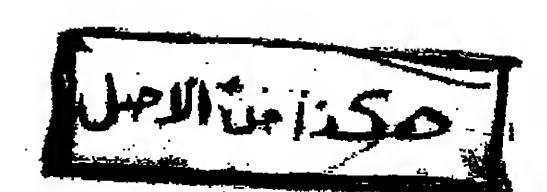
LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES 1978

152 PAGES - 15 F

Les résultats complets Les programmes des partis L'évolution des tendances

CHI

Addies des tetes nationales



La 5^e Assemblée populaire nationale et la nouvelle Constitution

Un compromis entre le désir de changement et la nécessaire continuité

laire chinoise, convoquée avec deux ans d'anticipation, et la nouvelle Constitution, promulguée seulement trois ans après la précédente, consacrent les nouvelles orientations politiques de la Chine. Les transformations qui prennent forme peu à peu ne sont pourtant pas aussi grandes qu'il y paraît à première vue, et elles s'insèrent dans une certaine continuité. Il n'y a aucun changement en ce qui concerne les objectifs : faire de la Chine un pays socaliste indépendent et promise est

A Paterior

ins in medice ...

ches mas

ole plane ...

CODCIUSIOD •

50 · • 5.

wice as JAH

erties this is

and distorment.

i n'analyse per

e du viers-ii...

rigentales

pays. Il est ve

gitte President ...

wall wills

CLAUDE SOURDET

RANGER

ARIS-SUD (Lorrett

= TAL (ES: 74.05 12

NZE DEJA

des mimosas

TITE D'AZUR

noball

gierm Le profes :

PARTY OF LA MENCE.

Motor. . "

€ ROSAS

re difficile e. t

with Fig. .

quelles force-

ni Sunt comdent.

socaliste indépendant et prospère est programme depuis 1949. Pour ce qui est des moyens et des méthodes. la différence est importante par rapport à la ligne, attribuée à la « bande des quatre », qui tendait à s'imposer depuis 1574. Mais une vue plus globale de la politique chinoise montre un certain nombre de constantes. La nouvelle équipe dirigeante met l'accent sur cette continuité plus que sur un changement qui se voudrait radical La fidélité à la pensée de Mao Tse-toung est réaffirmée avec force dans tous les discours officiels et dans la Constitution, dont le préam-

bule comporte un long passage à la gloire du président défunt. Les nouvelles paroles de l'hymne national chant patriotique de résistance composé durant la seconde guerre mondiale, fixent comme objectif an peuple chinois de « faire flotter bien haut la drapeau de Mao Tse-toung ». Comme au onzième congrès du parti communiste chinois, les textes continuent de s'en prendre à la « bande des quatre » qui non seulement a fait régner à la fois la terreur sur les intellectuels et l'anarchisme social, on saboté l'économie en empêchant la réalisation du programme de développement annoncé par Chou-En-lai en 1975 devant la quatrième Assemblée populaire nationale, mais surtout a déformé la pensée de Mao Tse-

La plupart des acquis de la révolution culturelle introduits dans le texte constitutionnel de 1975 sont conservés : définition de la République populaire de Chine comme « un Etat socialiste de dictature du prolétariat »; suppression du poste de président de la République; introduction du droit de grève et des « quatre grandes démocraties » (libre expression d'opinion, large exposé de vues. grand débat et journaux muraux à grands caractères), etc.

nuances et les précisions apportées par la réécriture du texte ne sont pas toutes des nouveautés. Ainsi la suppression de la mention selon laquelle l'Assemblée populaire nationale, organe suprême du pouvoir d'Etat, était « placés sous la
direction du parti communiste chinois » ne transforme pas les rapports
entre l'Assemblée et le parti qui reste.
aux termes de l'article 2, « le noyau
dirigeant du peuple chinois tout
entier ». C'est toujours le parti qui
propose le premier ministre. La rénnion de l'Assemblée populaire nationale a été précédée, du 18 au
23 février, de la deuxième session plénière du comité central is su du
onzième congrès du P.C.C. qui a
« approuvé » les textes des différents « approuvé » les textes des différents rapports présentés à l'Assemblée et de la nouvelle Constitution, ainsi que les candidatures des membres du Comité national de la conférence consultative politique du peuple chinois (C.C.P.P.C.), du comité permanent de l'Assemblée populaire nationale et du conseil des affaires d'Etat ainsi que des présidents de la Cour et du Parquet populaires suprêmes.

S'il n'est plus précisé que « le prolétariat doit exercer sa dictature sur la bourgeoisie dans tous les domaines de la superstructure, y compris les divers secteurs de la culture », l'article 13 de la Constitution stipule toujours que tous les domaines culturels doivent être a au service de la politique prolétarienne ». Et l'article 17, entièrement nouveau, institue un « principe de démocratie socialiste » dont M Yeh Chien-ying souligne l'importance, et qui « assure au peuple le droit de participer à l'administration des affaires d'Etat et des services économiques et culturels et d'exercer son contrôle sur les organismes d'Etat et leur personnel n.

T A nouvelle Constitution fait cependant apparaître quelques modifications organisationnelles. Les préfectures redeviennent des organes délégués des provinces et perdent leur caractère d'organe local du pouvoir. Les forces armées ne sont plus divisées en armée populaire de libération et milice populaire; organisées sur jun principe de « triple union », elles combinent l'armée de campagne, les forces locales et la milice populaire ». Les parquets populaires sont rétablis, avec cependant la différence, par rapport aux institutions mises en place par la Constitution de 1954. qu'ils dépendent maintenant des assemblees populaires.

Les principes de base du fonctionnement de la justice - assesseurs populaires, publicité et droit à la défense — sont clairement mentionnés. La Constitution ne se contente plus de faire référence à la seule « ligne de masse ».

Les droits des citoyens sont complé-tés, dans l'article 53, par un rappel de la liberté de mariage, du principe de l'égalité de rémunération entre l'homme et la femme et de l'encouragement étatique à l'application de la

Par TSIEN TCHE-HAO *

planification familiale. L'article reprend les stipulations du texte de 1954 concernant le devoir de protéger les biens publics, d'observer la discipline du travail, de respecter l'ordre public et la morale socialiste, auquel s'ajoute l'obligation de « garder les secrets d'Etat ».

Mais c'est la volonté de donner un puissant coup d'accélérateur au développement économique (1) qui constitue le trait dominant de la nouvelle ligne politique. La planification fami-liale et le respect de la discipline du travail relèvent déjà de considérations économiques, de même que la protection de l'environnement et des ressources naturelles et la lutte contre la pollution et les nuisances, prévues par l'article 11 de la Constitution.

Les stimulants matériels sont ombinės aux stimulants moraux, qui conservent la prépondérance (article 10). Cela se traduit concrètement par le rétablissement de certaines primes, conformément au principe socialiste de distribution « à chacun selon son travail », et par le rétablissement de récompenses morales de type honorifique. L'émulation joue à plein dans tous les domaines.

Dans son rapport sur les activités du gouvernement, M. Hua Kuo-feng précise les objectifs fixés à moyen terme : « Le plan décennal prévoit gu'en 1985 la production céréalière atteindra 400 millions de tonnes celle de l'acier, 60 millions de tonnes. La valeur globale de la production agricole augmentera Chaque année de 4 à 5 %; celle de la production industrielle de plus de 10 %... L'Etat se propose de réaliser en même temps cent vingt projets de grande enverqure dont dix centres sidérurgiques neut centres de métaux non terreux huit centres houillers, dix importantes exploitations de pétrole et de gaz, trente centrales électriques, six nou-

. Maitre de recherche au C.N.E.S. Auteur de la Chine, collection « Comment ils sont gouvernes », L.G.D.J. Paris, 1977. 742 pages (Prix de l'Asie 1977, décerné : par i'A.D.E.L.F.).

grands ports. » Une impulsion nouvelle est donnée à la recherche scientifique, à l'édu-cation et à la culture selon le principe a que cent fleurs s'épanouissent et que cent écoles rivalisent ». Les intellectuels et les experts, y compris ceux qui, issus de l'ancienne société, avaient été mis sur la touche par la révolution culturelle, reprennent du service. L'article 14 de la Constitution présise centendant que le marriagne. précise cependant que le marxisme garde une position dirigeante dans tous les domaines de l'idéologie et de la culture qui doivent servir ouvriers, les payeans et les soldats. ainsi que le socialisme et la culture

Bien que le développement économique reste fondé sur le principe a compter sur ses propres forces », la Constitution stipule que, dans les activités scientifiques et techniques, Il faut pratiquer « l'union de l'étude des expériences d'autrui avec nos propres efforts de création ». Ce qui signifie en clair qu'il convient de ne pas négliger la technologie étrangère.

Les élus sont largement renouvelés. tan, au niveau de l'Assemblée qu'au niveau du gouvernement. Beaucoup de nouveaux venus, pour la plupart techniciens, figurent à côté de ceux qui ont su se maintenir en place et des personnalités réhabilitées.

Le front uni révolutionnaire s'étend à nouveau aux partis démocratiques et aux personnalités religieuses. La Conférence consultative politique du peuple chinois, organe de front uni créé en 1949 et mis en sommell durant la révolution culturelle, est réactivée. Les Chinois d'outremer et les étrangers d'origine chinoise, ainsi que leurs familles en Chine, font l'objet d'attentions particulières : leurs « intérêts légitimes » sont protégés par l'article 54 de la Constitution, tandis que M. Hua Kuofeng fait état de « truitement de javeur » qui leur serait accordé.

Au niveau du Conseil des affaires d'Etat, on observe la création d'un ministère des affaires civiles, d'une commission économique d'Etat et d'une commission d'Etat peur les sciences et techniques, et le dédou-blement des ministères de l'industrie pétrolière et de l'industrie chimique de l'industrie textile et de l'industrie légère. La liste des ministes membres du Consell des affaires d'Etat comprend également le président de la Banque populaire de Chine et le président de la Coopération générale d'approvisionnement et de vente.

maine de la politique étrangère, mais on a introduit dans la Constitution la « théorie des trois mondes » (2), un appel à la libération de Taiwan et à la réunification nationale, et un nouvel objectif, à côté de la lutte contre les superpuissances, la lutte « contre une nouvelle querre mondiale ». Si le caractère inévitable d'une guarre mondiale due à la rivalité des superpuissances n'est pas remis en cause, le gouvernement chinois semble penser maintenant que cette guerre peut étre retardée, sinon empêchée.

IN dépit des réhabilitations et des cent fleurs », du recours à la technologie étrangère et de l'élargissement des échanges culturels et commerciaux, il est difficile de ne voir dans la nouvelle ligne politique qu'une sorte de « libéralisation » du régime et une « ouverture » vers l'étranger. L'espèce de « chasse aux sorcières » qui a suivi l'élimination de la « bande des quatre », la reprise en main de l'enseignement, le rétablissement des parquets, des hiérarchies, de la discipline et des règlements qualifiés de « ruisonnables » ne sont pas à proprement parier des mesures « libérales ». L'appel au respect de la « légalité socialiste » s'accompagne d'une vigilance accrue des organes de sécurité et n'a aucun rapport avec un « juridisme » de type occidental. Sans qu'on puisse pour autant parler d'un quel-conque durcissement dans le domaine judiciaire ou d'un accroissement de la répression. L'accentuation de la « démocratisation > est sensible dans tons les domaines. Dans l'optique de la théorie des contradictions, et ainsi que le rappelle le préambule de la Constitution, le centralisme démocratique doit faire régner à la fois la discipline et la liberté.

Confrontée à deux lignes extrémistes opposées — la ligne à tendance « réaliste » qui privilégie l'économie et néglige l'idéologie, et la ligne dite « métaphysique » de la « bande des quatre ». — la nouvelle équipe dirigeante a, semble-t-il, cherché un compromis assurant l'équilibre entre le changement réclamé par une grande partie de la population et la continuité nécessaire à la consolidation du

(1) Voir à ce sujet l'article d'Alsin Boue dans le Monde diplomatique de mars 1978. (2) Cf. Jean Daubier : c La théorie des trois mondes, fondement de la diplo-matie », dans le Monde diplomatique de

● A l'occasion de leur départ l'ambassadeur du Pakistan et la begum Oizilbash ont donné une réception le 12 avril.

• M. Suk Heun Yun, ambassadeur. de la République de Corée, a offert une réception le 13 avril à l'occasion

tution

dance

Fête nationale

Fête nationale

Féte nationale

Fête nationale

Fête nationale

la reine

Anniv. de la procl

Anniv. officiel de

Anniv. de la proci.

de l'indépendance

de la République

Fête de l'indépen-

Calendrier des fêtes nationales 16-31 MAI · Fête de la Consti-17 NORVEGE 22 SRI-LANKA 25 ARGENTINE

25 JORDANIE 31 AFRIQUE DU SUD 197-15 JUIN

TUNISIE 2 ITALIE 4 TONGA 19 GRANDE-BRETAGNE

12 PHILIPPINES

du deuxième congrès de l'Association des études coréennes en Europe. L'ambassadeur de Syrie et Mme Chakour ont donné une réception le 17 avril à l'occasion de la fête nationale.

A l'occasion du départ de M. Youri Victorov, conseiller de l'ambassade de l'U.R.S.S., et de l'arrivée de M. Alexandre Bogatchev, nouveau conseiller pour la presse, M. Stephan Tchervonenko, ambassadeur de l'U.R.S.S. en France, a offert une réception le 18 avril.

M. Mundhir Tawfik Al-Wandawi. ambassadeur de la République d'Irak, a présidé le 26 avril une soirée organisée par le Centre culturel irakien à l'occasion du trente et unième anniversaire du parti Baas arabe socialiste.

 M. Jean Deschamps, délégué général du Québec, a offert une réception le 27 avril à l'occasion de la visite en France d'écrivains québécois et de M. Guy Saint-Jean, président des éditions de l'Aurore à

Le connect cles combassacles. ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET NOUVEAUX GOUVERNEMENTS

CHINE (5 mars 1978)

Pramier ministra: M. Hous Kouo-jeng vice-premier ministres : MM. Teng Siaping. Li Sien-nien, Sin Helang-teien, Ki Teng-kouel, Yu Tsleou-li, Tchen Si-lien. Keng Plac, Tchen Yong-kouel, Fang Yi, Wang Tchen, Kou Mou, Kang Che-en, at Mme Tchen Mou-hous. Ministre des affaires étrangères M. Houang Houa; défense nationale M. Siu Heieng-Isien; commission du plan d'Etat : M. Yu Tsicou-li ; commission e économique d'Etat : M. Kang Che-en : commission d'Etat pour la construction de base : M. Kou Mou; commission d'Etat pour les sciences et techniques : M. Fang Yi; commission d'Etat pour les affaires nationales : M. Yang Tsing-jen : sécurité publique : M. Tchao Tsang-pi ; affaires civiles : M. Tcheng Tse-houg commerce extérieur : M. Li Kiang : relations économiques avec l'étranger M. Tchen Mou-hous; agriculture et forêts: M. Yang Li-kong; industrie métallurgique: M. Tang Keh; ministres du premier ministère de l'industrie mécsnique : M. Tcheou Tee-kien ; du deuxième ministère de l'industrie mécanique M. Lisou Wei; du troixième ministère de l'industrie mécanique : M. Liu Tong du quatrième ministère de l'industrie mécanique : M. Wong Tcheng; du cin-quième ministère de l'industrie mécanique : M. Tohang Tchen; du sixième ministère de l'industrie mécanique : M. Tchai Chou-/an; du septième minis-

tère de l'industrie mécanique : M. Song Jen-kiong : ministre de l'industrie houli-lère : M. Siao Han ; industrie pétrolière : M. Song Tchen-ming; industrie chi-mique: M. Souen King-wen; eaux et energie électrique : M. Isien Tchengying; industrie textile; M. Tsien Tohekouany; industrie légère : M. Liang Ling-koueng; chemins de fer : M. Touen Kiun-yi; communications : M. Ye Fei; postes et télécommunications ; M. Tehong Fou-slong; finances : M. Tcheng Kinfou : gouverneur de la banque populaire de Chine : M. Li Pao-houz : commerce intérieur : M. Wang Lei ; président de la coopérative générale d'approvisionnement et de la vente de Chine : M. Tchen kouo-tong : culture : M. Houang Tchen : éducation : M. Lisou Si-yao : santé publique : M. Kiang Yi-tchen ; ministre charge de la commission de la culture physique

> CHYPRE (9 mars 1978)

et des sports : M. Wang Meng.

Président de la République : M. Spy-ros Exprismou ; ministre des finances : Andreas . Chr. . Patsalides : affaires étrangères : M Nicos A. Rolandes ; ministre à la présidence de la République : M. Georghios X. Ionnidès; intérieur et défense : M. Christodoules Veniamin agriculture et ressources naturelles Georghios Chr. Tompazos; santé; Andreas P. Mikellides; éducation : Chrysostomos A. Solianos; commerce et industrie : M. Andreas N. Papageorghiou, communications et travaux pu-blics: M. Barios G. Eliades: travail et sécurité sociale: M. Aimilios Theodoulou : justice : M. Petros B. Michealides : secrétaire d'Etat à l'intérieur : M. Stelies H. Katsellis; secrétaire d'Etat & l'éduca-tion : M. Costas El Hadjistephanou.

FRANCE (3 avril 1978)

rian Bonnet: affaires étrangères :

Premier ministre : M. Raymond Barre, garde des scange, ministre de la justice M. Alain Peyrefitte; santé et famille : Mme Simone Veil; interieur : M. Chris-

Louis de Guiringaud; défense : M. Yvon Bourges; travail et participation : M. Robert Boulin ; coopération : M. Robert Galley; économie : M. René Monory: budget: M. Maurice Papon; environnement et cadre de vie : M. Michel d'Ornano: éducation : M. Christian Beullac; universités : Mme Alice Sounier-Seite ; agriculture : M. Pierre Mehaignerie: industrie: M. André Giraud: transports : M. Joël Le Theule; commerce et artisanat : M. Jacques Barrot : commerce extérieur : M. Jean-François Deniau; eunesse, sports et loisire : M. Jean-Pierre Soisson: culture at communication :

indonesie Troisième cabinet de développement (29 mars 1978)

M. Jean-Philippe Lecat.

Président de la République : général Suharto: ministres coordonnateurs: MM. Pangpabean (politique générals et sécurité), Widjojo Nitisastro (économie, finances, industrie, commissariat au plan, président du BAPPENAS). Surono (bienetre social). Ministres d'Etat : MM. J.B. Soemarlin (réformes administratives et vice-président du BAPPENAS). Emil Salim (envi-

ronnement et contrôle du développement), B.J. Habibie (recherche et technologie). S.H. Sudharmono (secrétaire à la présidence). Ministre de l'intérieur : M. Amirmachmud : affaires étrangères : M. Mochtar Kusumaatmadja: défense et sécurité. commandant en chef des forces armées : M. M. Jusuf; justice: M. S.R. Moedjono. information : M. Ali Murtopo : finances M. Ali Wardhona; commerce et coopératives : M Radius Prawiro ; agriculture M. Soedarsono Hadisapoetro: Industrie M. Sochoed; mines et énergie : M. Socbroto: travaux publice: M. Poernomosida Hadjisandso; communications! M. Rusmin Nurjadin; travail et transmigration: M. Harun Alrasyid Zain; éducation st culture : M. Daoed Yossoef; santé : M. Soewardjono Surjoningrat; affaires religieuses : M. H. Alamsjah Ratu Prawi-

> COWEIT (16 février 1978)

ranegara; affaires sociales: M. Sapardjo.

Prince héritier, et premier ministre chelkh Saad Al-Abdullah Al-Salem Al-Sabah: vice-premier ministre, ministre de l'information : cheikh Jaber Al-Ali Al-Salem; vice-premier ministre, ministre des affaires étrangères et ministre de l'intérieur par intérim ; cheikh Sabah

Al-Ahmad Al-Jaber; ministre de l'édu-

catton: M. Jassim Khalia Al-Marzouq habitat : M. Hamed Moubarak Al-Ayyar travaux publics : M. Humud Y. Al-Nief défense : cheikh Salem Sabah Al-Salem : télécommunications et transports : M. Suiciman H. Z. Al-Khaled : finances : M. Abdul Rahman Al-Ateegi: santé publique : M. Abdul Rhaman Al-Awadhi; affaires sociales et travall : M. Abdul Asix Mahmoud; justice: M. Abdullah Ibrahim Al-Mujarej ; électricité et ean : M. Abdullah Youssef Al-Ghaneim; commerce et industrie: M. Abdul Wahab Al-Najisi; petrole: M. Ali Khalifa Al-Athbi; planification: M. Mohammed Yousse! Ai-Adassani; biens religieux et affaires islamiques: M. Youssel J. Al-Hill

Ministres d'Etat : MM. Salmon Al-Ducid Al-Solman (affaires juridiques et administration); Abdul Aziz Hussein (charge du conseil des ministres).

(38 mars 1978)

Président du conseil : M. Mohammed Ail Halebi; vice-présidents du conseil : MM. Abdel Halim Khaddam (ministre des affaires étrangères), Jamil Chaya (affaires économiques) et Pahmi El Youssoufi. Ministre de la défense : M. Moustapha Tlass; administration centrale : M. Taha Khayrate: éducation : M. Zouheir Macharka; approvisionnement et commerce intérieur : M. Mohammed Ghabbache barrage de l'Euphrate : M. Soubhi Kahule; enseignement supérieur : M. Cha-ker Faham : justice : M. Adib Nahaoui ; communications : M. Omer Sibei ; agriculture et réforme agraire : M. Ahmad Robelan; Wakis (blehs religioux) M. Abdel Satter Sayed; économie et com-merce extérieur : M. Mohammed Imadi; santé : M. Madani Ehyami; Industrie : M. Chiéoui Sifo; Information : M. Ahmaz Iskandar Ahmad; intérieur : M. Adman Dabbagh; finances: M. Sadek El Ayoubi électricité: M. Ahmed Omar Yousse! culture : M. Najah El Attar ; pétrole et richesses minières : M. Issa Darwich tourisme : M. Ghassan Chalhoub : habitat, ports et séroports : M. Moharram Tayyara; travaux publics et affaires hydrauliques M. Nazem Kaddowr; affaires sociales et travail : M. Youssel Jeidani: transporte: M. Selim Yassine. Ministres d'Etat : MM. Abdel Karim Adi (affaires étrangères), Adib Melhem (présidence de la République), Zahir Abdel Samad, Anouar Hamade (affaires de-la présidance du Conseil), Din Malouhi, Georges Hauranieh (planification), Charij Kouch, Sajouane Koudsi.

La première dame de France.



grâce à un Département spécialisé auprès des Ambassades, les voitures que vous souhaitez. La CX Pallas, au confort exceptionnel, la CX Prestige, une limousine de grande classe. Citro en vous propose un éventail de modèles adaptés à vos désirs

comme à vos besoins. Le Département des Relations Internationales de Citroën Champ de Mars vous fournira sur demande, tout renseignement qu'il vous plairait d'obtenit

FILIALE DE S.A. CITROEN 640, rue de la Cavalerie, 75015 Paris. Télex TT Citro 204.833 F. Tél. 567.55.62

CITROENA-TOTAL

CITROENA

Modèles 78: corontie un on.

COURS PRIVÉ MINERVA

CHATEAU DE L'EPINE, 36 CIRON. - Tél. : (54) 37-99-07 Dans la plus belle cambagne de France

ANNEE SCOLAIRE de la 6° au BAC A, B, C et D Etudes - Sports - Loisirs COURS ET VACANCES

du 1st au 26 août ou du 29 août au 13 septembre RENSEIGNEMENTS :

COURS PRIVE MINERVA 4, avenue de Verdun, 94 SAINT-MAURICE Tél.: 368-99-23. INSTITUT GAY-LUSSAC 75, rue d'Anjou, 75008 PARIS. Tel.: 387-34-63.

Un sursaut des partisans de l'«Ordre nouveau»

A réélection du président Suharto n'est plus qu'une question de procédure ». déclarait l'hebdomadaire Tempo le 28 janvier demier, à la suite de l'interdiction des sept principaux journaux indonésiens et de l'arrestation de quelques centaines d'activistes étudiants. Le 13 mars, le général Norman Sasono, commandant de la garnison de Diakarta, déclarait cependant qu'il avait donné instruction de tirer à vue au cas où des désordres troubleraient la réunion du Congrès du peuple, qui s'est tenue du 11 au 23 mars. Cet avertissement sévère n'a pas empêché la poursuite d'affrontements entre forces de l'ordre et étudiants et lycéens à Diakarta, à Bandoung, à Surabala, ou à Dioklakarta. Il y eut de nombreux blessés dans les rangs des manitestants et des arrestations massives.

Election sans surprise, parce que le président Suharto était candidat unique face à un Congrès qui lui était largement acquis d'avance : les trois cinquièmes de ses neuf cent vingt membres sont désignés par décret présidentiel ; le chef de l'Etal a du néanmoins faire face à une tempête politique pour obtenir son troisième mandat, incident de parcours de dernière heure, le vice-président, le sultan Hamengкириwоло, remettait sa démission el renoncait ainsi à être le colistier du général Suharto ; il cédait la place i M. Adam Mallk, ancien ministre des affaires étrangères et président de l'Assemblée nationale. Officiellement, le viceprésident sortant avait renoncé à sa charge pour raisons de santé, mais on peut supposer que des divergences de vues — à propos de la sévérité des mesures à l'encontre de la presse et des étudiants, ainsi que de l'absence de pouvoirs réels du vice-président — ont aussi motivé cette décision.

Ainsi sont apparus des clivages à l'intérieur du régime de l'Ordre nouveau (par opposition à l'Ordre ancien du président Sukamo). La candidature de M. Adam Malik est venue les souligner dans la mesure où, dans le passé, sa politique étrangère n'a pas toujours convergé avec le point de vue des dirigeants militaires (à propos du Cambodge du temps du général Lon Nol par exemple). Et. dernlèrement encore. M. Malik a incité les iournalistes Indonésiens à faire preuve de

La décomposition de l'administration

'ETAT, dépassé par l'ampleur des problèmes, est paralyse par l'inefflcacité et la corruption de l'administration publique et das entreprises nationales. Si l'affaire Pertamina — la compagnie pétrolière nationale qui a été insolvable à concurrence de 10 millards de dollars en 1975 - représente le sommet visible de l'iceberg de la mauvaise cestion, sinon de la corruption. les détournements de fonds publics sont devenus un fait quotidien. Alnsi, pour ne clter que guelques exemples. M. Budiaji, dirigeant du Dolog (organisme régional de régulation des stocks alimentaires) de Kalimantan (Bornéo), a été condamné à la prison à vie en 1977 pour avoir détourné environ

14 millions de dollars. La Bank Bumi Daya auralt accordé des crédits douteux à concurrence de plus de 200 millards de rouples. Le gouverneur de la province de Manado (Nord-Célèbes) avait été indirectement mis en cause dans la presse et accusé d'avoir amassé une grande fortune en exercant des pressions administratives sur les commerçants et cultivateurs de clous de girofle. L'enguête à laquelle, fut soumis l'amiral Sudomo, chef du Kopkamtib (commandement pour la restauration de l'ordre et de la sécurité), dans le cadre de l'Ousilb (campagne contre la corruption), devalt le - laver de tout soupcon sans éviter toutefois de créer un climat de suspicion et de méllance. Du prélet au chef de district, et jusqu'au policier qui s'approprie des amendes payées pour infraction au code de la route. l'appareil de l'Etat Indonésien est parvenu au bord de l'écroulement à cause des ponctions

prélevées sur les deniers publics. Cette décomposition de l'administration publique à tous les échelons a atteint un stade où même les partengires occidentaux et japonais de l'Indonésie, et leurs compagnies multinationales, s'Inquiètent d'une bureaucratie et d'une corruption qui menacent la survie de l'Etat. Ainsi s'explique en partie la notable baisse des investissements étrangers en indonésie en 1977, phénomène qui préoccupe beaucoup les milleux dirigeants. Malgré une fiscalité très favorable aux compagnies étrangères, malgré la possibilité de - surévaluer les investissements pour rapatrier et amortir rapidement les capitaux, maigré la main-d'œuvre à bas salaire, etc., les compagnies multinationales semblent en ce moment accorder leur préférence à des pays comme la Malaisie ou les Phi-

lippines. L'amiral Sudomo a d'ailleurs présenté l'Opstib (campagne contre la corruption lancée en 1977) comme une mesure nécessaire pour - éviter de perdre la face à l'étranger ». Mais c'est en lançant cette campagne que le pouvoir a détruit une certaine cohésion à l'intérieur d'un systême fonctionnant sur les royages de la corruption. Les « solidarités » se sont défaites et, au lieu d'accroître la crédibilité du pouvoir. l'Opstib a produit l'effet inverse. - Faites une enquête sur votre patron », c'est ainsi que l'amiral Sudomo fut accueilli par les étudients à Medan (Sumatra du Nord), tandis qu'en novembre ceux de Java manifestaient à travers les villes en accusant le chef de l'Etal et son épouse de s'être construit un mausolée de 4 milliards de rouples et d'avoir enrichi leur famille.

davantage d'audace en dépit de l'autocensure à laquelle la presse indonésienne s'étalt résignée après l'Interdiction de sept journaux le 21 janvier.

Blen que l' « élite » politique indonésienne - réunie au sein des « fractions » (organisations ou partis) des forces armées, Golkar (organisation gouverne-P.D.I. (parti nationaliste) — se présente dans un ordre impeccable, l'indonésie traverse une grave crise sociale et poll-

selon la terminologie officielle, de parter d' · insuffisance alimentaire » ou de déségulfibre diététique » — sévit à Java et dans les petites îles de la Sonde. Il y a environ quinze millions de chômeurs et. seion les statistiques les plus récentes du ministère du travail et de la main-d'œuvre. les sans-travall ou sous-employés pourraient être chiffrés à une trentaine de millions de personnes. Les cadres de la vie rurale traditionnelle éclatent à Java sous l'effet du surpeuplement des campagnes. Il ne peut en être autrement : Java ne représente que 7 % de la superficie terrestre de l'archipei (2 millions de kilomètres carrés), mais c'est l'île la plus densement peuplée avec ses quatre-vingts millions d'habitants (sur cent trente-cinq

Autour des agglomérations urbaines, des bidonvilles se répandent en tache d'huile. Salon les projections du Bappenas (organisme de planification), Djakarta (six millions d'habitants) dépassera le cap des vingt millions d'habitants en l'an 2000, et la zone urbaine de la capitale s'étendra alors iusqu'à Bandoung, distant de 180 kllomètres. Le dérèglement des saisons et les fléaux (hama wereng) ont des effets catastrophiques sur les récoltes de riz au point d'obliger l'Indonésie à importer presque le tiers (2,6 millions de tonnes) du riz commercialisé sur les marchés internationaux pour l'année fiscale 1978-1979, et l'on prévoit au ministère de la recherche scientifique que l'archipel sera le premier importateurs de riz au monde en 1985. Le déboisement effectué par les paysans jayanala à la recherche de nouvelles terres est à l'origine de nombreuses inondations sulvies de phênomènes d'érosion du sol.

C'est dans ce contexte — impasse économique, sociale, et politique - que s'inscrivent les événements des derniers mois, où l'on a assisté à l'écroulement du pliler qui maintenait debout l'édifice de l'Ordre nouveau. Ce pilier est la quadruple alliance — militaires, formations musulmanes et chrétlennes. Université, presse - qui, au cours de la période 1965-1966, avait permis de renverser le président Sukamo et d'éliminer de la scène politique les communistes et les nationalistes de gauche.

Par ERWIN RAMEDHAN *

La fronde des « centurions et fondateurs de l'Ordre nouveau > a plusieurs origines. Le général Hartono Rekso Dharsono est apparu comme la figure de prove de la contestation qui a gagné du terrain au sein de l' - establishment militaire. Ancien commandant de la division d'élite Siliwanni, cantonnée dans la partie occidentale de Java, et secrétaire général de l'ASEAN (1), M. Dharsono fut pressions exercées par le gouvernement de Diakarta sur ses partenaires. Il avait déploré « l'écart qui se creuse entre les torces armées et le peuple - et accusé le gouvernement d'avoir trahl les idéaux de l'Ordre nouveau. Cette « défense des idéaux de l'Ordre nouveau » semble être le dénominaleur commun d'un parterre de généraux en retraite, voire en réserve de

la République. Le général Kemal Idirs, ex-commandant de la réserve stratégique. déclarait pour sa part qu'il n'y avait plus de différence entre l'Ordre nouveau et l'Ordre ancien. Des motivations semblables ont peut-être inspiré le général Mohammad Jasin, ancien commandant de la division Brawijsya (Java oriental), qui recueillait des signatures pour une pétition exigeant la démission du chef de l'Etat. Quant au général Alamsyah, ex-assistant du président Subarto, il n'avait pas hésité à dresser la liste des échecs de l'Ordre sociales à Manado en soulignant l'enrichissement d'une petite minorité aux dépens du pays dans son ensemble. L'ancien gouverneur de Djakarta, le général All Sadikin, figurait aussi parmi les contestataires, ainsi que le général Nasution, ancien chef d'état-major de l'armée et ancien président de l'Assemblée nationale, proche des milieux musulmans.

Les militaires, les étudiants et les musulmans

DAR la recherche d'une meilleure efficacité de la gestion gouvernementale et la dénonciation de la corruption. le front des généraux en colera (et réduit au slience depuis que la presse ne peut plus faire mention de leurs noms et activités), a cristallisé une opposition potentielle. Leur prise de position pourrait également signifier une plus grande ouverture vers les partenaires occidentaux. On sait que, jusqu'à présent, les fers de lance de l'économie japonalse (automobile, blens de consommation courants, mécanique articles électriques et électroniques) sont mieux implantés dans l'économie indonésienne que ceux des Etats-Unis, d'Australie ou d'Europe occidentale. Il est révélateur, à cet égard, que, depuis les émeutes de lanvier 1974 à la suite de la visite du premier ministre japonais Tanaka, on n'entende plus parler de divergences entre les compagnies multinationales nippones et les autorités indonésiennes. Par contre. le conflit qui a opposé i.B.M. au gouvernement de Diakarta à la fin de 1977 ne fut pas seulement de nature technicojuridique. On met en doute désormais les capacités de gestion du personnel Indonésien. « conteminé par les habitudes prises par l'administration publique ». Le retour à un gouvernement plus efficace ne pourrait que faciliter les opérations de compagnies comme I.B.M.

On connaît mal l'attitude des leunes officiers appartenant à la - génération de Magelang », ceux qui n'ont pas participé à la lutte pour l'indépendance et qui ont été promus après 1960. Selon les observateurs des affaires militaires. Ils vivralent dans un vide politique, sans voir au-delà de leur spécialisation. Ce sont des officiers qui n'ont pas encore béné-

Journaliste indonésien.

ficié de la manne de l'Ordre nouveau ni « goûté au pouvoir ». A l'occasion de la crise de lanvier-

février, aucune des trois grandes divisions javanaises - Siliwangi, Diponegoro et Brawllava — n'a mis le moindre enthousiasme à rétablir l'ordre et il a fallu faire appel à des compagnies mixtes comme lors de l'occupation de l'institut de technologie de Bandoung. La marine et l'armée de l'air, quant à elles, n'ont pas bougé. En fait, comme l'a remarque un bon observateur. « ce ne sont pas les généraux qui décident en demière analyse, mais des commandants at colonels qui ont des hommes et le matériel sous leurs ordres, et leur attitude sera décisive à court ou jong terme ».

Les services de renseignements milltaires (Bakin) et le Kopkamtib considérent que la sécurité de l'Etat n'est gravement menacée que lorsqu'il y a collusion entre éléments militaires et activistes étudiants. Tel fut le cas en février pour certains officiers et certains milieux étudiants, en particulier musulmans. Que la presse fasse echo au mécontentement fut considéré par les autorités comme un fait extremement dangereux. D'autant plus que des artistes et des intellectuels firent chorus avec les étudiants et les généraux. M. Buyung Nasution, avocat prestigieux qui dirige l'Organisme d'assistance légale (L.B.H.), n'a pas hésité par exemple à qualifier les pratiques gouvernementales de « gangstérisme » alors que le metteur en scène Syuman Diava et le poète et dramaturge W.S. Rendra dirigealent leurs sarcasmes contre l'Ordre nouveau. Cesactions prennent d'autant plus de sens que jusqu'à présent l'opposition s'en était tenue à des attaques vollées. Un discours du général Panggabean, ministre de la défense, prononcé le 30 janvier devant

le Parlement, a blen résumé la réaction du régime face à la situation : « Ces événements se sont élendus parce qu'ils ont été rapportés et commentés dans les journaux. Si l'on avait laissé cette situation se développer, le désordre se serait installé dans la société. l'unité nationale aurait été brisée, le développement aurait échoué et, en fin de compte, c'est la peuple qui aurait souttert, pour avoir été détourné de l'objectif d'indépendance.

Jadis actifs dans les événements qui provoquèrent la chute de Sukamo, les étudiants ont voulu, cette fois-ci, jouer le même rôle face au général Suharto. mais pour faire fonctionner les institutions et non pour les renverser. Le Livre blanc de l'Institut de technologie de Bandoung publié le 16 janvier et interdit peu après est une illustration de cette attitude. Les mesures prises contre la presse pourraient aussi avoir des conséquences făcheuses pour l'Ordre nouveau. Les journeux Indonésiens les plus importants (Kompas et Sinar Harapan) sont en effet lesus des milieux chrétiens, minoritaires mals puissants, et attachés aux traditions d'une presse libérale qui se veut un - correctif du pouvoir - et non un élément de contestation. Le gouvernement de Djakarta risque, à court terme, de sa griver d'indispensables repères politiques en interdisant à la presse de faire état de toute contestation ou protestation dans la société.

Un nationalisme de gauche n'en est qu'à ses premiers baibutiements en indonésie; en l'absence de partis politiques agissant ouvertement dans F . Indonésie profonde -, le mouvement musulman apparaît comme l'opposition virtuelle au gouvernement, en dépit du raillement de demière heure du P.P.P. à la candidature du générai Suharto et de M. Adam Malik Malgré son rôle actif dans l'élimination de la gauche en 1965, le mouvement musulman se veut maintenant au service de la justice sociale et ses actions se situent à tous les niveaux de la société. D'autre part, des procès qui ont eu lieu à Diakarta et à Medan ont mis en cause des partisans d'un Islam de type puritain (comme M. Fahmi Basya) et Intégriste. Demièrement encore, il a été question de contacts entre des militants musulmans indonésiens et une « puissance étrangère » (les observateurs supposent qu'il s'agit de la Libye) réclamant une alde de 12 milliards de roupies et de trois cent mille armes à feu.

Dans la mesure où le mouvement Islamique se propose de s'attaquer davantage à l'inégalité sociale qu'à proposer une autre politique de développement, on peut supposer que le « danger de révolution sociale », fréquemment dénoncé par le gouvernement, passe au second plan. L'Indonésie redoute peut-être davantage le vide et le Chaos politiques

(1) Association des nations de l'Asie du

LE SCANDALE DES

(Suite de la première page.)

La pratique en est récente : elle remonte à la seconde guerre mondiale. Pour assurer la neutralité de leurs bateaux d'abord, puis devant le coût prohibitif qu'eût représenté l'engagement de marins américains sur leur ênorme flotte du lendemain de la guerre, les armateurs des Etats-Unis prennent le chemin et l'habitude de Panama. Le Libéria vient à la libre immatriculation en 1949, et sa flotte dépasse bientôt toutes les autres. Le pavillon de complaisance est également pratiqué par Singapour, Chypre,

la Somalie et les « paradis fiscaux » que sont les Bermudes et les Bahamas. La flotte de ces pays a connu une très forte expansion au cours des vingt dernières années : elle représente 28 % du tonnage mondial de la flotte marchande, contre 10 % en 1955. Les recettes de fret qu'elle procure sont estimées à plus de 10 milliards de dollars. Dans la même période, la flotte des pays industriels connaissait une croissance moderée et sa part relative dans le tonnage mondial passait de 80 à 55 % (poir Tableau I).

TABLEAU I. - PART EN POURCENTAGE DE LA FLOTTE MONDIALE.

	1955	1965	1970	1977
Pays développés à économie de mar- ché Pays socialistes Pays de libre immatriculation Pays en voie de développement	80 3 10 6	70 7 16 7	64 9 19 7	55 9 28 8
- Total mondial	108	100	108	180

Deux facteurs importants parmi tous les avantages qu'offre le pavillon de complaisance expliquent sa rapide progression : la réduction du coût d'exploitation en employant un équipage sous-rémunéré : l'exonération fiscale et la libre utilisation du cash-flow. Dispensés de toute condition restrictive sur l'embauche, les armateurs peuvent rechercher dans le tiers-monde une main-d'œuvre hon marché. Les dépenses de personnel diminuent ainsi considérablement grace aux bas salaires (2), à l'absence de prestations sociales et au mépris des conventions du travail. Les syndicats des gens de mer, qui luttent contre ces pratiques et veulent faire appliquer au moins les régles de 'OLT, découvrent parfois des situations étonnantes : en mars 1978 le Fautis, battant pavillon chypriote, vient mouiller en port de Sète. Ses neuf marins, originaires d'Afrique et d'Asie, n'ont pas quitté le bord un seul jour depuis trois ans ; les arriéres de salaires, heures supplémentaires. congés et assurances sociales s'élèvent à 80 millions de francs. Depuis deux ans, les syndicats français de marins ont immobilisé à quai plus de cent navires sur lesquels les règles de sécurité ou les conditions faites à l'équipage ne respectaient pas les normes internationales. Ils ont ainsi obtenu que soient reversés aux matelots 15 millions de francs d'arrièrés. Même lorsque, dans le cas d'une multinationale par exemple, une politique sociale identique est pratiquee sur

l'ensemble des bateaux de la compagnie, le recours au pavillon de complaisance laisse les mains libres à l'armateur pour imposer ses condi-

L'autre volet de la liberté d'embauche concerne la compétence du capitaine et des officiers. L'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (O.M.C.I.) doit réunir en juin prochain une conférence sur la formation des gens de mer et la délivrance des brevets : il n'existe pas en effet de règle internationale en la matière : chaque pays définit ses propres critères, particulièrement stricts dans les pays de tradition maritime. De sorte que le Libéria, quoiqu'à la tête de la première flotte du monde, ne possède aucune école de formation. En revanche Hongkong en possède une qui est une véritable fabrique de brevets de complaisance. Il peut sembler évident qu'un armateur ne confiera pas un navire neuf et coûteux a un commandant inexpérimenté. Mais, outre que bien des vieux cargos terminent leur carrière sous pavillon de complaisance (3), il reste la aussi le seul maître d'un choix auquel les considérations économiques ne sont pas étrangères. Ne devant des comptes qu'à son armateur, le capitaine d'un bateau de complaisance peut être tenté de différer une décision ayant trait à la sécurité (réparation, entretien, assistance) et qui, en retardant sa route, diminuerait la

rentabilité du transport. Sous pavillon traditionnel, la réglementation qui oblige les capitaines à la prudence les protège en même temps d'une soumission trop exclusive aux intérêts du transporteur. Enfin la réduction du nombre d'hommes d'équipage par rapport aux normes internationales établies permet de diminuer encore les frais de personnel L'exonération fiscale des béné-

fices et des recettes est le

deuxième facteur d'expansion de la flotte de complaisance. Les droits d'immatriculation représentent moins de 1 % de la valeur du navire neuf : ils sont facilement intégrés aux frais de lancement de l'affaire. Les redevances annuelles sont minimes : le Libéria èxige 10 cents par tonne de jauge nette (4). Les ressources que retire l'Etat de la libre immatriculation apparaissent dérisoires au regard de l'importance de sa flotte et des recettes provenant de l'exploitation des navires. Celles-ci s'élèvent à 8.8 milliards de dollars au Libéria et à 1,6 miliard de dollars à Panama qui ne récupérent respectivement que 19 et 6,5 millions d'impôts. Les revenus personnels tirés du transport maritime sont exemptés d'impôts, ce qui, pour certains armateurs, représente un argument décisif. Devant cette situation, les pays industriels de tradition maritime en sont venus prendre des mesures en faveur de leur flotte sous forme de subventions, de réservation du fret au pavillon

national, voire d'exonérations. Le gouvernement britannique accorde aux compagnies de transport maritime une augmentation substantielle des provisions pour amortissement non soumises à l'impôt. Le gouvernement français contingente les importations de pétrole sous pavillon étranger. L'un et l'autre subventionnent l'armement. Aussi l'avantage fiscal d'une immatriculation de complaisance n'est-il plus autant décisif aujourd'hui qu'il s'etend à toutes les marines. Mais les Etats industriels disposent, pour soutenir leur flotte, de moyens que ne possèdent pas les pays en voie de développement.

En revanche, l'exonération pratiquée par les pays de complaisance continue à offrir la plus grande liberté pour les transferts et les transactions. Car l'Etat se soucie peu de contrôler la comptabilité et les livres d'entreprises dont il n'impose pas les bénéfices. L'artifice est possible : une société fictive constituée dans le pays du pavillon peut majorer le taux de fret tarifé à la société mère et réduire d'autant les recettes imposables de celle-ci. En fait, les courants financiers, recettes et dépenses lies aux opérations commerciales, même s'ils apparaissent dans les écritures des sociétés installées sur place, n'affectent pratiquement pas le pays délivrant ces pavillons. Plus encore que par ses effets propres, l'exonération fiscale offre des attraits par le laissez-faire qu'elle implique.

A State

74 74

13 25 25

. . . .

1

- .. -.-

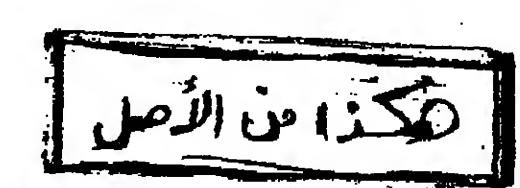
Les inconnus dans la maison

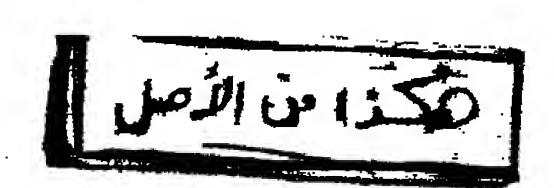
TI est souvent difficile de déterminer l à qui appartiennent les bateaux sous pavillon de complaisance : ce n'est pas la son moindre intérêt. Pour 13 %, soit près d'un huitième du tonnage mondial, il est même pratiquement impossible à une organisation internationale comme la CNUCED de connaître le propriétaire du navire. Le mystère a tendance à s'épaissir :

en 1959, la nationalité de 99 % des titulaires du droit d'exploitation de ces flottes était connue; en 1975, près de la moitle de ces titulaires étalent originaires de pays non identiflés (voir Tableau II). Dans leur majorité, les propriétaires de navires sous pavillon de compisisance sont des ressortissants de pays industriels à économie de marché.

TABLEAU II. -- NATIONALIȚE DES TITULAIRES DU DROIT D'EXPLOITATION DES FLOTTES DE LIBRE IMMATRICULATION (en %).

- Total des pays de l'O.C.D.E. dont Grèce dont Etats-Unis - Autres pays dont Hongkong - Pays non identiflés	1959 96 43 42 3 1	1969 75 44 25 7 5	1972 61 35 22 8 6	1975 52 26 20
Total	100	190	- 190	100





104: 2:15 11-1

1810121 De lucio

·철 (취 37 , 공)

TE WESTER OF THE

TS 7"-305 11"

used paur Co.

:Tägnes.th.

285 Pt 3 Tt -

des = ≥_.

prostants,

"@files" ("en

in the second

**e 4.1... . . .

(連続できます。)

₩...ħ.;; \...

#F#11

A 73.

A Marie Control

15. 4 11...

are ii ii

* * *

_- _ -

€---

in the main's

가운 무슨 기가 가지

44 .7

• 😘 🛨

• • •

La légalisation de l'état d'exception aux Philippines

Illusoire succès électoral du président Marcos

NE dictature ne change pas de nature par enchantement parce qu'un beau jour le pouvoir décide d'en modifier la forme en organisant des élections générales. Les Philippins en ont fait l'expérience, le 7 avril dernier, lorsqu'il s'est agi d'elire les membres du Batasang Pambansa, Assemblée intérimaire qui doit remplacer le Batasang Bayan, conseil nommé par le président Marcos. dent Marcos.

La loi martiale, qui règne depuis 1972, et le jeu démocratique ne peuvent aller de pair. Loin de constituer, comme l'avait affirme M. Marcos. « une première élape vers la normalisation » du régime, les élections ne pouvaient être. dans l'esprit du pouvoir, qu'une tentative de légitimer. aux yeux de l'opinion mondiale, un état d'exception que l'on parerait d'habits neuls. Or, cette opération a échoué et le régime Marcos sort plus discrédité que jamais de cette « expérience de démocratie » qui a tourne

La liberté d'expression accordée à l'opposition au cours de la campagne — sinon l'égalité dans l'accès aux moyens d'information. — a fait long feu dès que le pouvoir s'est senti menace par le courant d'air frais qu'il avait tolèré. Des résultats peu probants (aucun des opposants qui se présentaient à Manille n'a été élu malgre un soutien populaire évident au cours de la campagne), l'emprisonnement, au lendemain du scrutin, de candidats de l'opposition sous prétexte qu'ils n'acceptent pas « le jugement populaire » et fomentent des « émeutes », l'atmosphère d'insécurité qu'entretient le pouvoir pour légitimer son action répressive : autant de phénomènes qui, pourantidémocratiques qu'ils soient, ne représentent que le sommet d'un

iceberg. Les élections du 7 avril ne ressemblent en rien aux dix-neuf consultations populaires qui eurent lieu entre 1907 et 1938 puis, après l'indépendance, entre 1945 et 1971. La démocratie qui fonctionnait alors dans le cadre d'un système calque sur celui des Etais-Unis n'était certes pas exempte d'inégalités flagrantes : elle n'en avait pas moins le mérite d'exister. Jeu déséquilibre, car les choix nationaux étaient trop souvent tranchés par les rivalités de la classe des nantis. Si limité qu'il fut, ce jeu n'a même pas existé cette fois : la rivalité des clans est réduite par la domination incontestée de celui des Marcos qui, depuis cinq ans, a centralise prébendes et passe-droits. La presse, autrefois célèbre pour ses polémiques et ouverte à tous les courants, n'a reflété que les vues du pouvoir. Sur le plan financier enfin, le K.B.L. (Kilusang Baong Lipunan: mouvement pour la nouvelle société) organisation du pouvoir, a bénéficie d'un soutien énorme, drainant des fonds de tous les obligés du régime qui contrôlent une bonne partie de étaient faussées, d'entrée de jeu, sur

en effet lieu dans le cadre d'un régime sans séparation des pouvoirs — contrairement à la situation qui prévalait avant la proclamation de la loi martiale. En vertu de cette dernière, M. Marcos a concentré entre ses mains tous les pouvoirs : exécutif, législatif et judiciaire (les tribunaux militaires n'ont à rendre de comptes, en dernier ressort, qu'à lui). Dès lors, le jeu démocratique ne pouvait être qu'une concession du pouvoir, délégiant une partie de ses prérogatives à une Assemblée. Par un imbroglio juridique complexe. M. Marcos a élaboré un système qui lui assure, qu'il arrive, une suprématie absolue sur le pouvoir législatif Après la proclamation de la loi martiale. le président Marcos a promulgué une nouvelle Constitution. en 1973, approuvée par référendum (95 % de « oul »), instituant un régime parlementaire. Mais cette Constitution n'a jamais été vraiment appliquée : il aurait fallu pour cela réunir l'Assemblée nationale intérimaire qu'elle prévoyait, composée de tous les membres de la commission constitutionnelle, plus les membres de l'ancien Sénat et de l'ancienne Chambre des représentants, élus avant la proclamation de la loi martiale. Cette Assemblée devait élire un président. choisir le premier ministre et décider

de la date d'élections pour former une

Assemblée nationale normale. Mais à

peine la Constitution était-elle rati-

fiée par le référendum, le gouvernement

déclara que le « peuple » ne voulait

pas d'une Assemblée nationale inté-

rimaire où figureraient des hommes

politiques de l'ancien régime.

En octobre 1978, M. Marcos faisait approuver par un autre référendum une série d'amendements à la Constitution de 1973 : en particulier, l'Assemblée intérimaire était abolie et remplacée par un organe hui aussi provisoire, nommé Batasang Pambansa, qui devait être élu par tous les Philippins de plus de dix-huit ans. En même temps, par ce même référendum, le « peuple » approuvait le cumul des fonctions de président et de premier ministre par M. Marcos. Le référendum du 17 décembre 1977 n'était qu'une ratification de cette situation. Président au terme de la Constitution de 1935 théoriquement abolie. M. Marcos a donc été cependant confirmé dans cette fonction par référendum et, en plus, plébiscité comme premier ministre alors qu'il aurait normalement du aux termes de la Constitution de 1973, être choisi par l'Assemblée nationale intérimaire. Les pouvoirs du Batasang Pambansa élu le 7 avril sont, pour l'instant, des plus vagues : ils restent en fait à la discrétion du président puisque celui-ci lui délègue « volontairement » une partie de ses prerogatives. En tout cas, cette Assemblée n'aura nullement le pouvoir d'élire le président ou le premier ministre: les référendums de 1976 et 1977 ont déjà pourvu à ce choix. A jortiori, targuer d'un mandat populaire, ni

Par PHILIPPE PONS

Que survienne — hypothèse peu probable étant donnée la composition du Batasang Pambansa — une divergence de vues entre l'exécutif et le législatif, le sixième amendement du référendum d'octobre 1976 prévoit que, si « le président (premier minis-tre) estime qu'il existe une crise grave ou que le pouvoir législatij est incapable d'assumer ses respondécrets : aucune limite aux pouvoirs exceptionnels accordés au président. M. Marcos peut donc légalement puisque toutes ces dispositions ont été approuvées par le peuple, -- reprendre quand il le juge opportun les prérogatives qu'il a concédées au pouvoir législatif. Ce qui revient à dire que, même une fois la martiale levée -- à supposer qu'elle le soit un jour, — M. Marcos peut, quand bon lui semble, continuer faire régner l'état d'exception. Les Philippines qui, sous l'influence américaine, avaient connu une stricte séparation des pouvoirs, sont dotées aujourd'hui d'un système constitutionnel qui consacre la concentration du pouvoir dans les mains d'un seul homme et fait de l'état d'exception la situation normale du pays. Le coup de force du 22 septembre 1972 se trouve ainsi légalisé a posteriori. Il existe une différence notable

entre l'Assemblée intérimaire prévue par la Constitution de 1973 et le Batasang Pambansa; cette différence rend en fait sans objet les dispositions du sixième amendement_du référendum de 1976 visant à donnér la suprématie à l'exécutif en cas de différend avec le législatif : c'est

DOUR beaucoup d'observateurs à Manille, M. Marcos a commis là une - erreur. Il : aurait : en effet : pu utiliser plus subtliement ses atouts. D'une part, en donnant au Batasang Pambansa la possibilité de l'élire premier ministre (ce qui aurait sauvegardé l'apparence parlementaire du système), mettant ainsi fin à la confusion des fonctions de chef de l'Etat et de gouvernement. M. Marcos aurait pu, d'autre part, créer un véritable parti national et non pas un mouvement comme le K.B.L. spēcialement organise pour l'occasion. La manière dont ont été conduits les élections du 7 avril et le dépouillement des builletins dessert en définitive M. Marcos qui a perdu dans l'affaire beaucoup de son crédit. jusque dans les rangs de ses partisans. Les élections du 7 avril ont cependant donné un coup de fouet à une opinion publique rendue quelque peu apathique par la crainte de la répres-

depuis cinq ans dans la presse, à

la radio et à la télévision. D'une

manière symptomatique, alors que,

que l'Assemblée élue le 7 avril n'est que l'ombre portée du pouvoir. L'Assemblée intérimaire originelle-ment prévue devait être composée des anciens membres du Congrès, constituer un danger pour son régime. Le Batasang Pambansa sera composé 200 membres : 165 étus, 15 choisis par le président parmi les catégories

Lorsqu'il décida d'organiser des élections, le président Marcos a semble-t-il, pensé que, garanti par toutes ces dispositions constitutionnelles, il n'avait rien à craindre de l'opposition : son « expérience de démocratie » était réglée comme en laboratoire. L'impact sur la population de la campagne du Laban (abréviation de Lakas ng Bayan : le renforcement de la nation), la popularité évidente du sénateur Aquino, con principal adversaire (en prison depuis cinq ans, condamné à mort en novembre dernier par un tribunal militaire dont la sentence a dû être cassée par M. Marcos devant le tollé qu'elle provoqua aux Etats-Unis) out, en apparence, brutalement surpris le président, sans doute mal informé des réalités du pays par son entourage. Si. au départ, M. Marcos avait pu songer «laisser» quelques opposants sièger au Batasang Pambansa il s'est prestement ravisé. M. Marcos est ce que l'on nomme aux Philippipes in segurista, un homme qui ne prend pas de risque. Paré sur le plan constitutionnel, il n'a pas voulu renouveler l'expérience de Mine Gandhi en Inde, battue en 1976 lors d'élections libres.

Violations en série

jusqu'à présent, les Philippins préféraient s'abstenir de parler ouvertement de politique, ils n'hésitent plus aujourd'hui à se déclarer sans détour pour ou contre le régime. Même au sein de l'armée, ces élections ont provoque quelques remous: des tracts circulent, signés du « mouvement des officiers nationalistes », appelant à « restaurer la morale des forces armées et la démocratie». En fait, ces élections ont servi de catalyseur aux forces hostiles au régime Ce rassemblement des oppositions en un seul mouvement — depuis les groupes extrémistes de gauche, clandestins, jusqu'aux anciens membres du parti libéral — inquiète apparemment M. Marcos d'autant que ces mouvements convergent sur la personne du sénateur Aguino.

Ce dernier a parfaitement mancenvié, de sa cellule, pour se retrouver dans cette position de leader incontesté de l'opposition, représentant une solution de rechance crédible Lorsque furent annoncées les élections, l'opposition libérale, dont l'une des grandes figures, à côte de

M. Aquino, est le sénateur Salonga, pensa y participer. Jusqu'au jour où le pouvoir décida que le scrutin aurait lieu sous forme de vote bloqué, ce qui obligeait l'opposition à présenter des candidats partout. Etant donnée sa faiblesse, cette formule constituait un moyen de dissussion certain. De fait, les libéraux, en accord avec M. Aquino, annoncèrent alors qu'ils boycotteraient les élections. Mais, quelques jours plus tard, M. Aquino revenait sur sa décision et annonçait qu'il avait décidé de se présenter : agissant ainsi, il avait neutralisé ses amis libéraux qui auraient pu apparaître comme des rivaux. Pour essayer de le discréditer, le

pouvoir l'a accusé d'être un agent de la C.I.A. et un membre du parti communiste. Saisissant la balle au bond, le sénateur, invoquant le droit de réponse (son jugement ayant été cassé par M. Marcos, il bénéficie toujours de ses droits civiques), fit une remarquable intervention télévisée au cours de laquelle il a su, non seulement réfuter les accusations portées contre lui, mais aussi saper les positions de M. Marcos. Cette emission, qui a eu le plus fort taux d'écoute de l'année, marqua en fait le véritable départ de la campagne du Laban qui, jusqu'alors, pietinait. Dénoncant les liens du régime Marcos avec les Etats-Unis, le sénateur a contraint le président Marcos à faire de la surenchère. Et M. Marcos s'est déchaîne contre les « ingérences étrangères », en particulier américaines, aux Philippines. Il le faisait d'autant plus volontiers qu'il nourrit à l'égard de Washington une rancœur certaine, non seulement pour l'avoir mis, avec ces élections fortement « suggérées », dans une position délicate, mais aussi parce qu'il estime non sans raison que les Américains misent de plus en plus clairement sur le sénateur Aquino pour contrer

Ces élections ont été l'occasion de vérifier une nouvelle fois le poids des Etats-Unis dans la politique de leur ancienne colonie. Washington a exercé une pression évidente sur M. Marcos pour qu'il organise des élections. Les Philippines ont, en effet, une mauvaise image aux Etats-Unis : c'est le seul pays de l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est) à ne pas avoir depuis cinq ans de Parlement, fût-il symbolique. M. Marcos a cédé aux pressions de Washington, non seulement parce qu'il dépend du bon vouloir du Congrès pour l'aide militaire et économique qui lui est accordée, mais aussi parce que les Américains lui ont clairement fait comprendre qu'ils ne signeralent pas le moindre accord sur le nouveau statut des bases militaires avec un gouvernement « non représentatif » : si l'accord n'est pas ratifie par une Assemblee, il peut en effet, du jour au lendemain, être dénoncé par le gouvernement qui succéderait à celui de M. Marcos. Les Etats-Unis, qui estiment pent-être que ce jour n'est pas si lointain. voudraient en tout cas se prémunir contre cette éventualité.

ALE DES

PAVILLONS DE COMPLAISANCE

Parmi les pays socialistes, seule la Chine a parfois recours au pavillon somalien. Etats-Unis et Grece se taillent la part du lion. Ces propriétaires se répartissent ainsi :

le plan constitutionnel. Elles avaient

- des sociétés multinationales, pétrolières le plus souvent : on peut citer parmi les plus importantes : Exxon. Texaco, Getty Oil, Mobil Oil; — de gros exploitants indépendants de navires-citernes ou de vraquiers : c'est le cas des armateurs grecs les plus importants:

— quelques organismes publics; — une multitude de petites et moyennes entreprises.

Pour mener à bien ses opérations, le propriétaire véritable du navire crée dans le pays d'immatriculation, ou dans un autre pays de complaisance, ou un « paradis fiscal », une société fictive (5). Pour simplifier les questions de responsabilité et d'assurance et faciliter la gestion, il est courant de créer une société par navire. Le pavillon de complaisance peut faciliter l'accès au crédit pour des raisons politiques et financières. Politiques, car la stabilité des petits Etats délivrant ces pavillons est garantie par leur dépendance à l'égard de leur puissant protecteur. Cela a pu jouer particulièrement pour la Grèce de 1949 à 1967 dont les organismes ban-

caires américains ne Jugealent pas

la stabilité suffisamment établie.

Financières, en ce que la législation

de ces pays facilite l'hypothèque sur

les navires Par ailleurs, l'armateur peut choisir sur une base compétitive le chantier où sera construit son navire. La construction navale coûte plus cher aux Etats-Unis qu'en Europe, plus cher en Europe qu'an Japon. En contrepartie des subventions qu'ils leur accordent. les deux premiers obligent les armateurs à confier la aux chantiers navais nationaux. Le amèricain exige en outre que les bateaux sortis de ces chantiers subventionnes restent conformes à la législation américaine pendant vingt ou vingt-cinq ans selon le type de navire. En choisissant la libre immatriculation, l'armateur américain peut donc à la fois faire jouer la concurrence internationale en matière de construction, échapper aux réglementations de son pays et transférer librement ses navires d'un pavillon à l'autre. L'existence des pavillons de complaisance a ainsi largement contribué à la croissance

des chantlers navals japonais dont

La flotte de libre immatriculation est inégalement répartie entre les pays qui la pratiquent. À lui seul, le Libéria en possède près des trois quarts; les Bahamas ou la Somalie environ un millième. A la disparité quantitative s'ajoute une certaine spécialisation des Etats de complaisance. Ainsi, pour le Libéria, les navires-citernes de grande dimension; 30 % de la flotte

d'ailleurs de modifier ou d'invalider

petrolière mondiale, soit 82 % de la flotte pétrolière de complaisance, hui appartiennent. Le transport pétrolier est essentiellement spéculatif, c'est-àdire que les taux de fret dépendent des aléas de la conjoncture : après la prospérité des années 1973 et 1974, il connaît aujourd'hui une période de crise. Les grandes compagnies pétrolières souhaitent donc disposer en permanence d'une marge de sécurité dans ce domaine (.Tableau III)

TABLEAU III. -- STRUCTURE DE LA FLOTTE DE LIBRE IMMATRICULATION (1977)

	Part de la flotte de com- plaisance	Répartit Catégo navires		Part de la flotte pétro- lière mondiale	Dimen- sion moyenne des pétro- liers
	(an %)	cargos (6)	citernes	(an %)	(indice)
Libéria	72	34	65	· 3B	207 95
Panama	17,5	34 56 48 84	33.5	. 3,7	95
Singapour	6 2,5 0,1 1,5 0,1	4.8	45.7	1,8	.97 50 73
Chypre	25	84	11	••	50 72
Somalie		36	58 .	0,6	151
Bermudes	1 6	75	14		34
Rahamas Flotte mondiale	9,4	45	44,2		180

Un taux d'accidents élevé

P LUS du tiers (36 %) du pétrole transporté dans le monde l'est sous pavillon de complaisance: 20 % du pétrole importé en France (7) plus de la moitié de celui qui arrive aux Etats-Unis, dont 10 % seulement navigue sous pavillon américain. Sur ce sujet, le président Carter a subi l'an dernier une défaite au Congrès lorsque, dans le cadre de son programme sur l'énergie, il a présenté une loi visant à limiter les quantités de pétrole importées sous pavillon étranger. Il est vrai qu'en octobre 1973 les navires americains furent soumis à l'embargo et non ceux battant pavillon de complaisance. La prééminence libérienne se traduit par une complète dépendance du secteur maritime à l'égard des grandes compagnies pétrolières. Si le haut commissaire aux affaires maritimes du Libéria a pu récemment affirmer que la complaisance pratiquée par son pays ne s'étendait pas aux questions de sécurité, c'est que des contrôles sont en effet régulièrement opérés par les compagnies pétrollères peu soucieuses de perdre leur navire et sa précieuse cargaison.

Création des Etats-Unis (1821), le Libéria a adopté l'anglais comme langue officielle et le dollar américain pour monnaie. De même Panama fut-il détaché de la Colombie en 1903 sous l'influence américaine et la monnaie locale, le balboa, suit rigoureusement le cours du dollar. L'importance de sa flottille de cargos tient en partie à ce que la United Brand transporte l'ensemble de sa production agricole latino-américaine sous pavillon panaméen, après avoir longtemps utilisé celui du Honduras. Venue récemment au pavillon de complaisance. Chypre s'y est hientôt taillé une place en occupant le « créneau » du navire d'occasion : aucun des vraquiers battant pavillon chypriote n'a moins de quinze ans ; 95 % de la flotte, toutes catégories confondues, a plus de dix ans. Le taux de pertes se trouve singulièrement élevé.

Confirmant que les précautions prises par les armateurs enx-mêmes. ne peuvent valablement se substituer au respect de la réglementation internationale, une étude de l'O.C.D.E. indique les taux de pertes suivant pour les pays de libre immatricula-

— moleme monetare	
Libéria 2,05	
— Panama 4,55	
— Singapour 2,73	
— Chypre 5,54	
— Somalie 7,3	
Vices de construction, non-respect	
des règles de sécurité ou erreur	
humaine, les causes de ces accidents	

sont inhérentes au système de l'armement de complaisance. Selon M. Adib Al-Jadir, directeur

des transports maritimes à la

CNUCED, a les secteurs où les flottes de libre immatriculation se sont développées — transports en vrac de marchandises liquides et solides sont les mêmes que ceux dans lesquels les flottes des pays en [voie del développement progresse particulièrement lentement. En même temps, le tonnage des flottes immatriculées dans les pays développés à économie de marché ne cesse de diminuer par rapport au total mondial. ce qui donne à penser que leurs opérations ont été transférées dans des pays de libre immatriculation. » La question des pavillons de complaisance doit donc être abordée dans la perspective des efforts pour un nouvel ordre économique mondial. Pratiquée par de petits Etats dont l'économie dépend des multinationales, la libre immatriculation permet aux armateurs des pays industrialisés de se procurer une main-d'œuvre bon marché sans avoir à partager les bénéfices de l'opération ni avec les pays qui la fournissent ni avec les pays d'immatriculation. Les envois de fonds des équipages, comme les droits qui reviennent aux pays d'accueil, sont minimes par rapport aux recettes que réaliseraient les pays en voie de développement si les navires étalent immatriculés dans des conditions normales et s'ils exerçaient sur eux un dit, des ressources qui, normalement serviraient à l'expansion de la flotte nationale de pays en voie de développement qui sont en mesure d'assurer la main-d'œuvre nécessaire, sont utilisées de telle manière que ce sont les transporteurs qui s'arrogent les bénéfices de l'exploitation du navire, et qu'une grande partie de la charge retombe sur les pays en voie de déve-

Il y a donc aujourd'hui convergence d'intérêts entre ces pays et certains Etats de tradition maritime, telle la France, dont les gouvernements dénoncent la complaisance, car elle

freine la croissance de leur flotte ou de leurs chantiers navals et menace leur environnement. Aux Etats-Unis même, la marée noire qui a souillé les côtes du Massachusetts en 1977 a indigné l'opinion publique et mobilisé de puissants intérêts écologiques. Divers moyens sont envisages pour

combattre la complaisance : — le renforcement du contenu juridique du « lien substantiel » qui devrait impliquer au moins le contrôle économique et financier de l'Etat sur les entreprises d'armement; — le renforcement du rôle des autorités de l'Etat du port d'escale et des Etats côtiers pour l'inspection des navires et l'application des règles internationales.

Mais cette action heurte d'importants intérêts financiers et politiques. Le Libéria est entré au conseil de l'O.M.C.I. en novembre 1976. Les gouvernements grec et britannique estiment, pour leur part, qu'on ne doit pas s'arrêter aux avantages financiers que procurent les pavillons de complaisance, et ramènent la question à la lutte contre les navires « inférieure aux normes (« substandards »). La distinction qu'on introduit ainsi entre les questions économiques et les problèmes de sécurité pourrait bien constituer la prochaine ligne de défense des partisans du pavillon de complaisance. Au prix du renoncement aux pratiques par trop scandaleuses, l'essentiel en serait alors maintenu.

CHRISTOPHE BATSCH.
(2) Le salaire mensuai minimum fixé
par l'O.I.T. est de 150 dollars.
(3) An 1er initiat 1978, la montecentera
de navires agés de nins de dix une átoit
de 35 % pour l'ensemble de la flotte
mondiale. Pour les pays de libre imma-
de navires âgés de plus de dix ans était de 35 % pour l'ensemble de la flotte mondiale. Pour les pays de libre imma- triculation, il s'élevait à :
— Chypre 95 %
- Somalie 85 %
- Bahamas 85 %
- Panama 54 %
— Singapour 35 %
Panama 54 % Singapour 35 % Liberia 30 %
— Bermuder 24 %
(4) tin : c'est-à-dire uniquement le volume atlle du navire, compte non tenu
volume attle du navire, compte non tenu
des constructions du pont, par exemple.
qu'on intègre au calcul pour les mesures
en tonnes de jauge brute (tjb).
(5) Un pays de libre immatriculation sert souvent de siège à des sociétés pro-
Merchant de siège a des societes pro-
priétaires de navires d'autres pays. D'au-
tres sont inscrites au Liechtenstein.
a Monaco, a Taiwan.
(6) Par cargo, il faut entendre les
navires de charge classiques et les vra-
quiers, mais pas les porte-conteneurs. (7) Environ 24 millions de tib. 70 %
(1) Environ 24 millions de tip. 70. 2
des importations françaises de pétrole
sont obligatolrement transportees gens
pavillon national.

négociation égypto-israélienne peut-elle aboutir?

(Suite de la première page.)

Ce scenario, qui, à la limite, fait d'Israel le gestionnaire économique des intérêts du monde capitaliste à l'échelle du monde erabe, peut toutefois être perçu par l'Etat hébreu comme comportant une fare essentielle, celle de compromettre, à terme, son Identité propre Les Etats-Unis se tenaient dans le passé inconditionnellement aux côtés de l'Etat julf. Le nouveeu rôle qui lui est assigné indiquerait que les loyautés américaines dans la région cont partagées. Si cela est vrai aujourd'hui, qu'en sera-t-i dans une ou deux décennies, les Etats-Unis devant dépendre de plus en plus du pétrole exoudien tandis que les capitaux saoudiens submergeront l'économie américaine et deviendront un facteur déterminant de la stabilité du système monétaire International?

Il convient de relever que les arguments invoqués par M. Begin pour repousser la conception de paix qui lui est proposée ne s'appulent pas sur la nécessité d'assurer la sécurité d'Israël, qu'il s'agisse de

Pour une communauté mondiale sans frontières, basée sur la propriété commune et le contrôle démocratique, produisant pour la seule satisfaction des besoins humains et non pour le profit. SOCIALISME MONDIAL-s'oppose à toutes les guerres; tous les racismes et tous les gouvernements. Pour un exemplaire gratuit, écrives (sans autre mention) à : B.P. 25, 6780 Arion, Belgique.

CITE UNIVERSITAIRE

<PAYILLON DU LAC>

Ouvert tous les jours Terrasse chauffee

28. rue Gazan (Parc Montsouris) 588-38-52

con insistance à préserver des colonies de peuplement au Sinaī, ou de son înterprétation de la résolution, 242, excluant la Clejordanie et Gaza des territoires qu'israel est invité à évacuer. Il ne s'agit pas pour M. Begin de garantir la sécurité de l'Etat d'Israél que reconnaissent les 'Nations unles, mais d'un Eretz d'israél dont la réalisation reste à parachever et qui matérialiserait la vision sioniste de Jabotinsky en incorporant les territoires qui s'étendent de la Méditerranée à l'encemble de la vallée du Jourdain. C'est la définition de l'identité israéllenne en termes de cette vision expansionniste qui est à la base de l'entorse qu'apporte M. Begin à l'interprétation de la résolution 242, entorse que ne cautionne aucun autre Etat. pas même les Etate-Unis. Et. en effet, Israel n'est nullement dans l'obligation de se piler à des incidentes du jeu

diplomatique dont il n'a pas été l'artisan, même s'il s'agit d'une incidente aussi dramatique que le voyage du président Sadate à Jérusalem, dont l'effet psychologique a été incontestable, jusques et y compris dans une partie considérable de l'opinion Israéllenne. Israel dispose actuellement d'une telle supériorité militaire que courir le risque de gaspiller une occasion apparemment exceptionnelle de faire la paix ne comporte pas un danger immédiat. Par contre, il aura prouvé à son protecteur américain que c'est l'Etat hébreu, et non l'administration américaine, qui décidera des conditions de la paix. qu'Israel n'est pas « un Etat comme les surres au Proche-Orient, et, s'il s'agit là d'une thèse qui n'est plus acceptée comme un a priori, c'est maintenant, avant qu'il ne soit trop tard, qu'un test doit la

Les limites de l'intervention américaine

QUE le gouvernement Israélien alt finglement opté pour une position aussi intransigeante n'est sans doute pas allé sans hésitations, même au sein de la coalition Likoud au pouvoir. Le comportement du général Weizman, ministre de la défense, ne comble pas toulours être conforme à celui de M. Begin. Le ministre des finances. M. Ehrlich, semble avoir trouvé des affinités avec les vues de M. Osman Ahmed Osman, l'entrepreneur égyptien bien connu qui est très proche du président Sadate. Les récentes manifestations en Israel, débordant de loin le groupe Shelli et autres mouvements contestataires de gauche, et faisant valoir que - la paix vaux mieux qu'un grand israel ». témolgnent des inquiétudes que provoque la politique intransigeante de M. Begin. inquiétudes gagnant les couches non politisées, non encadrées par les partis, mais dont l'opinion ne peut être négligée. Il ne faut pas pour autant penser que l'Intransigeance de M. Begin ne représente qu'une tendance marginale, extrémiste de droite. A la limite, on pourrait dire que M. Begin

exprime cette intransigeance en invoquant des arguments qui ne sont pas avalisés par l'ensemble de l'establishment Israélien. Mais, dans la mesure où insister sur le besoin de parachever le projet expanelonniste d'Eretz Israel est compris comme une facon de faire valoir que l'identité même de l'Etat hébreu, sa survie. sa vocation cioniste, sont menacées s'il est question de le réduire au statut des autres Etats de la région, et qu'il cesse de jouir de son statut privilégié aux Etats-Unis, sur cat aspect crucial de la négociation en cours. l'establishment israélien dans son ensemble soutient M. Begin.

Dans un certain sens donc, la cié des négociations directes Israélo-égyptiennes que l'initiative de M. Sadate a décienchées se trouve aux Etats-Unis. Chacune des deux parties s'adresse à l'administration Carter en falsant Jouer à son avantage des groupes de pression, représentants authentiques d'Intérêts proprement américains, mala ne les concevant pas de manière identique. Certes, on pourrait

arguer que les défenseurs inconditionnels d'Israel aux Etats-Unis sont loin d'être Indifférents aux intérêts pétrollers américains dans la peninsule Arabique. De telles Imbrications n'éliminent pas les discordances. M. Sadate fait valoir l'avantage qu'aurait l'administration Carter à soutenir sans fléchissement une percée vers une paix totalement conforme aux intérêts stratégiques, voire pétroliers, américains dans la région. M. Begin, quant à lui, s'appule sur l'existence aux Etats-Unis d'un mouvement pour qui la survie d'israēl, telle que l'Etat hébreu la conçoit, prime toute autre considération. Ce mouvement constitue dans la politique américalne une composante irréductible, qu'aucun président américain ne saurait défier. M. Carter s'en est rendu compte en soulevant l'indignation de ce mouvement pour avoir signé avec les Soviétiques une déclaration commune sur le Proche-Orient en octobre passé. Or li serait périlleux d'exiger de M. Sadate que son endossement des objectifs stratégiques américains aille jusqu'à avaliser les visées expansionnistes israéliennes.

la négociation israélo-egyptienne de l'enlisement, l'administration Carter est appelée à se libérer des pressions contradictoires qu'elle subit. Elle a défini son rôle comme tantôt celul de médiateur, tantôt celul d'une force d'appoint la supportive role). Pour trancher, il faut opérer des rééquilibrages propres à renforcer l'autorité du président à l'égard des divers éléments de pression, sans aller jusqu'au point d'antagoniser i'un d'entre eux. Les fournitures d'avions F-5, F-15 et F-16, promises en bloc aux protagonistes (F-5 à l'Egypte. F-15 et F-16 à Israel et F-15 à l'Arabie Saoudite) constituent un moyen Ingénieux d'élargir le champ d'action diplomatique de M. Carter. Les demandes d'armes de toutes les parties ont été honorées, mais sans qu'aucune d'elles ait été totalement satisfaite. Or une autorité accrue du président américain peut à la riqueur faciliter la procédure, elle n'implique pas nécessairement une solution plus aisée des problèmes de fond.

Une chose est certaine : pour dégager

Comme les Etats-Unis n'Interviendront pas pour forcer l'une des deux parties à renoncer à ses revendications, et que celles-ci sont inconciliables, il s'agira donc de chercher une solution éclectique l'opposé même de ce que devrait être une déclaration de principes. Il s'agira de stimuler l'Intention actuelle d'aller de l'avant vers la paix sans rien trancher des problèmes de fond. Comme il n'existe aucun document propre à fixer les dispositifs légaux de cette démarche, pas même la résolution 242 avec ses Interprétations divergentes, une déclaration de principes, ou d'intentions, s'avère pourtant indispensable. Dans le contexte actuel Il ne pourra être question que de différer les problèmes de fond, de renvoyer leur définition à la période qui sulvrait le départ. Cette idée était délà implicite dans les propositions de M. Begin sur le problème palestinien : il y était question de suspendre pour le moment le problème de la souverainelé sur la Cisjordanie et Gaza, sous prétexte qu'il y avait là des revendications contradictoires. Il faut s'attendre à ce qu'un tel procédé soit étendu aux colonies de peuplement dans le Sinai et aux autres problèmes épineux Les formules utilisées peuvent différer d'un problème à l'autre, mais la fogique de la négociation en cours ne permet aucune solution qui sortifait de ces ilmites.

Un tel accord peut satisfaire la partie Israélianne. Il place le négociateur égyptien dans une situation particulièrement délicate, il aura abandonné la solidarité arabe sans obtenir en contrepartie le minimum qui le justifie. La totalité du Sinai egyptien n'aura même pas été recouvrée. Un précédent aura été créé, consacrant l'expansionnisme israéllen, non seulement par la force, mals aussi d'un commun accord. Loin de satisfaire les aspirations frustrées dans la région, une telle politique ne peut que les exacerber.

MOHAMED SID-AHMED.

PANORAMA IMMOBILIER PARIS ILE-DE-FRANCE

PENSEZ A L'AVENIR

ficiaires du droit d'usage et d'habitation.

VOUS AVEZ 60 ANS ET PLUS Alors ceci yous concerne Yous pouvez alors joulr d'un droit d'usage et d'habitation. Vous pouvez y habiter votre vie durant.

PARIS 7°

Dès la rentrée,

emménagez dans un 3 ou 4 pièces de qualité

Les nouvelles réalisations dans le 7° sont de plus en plus rares.

Proches de la livraison, les AMBASSADES SAINT-DOMINIQUE

représentent l'opportunité de devenir résident du 7° arrondis-

Une opportunité d'une qualité exceptionnelle, comme vous ris-

Les Ambassades Saint-Dominique

96-98, rue Saint-Dominique - Paris 7º

Appartements modèles décorés par JANSEN tous

les jours (sauf dimanche et lundi) de 14 h à 19 h.

Tél.: 705.69.11

GRENELLE - CHAMP-DE-MARS

106-108, boulevard de Grenelle. Paris XV

LIVRAISON 9 MAI 1978. Grand standing

2 P. 3 P. 4 P + Balcon et terrasse. Parking et boxes

Prix moyen pondéré: 7400 F au m2. Ferme et définitif à la réservation

Tous les jours sur place de 11 h à 13 h et de 15 h à 18 h

DU STUDIO AU 4 PIECES

eyney! How Seed Land 15000 Park

quez de ne pas en rencontrer avant longtemps.

Prix fermes et définitifs.

BON

DECCUPER

INVESTISSEURS CECI VOUS CONCERNE Un placement de choix Vous pouvez selon votre âge payer 30 à 55 % de la valeur d'un apparte- Savez-vous qu'il vous est possible d'acquérir la nue-propriété d'un ENAIM 8. Fue La Boetie. PARIS 75008 appartement en payant seutement 45 à 70 % de sa valeur. En effet, le montant de la nue-propriété dépend de l'âge du ou des béné-

VIAGERS-F. CRUZ SA Tél. 266.19.00

RÉSIDENCE DU PARC

RUE DE L'AMIRAL-MOUCHEZ

Reste quelques 2, 3 et 4 pièces dans luxueux petit immeuble livrables 2º trimestre 1979 Mº Cité Universitaire - Proximité du PARC.MONTSOURIS Exemple de prix : 2 pièces, 3e étage, 342 000 F Visite tous les jours sauf le mardi et mercredi SPÉCIAL INVESTISSEUR - LOCATION ASSURÉE

Renseignements: SEGINO

5, AV. DES CHASSEURS 75017 PARIS - 227.93.93

MONTSOURIS

16, rue nansouty, paris 14° une réalisation de qualité face au parc studio, 2, 3 et 5 pièces

renseignements et ventes sur place tous les jours sauf le mardi de 14 h a 19 h. sivegi 15, avenue de l'Opera, 75001 PARIS 260.30.00

PARC MONTSOURIS - ALESIA - PORTE D'ORLEANS

111, rue de la Tombe-Issoire, 75014 Paris

GRANDS 2 et 3 PIECES

VUE TRES DEGAGEE Prix fermes et définitifs Livraison immédiate

65, avenue du Gal-Leclerc, 75014 Paris @ 331.23.74 / 41.76

Bureau de vente sur place : lundi, mercredi, samedi de 14 h à 19 h SENEZE Père et Fils et Cie

des commerçants, un des commerçants, un des commerçants, un des écoles, des écoles, cane practine, l'our le charraig d'un quartier réautentiel, de Corretour des III. 7 et 15° errévoltagements.

- Burenu de vonte committee les pours de la n à "En auer Démarche le Sancée de 11 h a 21 h at ay le la 15 h.

18 ar 11 feorges Mande Paris 16 20 Appartements luxueux avec Parking. JOR & Cie. 39, rue de Courcelles. 766.25.32

ETOILE - TROCADERO - MUETTE - ALMA Grand choix d'appartements luxueux anciens et récents SPECIALISTE QUARTIERS RESIDENTIELS

BCB-FRANCE 31, avenue Raymond-Poincare 727-89-39

BOIS DE BOULOGNE à NEUILLLY - PROPRIETAIRE VEND : Dans Immedile Pierre de Taille 1928

TRES BONNE SITUATION 477 Etago 268 m2 - Somprovux Appartement Devote Nov Etavidue deglejes sur Espaces Verts Palcons Solati Deuble Exposition - Servica Garage GRANDE RECEPTION DOUBLE 130 M2 APP de PONCTION DUE CORPS DIPLOMATIQUE et V.I.P.

SAINT-CLOUD

PARC MARIE-BONAPARTE (2 hectares)

Ecure a MULTIMEDIA, 13, que des Minimes, 75003 PARIS que transmettra.

appartements - 4 et 5 pièces

de qualité exceptionnelle

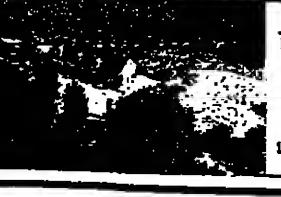
habitables immédiatement Appartements modèles sur place, à partir de 11 h

132, Bd de la République - Tel. 602.95.06

NEUILLY CHATEAU

33 bis, bd du Château - Neuilly 2 petits immeubles de haut standing Appartements de 3 et 4 pièces.

Bareau de vente, sur place ions les jours, sauf dimanche, de 14 h 00 à 19 h 00 Td.: 745.39.80 SETAG 46, avenue Kleber, 75116 Paris.



10 km Chantilly - 50 km Paris
20 minutes aéroport Charles-de-Gaulle
Particulier vend très belle propriété
Maison XVIII. 10 plèces grand confort.
Parc, rivière, beaux arbres. LAUMAIS. 7. rue Marbeuf. Paris 8º. Tél. 359-82-35

CREDIT SOCIAL DES FONCTIONNAIRES AGENTS DES SERVICES PUBLICS 9, faubourg Poissonnière. 75009 PARIS Tél. 246.72.56

- SERVICE CONSEIL HABITAT technique et administratif financier et juridique
- PRETS IMMOBILIERS traditionnels: résidence principale, secondaire conventionnés A.P.L.: résidence principale
- PRETS FAMILIAUX biens, meubles et immeubles mutation, retraites
- PREVOYANCE BONIFICATIONS MUTUALISTES

Cette rubrique paraît dans Le Monde, Le Monde Diplomatique, la Sélection Hebdomadaire du Monde. Prochaine parution le 1er juin 1978. Renseignements MULTIMEDIA, 271-32-55.

DR()115

imposture pseudo-réalisme

the service of the se in critica a la Maista ் கூற இதன் இதன் இது பிற்கும் இதன் இதன் இதன் இதன் இதன் இதன் the many and the second ... 'e' ,2 5.7'2#2f.e 2 The same of the sa prime ver mit in der eine geffige "maffig

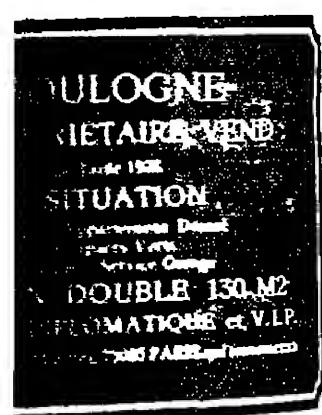
10 000 plainteen instance cette a et d'innocabrables vie

1 MATON DE L'ÉCOLE INTE LA GRANDE BOISSIERE BACCALAUREAT IN

ēme 22°0. ~ -

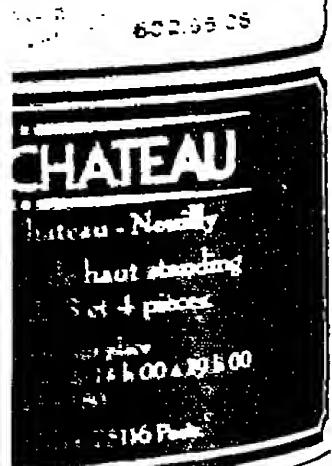
1 70. MOHANES SOLAHOE

E-FRANCE



CLOUD

1-4 et 5 pièces cent ımédiatement

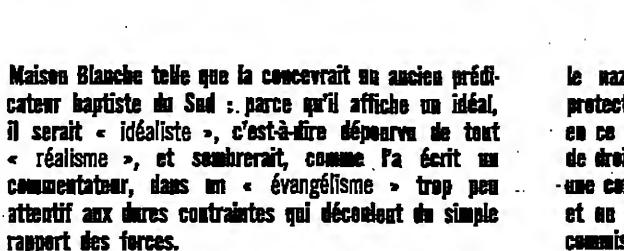


D km Chastill. - 30 km Pari

に重要さ TE FORCY: OKNAIRES **医真**解证证15 177. · 17.5" 246 72 5E DMSES PARTIE MINORILERS

make the second FAMILIAL WHEATTENS WITH LISTS A

DIPLOMATIF DROITS DE L'HON



Bans les deux hypothèses, en cablie que l'irreption des droits de l'homme dans l'aire diplomatique est bien antérieure an président Carter. Dès leur fondation, les Nations unies ont inscrit le respect de ces droits parmi les conditions pouvant contribuer an maintien de la paix. Marie-Pierre de Brissac analyse ci-dessous les efferts de l'ONU en ce demaine, sous l'effet des diverses conceptions prévalant dans trois grands ensembles politiques : l'Occident, les pays communistes, le tiers-monde.

Bien avant que M. Carter n'entreprenne sa carrière politique. l'Organisation des États américains (O.E.A.) possédait sa commission des droits de Thomase, Et. l'Europe, sor les mines accumulées nac.

le nazisme, se préeccupait d'assurer une meilleure protection des droits de ses populations. Elle innovait en ce demaine : allant au-delà d'une simple déclaration de droits, qui risquait de rester théorique, elle adoptait -une convention contraignante, et créait une Commission et un tribunal qui auraient à connaître des violations commises par l'un des Etats signataires. Cette Coureuropéenne des droits de l'homme a ainsi été amenée à se prenencer sur les méthodes utilisées par les ferces britanniques en Irlande da Mard (vair pages 20 et 21).

Plus récemment enfin, à l'époque en M. Kissinger pratiquait sa Realpolitik, la conférence d'Helsinki a consacré aux droits de l'homme une place privilégiée dans les rapports Est-Opest. Lée Hamen mentre ici comment, de fait de l'évolution de l'environnement international, une politique d'équilibre des puissances ne peut plus ignorer les droits de l'homme, pendant que Charles Zorgbihe analyse leur rôle dans les rapports

Ces différents aspects out été traités lors du collegue organisé à Paris par l'Académie diplomatique

internationale (4, bis, avenue Hoche, Paris-8e) et par le Monde diplomatique. Les communications présentées ent suscité un débat animé dent nous publique un bref compte rendu.

Cette gemise en perspective fait mieux ressortir l'inanité de certains commentaires largement répandus. Ainsi, dans la revue Foreign Policy (no 29), le professeur Stanley Hoffmann, passant en revue les principanx chapitres de la diplomatie du président Carter, écrit que « le thème des droits de l'homme est dangereux, difficile à manipuler... ». Pourquoi ne pas en dire antant des SALT, un du Proche-Orient, ou de la politique monétaire? Ces questions là seraient-elles moins < dangereuses > et meins < difficiles à manipuler > ? Comme si le prétendu « réalisme », qui fait fi de tout principe, n'avait pas conduit à des catastrophes. Comme s'il était « irréaliste » de prendre en considération, dans la conduite de la politique étrangère, l respect des dreits que les pays inscrivent dans leur progre Constitution...



40 000 plaintes instance cette année

d'innombrables violations

L'imposture

pseudo-réalisme

De nombreuses démarches out tenté d'accréditer

l'idée selon laquelle les prises de position d

M. James Carter, d'abord au cours de sa campagne

électorale, puis après son entrés à la Maison Blanche,

anyaient introduit le thème des droits de l'homme dans

le champ des relations internationales. Les uns y

voient un moyen de glorifier la diplomatie américaine

qui serait aiusi au service non pas seniement

d'égoistes intérêts nationaux mais de principes

miversels; les antres, et ce sent les plus mambrenx,

en tirent argument pour discretiter l'action de la

d'un

PRÉS la proclamation Palais de Chaillot, le décembre 1948, de la Déclauniverselle des droits de l'homme, et, sur le plan du droit humanitaire, la signature de la quatrième convention de Genève en 1949, on pouvait imaginer, à tout le moins espérer, qu'un dispositif très complet était sur le point d'être mis en place pour la protection des. droits de l'homme (en temps de palx et même en temps de guerre et d'occupation). Ces instruments juridiques, cet engagement moral. étaient le fait de nations qui s'appuyaient sur leur expérience de la deuxième guerre mondiale et sur leur indignation devant les camps de concentration nazis. Mais, par un phénomène redoutable, certaines violations massives des droits de l'homme étaient passées sous silence : camps de travail chez les puissances signataires elles-mêmes, oppression coloniale, abus du capitalisme dans les pays d'Amérique latine et ailleurs, traite des femmes, travail forcé des enfants, etc. Ces problèmes étaient-ils tus parce qu'ignorés, parce que redoutés, parce que mettant trop d'intérêts en cause, parce que la plupart des puissances qui avaient exerce une înfluence au sein du comité de rédaction étaient soit colonialistes. soit autoritaires? On peut penser

international du pays ou territoire dont une personne est ressortissante», pas énorme en avant pour la protection des minorités, pour les mouvements de libération, pour tous ceux qui ne pourraient, pour une raison ou une autre, être considérés comme appartenant à une

Malgré cette formidable mise au clair, on a assisté à la fois à un affinement théorique du contenu et du réseau des pactes, conventions, recommandations concernant les droits de l'homme, et à un échec quasi total de la mise en appli-cation pratique de ces droits. Ce décalage est dû à deux raisons: la première et la plus évidente, est l'extrême susceptibilité des Etats pour tout ce qui touche à leur souveraineté et les garanties que leur accorde à cet égard la charte des Nations unies; la seconde, qui prend de plus en plus d'importance, est la lutte croissante entre groupes. d'Etats pour se servir des droits de l'homme comme d'un facteur de prestige politique et pour en faire (utilement parfois) un des éléments de la politique internationale ou un enjeu diplomatique en hi-

Ces deux types de causalité ont dominé et dominent le champ des relations internationales, qu'elles solent bilatérales ou multilatérales, pour tout ce qui touche à la protection et à la promotion des droits de l'homme et en particulier la pratique de cette « diplomatie par-iementaire » qui caracterise les Nations unles et leurs institutions

Dès la rédaction de la Déclaration universelle, on a vu s'accumuler des difficultés dues à la fois à la méfiance de certains pays et à la concurrence des deux blocs pour

Aux Nations unies: la distance entre la pensée et l'action

Par MARIE-PIERRE DE BRISSAC *

mettre en vedette les droits qu'ils estimaient les plus représentatifs et les mieux servis par leur système politique. Si certains nuages purent étre dissipės — ainsi aucun présupposé religieux ou matérialiste ne figure dans le préambule, — si l'ampleur des droits énoncés était. sans précédent, le texte n'en parut pas moins amputé des pactes qui devalent organiquement, l'accompagner et du protocole fixant les mécanismes d'application. En outre les Soviétiques demeuraient réticents, et le tiers-monde, mai représenté dans les discussions, sceptiques. Il fallut dix-huit ans à la commission des droits de l'homme pour aboutir à l'adoption par l'Assemblée générale, en 1986, des pactes internationaux relatifs aux droits de

sévères discussions sur la place engagé: avait prévalu sur les réti-Etat défendait non seulement sa souveraineté, mais les droits qui

La nouvelle procédure

DOUR compliquer encore ces transactions si difficiles au niveau des formulations, une nouvelle préoccupation vint s'ajouter à celles qui animaient chaque groupe de pays : la discrimination raciale. Non que l'on ne s'en fut préoccupé auparavant. Mais dans les années 60, l'arrivée en masse des nouveaux Etats indépendants aux Nations unies projeta ce thème sur le devant de la scène internationale. En 1962 puis en 1963, l'Assemblée générale invita la commission des droits de l'homme et la souscommission à préparer « en priorité absolue » un projet de convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Pour une fois, on alla vite. Adoptée en 1966, la convention fut ratifiée en 1969. Elle était en outre dotée d'un mécanisme d'application assez « avancé », puisqu'elle instituait un « comité pour l'élimination de la discrimination raciale» doté du pouvoir d'examiner non seulement les rapports des Etats, mais les plaintes individuelles... si l'Etat en cause reconnaissait sa compétence. Mais pas plus ce comité que les innombrables résolutions de l'assemblée concernant l'apartheid et le lancement, en 1971, d'une « Décennie de lutte contre le racisme et la discrimination raciale, ne purent diminuer effectivement la distance entre la pensée et l'action.

l'homme. Encore y avait-il eu accorder aux droits économiques sociaux et culturels qui, sous l'influence de l'Union soviétique, firent l'objet d'un pacte séparé, articulé sur le pacte relatif aux droits civils et politiques, de telle sorte que les uns et les autres se conditionnent mutuellement. Mais le débat le plus chand avait porté sur l'inclusion du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Ce principe politique devint finalement l'article premier de la première partie du pacte international relatif aux droits civils et politiques. L'influence des pays en voie de développement et du processus de décolonisation déjà cences des pays occidentaux : chaque correspondment le plus aux besoins et aux aspirations de sa partie du

Il en fut de même pour les

groupes d'enquête que la commis-

sion constitua pour s'informer sur

des situations ponctuelles relatives

aux droits de l'homme. Constitués

de quelques experts — qui étaient

en même temps membres de la

commission et donc représentants

de gouvernement, ce qui jetait un

doute sur leur « objectivité », ces

groupes, invités successivement à se

préoccuper des droits de l'homme en

Afrique du Sud, en Namible, en

Rhodésie du Sud, dans les terri-

toires alors sous domination portu-

gaise, l'Angola et le Mozambique

puis au Proche-Orient et au Chili

ne purent mener leurs travaux

réeliement à bien. Non seulement

parce que, pour des raisons et dans des contextes différents, ils ne

purent collaborer avec les gouver-

nements en cause, mais aussi parce

que cette manière de procéder au

coup par coup, sans règles de pro-

cédures fixes, manquait de crédi-bilité Si la « désoccidentalisation » des

droits de l'homme, avait à partir

de 1960, réveille les Nations unies

de leur sommell dogmatique, en

contrepartie elle evait dévalorisé.

aux yeux des Occidentaux, l'ins-

trument qu'ils dominaient autrefois et qu'ils accusaient à présent de

a politication ». Pendant ce temps,

et dans ce climat de méfiance réci-

proque, le nombre de plaintes.

baptisées pudiquement « communi-

cations », adressées aux Nations

unies allait croissant. Celles-ci

étaient sans cesse saisies de viola-

tions de droits de l'homme qu'elles

luttes d'influence par la « procédure 1503 ». Le 27 mai 1970, en effet, le Conseil économique et social adoptait une résolution qui autorisait la sous-commission des droits de l'homme à former un groupe de travail chargé d'examiner toutes les communications « qui semblent révéler un ensemble de violations flagrantes et systématiques » des droits de l'homme, d'où qu'elles viennent, c'est-à-dire non seulement des victimes, mais « de toute personne ou groupe de personnes qui a eu une connaissance directe et sure desdites violations ». C'était, pour la première fois, donner au droit de pétition individuelle une véritable dimension C'était aussi permettre aux organisations non gouvernementales d'être

réellement entendues lorsqu'elles font

rapport sur des violations.

ne pouvaient, « de jure », traiter

Une brèche pourtant semble être

ouverte depuis quelques années dans

le lacis des souverainetés et des

effectivement.

· Il est trop tot pour mesurer encore les conséquences de cette nouvelle procédure. Les réunions de la souscommission ont lieu- une fois l'an et le cas d'un certain nombre de pays a déjà été examiné. Sans doute est-ce à huis clos et dans un esprit de conciliation vis-à-vis de l'Etat incriminé. Sans doute échappent à cette procedure toutes les « violations hors plainte ». Sans doute la sanction encourue n'est-elle que politique et morale. Mais le rapport de la sous-commission, pour prident et discret qu'il soit, reste la seule passerelle internationale jetée entre l'idéal et son application. Et quarante mille plaintes attendent cette années aux Nations unies.

FONDATION DE L'ÉCOLE INTERNATIONALE DE GENÈVE

LA GRANDE-BOISSIERE

aussi que les borreurs du récent

conflit avaient effacé dans les

espriis celles de la paix qui l'avait

precedé. Toujours est-il qu'en 1948, la communauté internationale était,

pour la première fois de son his-

toire, en possession d'une formu-

lation universelle dont le texte

stipulait qu'en ce qui concerne les

droits de l'homme, ail ne serait

fait aucune distinction fondée sur

le statut politique, juridique ou

62, route de Chêne 1208 GENEVE (Suisse) Tél.: 022.36-71-30

LA CHATAIGNERAIE 1297 FOUNEX (Vaud) (Suisse)

Tél.: 022.76-17-76

BACCALAUREAT INTERNATIONAL

Maturité fédérale suisse - Baccalauréat français Internat et externat pour filles et garçons Sports d'été et d'hiver

Lire pages 18 à 21 :

PAGES 18 et 17: Les rapports paneuropéens, détente et compétition idéologique (Ch. Zorgbibe). — L'ambiguîté du débat entre réalisme et idéalisme (A. Meininger). — Les limites du double langage (C. J.). — Equilibre des puissances et droits de l'homme (L. Hamon).

PAGES 20 et 21 : Les droits de l'homme dans la guerre civile en Irlande du Nord: le jugement de la Cour européenne (A. H. Robertson). — Le rôle de la Cour européenne (R. Palloux). — D'un ghetto à l'autre [D.C. Valayer].

L'Acte d'Helsinki et ses diverses interprétations

Les rapports paneuropéens : détente et compétition idéologique

dentaux est, depuis la fin du second l'Union soviétique dans le concert des pulsaances, de dépasser l'hétéronénationale provoquée par la grande fracture d'octobre 1917. De fait, l'évolution des rapports Est-Ouest au début des années 70, sous l'aiguillon de la nouvelle - ligne - diplomatique des Etats-Unis, a laissé présager la substitution — pour reprendre 'la typologie du Morton Kaplan (1) - au - système bipolaire souple - d'un - système d'équilibro des puissances », c'est-à-dire la fin du monde bipolaire et le retour au modèle de l'équilibre cher au dixneuvième siècle.

L'évolution vers un système international homogène regulert une véritable désafiliation idéologique : ce que demandent, en demière analyse, les Occidentaux aux dirigeants soviétiques, c'est leur renonciation au messianisme révolutionnaire, à une idéciogle à vocation universalle. Mais comment renoncer à une idéologie à vocation universaile sans renoncer au pouvoir dont elle est la source de légitimité? Le retour au « concert des pulssances » serait donc lié à une modification de la structure du pouvoir au sein des Etats socialistes, à une ouverture du pouvoir sur l'ensemble des gouvernés. Evolution difficile, mais non impossible; que la diversification des structures sociales, la différenciation croissante des fonctions provoquent la fragmentation de l'idéologie dominante en autant d'Interprétations qu'il y a de groupes dans la société et, finalement, sa réduction à un ensemble de grands pritcipes qu'à défaut d'une véritable démocratisation, une pluralisation du pouvoir érode le modèle monolithique des structures partisanes, qu'un « eurocommunisme - original s'affirme dans l'attachement à la démocratie pluraliste et à la défense de toutes les libertés et qu'il prenne, à l'Est, cette valeur exemplaire que les dirigeants du cemp socialiste redoutaient dans le « printemps de Prague . : ce scénario apparaîtra, des lors, moins irréaliste à côté de deux directement coulés dans

Si l'on parle sur la détente, encore faut-il qu'elle constitue un progrès au niveau des hommes, des sociétés, des idées : ici intervient l'exigence d'une détente à dimension humains, susceptible de procurer des bienfaits réels aux peuples est-européens. A cet égard, une utilisation tactique de l'Acte final d'Helsinki est vite apparue possible le 9 octobre 1975. le comità Nobel de la paix du Parlement norvégien, après avoir rappelé que - le respect des droits humains et des libertés fondamentales a été reconnu par les signataires d'Heisinki comme *« un facteur important* pour la cause de la paix, de la justice et du bien-être (-...) non seviement pour eux-mêmes mais pour toutes les nations du monde », estimait qu' « en des termes plus vigoureux que d'autres, André Sakhatov nous a mis en garde contre le fait de ne pas prendre au sérieux ces principes - et qu'il s'est ainsi piacé au premier rang de ceux qui s'efforcent de faire de l'Acte d'Helsinki « une vivante réalité »...

il est vial que ces perspectives nouvelles ne sont pas toujours perçues par les gouvernants occidentaux. Ainsi le thème de la « détente idéologique ». avancé par le président français lors de son voyage à Moscou en octobre 1975, et souvent repris par la suite maigré son insuccès, ignore-t-il la conception soviétique de la coaxistence, la dualité de la - ligne - soviétique, la rigoureuse séparation de la cohabitation des Etats et du développement de la lutte sociale. Sans doute appartient-il aux Etats occidentaux d'opposer aux puissances de l'Est leur propre définition des « réalifés politiques » et leur propre conception des rapports Est-Ouest, Mais les rapports pacifiques entre Etats réglés à Helsinki, les principes paneuropéens ne dolvent-lis pas permettre, de la part de l'Occident aussi, le développement de la confrontation au niveau des sociétés en une même compétition pacifique pour la démocratie — cette voie du combat idéologique transnational explicitement cholsie par certains des cheis de gouvernement ouest-européens présents au sommet > d'Heisinki, tels que MM. Olof Palme et Bruno Kreisky?

Pour une libre détermination du citoyen européen

E thème de la « diffusion de l'in-Li formation - est apparu. dès les appels des Etats membres du pacte de Varsovie et les réponses du conseil atlantique, comme l'un des secteurs les plus sensibles des négociations paneuropéennes.

les matrices léninlennes.

Deux conceptions de la circulation de l'information ont été longuement confrontées. A la vision - protectionniste » des pays de l'Est — qui met-

talent l'accent sur l'échange d'informations organisé entre Etats, sur la responsabilité sociale des mass media sur l'orientation sociale de l'Information - les Etats occidentaux ont Inlassablement opposé le droit Imprescriptible de l'individu à l'information. la nécessité de reconnaître aux movens d'information de masse une fonction

critique indépendante, l'intérêt pour la

Par CHARLES ZORGBIBE '

libre circulation de l'Information dans

pants sont fort clairs : fáciliter - /a l'information imprimés, filmés, radiodiffusée et télévisée; encourager la cooperation entre organes d'information de masse et les contacts entre lournalistes : améliorer les conditions de travail des journalistes - Ici, les principes d'action sont, en outre, énoncés

avec précision (visas à entrées sortles multiples, permis de sejour...). Sans doute, la coopération dolt-elle se développer dans le plein respect des - principes régissant les relations mutuelles des Etats participants . mais ces principes, loin de constiluer autant de remparts protecteurs de la souveraineté, incluent celui du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Ainsi peut-on considérer que les mesures de la « troisième corbeille . en concourant à la libra détermination des citoyens européens. donnent son assise sociologique au principe de changement pacifique que négociateurs occidentaux on t réussi à préserver, à l'encontre de la thèse est-européenne d'une négociation Ilmitée à la reconnaissance de l'ordre établi en Europe.

Controverses sur l'application de l'Acte final

ES Etats socialistes procèdent, L cependant, à leur propre lecture des principes paneuropéens. Démarche facilitée par les conditions particulières du dialogue paneuropéen : la conférence sur la sécurité et la coopération ne couvait miraculeusement lever les ambiguités juridiques préexistantes et les divergences politiques de fond : les concessions consenties par les Etats de l'Est dans le domaine humanitaire ont souvent eu pour contrepartie l'atténuation de la précision des textes : la règle du consensus a conduit les Etats parties à utiliser un vocabulaire commun qui vise des réalités différeates. Ainsi la « diffusion plus libre et plus large de l'information de toute nature » (paragraphe 6 du mini-préambule sur l'information) n'est acceptable à l'Est que s'il s'agit d'une information contribuant, solon la conception subiective du monde socialiste, au « déveioppement de la conflance entre les peuples - (paragraphe 2 du minipréambule).

Au demeurant, des gouvernants habitués au développement sur deux plans consiblement différents des règles statutaires et de la pratique quotidienne de leurs régimes ne pouvaient pas ne pas réintemréter l'Acte final à la lumière de leurs dogmes fondamentaux. Une double hiérarchisation des normes oriente donc leur lecture de l'Acte d'Helsinki. D'une part, la primauté de la « première corbeille » sur les deux autres : les dix principes, régissant les relations mutuelles des Etats participants constituent le noyau de l'Acte final et son but fondamental (2); lis forment en outre, un droit immédia-

* Professeur aux universités de Paris-Sud et de la Sarre, maître de conférences

tement applicable, par opposition aux autres dispositions dont la concrétisation serait subordonnée à la conclusion d'accords bilatéraux ou multilatéraux. D'autre part. l'introduction d'une hiérarchie au sein même des dix principes : cinq principes doivent être considérés comme fondamentaux (égalité souveraine, non-utilisation de la force, inviolabilité des frontières, non-ingérence, autodétermination des peuples), clnq autres peuvent connaître des restrictions — tel le respect des droits de l'homme, du fait de la compétence étatique, sauf violation desdits droits à même de menacer la paix, notamment dans le cas... d'apartheld. Interprétation extensive du princips de noningérence : un journaliste de la première chaîne ouest-allemande est expulsé de Berlin-Est, car ses critiques à la R.D.A. sont considérées comme une immixtion dans les affaires internes de ce Etat. Interprétation restrictive des droits de l'homme : les déclarations faites lors de son séjour en R.F.A. valent au chansonnier Biermann de perdre son droit de retour an R.D.A. - atteinte manifeste au droit de libre circulation.

Ces divergences d'interprétation éclairent les controverses sur l'application de l'Acte final (3). Première controverse, dès les lendemains du sommet = d'Helslnki : les régimes de l'Est, qui ont reproduit l'Acte final in extenso dans leurs principaux journaux, reprochent à la presse occidentale de s'être contentée de la diffusion d'extraits - au vral, la longueur du texte posait des problèmes techniques aux journaux occidentaux qui restent des entreprises privées : et la diffusion de l'Acte final à l'Est semble avoir perdu en dynamisme depuis la montée des mouvements de contesta-

nente, sur le brouillagé des radios étrangères — que l'Acte final n'a tralté que de laçon oblique (« Les Etais participants prennent note de l'élaroissement de la diffusion de l'information rediodiffusée et expriment l'espoir ce processus se poursulve de sorte qu'il réponde à l'intérêt de la compréhension mutuelle entre les peuples ainsi qu'aux buts énonces par cette conférence ») : l'Occident considère que la poursuite du brouil lage porte atteinte au droit fondamental de l'individu à l'information; l'Est justifie son action en dénonçant la ... Doiiution - idéologique qui serait le fait des stations émettant à destination de l'Europe orientale, ces « reliques de la querre troide ». Troisième controveise, sur l' - asymétrie des échenges * : selon les régimes socialistes Il y auralt entre les informations distusées à l'Est sur l'Occident et à l'Ouest sur le monde socialiste auropéen un déséquilibre non seulement quantitatif (l'intervision socialiste et l'eurovision occidentale font respectivament appel, selon l'UNESCO, au matériel d'information de l'autre organisation, dans une proportion de cing à un), mais aussi qualitatif (l'Information occidentale sur les mouvements de dissidence de l'Est européen constituent une véritable « désinformation »...). Plus généralement, les effets directs de l'Acte final sont à l'heure du rendez-vous de Belgrade, diversement appréclés : la diffusion des journaux occidentaux à l'Est ne semble quère meilleure qu'avant 1975 — maigré les statistiques produites par les pays socialistes; et si les conditions de travail des journalistes semblent avoir été assouplies - particulièrement en U.R.S.S. et en R.D.A., - ces progrès demeurent limités, dans la mesure où les correspondants doivent rechercher l'information dans les agences officielles et la présenter à leurs lecteurs en évitant le « sensationnel •

tion. Deaxlème controverse,

DIPLOMATIE ET

Reste que les gouvernants de l'Europe de l'Est n'ont pas le monopole de l'Interprétation de l'Acte final : l'amplification des phénomènes de - dissidence - révèle l'imption des peuples dans le concert paneuronéen et l'attachement des gouvernés à ces libertés fondamentales trop facilement qualifiées de « formelles » par les directoires du monde socialiste.

(1) Morton Kaplan, System and Process in International Politics, Wiley. New-York, 1967. (2) Cf. par exemple, l'entretien accordé par le secrétaire général du S.E.D., Erich Houecker, à la Saardrücken Zeitung des 19, 20 et 21 février 1977. (3) Victor-Yves Ghabali, c le Bilan intérimaire de la C.S.C.B. à la veille de Belgrade ». Politique étrangère, 1977

.

4

A STREET

4

4 4: 4: 4: .

٠:: : ١:٠٠

4 Han : 11:4

• • • • •

* * * * * * * * *

•••

· · - - <u>·</u>

4 politique cari. une d'un pays a se

a lass promoter : cone ace contibi the meme des representes, ne fut-ce que

belong leven tile coperation de

pepulent trob cé. 2004 ét 1000 metradou papulent péritus-1150 eppenient

A habit de l'intere national s'etend din

A selement a la principal service de l'Est

designation of the property of the second of

A Manual Tos dem : C. S. 157 Sectionarios Ca.

Meridul dn.!! u sinester tat jest fat.

Hills, avant que à avair tousne le por Miller modificie : cccidentales, in second inte

Algoritation : constitution de la resident de la re

Manufaction of the contract of the formula of the f

Spinerie a l'authore des purssances

The do l' bat l'ast turativo. La plus grand

The de source of the second of

de la soutien de l'apinion interieure de per le par de pointaire de per le partir de per le partir de per le partir de per le partir de la partir del la partir de la partir de la partir de la partir de la partir d

genatif rentien sen stieries experiente.

4 de sourien de l'apinion interieure der

se cara dionicia di la consimila de la consensa de

ethere langtemp, tette importance d

griefielle elle companent tonter le

ete cruençment punies de lev

the day i que d'avair touzhe a l'un

de l'esonem: dene des citayens

Le principal défi lancé à l'ensemble des démocraties

A la suite de la présentation des divers rapports, le colloque s'est terminé par un débat général à la faveur duquel certains principes ont pu être précisés. Voici un bret compte rendu de cette discussion

I l'on excepte dans l'histoire contemporaine les envolées messianiques révolutionnaires de la fin du dix-huitième siècle (caractère universel du message proclamé tant par Jefferson que par les révolu-tionnaires français, comme l'a rappelé Claude Julien), ou plus tard les

appels anti-esclavagistes des abolitionnistes du milieu du dix-neuvième siècle, les droits de l'homme sont une préoccupation relativement peu encombrante sur la scène internationale. Il faut attendre la critique radicale et active de la politique d'équilibre des puissances et le désir d'un Woodrow Wilson de faire concorder ordre national et ordre international pour que les droits fondamentaux de la personne hu-maine s'inscrivent d'une façon discrète et temporaire dans les activités des chancelleries. Encore est-ce une fausse entrée, puisque les camps soviétiques et nazis sauront venir à bout des scrupules humanistes des

occidentaux.

Par ALAIN MEININGER

Englué dans l'hypotrisie, paralysé par ses contradictions, le grand débat est cependant lancé, et 1948 est l'année de la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui situe le problème moins à l'échelon des politiques étrangères quotidiennes qu'à celui de la diplomatie

* Assistant à la faculté de droit de

parlementaire, reflet institutionnel des aspirations éthiques, politiques et juridiques de la seconde moitié de ce siècle. La garantie n'était du reste pas à toute épreuve ; et Charles Zorgbibe de souligner la possibilité d'une Realpolitik des organisations internationales, comme l'ONU en a montré l'exemple par son inertle dans l'affaire de la sécession bia-

L'ambiguïté du débat entre réalisme et idéalisme

On assiste néanmoins, au plan des idées, comme le notait également Charles Zorgbibe, à une vaste partie de ping-pong. L'Occident pluraliste terre de naissance des grandes idées humanistes et patrie des droits de

l'homme, s'en voit dépossédé au profit de l'Est qui surenchérit avec les droits socio-économiques, tandis que, queiques années plus tard, le tiers-monde s'empare du tout pour alimenter la bataille de la décolonisation puis celle du développement. Dans ce contexte, la nouvelle politique étrangère du président Carter dénonçant à l'Est comme au Sud (l'universalité est en ce domaine. plus que l'efficacité, la condition d'une crédibilité) les entorses infligées aux principes de 1948, est intéressante à un double titre. Sur le fond, les Etats-Unis redécouvrent leur longue tradition idéaliste, tou-

Une nouvelle dimension

de l'intérêt national

ÉQUILIBRE DES PUISSANCES ET DROITS DE L'HOMME

Par LEO HAMON *

A place qui doit être réservée, dans la politique étrangère des différents Etats, à la défense des Lroits de l'homme au-dela même des frontières nationales renouvelle l'éternelle controverse sur les réalités et les

* Professeur à l'université de Paris-I, ancien

finalités de la politique, faisant naturellement référence oux doctrines et aux traditions : < idéalisme > ou < réalisme > ?

Aux Etats-Unis, la tradition dominante s'affirme « idéaliste » : l'Amérique agit pour le bien commun, les grands principes, les libertés fondamentales des hommes et des peuples : Woodrow Wilson durant la première guerre mondiale et, d'une certaine manière, Roosevelt pendant le seconde, le président Carter aujourd'hui, invoquent cette tradition. Elle a été critiquée par une ôcole « réaliste » dont le professeur Morgenthou est probablement le théoricien le plus conséquent, mais l'ambassadeur Kennan et M. Kissinger lui-même y ont, de manière différente, contribué : derrière des affirmations idéalistes se dissimulent le plus souvent, disent-ils, des intérêts nationaux; autant nous en rendre compte et servir ces intérêts naturels avec franchise et mesure à la fois; la paix sera mieux assurée par des compromis procurant un équilibre délicat que par des prédications menant à des croit La politique française, elle, a très souvent dans le passé mis l'accent sur les grands principes (e la France hier soldat de Dieu, aujourd'hui soldat de l'humanité », disait Clemenceau en 1918), mais depuis elle a tenda à reconnaître une place plus grande aux intérêts nationaux : de Gaulle n'y o-t-il pas vu la réalité sous-tendant bien des idéologies? Et sons doute faut-il distinguer, pour tous les pays, entre la présentation d'une politique, qui fait volontiers une grande place à l'idéalisme, et les démarches effectives, qui sont le plus souvent marquées par des préoccupations

plus réalistes. Mais on ne peut non plus séparer entièrement la forme et le fond : l'expression n'est-elle pas elle-même une réalité en ce temps de guerres psychologiques et de

constants appels à l'opinion? La Charte des Nations-Unies, de son côté, bien loin de faire un choix, affirme en termes contradictoires les deux thèses : d'une part, selon l'article 2, « L'ONU est fondée sur le principe de l'égolité souveraine de tous les membres; aucune disposition de la présente Charte n'autorise les Nations unies à intervenir dons les affaires relevant essentiellement de la compétence nationale »; mais, selon l'article premier de la même Charte, '« il entre dans les buts des Nations unles d'encouroger le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous ».

Force de l'Etat

et environnement international

A Déclaration universelle des droits de Le l'homme consacre, dans son article 18, « la liberté de pensée, de conscience et de religion »; l'article 19 : « la liberté d'opinion, qui implique le droit de chercher, de recevoir et de répondre sons considération de frontière les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit » : à quoi l'article 20 ajoute la liberté de réunion et d'association pacifique; mois l'article 22 affirme encora

le droit « à la sécurité sociale, à la satisfaction des droits économiques, sociaux et cuiturels indispensables à la dignité et au libre développement de la personnalité, au libre choix de son travail; à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage » : en somme, le droit des citoyens aux bénéfices d'une économie prospère.

Comment exiger l'application de l'article 22. qui présuppose un état heureux de l'économie? Mais peut-on se montrer exigeant sur les articles 18 à 20 en étant plus discret sur l'article 22?

À un extrême se situe l'attitude considé-

ront qu'il s'agit là d'affaires domestiques dans lesquelles les Etats êtrangers ne doivent par entrer ; à l'extrême opposé, on affirme le droit et meme le devoir d'intervenir - ostensiblement, diplomatiquement, par injunctions oux formes variées et par voie de sanctions reux : à la limite, on agira à force ouverte par blocus, ou plus directement encore. Tenant la première attitude, la France se prononce pour le maintien de la Grèce (sous le régime des colonals) dans le Conseil de l'Europe; à l'opposé, M. Mitterrand annonçait que s'il arrivait au pouvoir il romprait les relations diplomatiques avec le Chili. La réalité exclut en fait le jusqu'au-boutisme dans l'une ou l'autre tendance ; s'il fallait rompre les relations diplomatiques avec tous les pays ou les droits de l'homme sont méconnus, avec sales dans bolisters extensents on te sales dans distance is chartenes on te sales dans distance is constitued intelient combien de membres de l'ONU resterait-on en rapports?... Sans doute mains du tiers!

ひきごてもか。

dipants brenne th: ≤0 .3 g ...

1 94 - 782272 ביים ביוטהסוני

#. 75 Q. '5...

poste attaine

್ಷಣದ್ವೇದಿದ್ದ ಕ್ಷಣ್ಣ /

805 801 20 gr

48 × 128111111

(CPS Chart .

MB3(3: - -

gegi d -----

1.07 2.7

27: T. 5 ·

422 ICT. .

Mara Sameran

1. 5....

graid to ا ، حجارتها

15 - F3 5 * Et T1 : *:

PATE TO THE

"全" " 。 " 1.5 6:162 45 :TT:

4 11 2 11 1

ALC: PT 11

4

建

... # · ·

5 18-18 14 6

9 161 152 c - 3

5.3.5-1

= : : :

. .

· • • • •

• • •

3 22*/2*2--

いばらに コレジ

jours sous-jacente même si elle fut souvent dévoyée. En bouleversant d'autre part le ronron confortable de tous les acteurs de la scène internationale (organisations comme Etats), ils renouent en la forme avec les modes d'action des messianismes révolutionnaires de la fin du dix-huitième siècle.

Rapports de type institutionnel apparus tardivement ou dans des cadres régionaux, rapports de type relationnel, chronologiquement les plus anciens mais récemment resurgis; la dichotomie restait de façon

L'inévitable pragmatisme

I INTERFERENCE de la donnée spirituelle des droits de l'homme avec les contraintes d'une scène internationale qui n'est qu'un gigantesque reseau de disparités sans cesse en cours d'ajustement oblige toute action qui se veut efficace dans ce domaine à prendre en compte ces lesequilibres contingents ou structurels. Au cours de la discussion, un des intervenants devait du reste souligner la parfaite contradiction entre certains droits proclamés comme sacro-saints par l'Occident marxiste ou libéral et des traditions culturelles divergentes mais issues néanmoins de civilisations souvent millénaires.

Face à ces violations commises en toute bonne conscience (exemple des droits de la femme en pays musuiman, mais aussi en Occident), n'était-il pas opportun d'affirmer avec vehémence, comme le fit l'un des participants l'existence d'une nécessaire hiérarchie des droits, le droit à la vie, à l'intégrité physique et psychique conditionnant l'exercice de tous les autres? Certes a la vie

latente au centre du débat opposant l'action des organisations à celle des Etats. Si l'on ajoute l'importance croissante prise par les droits de l'homme dans le tissu déjà complexe des relations inter-étatiques et soulignée par certains participants, on mesure alsément l'ampleur nouvelle prise par le phénomène. Faut-il en conclure qu'en conquérant un droit de cité international, les droits de l'homme se banalisent ou qu'au contraire ils relèvent d'un impératif catégorique, qui doit, pour triompher, souffrir un certain pragmatisme dans son application?

établit des hiérarchies », devait répondre M. Léo Hamon, mais l'échelle de valeurs occidentale n'est pas forcément celle d'autres civili-sations. Et l'ancien ministre d'ajouter que, pour des raisons de prestige, voire de standing, « il est respectable de vouloir paraître accepter le code occidental même s'il n'est pas praticable chez soi ».

L'occasion était ainsi offerte de se demander si l'adjonction dans la déclaration de 1948, puis dans les deux pactes de 1966, aux libertés formelles de la démocratie bourgeoise, des droits socio-économiques de la démocratie marxiste (ces derniers supposant, comme l'a souligné Marc Schreiber (1), un niveau minimum de développement) n'a pas eu pour conséquence d'affaiblir les premières et peut-être l'ensemble.

Hiérarchie des droits, mais également hiérarchie des actions en faveur de ceux-ci. M. James Carter peut-il agir par les mêmes moyens et obteles mêmes résultats avec un autocrate de république tropicale dont le régime est né et ne tient

que par l'aide des Etats-Unis et avec les grands partenaires-adversaires marxistes? Au-delà de ce problème d'efficacité se profile celui de la responsabilité des puissances occidentales tant à l'égard des Etats qui se situent bon gré mal gré dans leur mouvance économique et politique qu'à l'égard des pays qui se réclament de valeurs radicalement opposées.

Il ne faut pas en conclure pour autant que l'étanchéité politique de ces régimes interdit toute prise à l'action du camp occidental. La subtile dialectique de la « détente » suffirait à prouver le contraire. Mais la différenciation des types d'action possibles conduit inévitablement à la dichotomie Realpolitik-Idéalisme L'idéalisme pur peut-il simplement exister? Certains intervenants (Claude Julien, Charles Zorgbibe) l'ont contesté, arguant sinon de l'inexistence, du moins de l'impos-sibilité d'isoler le pur combat moral, l'action politique uniquement moti-vée par la scule défense des valeurs, indépendamment de tout avantage concret, réel ou virtuel, proche ou qui pourrait en résulter. Mais, au-delà de ce problème, n'en arrive-t-on pas trop facilement à la tentation de nier toute trace d'idéalisme sous le prétexte qu'il peut toujours être dans la pratique relié à des intérêts matériels? Le soutler plus largement promis que dispensé par les dernières démocraties d'Europe aux républicains espagnois ou à la Tchécoslovaquie et à la Pologne agressées dans l'immédiat avant guerre, l'engagement des Etats-Unis aux côtés des démocraties pendant et après ce même conflit ne peuvent-ils pas être analysés autrement qu'en fonction d'une volonte cynique de se créer un environnement international favorable? Ce besoin d'être

entouré d'un certain nombre de par-

tenaires qui adhèrent à des valeurs

communes peut du reste être présenté

Carter ait choisi de les faire figurer dans

la panoplie de ses instruments diplo-

matiques? Comment apprécier l'oppor-

tunité et le degré des initiatives qu'il a

prises dans ce souci? Autour de ces

deux questions, la discussion est

ouverte non seulement aux Etats-Unis

mais ailleurs dans le monde, et par

exemple au Conseil de l'Europe, qui,

sur ce thème, a procédé à des échanges

de vues avec des pariementaires extra-

Mais un fait paraît acquis : comme

l'ont rappelé le président de la Répu-

bilque française et divers' chefs d'Etat.

le problème des droits de l'homme est

désormals entré; de plain-pled, dans le

champ des relations internationales.

Historiquement, avec l'évolution, des

sociétés et des structures des Etats, le

eb èsses a'n elismolqib al ab eniamob

s'élargir pour faire une place crois-

eante à l'économique, au scientifique,

au militaire, au culturel - mais aussi

pour obtenir, au-delà de l'avis des

experts. l'adhésion des citoyens à des

initiatives diplomatiques dont la réus-

site ou l'échec peut renforcer ou, au

contraire, ébranier le régime. Désor-

mais, toute la gamme extrêmement

diverse des activités humaines contri-

bue à tisser la tolle complexe des

relations entre peuples, entre sociétés,

européens..

entre Etats.

comme une espiration idéaliste. Dans son discours prononcé en décembre son discours prononce en décembre 1975 devant les ambassadeurs américains réunis à Londres (affaire Sonnenfeldt), M. Henry Kissinger évoqualt le risque pour son pays de se trouver dans un monde à densité communiste croissante où les Etats-Unis seraient une ile qui cultiverait ses propres valeurs, manipulant différents centres de force marxistes les uns contre les autres en recon-rant à une politique impitoyable d'équilibre des forces. Les États-

Unis pourraient probablement sur-vivre à cette situation mais, ajoutait le chef de la diplomatie américaine,

nous aurions perdu les fondements moraux sur lesquels nous avons bâti notre action pendant toute notre histoire.

L'expression de ces préférences de structure se retrouve en matière institutionnelle. L'action de Wilson en faveur de la Société des Nations peut à la limite être uniquement présentée comme la tentation pour les Etats-Unis de modeler à leur image la scène internationale sur laquelle ils espéraient se projeter, posant du même coup la question grave et trop peu étudiée de l'adéquation institutionnelle entre ordre interné et ordre international.

Intérêt égoiste bien compris ?

O UELLE que soit l'importance du danger d'autodestruction de l'espèce par aveuglement ou dégènérescence que porte en elle la Realpolitik traditionnelle (Marc Schreiber), et même si l'idéalisme n'est souvent que la poursuite à d'un intérêt égoiste compris ou tout simplement l'expression d'un instinct vital, il semble impossible de confondre les deux valeurs bien que les apparences solent ambivalentes. Est-ce d'ailleurs un vrai problème ? Importe-t-il vraiment aux torturés d'Amérique latine. aux enfants martyrs du Biaira, aux internés psychiatriques des banlieues de Moscou ou aux bagnards de la Kolyma, de savoir quelle est l'étiquette savante posée sur les actes qui mettront fin à leur calvaire? Mais il existe un risque; celui de voir l'action en faveur de la dignité humaine sombrer au niveau des marchandages politico-économiques les plus sordides; celui d'oublier qu'en ravalant systématiquement les

droits de l'homme au niveau des

ventes de soja ou de roulements à billes on les affuble d'un insupportable caractère contingent et relatif. Car, par leur absolu, par leur universalité, les cris des victimes de toutes les oppressions nous interen tant que citoyens ou nationaux d'un Etat ensuite. Ils nous imposent de rester vigilants et intransigeants sur les principes, même si les moyens d'action sont partiels, limités, parfois inefficaces. Pour éviter que les Etats qui portent le flambeau n'y perdent leur légitimité, que les individus et les nations n'y perdent leur honneur et leur relson d'être, pour éviter enfin que ce vingtième siècle qui se flatte d'être un sommet jamais atteint dans la satisfaction des aspirations au bonheur de l'humanité ne soit pour les générations futures que le temps du mépris.

ALAIN MEININGER.

(1) Ancien directeur des droits de l'homme aux Nations unies.

L'action diplomatique peut-elle violer les lois de la souveraineté interne?

Les limites du double langage

LORS que la sauvegarde de la liberté individuelle (dans notre pays) est une betaille constante (...) notre plus grande vertu, notre foi en la liberté individuelle d'expression, ne lait pas partie intégrante de notre politique étrangère. (...) La vigilance dont nous faisons prouve chez nous (pour protéger les droits de l'homme) s'arrête à nos frontières et nous soutenons en fait, avec notre ergent, certains gouvernaments a a l créent des toris beaucoup plus graves que ceux contre lesquels nous nous battons chez nous. (._) Pendant que nous déployons nos énergies pour rester libres, nous permetions à notre gouvernement (...) de nous présenter à l'étranger comme peu concernés par le sort d'individus que persécutent des quuvernements répressifs. •

Voltà dix-huit mois que, le 14 octobre 1976, cas propos ont été publiquement tenus à New-York par M. Robert L. Bernstein, président de la grande maison d'édition Random House. C'était moins de trois semaines avant l'élection du président Carter, qui, des son entrée à la Malson Blanche, devait prenore, en faveur de la défense des droits de l'homme, diverses mesures, les unes discrètes, les autres plus spectaculaires, dont il serait superflu d'évoquer ici le détail.

En fait, l'action du président Carter en ce domaine ne relevait pas exclusi- " vement de sa propre initiative. Elle traduisait en gestes politiques les aspirations profondes de personnalités indépendantes, de membres du Congrès comme le représentant Donald M Fraser (1), et de nombreuses organisations privées qui, depuis très longtemps. avec d'inégales tortunes, se consacrent à la défense des droits de l'homme.

Dans comblen de pays les citoyens pourralent-ils souscrire aux propos du président de Random House? Car. à de très rares exceptions près, les régimes en place se croient tenus de proclamer leur respect des droits de

des citoyens. Et pourtant, trop souvent, de prétendues contraintes, insuffisamment analysées, très approximativement définies, sont invoquées dans une malhabile tentative de justifier de graves entorses aux principes soiennellement inscrits dans de nombreux documents nationaux et internationaux. Le fait est que, trente ans après l'écrasement du nazisme, certains de ses concepts et de ses plus hombles méthodes répressives sont largement répandus de par le monde. A l'époque deja: hointaine où André Mairaux écrivait le Temps du mépris, sans doute espéralt-il du grand affrontement armé qui s'annonçait la nalesance d'une ère nouvelle où les droits de la personne humaine et des peuples ne seralent pas aussi outraneusement méprisès. Et voilà gu'il faut déchantar de mille manières — dans l'ordre politique, é c o n o m l q u e, scientifique, culturel — le monde a été bouleverse, mais qui donc oserait affirmer que les droits de l'homme en sont mieux respectés ?

Ils ne sont pourtant pas oubilés. Une irrépressible aspiration les ramène à une place privilégiée dans la hiérarchie des préoccupations. Faut-il se

rélouir ou s'attrister que le président

Une exigence universelle

O UELLE que soit l'Idéologie invoquée, il n'est pas un domaine de l'activité humaine qui ne contribue à la stabilité ou à la fragilité des régimes ou des Etats, il n'est pas un domaine de l'activité humaine qui, en ce sens. ne soit politique et, du même coup, n'Intervienne avec plus ou moins de torce dans le champ des relations Internationales. Parce qu'ils concernent de près ou de loin, la conception de l'homme, de la société, du pouvoir. les courants d'idées occupent ainsi une

place de choix dans l'aire diplomatique. Or, quelle que soit leur puissance, les Etats éprouvent tout autant de difficultés à maîtriser les courants de pensée qu'à contrôler la production, les investissements, les armements,

la monnale. . Ainsi, un élément extrêmement fluide mais puissant, renforcé par les moyens modernes de communication et de diffusion, est-il venu compliquer les relations entre les Etats. Dans la conduite des affaires diplomatiques, il était

déla assez majaisé de prendre en considération des données politiques, économiques, monétaires, stratégiques, etc., souvent déficates à concilier. A ces divers paramètres s'ajoute maintenant celui que constituent les courants d'opinion, surtout lorsqu'ils concernent directement la défense des droits de l'homme et du citoyen.

Vieux thème, qui nous ramène deux siècles en arrière et dont nul n'a jamais songé qu'il pourrait être contenu dans les strictes limites de la souveraineté nationale. Lorsque Jefferson rédigeait la Déclaration d'indépendance, il donnait, en effet, une définition universalle de ces « droits inaliénables - au nom desquels le peuple américain s'insurgeait. Quelques années plus tard, la Révolution francalse, à son tour, lançait à l'humanité entière un message de liberté. Plus proche dans le temps, les révolutions socialistes se sont senties porteuses d'un espoir qui, lui aussi, débordait les frontières nationales. Aucune révolution n'a pu se soustraire à l'universailté des droits qu'elle annoncait au monde. A travers déciarations, chartes et conventions internationales concernant les droits de l'homme, on en est natureliement arrivé à consacrer les droits des peuples victimes du colonialisme et du racisme ; il s'agissalt bel et bien d'une atteinte à l'autorité souveraine exercée de fait par certaines puissances. Peut-on s'étonner qu'il en soit de même des droits de l'individu? L'évolution en ce sens paraît irréversible.

Que cette récente émergance d'une ancienne préoccupation brouillant la jeu des relations entre Etats, fasse surgir de nouvelles difficultés, nul n'en disconviendre. Ni pius ni moins épineux que les conflits économiques ou monétaires, le problème des droits de l'homme s'aloute maintenant à la liste des grands intérêts mis en jeu dans les relations diplomatiques.

Car il s'agit bien d'intérés : pour être crédible dans son action intérieure ou internationale, aucun Etat ne peut en effet, se résigner à tenir longtemps un double langage, dans lequel s'opposeraient le discours adressé à ses propres ressortissants et le discours adressé aux pauples du monde. Proposition à première vue dangereuse puisqu'elle implique un universalisme une sorte de messianisme qui apparaît nécessairement comme un obstacle à la bonne entente entre Etats. Mals aucun Etat n'ignore cette inéluctable tension : lorsqu'il s'exprime, chez lui dans le cadre de sa souveraineté nationale, son discours sur l'homme et sur la société est aussi entendu à l'extérieur par des hommes soumis à d'aul'es souverainetés; et lorsqu'il s'adresse au reste du monde, il ne peut éviter que son discours à usage externe ne sott aussi antendu, chez lui par les citoyens sur lesquels s'exarce sa souveraineté. Entendons le moi discours = dans son sens large, qui engiobe tous les moyens d'expression d'un Etat. et d'abord ses actes les plus concrets. Les movens modernes d'information Interdisent toute contradiction flagrante et durable entre le discours intérieur et le discours extérieur, sous peine de saper la crédibilité du pouvoir, qui se contradirait publiquement. Aucun pouvoir n'échappe à ce dilemme et se sent tenu d'Inspirer sen action diplomatique en ouisant dans les principes qui fondent se souveraineté intérieure. Il le fera nécessalrement en s'efforcant le plus possible de ménager les susceptibilités d'autres Etats souverains Mais II n'aura quère la possibilité de s'abstenir : non pas tellement par choix, mais par nécessité de légitimer son action diplomatique en la conformant aux principes qui fondent sa souveraineté intérieure.

(1) Voir son article dans le Monde diplomatique du mois de mars 1977.

La politique extérieure d'un pays a ses finalités naturelles : sécurité de la nation, puissance de l'État, rayonnement culturel et richessa de l'économie (et donc des citoyens), mais aussi promotion d'un certain équilibre au-delà même des frontières, ne fât-ce que pour contrarier l'éventuelle apparition d'un perturbateur trop agressif et trop menacant.

Le souci de l'intérêt national s'étend ainsi non seulement à la puissance propre de l'Etat en cause, mais encore à son environnement international. Les démocraties occidentales, qui ont assisté passives à l'installation du IIIº Reich en pensant qu'il n'affecterait pas leur existence, ont été cruellement punies de seur aberration : avant que d'avoir touché à l'une quelconque des frontières occidentales, le pouvoir d'Hitler modifinit l'environnement international, comme le modifiait aussi l'ascension du Japon. La Grande-Bretagne avait du reste compris depuis longtemps cette importance du milieu extérieur; elle combattait toutes les hégémonies sur le continent en y favorisant constamment un équilibre des puissances.

Fout-il ajouter à l'équilibre des puissances, comme objectif légitime, la reconnaissance des droits de l'homme? Il y a de fortes raisons pour répondre par l'affirmative. La plus grande attention de l'opinion aux affaires extérieures, les courants transnationaux de pensée, l'importance du soutien de l'opinion intérieure dans la conduite d'une politique extérieure ne permettent pas d'ignorer les sympathies ou les indignations que suscite la pratique intérieure des autres Etats. Qui plus est, un régime de

dictature, par l'imprévisibilité même de ses évolutions militaires ou diplomatiques, per le secret qui les entoure et la soudaineté des renversements qu'il permet, limite la confiance en même temps qu'il crée à tout le moins une réticence de l'apinion; ce qui suffit à exclure l'indifférence.

Pour une fermeté sans provocation

A INSI le souci de l'intérêt national s'étend naturellement nu souci de l'environnement international, qui, à son tour, exclut l'Indifférence que protiques intérieures des autres Etats. Ces considérations légitiment et motivent les prizes de position dont la forme et l'intensité varient avec la gravité des atteintes portées aux droits de l'homme, avec le scandale que ces atteintes suscitent, avec les voies de la plus grande influence - avec les règles du jeu dėja admises.

lei intervient justament le fait juridique nouveau constitué par les accords d'Helsinki, qui, en insérent dons un accord multilatéral la reconnaissance des droits de l'homme, ont limité en le matière le principe de la souverainetà des Etats et foit d'une question dont on pouvait soutenir nuparavant qu'elle était purement domestique, une affaire désormais européenne, susceptible d'être évoquée par tous les Etals européens signataires des accords

d'Helsinki. De même que l'environnement international est un souci naturel ancien devenu, dans

un monde fini plus pressant que par le passé, les droits de l'homme deviennent eux-mêmes un élément de la politique Internationale : c'est l'innovation qu'il faut foire entrer dans les faits après qu'elle fut entrée dans les

Une telle évolution a des précédents. Déjà le progrès des idées démocratiques a fait namettre par tous le liberté de la presse comme une donnée de politique internationale: avand certains Etats dictatoriaux prétendent reprocher aux démocraties des « campagnes de presse » qu'ils jugent hastiles, on sait que leurs griefs ne portent pas -- et euxmêmes n'insistent pas. De même le droit d'asile signifie dans la pratique internationale le droit pour un pays d'accueillir les réfugiés d'un autre. Les régimes d'infolérance non seulement ne peuvent pas empêcher d'autres pays de recevoir les proscrits, mais ancore ils no perivent per considérer cet accueil comme

un geste hostile. Le moment est venu d'un autre pas en avant : il faut reconnitre et dire que la défense des droits de l'homme, le blâme officiel de leur méconnaissance dans un pays donné, ne peuvent être considérés par ce pays comme un acte inamical : nous n'avons pas plus le droit de nous taire sur des manquements que nous n'evons pes le droit d'interdire l'expression du senfiment des cityyens - ou de méconnoître, dans la pérsonne du proscrit, ce que Chateaubriand appelait « les droits du malheur ». Les méconnaissances des droits de l'homme doivent coûter à ceux aui les trensgressent.

Cela étant acquis, la défense des droits de l'homme ne seurcit prendre figure d'une action systèmatique d'hostilité d'une péripétie de la guerra psychologique. Elle se fera donc ovec mesure — et continuité — en évitant les éclats qui méconnaissent cette règle non écrite des relations pacifiques : ne pas couper sa retraite nu partenaire en l'acculant ainsi à refuser ou à pardre la place. La démonciation des atteintes aux droits de l'homme ne sourait nan plus être réservée à quelques pays et oublié pour d'autres :- l'universalité de la dénonciation est la condition de sa légitimité. Mais s'il appartient oux demandeurs de no pos donner à leur intervention la forme d'une agression politique, il apportient aussi aux défenseurs de se pes drematiser une intervention qu'ils ant par avance permise en signant des accords internationaux.

Evitant de donner à la démarche le caractère d'une agression ou d'une incitation à la crolsade, il convient de synchroniser l'expression du biâme avec la recherche de progré précis dans les échanges économiques, la coopération, etc., car le respect des droits de l'homme ne sera pas mieux assuré par une nouvelle tension internationale mais plutôt per des progrès deus la coopération — dès l'instant où les démocraties sauront agir evec fermeté et mesure, sons complexe et sons provocation. Non seulement il ne faut pas opposer l'approfondissement de la détente et la reconnaissance des droits de l'homme, mais encore il faut les sovoir lies.

it idéalisme

nie Trans 75 45

·*_. -- ·*_/

A. _______

w erfinenne and mant er ge-## . 3t 1. 12 a 22 27 ' g Gaframa: :

en jes Lie's me be Bereit

1 2 53

LES DROITS DE L'HOMME DANS LA

Dans des pays comme l'Allemagne, l'Italie ou la France, la lutte contre le terrorisme ne peut certes pas soulever les mêmes problèmes qu'en Irlande du Nord, où la violence a atteint un degré exceptionnel en Europe. Mais, aussi bien dans la pratique du terrorisme que dans les méthodes utilisées pour la répression, c'est bien d'une dissèrence de degré qu'il s'agit, et non pas d'une différence de nature.

C'est pourquoi s'impose un examen particulièrement attentif de la décision rendue par la Cour européenne des droits de l'homme dans le cas qui lui était soumis par l'Irlande Au lendemain de la seconde guerre mondiale, l'épreuve du nazisme avait incité les Etats membres du Conseil de l'Europe a élaborer des mécanismes judiciaires dont on attendait qu'ils assurent une efficace protection des droits

de l'homme. Un quart de siècle plus tard, peut-on estimer que l'objectif a été atteint?

Un premier élément de réponse est fourni par l'extra ordinaire lenteur de la procedure - qui contraste drama. tiquement avec le temps très court pendant lequel un individu peut résister à la torture. Un délai de sept ans s'est en effet écoulé entre le dépôt de la plainte irlandaise et la décision

Un jugement nuancé de la Cour européenne sur les méthodes des autorités britanniques

E 18 janvier 1978, la Cour européenne des droits de l'homme prononçait son jugement dans l'affaire opposant l'Irlande au Royaume-Uni à propos de la situation en Irlande du Nord La Cour rendait le gouvernement britannique responsable de certaines violations de la Convention européenne des droits de l'homme, parce que les méthodes d'interrogatoires et autres traitements infligés aux prisonniers en Irlande du Nord durant l'automne 1971 constituaient des traitements inhumains interdits par la Convention. En revanche, la Cour décidait que ces pratiques ne constituaient pas la torture, ainsi que l'avait allégué le ... gouvernement irlandais ; elle affirmait aussi que le gouvernement britannique n'était pas coupable de discrimination contre communauté catholique dans l'application des mesures d'urgence employées pour combattre le ter-rorisme.

Fait curieux, au cours de ces dernières années, le gouvernement britannique a été, plus souvent qu'aucun autre, l'objet de poursuites devant la Cour des droits de l'homme. Et 1975 et 1976, la Cour s'est prononcée sur deux affaires : le droit d'un prisonnier à consulter un avocat en vue d'entamer une action devant les tilbunaux pour diffamation; la saisie d'un livre pour écollers pour raison d'obscénité. Deux autres affaires portées devant la Cour en 1978 concernaient l'utilisation du châtiment corporel dans l'île de Man et une plainte du Sunday

Par A.H. ROBERTSON *

Times à propos de restrictions à la liberte d'expression. De telles affaires. montrent que, même dans un pays qui possède une longue tradition de respect des libertés du citoyen, des problèmes marginaux peuvent surgir de lacures de la loi ou d'une législation surannée, et qu'un système de garanties internationales au niveau européen est fort utile. L'affaire d'Irlande du Nord a bien entendu été, et de loin, la plus importante. Déférée à la Commission des droits de l'homme par le gouvernement irlandais en 1971, elle visait les mesures prises par le gouvernement britannique pour combattre la campagne terroriste lancée par l'armée républicaine irlandaise (IRA) en 1969 et qui s'est poursuivie et aggravée les années suivantes. Comme la situation se détériorait en 1970 et 1971, le gouvernement d'Irlande du Nord décida d'utiliser les pouvoirs spéciaux de détention et d'internement que lui conférait une loi du Parlement de 1922, la « loi sur les pouvoirs d'exception ». Le 9 août 1971, 354 personnes étaient arrêtées. Au 30 mars 1972, 2937 personnes avaient été arrêtées en vertu de ces pouvoirs d'exception, dont 1711 étaient relâchées dans les quarante-huit heures, et 1226 maintenues en détention. Un des objectifs recherchés était d'obtenir des informations sur les responsables d'action terroristes, un autre de prévenir de nouvelles violences.

Traitements inhumains ou dégradants ?

TL était donc nécessaire d'interro-L ger des témoins récalcitrants, et c'est là que les problèmes commencèrent. En août et en octobre 1971, quatorze personnes furent soumises à un « interrogatoire poussé » qui fait appel à cinq techniqués : cagoule, station debout contre un mur, bruit, privation de nourriture solide et liquide, privation de sommeil Des brutalités ont été commises au principal centre d'interrogatoire d'Irlande du Nord Palace Barracks. Les journaux anglais et irlandais publièrent des informations sur ces mauvais traitements. M. Edward Heath, alors premier ministre, chargea une commission d'enquête d'établir un rapport sur ces faits : présidée par Sir Edward Compton, le premier « ombudsman » britannique, elle remit son rapport en novembre 1971. Une autre commission de trois membres: dont un juge à la Haute Cour et un ancien lord chancelier, soumit des recommandations. Le 2 mars 1972, le premier ministre annoncait devant le Parlement que le gouvernement avait décidé de mettre fin à la pratique des cinq techniques. Entre-temps en décembre 1971, le gouvernement irlandais avait porte plainte contre le gouvernement britannique devant la Commission européenne des droits de l'homme.

L'article 3 de la Convention européenne stipule : « Nul ne peut être soumis à la torture ni à des peines ou traitements inhumains ou déaradants. » La Grande-Bretagne n'étaitelle pas coupable de violation de cet article dans le traitement infligé aux quatorze détenus — ainsi, comme le soutenait le gouvernement irlandais, que dans d'autres cas? Ces méthodes constituaient-elles simplement des actes isolés, ou la preuve d'une pratique administrative dont le gouvernement portait la responsabilité? C'étalt là le cœur de l'affaire. De la réponse donnée à ces questions dépendait le maintien ou l'effondrement du renom des forces de sécurité britanniques en Irlande

Il n'est pas rare que des organismes internationaux touchant aux droits de l'homme soient saisis d'allégations de torture et de traitements inhumains; ils éprouvent en général la plus grande difficulté à réunir les preuves et à établir les faits. Comme on le sait, les Nations unies avaient désigne des commissions spéciales chargées d'examiner la situation en Afrique du Sud et au Chili; mais elles ne peuvent visiter ces pays sans l'autorisation — qu'en

Une difficile distinction

Dans son rapport sur l'affaire, le 25 janvier 1976, la Commission exprimait l'opinion que l'emploi combiné des cinq techniques dans un interrogatoire poussé constituait une pratique de traitement inhumain et de la torture, en violation de la Convention des droits de l'homme. Bien que cette opinion ait été unanime on ne neut que difficilement la suivre. On peut accepter la définition selon laquelle le traitement inhumain provoque volontairement de graves souffrances mentales ou physiques, la torture étant une forme aggravée de traitements inhumains, mais il semble qu'on n'alt pas prêté une attention suffisante à la comparaison entre les cinq techniques et la sauvage brutalité qui

pratique on leur a refusée — du gouvernement concerné. Avec la Convention européenne des droits de l'homme, signée en 1950 par les Etats membres du Conseil de l'Europe, la situation est différente. La Commission européenne, quand elle examine une affaire, a le droit d'en-. treprendre une enquête et les gouvernements s'engagent par avance à lui fournir toutes facilités nécessaires, de sorte que les difficultés rencontrées par les Nations unies ne peuvent surgir à Strasbourg. L'exemple le plus frappant en est l' « affaire de la Grèce », traitée en l'époque de la dictature des colonels — des membres de la Commission ont pu se rendre à Athènes et y entendre plus de cinquante temoins, dont trois anciens premiers ministres.

La Commission européenne des droits de l'homme a examiné l'affaire d'Irlande du Nord pendant quatre ans. En octobre 1973, elle déclarait la plainte recevable. Ayant entendu les arguments présentes par les deux gouvernements, elle désignait ses délégues pour procèder à l'audi-, tion des témoins. Au total, cent dixneuf témoins fuient entendus : cent fournirent des preuves sur la question de la torture et des traitements inhumains. Le gouvernement irlandais produisit ses témoins à Strasbourg où siège la Commission. Le gouvernement britannique refuse de faire de même, arguant des risques encourus pour leur sécurité; après de difficiles négociations, on aboutit à un accord pour les entendre sur une base aérienne norvéalenne dans des conditions de sécurité maximales. D'autres témoins furent entendus à Londres, et les centres de détention où les prisonniers avalent été interroges furent visités : de sorte que la Commission, au cours de son enquête, a été parfaitement informée des éléments de l'affaire

Le gouvernement britannique était confronté à un dilemme. D'une part, il ne pouvait nier à Strasbourg les faits que le premier ministre avait admis à Westminster; d'une certaine manière il était victime de sa propre bonne foi. D'autre part: aucun gouvernement démocratique ne peut admettre volontiers que les forces dont il est responsable se sont rendues coupables de torture : de plus, si la preuve était faite de mauvais traitements, la pratique en avait été interrompue en 1972, les individus concernés pouvaient réclamer des dommages-intérêts, et plusieurs d'entre eux avaient obtenu de substantiels · dédommagements

caractérise généralement la torture. Il est blen sûr difficile d'être dogmatique quand il s'agit de définir ce qui constitue un traitement inhumain et quels genres de traltements inhumains paraitront suffisamment aggravés pour constituer la torture. La plupart des gens seraient d'accord pour estimer que la distinction découle essentiellement d'une différence dans l'intensité des souffrances infligées; en d'autres termes qu'il s'agit d'une question de degré. Nous avons tous lu le récit d'interrogatoires accompagnés de brutalités

* Professeur associé à l'université de Paris-I directeur des droits de l'homme au Consell de l'Europe.

telles que personne n'hésite à les qualifier de torture. Toutefois, si techniques, quatre d'entre elles (cagoule, bruit, suppression du sommeil, suppression de nourriture et de boisson) ne semblent pas de nature à provoquer un degré de souffrance d'une intensité telle qu'on puisse les assimiler à la torture, comme on l'entend en général. La cinquième technique — « station debout contre un mur » dans une position de tension, bras et jambes écartés — quoique constituant sans aucun doute un traitement inhumain, — reste bien en-decà des formes traditionnelles de torture dans le degré de souffrance infligé. On ne peut donc qu'approuver la décision de la Cour des droits de l'homme selon laquelle les cinq techniques, bien que relevant de traitements dégradants et inhumains, n'ont pas causé des souffrances de l'intensité et de la cruauté particulières qu'implique le mot torture. Il peut paraître surprenant que quatre juges sur dix-sept aient été en désaccord avec cette décision tandis que, d'un autre côté, un juge manifestait son désaccord avec la décision selon laquelle l'emploi des cinq techniques relevait du traitement inhumain en violation de la Convention. Quoi qu'il en soit, une large majorité des juges a établi une claire distinction entre traitement inhumain et torture, et à juste titre. La mème distinction avait été établie par l'Assemblée générale des Nations unles dans une resolution du 9 décembre 1975, qui affirmait : « La torture constitue une forme aggravée et délibérée de peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. » .

Un élément curieux de l'affaire provenait de ce que l'attorney général du gouvernement britannique n'a pas contesté l'opinion de la Commission selon laquelle traitement inhumain et torture ont eu lieu dans un nombre limité de cas en Irlande du Nord en 1971. La défense n'a pas consisté à nier les faits, mais à établir que la pratique en avait été arrêtée et à donner l'engagement solennel qu'elle ne serait pas reintroduite. Ce qui d'après le gouvern'y aurait pas d'utilité que la Cour rende un jugement sur l'utilisation de la torture. L'argument était mauveis et fut rejeté par la Cour. Elle décida qu'elle devait se prononcer sur la question qui lui était soumise raison de le faire; sans quoi selon la Convention

On pourrait objecter que la distinction est illusoire pulsque les deux genres de traitements sont interdits et, partant; l'emploi de l'un ou de l'autre constitue une violation des droits de l'homme. L'argument n'est pas convaincant. S'il est déjà suffisamment grave pour n'importe quel gouvernement d'être tenu 'esponsable de traitements inhumains, il est infiniment plus grave pour sa réputation d'étre reconnu coupable de torture. Si le moindre doute subsistait a ce sujet, qu'il suffise de lire les journaux anglais au lendemain de l'arrêt de la Cour du 18 janvier : ils expriment tous l'immense soulagement que l'accusation de torture n'ait pas été retenue. Voilà aussi pourquoi le gouvernement britannique fut heureux que ses arguments sur l'inutilité d'une décision au fond n'alent pas été retenus par la Cour; dans le cas contraire, les allégations de torture seraient demeurées, avalisées par la Commission et généralement admises par l'opinion publique. Si la Cour n'e pas suivi la Com-

mission sur la question de la torture, elle l'a suivie à l'unanimité pour admettre que les méthodes d'interrogation employées à Palace Barracks à l'automne 1971 constituaient une pratique de traitements inhumains. Elle affirmait dans le même temps que le recours à de telles pratiques ne pouvait être établi ailleurs ni après l'automne 1971. On ne peut que tomber d'accord avec ces conclusions. L'étude attentive du rapport de la Commission des droits de l'homme (qui couvre plus de cinq cents pages) et de l'arrêt de la Cour (près de cent pages de plus) amène inévitablement à conclure que, pour une brève période, des méthodes brutales et violentes ont été employées, plutôt contraires aux traditions britanniques et assez inacceptables au regard des critères européens. Cela justifie que le gouvernement irlandais ait soulevé l'affaire. D'un autre côté le gouvernement britannique a manifeste sa bonne foi en interdisant lulmême le recours à ces méthodes-et en s'engageant à ne pasties rein-

Pas de discrimination religieuse

portée par l'Irlande contre la ancestral : environ un million de Grande-Bretagne dans cette affaire était que les mesures de détention sans jugement en Irlande du Nord, même si elles se trouvaient justiflées par l'état d'urgence qui prévalait, avaient été appliquées de façon discriminatoire contre la minorité catholique, et que cette discrimination constituait par elle-même un cas de violation des droits de l'homme. Cette argumentation a rendu nécessaire de considérer jusqu'à quel point les campagnes de violence de ces dix dernières années en Irlande du Nord ont été le fait des catholiques ou républicains en particulier de l'IRA provisoire et à quel point les protestants où loyalistes en étaient responsables. La Cour fut attentive à prendre en compte le contexte historique de la situation en Irlande du Nord. Depuis l'indépendance de la République d'Irlande en 1922, les six comtés d'Irlande du Nord demeurés

partie intégrante du Royaume-Uni

A seconde accasation importante sees par un antagonisme profond et protestants ou loyalistes, et environ un demi million de catholiques ou républicains. Ces derniers estiment être victimes d'une discrimination de la part de la majorité; et les preuves abondent qu'il y a là un élément de tension inhérent à l'ensemble du système politique de l'Irlande du Nord. Ces dernières armées. 'diverses tentatives ont été faites pour remédier à la situation : programme de réformes de 1969, désignation d'un mediateur (« ombudsman »), établissement d'un comité consultatif des droits de l'homme; mais les antagonismes ont persisté et ont abouti aux campagnes terroristes. A la fin de mars 1975, plus de mille cent personnes avalent été tuées onze mille cinq cents blessées et les terroristes avaient détruit pour plus de 140 millions de livres sterling de biens matériels. De nombreuses preuves ont été analysées quant à la responsabilité des actions terroristes. et il ne fait aucun doute que la

été l'œuvre de l'TRA provisoire, titre d'exemple, en 1972, quatre cent solvante-huit personnes furent assac. sinées par les terroristes dont près de quatre cents ont été attribuées : lTRA La Cour était donc fondée conclure que, si un plus grand nonfurent détenus en vertu des pouvoirs d'exception, cela vensit de ce que les premiers étaient les principaux responsables des actions terroristes qui troubiaient l'ordre public. Sur ce point encore, la décision était donc favorable au Royaume-Uni

Sur un dernier point le gouvernement Irlandais -fut également déboute. Il invitait la Cour à ordonner au gouvernement britannique de poursuivre les membres des forces de sécurite qui avalent violé les droits de l'homme. La Cour a rejeté la requête, estimant qu'elle ne disposait pas du pouvoir d'engager cette action. Tel est en effet le cas selon les termes de la Convention établie en 1950, ce qui met en évidence une des faiblesses de la procédure de Strasbourg. Il apparaît desirable que les jugements de la Cour européenne des droits de l'homme puissent avoir la même force que les jugements de la Cour de justice des Communauté à Luxembourg — en d'autres termes, qu'ils solent légalement contraignants dans les Etats membres. Ce serait l'une des voies permettant au système du Conseil de l'Europe de se renforcer dans le futur.

()

V=.:::::

V 43 23 1.

--- :

5 E

:E::

T. ':: .:

• • • • • •

. * Etg =

-:---

us participation o

The second secon

Table : 12 -1 - 2 -12

2::---

714 12mg

Ser 13

Ser 13

Ser 15

ir :: etc.

Quelles conclusions tirer de tout cela? Il semble qu'il y en ait trois. D'abord, le gouvernement irlandais a eu raison de soulever l'affaire. C'est pour régler ce type de situation que la Convention européenne a été élaborée. Quand l'opinion publique pressait le gouvernement d'agir, il valait mieux soumettre le cas aux instances judiciaires établies par le Conseil de l'Europe que de laisser s'exacerber les passions dans la presso et dans les débats politiques. Les Etats démocratiques d'Europe occidentale ont élaboré ce système de contrôle international impartial pour juger les conflits surgissant chez eux à propos des droits de l'homme. Puisque l'affaire d'Irlande du Nord concernait directement deux proches volsins qui avaient l'un et l'autre accepté ce système, il eût été erroné de ne pas recourir aux procédures établies.

En second lieu, si le gouvernement britannique s'est rendu responsable de certaines violations des droits de l'homme en Irlande du Nord; on doit se souvenir, sans pour autant les excuser, qu'elles sont la conséquence de mesures adoptées sous la contrainte, pour une courte période: et dans le but de combattre une violente campagne terroriste dans laquelle des centaines d'innocents périssaient, tandis que des milliers d'autres étaient blessés : de plus, le gouvernement lui-même a pris la décision de mettre un terme à ces violations en mars 1972.

Notre dernière conclusion sera que cette affaire — peut-être mieux que toute autre - montre la valeur du système de contrôle international du respect des droits- de l'homme institué par la Convention europeenne de 1950. Lorsque des Etats ont un différend en ce type de matière, la manière civilisée d'agir consiste à le soumettre à une procédure judiciaire internationale. C'est tout à l'honneur des dix-huit gouvernements européens d'avoir, dans ce but, ratifié la Convention européenne. Si les trente-cinq puissances d'Helsinki avalent pu se mettre d'accord pour en faire autant à Belgrade, il y aurait eu la un véritable pro-

Un rôle limité mais indispensable pour prévenir les plus graves abus

droits de l'homme et des ilbertés fondamentales, négociée dans le cadre du Conseli de l'Europe, a été signée en 1950 et est entrée en vigueur. tout au moins dans ses dispositions essentielles, en 1953 (1). Elle se propose de protéger les libertés fondamenteles, individuelles et collectives, en laissant de côté les droits économiques et sociaux qui trouveront piace, en 1961, dans la Charte sociale européenne. Les ilbertés qu'elle consacre font l'objet d'une garantie collective par les Etats parties à la convention. Moins ambitieuse, mais plus réaliste. que la Déclaration universelle de 1948, elle prévoit des procédures de protec-

accès à la juridiction internationale, ses auteurs ont imaginé un compromis ingénieux mettant en leu une Commission et une Cour européennes des droits de l'homme, ainsi que le comité des ministres du Conseil de l'Europe. La commission est une instance préilminaire, obligatoire dans tous les cas.

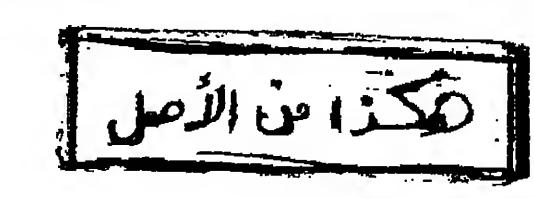
(1) Parmi les nombreux et remarquables ouvrages consacrés à la convention, citons le plus récent : A.H. Robertson, Human rights in Europe, 2º éd., Manchester University Press. 1977.

Elle se compose d'autant de membres qu'il y a de hautes parties contractantes, c'est-à-dire d'Etats ayant signé et ratifie la convention, autourd'hui dixhult, aucun d'eux ne pouvant compier plus d'un national sur le siège Ses membres sont élus par le comité des ministres sur une liste dressée par le bureau de l'Assemblée consultative à partir de présentations faites par les groupes de délégués des différents Etats à ladite Assemblée. La commission peut êtra saisie soit par un Etat partie à la convention, soit par un Individu lorsque l'Etat défendeur a accepté, par une déclaration expresse. la recours individuel prévu à l'article 25 L'Etat qui saisit la commission allèque une violation dont la victime n'est pas nécessairement son ressortissant, ne l'est même pas en général el peut être un national de l'Etat défendeur : nous sommes loin de la protection diplomatique classique. Autre .innovation, capitale : le particulier qui présente une requête peut être également un national de l'Etat contre lequel il agit

. · Professeur honoraire des universités (université Lyon-III, faculté de droit).

La commission se prononce tout d abord sur la recevabilité de la requête par une décision ayant le caractère d'un acte juridictionnel. Si elle & déclaré la requête recevable, elle a'efforce d'établir les faits au moyen d'un examen contradictoire avec les représentants des parties et, le cas échéant, procède à une enquête. Puis aile se met à la disposition des intèressés en vue de parvenir à un règlement amiable qui s'inspire du respect des droits de l'homme lels que les & definis la convention. Si la commission n'a pu aboutir à un réglement amiable. eile rédige un rapport dans lequel-elle constate les faits et formule un avis sur le point de savoir si ces laits constituent ou non une violation de la convention : ce rapport ne possède ni le caractère ni l'autorité d'un acte Juridictionnel. Il est transmis au comité des ministres et communiqué aux Etals intéressés, qui n'ont pas la faculté de le publier.

Deux voies sont alors possibles: Si dans le délai de trois mois, is Cour n'a pas été saisie. l'affaire est portés devant le comité des ministres. Caldi-13. par un vote à la majorité des deux tiers des représentants ayant le droit de sléger, prend une décision sur le



cution -

GUERRE CIVILE EN IRLANDE DU NORD

de la Cour. Sept ans, c'est plus qu'il n'en faut à un régime autoritaire pour éliminer toute opposition.

Une seconde remarque s'impose à propos de la distinction — que la Commission n'avait pas faite, mais que la Cour a cru devoir faire - entre « mauvais traitement » et e torture ». Pareille distinction n'est possible que dans l'abstrait, car, employées simultanément et pendant un temps

techniques de « mauvais traitement » examinées par le Cour équivalent hel et bien à une « torture ». Ce dernier mot ne peut pas désigner aniquement les méthodes relevant de la plus bestiale sauvagerie. Les policiers de eux-mêmes ont appris que la torture n'est nas nécessairement sangiante. En dépit de ces deux graves réserves, la Commission et

la Cour ont un rôle fort utile à jouer pour empôther la généralisation de méthodes qui dégradent la victime et le hourreau mais tout autant le régime qui les tolère ou les encourage. Encore (aut-il rappeler que les mécanismes judiciaires valent ce que vant le régime politique et social dans lequel ils fonctionnent, et que, ià comme allieurs, le dernier mot appartient aux citoyens.

D'un ghetto à l'autre

d'entériner l'avis de la commission. S'il a reconnu une violation de la fixe un délai dans lequel l'Etat détendeur doit prendre les mesures qu'encomité des ministres donne à sa déci-(y compris l'exclusion du Conseil de l'Europe), et il publie le rapport Cette publication à elle seule peut apparaître comme une sanction, comme ce fut le

Une seconde vole est ouverta. Dans le délai de trois mois, et à condition. bien entendu, que l'Etat défendeur all accepté la clause facultative de l'article 46 qui prévoit la compétence de la Cour, celle-ci peut être saisle soft par un Etat partie à la convention (l'Etat qui a saisi la commission, ou l'Etat dont la victime est le ressortissant, ou un Etat mis en cause), solt par la commission elle-même. Dans la plupart des. cas, c'est la commission qui a saisi la Cour, même forsqu'elle avait conclu à l'absence de violation, et cela afin d'obtenis l'interprétation de tel ou tel article de la convention : dans plusieurs affaires, l'Etat défendeur s'est associé à la demande de la commission, ou bien a présenté seul sa requête, en vue, notamment, de se

La Cour apparaît, en effet comme une véritable juridiction internationale dont les arrêts ont l'autorité juridique et l'autorité morale de la chose jugée. Elle comporte autant de juges que le Consell de l'Europe comporte de membres. aujourd'hui vingt après l'admission du Portugal et de l'Espagne Ces juges sont élus par l'Assemblés consultative sur une liste de noma présentés par les Elais membres aucun d'entre eux ne pouvant compter plus d'un national sur le alège. La formation habituelle de jugement est

procédure, écrite et orale, s'inspire de celle en vigueur devant la Cour interguement motivé, suivi éventuallement d'opinions individualies, concordantes ou dissidentes : li est obligatoire pour les parties. Il est transmis au comité des ministres « qui en surveille l'exé-

Au cours de ses premières années, la Cour a été peu occupée. Cela S'explique La commission, instance préliminaire obligatoire dans tous les cas, a été rarement saisie de requêtes étatiques (quinze requêtes concernant neul affaires jusqu'à la fin de 1977). car les gouvernaments hésitent à faire jouer la garantie collective prévue par la convention, et avant la récente affaire irlandaise, aucune n'avait abouti à la Cour. Quant aux requêtes individuelles, extrêmement nombreuses (environ huit mile à la fin de 1977). bien peu ont été déclarées recevables (environ cent cinquante); moins encore ont amené la constatation d'une violation et parmi ces demières bon nombre ont about à un réglement amiable ou ont donné lieu à une décision du comité des ministres Cependant, depuis 1965 environ, la Cour. a été beaucoup plus occupée Seus la présidence de juristes de grand renom. après lord McNair et auccessivement. René Cassin, Henri Rolln, Sir Humphrey Waldock M Balladore-Paillieri, elle a élaboré une jurisprudence à laquelle elle se réfère de plus en plus souvent dans ses derniers arrets. Nous donnerons un aparcu de cette itirisprudence soit en ce qui concerne les questions de procédure, et en particuliar la rôle de l'individu, acit en ce qui concerne la définition et la protection des droits darantis.

La participation de l'individu-

reuse collaboration entre la commission et la Cour. Lorsdue la Cour est saisie, la commission est présente par ses délégués tout au fonc de la esnéant le point de vue de la minorité á l'unanimité et, bien entendu. l'argumentation du requérant Dès le début de la commission Dès l'affaire Lawiess, tre, en 1960 el 1961, la Cour a admis, communiqué au requérant, à charge ses observations à la commission qui, le cas échéant les transmettra à la Cour Cette attitude Ilbérale s'est affirmée encore davantage dans le premier arrêt rendu en 1970, contre la Belgique. dans les allaires de vagabondage : la Cour a admis que les déléques de la commission présents devant elle peuvent se faire assister des personnes de leur choix, ei notamment de l'avocat qui a plaide popr le requérant devant la commission Dans deux affaires concernant l'exercice des droits syndicaux en Suède (Syndicat suédois des conducteurs de locomotives, Schmidt et Dahiström), la Cour a admis, en 1976, qué l'un des requérants de la seconde attaire. M Schmidt, junate de profession, assiste la commission et participe aux débats dans la premuère affairs comme avocat du syndicat et, dans la seconde, comme coauteur de la requête avec M Dahlström

Au terme de catte évolution, il apparaît que, si l'Individu n'est pas partie devant la Cour. au sens juridique du mot li peut se faire entendre et que, à défeut du sus standi in sudicio, il joult. en quelque sorte, d'un accès indirect à la haute juridiction Très soucieuse de défendre les droits de l'individu, ceile-ci a également donné une interprétation libérale de l'article 50 de la convention gui lui confère compétence pour accorder à la victime reconnue une - satisfaction équitable - lorsque le droit de l'Etat défendeur ne permet pas de réparer entièrement le préjudice subi La Cour- a admis que la demande d'Indamnité de la victime peut lui être transmise par la commission et elle a ajouté à son réglement une disposition Jusqu'ici, la Cour n'a accordé que trois tois une indemnité, et d'un montant assez limité, mais le principe a été posé ét les applications pauvent devenu olus nombreuses

Blen que cette évolution de la procádure soit sans doute son apport ie plus original. Il ne faut pas oublier cupendant les solutions de fond données par la Cour aux cas qui lui ont été Soumis

née à interpréter la plupart des articles de la convention, c'est-à-dire, en somme, à définir les droits garantis et les limites de feur protection et dans:huit cas, elle a constaté une violation de la convention Au cours des procédures écrites et orales, deux points de vue se sont plusieura fois affrontés : pour les uns. la convention est un traité comme_les autres, et ceux qui l'interprétent délivent respecter strictement la équiversinaté des Etats; pour les autres, la convention n'est pas un traité ordinaire, elle constate et confirme une certaine communauté de civilisation luridique entre des Etats erté éteb elle anielov inemeuphiquiposp interprétée en fonction du but à atteirdre, d'est-à-dire la protection efficace de l'Individu Ces deux tendances se retrouvent dans les arrêts de la Cour. Sans dénéraliser. Il ést permis d'affirmer que calle-ci a souvant repousse l'interprétation restrictive dui lui étalt proposée par les gouvernements défendeurs Plutot qu'un commentaire des articles les plus souvent appliqués. nous paraît indiqué de classer sans prétendre observer l'ordre chronolog-que les catégories d'affaires sur lesquelles elle a-eu à se pronoficer.

Un rôle d'initiation

ECCOMPIT.

TUR toutes cas affaires, à qualque catégorie qu'elles appartiennent. la Cour s'est prononcée par des arrêts m nutleusement rédigés dont la qualité technique paraît exceptionnelle. supérisure à celle d'autres lundictions internationales. Il reste à savoir quelle a até leur portée pratique

On a souvent critique la durée des procédures. Elles sont d'autant plus ionques que toute affaire est étudiée Usux lots, par la commission puis par 18 Cour II est évident que l'arrêt, rendu plusieurs années après le dépôt de la requête devant la commission. n'apporte souvent au requérant qu'une satisfaction de principe Mais cel arrêt. pai ses motifs et la publicité qui l'entoure, constitue un rappei à l'ordre adressé à l'Etat défendeur une mise en garde adressée aux Elats tiers. Il interprete des articles de la convention de cette jurisprudence pourront s'inspior les tribunaux nationaux, notamment dans les Etats qui considérent le convention comme partie de leur droit interne : le législateur lui-même pourra y trouver une source d'inspiration Enfin, le dépôt d'une requête devant la commission at la saisine de la Cour ont parfors pousse l'Etat défendeur à laire un examen de conscience et à modifier sa legislation . . aina du législateur autrichien ei du législateur de l'Allemagne fédérale pour certaines dispoations du code de procédure, pénale, du tégislateur beige pour la répression des faits de collaboration et de vagabondage et dans une certains mesure pour l'assouplissement de sa tegislation linguistique Sans allei jus ju e modifier se législation, le gouvernament défendeur à parfois, au cours

nour éviter que l'irréparable na solt

En fin de compte, le blian de la convention at celui de la Cour soni largement positifs. Certes, contrairement- à ce qu'avalent envisagé certains des promoteurs de la convention, ce ne sont pas les procédures prévues par elle bui pourraient ampécher le glissement d'un des Étals membres vers un régime totalitaire Mais, à l'intérieur des régimes qui acceptent la primazité du droft et combinent, survant des formules variables, liberté et démocratie la convention permét sans doute de can-STABI- et. par suite de prévenir certains abus Elle permet aussi de stimules l'évolution du droit dans le sens dus respect plus affine des libertés riste fori utile, pour ne pas dire indispansable Le Conseil de l'Europe a ra son de s'enorqueille d'avoir lavorise l'étaboration de la convention et d'alder. par des mésures qui ne sont pas seulement d'ordre matérial, à assurer son onctionnement

ROBERT PELLOUX.

trois affaires à paraître dans l'Ammusire irancais de droit international, 1977.

a interprete l'article 5 qui garantif la sūretė, c'est-à-dire la protection contre s'efforçant de préciser jes motifs de nature à la justifier et le délai raisonnable pendant lequel sile peut se prolonger. De même, interprétent cette lois l'article 6. la Cour a précisé la notion de procès équitable (fair trial). zui comporte notamment. I'indéperdance du tribunal et le caractère contradictoire de la procédure. Dans uh arrêt *Golder de* 1975, elle a admis que le droit au procès équitable implique le droit d'accès su tribunai, ce qui paraît évident, mais ne l'est pas tout à fait à la simple lecture du texte at das travaux préparatoires Ajoutone que, depuie 1967, la Cour a interprété largement l'article 14 dul prohibe toute discrimination dans la jouissance des droits carantis, ce qui l'a amenée à considérer qu'en l'absence de violation

d'un article déterminé it peut y avoir

violation da cet article combiné avec

l'article 14. Dans une seconde catégorie peuveni se classer les affaires de liberté à torte incidence politique. Tel est le cas de l'affaire Lawiess, jugée en 1961, à la sulte de la requête contre la République d'irlande d'un militant ou sympathisant de l'Armès républicains irlandaise qui avait fait l'oblet d'un interriement administratif. Tel est le cas de l'affaire linguistique belge. jugée en 1969, sur recours de Balges francophones contre la lécislation linquistique en matière scolaire. Tel est enfin, le cas de l'arrêt triande contre Royaume-Uni rendu le 18 lanvier 1978, gui revêt un intérêt juridique et politique particulier du fait que la Cour a qualifié de traitements inhumains et dedicadants, des pratiques que la commission avait qualifiées de tortures, et du tait que, pour la première fois, une requête étatique, a abouti à la Cour. plois que les précédentes, cotamment celle de l'Autriche contre l'Italia (1960) et la requête de divers Elats contre la Grèce (1967), avaient été traitées par la commission et le comfié des minis-

tres. il reste une troisième catégorie d'affaires qui, à partir de la violation alléquée d'une liberté et sans incidence politique notable, aboutissent à poset ce driou spoelle anionique del problémes de société C'est le ces de trois affaires qui om été tranchées en 1976 dans l'affaire Engel et dutres contre Pays-Bas, if s'agit de la discipline militaire et des droifs de l'homme en uniforme : dans l'affaire Kieldsen et autres, de la législation sur l'éducation sexuelle au Danemark et du droit des parents d'y sousfraire leurs enfants : dans l'affaire Handyside, de la régularité des condamnations prononcées er Grande-Bretsgne contre l'éditeur d'un - Petit Livre rouge - à l'usage des écollers, par application de la lo sur les publications obscènes A notre sens, dans les ces de ce genre, la solution dépend moins de considérations purement juridiques que d'une conception générale du monde et de la société (2).

Le police et l'armée sont dans l'impossibilité de poursulvre des enquêtes sur tous les actes de résistance armée : explosions, coups de feu contre les torces de l'ordre. Il leur est donc très difficile d'appréhander las coupables. Qu'à cela ne tienne, le principe suivant lequel tout habitant des ghétics est auspect simplifie les choses. On arrête un peu au hasard sulvant des critères essez vagues en commençant pa les garcons de seize à vingt-cino ans, et le poste central de police de Castlereagh se chargers de fournit la coupable adéquat, après signature d'une déclaration d'aveu à l'issue d'interrogatoires prolongés menés avec des méthodes violentes Lorsqu'il s'agit d'una bombe incendiaire, ce seront les filles du même âge qui feront à Castlereagh l'expérience de méthodes différentes, mais aussi efficaces. Ce n'est un mystère pour personne dans les palais de justice ou chaz les médecins ---

même ouvertement hostiles aux actions armées de l'IRA - qui examinent les prévenus après les interrogatoires, que bien des innocents sont déférés à la justice Bien entendu, les forces de l'ordre gardent l'espoir que ces innocents pourralent bien être coupables d'autre chose. mais l'image de la justice ne gagne rien à ces procédés et le comporlement détendu et triomphant des garçons et filles conduits chaque jour devant les tribuneux le démontre largement La criminalisation des délits politiques, en mars 1976, impliqualt la suppression du statut de prisonnier politique et elle s aussitôt entraîné, des acres de protesfation de la part des détenus, vite réprimée per un régime très strict, avec isclement fotal Une grande pertie des détenus, souvent condemnés à dix ou quinze ens. ou à perpétuité, ont moins de vingt ans. Par allieurs, il est reconnu que beau-

🌈 EST dans ce contexte qu'à Strasbourg a été publié le verdict de la Cour suropéenne des droits de l'homme Cela n'e été qu'une trustration de plus d'apprendre que ce que les - boys - avelent subi n'étail pas classé comme - torture - Indiflérent au lan qu'une condamnation avait tout de même été prononcée pour = traitements inhumains et dégradants », on a interprété le verdict comme consecrant l'emploi de méthodes violentes en cours d'interrogatoire, et lustiflant aussi le discrimination contre la communaută catholique, discrimination dont au même moment un document official d'une agance britannique reconnaissair la réalité, mais que la Cour de Strasboutg n'a pas

coup de condamnés n'appartiennent à

aucune organisation.

Ainsi, alors que les classes moyennes d'Irlande du Nord vivent dens la tranquillità - elles savent que. Dout elles, les risques d'un accident de volture soni statistiquement intinjmem pius importants que çeux què courit les armes britanniques ou celles de la résistence. 🗕

Par DORA C. VALAYER *

mes et de lemmes, solidaires à des

degrés divers des actions armées de

FIRA, sont déterminés à tout mettre

en œuvre pour réaliser leur rêve

d'une triande réunillée et indépen-

dante Paradoxalement, leur espoir

est beaucoup plus grand qu'il y s

Un événement qui a contribué à

ranimer l'espoir a été la contérence

de Coalisland, en lanvier 1978, où,

pour la première fois depuis de

longues années, se sont retrouvés

les frères ennemis il ne pouvait être

question d'y attronter des thèses

politiques inconciliables, et cetta

plate-forme n'avait pas d'autre objet

que d'assurer la délanse des pri-

sonniers Néanmoins, cette réunion.

quelques mois.

dans furgence : les dispositits de sécurité mis en place depuis des années n'ont pas changé. Mais il faut aller dans les ghettes. catholiques ou protestants, pour commancer à comprendre que la question iriandaise n'est pas - gelés -.

On evelue à quarante mille habilants la population des ghattos catholiques de Bellast où se recrutent à près de 100 % les effectifs locaux de l'IRA provisoire. C'est dans les poches de résistance que représentent ces quartiers populaires - la tator de chômage y est écrasant. - que s'exerce la plus pesamment la présence anglaise. Postes militaires, miradors d'où chaque mouvement est repéré, incessantes patrouilles à pied, liberté laissés aux soldate de mettre sena dessus dessous en quelques l'eures la maison qu'ils fouillent - pariois en vain — à la recherche d'armes, tout ast en piace pour créer une vraie obsession de l'Angleis, et cette obsession pèse sur toutes les conversations il faut y alouter les garde à vue prolongées, la terraur des brinalités. Il n'axiste pratiquement bas de familie qui n'ait été touchée plusieurs fois, et gombreuses sont celles où deux où trois des fils, souvent Agés de seize où dix-seot ans à peine. ont fait l'expérience de la prison.

maigré les critiques qu'elle a pu susciter, représente un pas en avant vers ce front commun auquel aspirent les catholiques républicains et pour isquel, sans doute, est mort Seamus Costello, l'automne dernier, à Dublin Son essessinet, qui n'a tameis été revendiqué, est en irlande assez largement attribué aux services britenniques il avast été en 1947 le tondateur de l'Irish Republican and Socialist Party qui est pout-étre actuellement la mellieure chance pour les républicains de lutter contre cette . ghettolsation du conflit voulue par le gouvernement anglais pour isoler la résistance Les atteques contre l'I.R.S.P - dont quatre membres sont actuellement mis en accusation devant la cour politique de Dublin, sous des charges légères et pleines de contradictions - prouvent qu'il représente un enjeu d'imporlance dans la phase actuelle du conflit Ce parti contribue d'ailleurs à assainir la quastron nationaliste. qui reste cruciale et ne débouchers sut tien tent qu'elle ne seça pes éciairée par une analyse soucieuse des réalités politiques et économiques internationales Sans doute aussi fl.R.S.P est-li actualisment la seul parti à pouvoir créer le pont indispensable entre les gherros affrontés à une répression quoticommunauté irlandaise T ES ghettos protestants vivent

une autre expérience Dispensés de la présence des patroulles armées à pied, donc des incidents multiples qui épuisent les quartiers républicains, lis vivent dans l'emertume un profond sentiment d'abandon Les essessinats précédés de tortures dont leurs groupes paramilitaires se sont rendus coupables pendant plusieurs années contre les cetholiques ont cessé Les armes protestantes — nombreuses — se sont tues pour le moment, et les - petits - protestaria se sentent tradués comme les - pieds noirs que les décolonisations s'apprétent à laisser derrière elles ils sevent aussi qu'ils ne peuvent compter ni sur leura élus ni sur jes Eglises, les uns el les autres trop compromis avec l'establishment Le vaste quartier de Shankill est délà livré aux pallereuses et aux buildozers pour répondre à un plan d'urbanisme qui a lotalement ignoré les aspirations de ses habitants, et dont ils sevent qu'il est en train de briser leur communauté. avec ses traditions, ses rites et son propre contrôle La haine contre les catholiques commence. à s'apaiser

De part et d'autre de la frontière entre ghettos catholiques et proteslants, mais aussi de l'autre côté de ja mer d'Irlande, en Angleterre même. Fidée du retrait britannique felt son chemin dans les esprits

Toutefols, la Grande-Bretagne garde d'importants alouts à l'étranger contre l'encombrante résistance des ghettos Leur isolement contribue à brouiller une information déjà fort confuse, d'où le succès l'an dernier de la propaganda menés par le gouvernement, aussi ambiguë qu'inetticace, du Parce People

Les pays de la Communauté auropéenne sont en train de mettre en place le dispositif. d'alde muluelle dans la lutte contre les terrorismes . la peur de la violence monte dans l'opiniun internationate, une violence qu'en itiende de Nord on attribue trop souvent à la saula IRA des ghettos Comment alors pourrait se dégager fexpression d'une solidarité envers ce petit territoire qui. lie d'une lle, a bien du mai à échapper historiquement aux conséquences de cette double insularité

* Pasteul de l'Eglise réformée de

tiècle plus tara pontent in

court pendant i mel un inding

n delai de serai de mai es me

- -.

--.:

- · . • .

• - •

•

•- ••

• - :

. • - _- _

* • 22.4-

plainte irland. ... et la date

MAN TANCENE

Sar 25 5.5

W 32 37274

tour se in the

PAGE 1

12 Page 22 .

S MOTOR IN

65 13.7 d. . .

104 30 31

10 10 70 TO

i Linti

T.4

NETSTEE 1.

Table :

Carlos and

Blue in the contract of

. .

1----

Local

1.1 121....

1.3

561 IT 11

<u>-, - :</u>:

ispensable ares alaus

2 1860 14

ation Weller

JUTSC. TO

44000 to

cas dans l'affaire grecque en 1969.

disculper,

ETTE évolution résulte d'une heu-

procédure, même quand ce n'est pas elle qui a introduit l'instance Ces délégués vont alder la Cour dans sa tàche en présentant non seulement les conclusions do rapport mala, le cas lorsque le rapport n'a pas été adopté le règlement de la Cour prévoit que elle prend en considération > le rapport la première dont elle ait eu à condaten outre, que le rapport peut être pour lui de ne pas le divulguer, et que ce demier peut faire connaître

Dans la vingtaine d'affaires dont elle a connu lusqu'ici, la Cour a été amed'Instance, modifié sa pratique, de manière à éviter la retour des critiques วบ | เม dtaient adressées . สกร์ ' dv pouvemement britainfique dans la récents affairs irlandaise à propos des procédés employès pour la conduite des interrogatoires Enfin, il ne faut pas oublier que la commission a assez ecuvent obtenu des réglements amisbles, officiets ou officieux, el même pairols effectué une démarche d'urgence

LA «MÉMOIRE ALLEMANDE», d'Heinrich Böll

Par YYES FLORENNE

ETTE mémoire, si profondément personnelle, qui se retrouve et s'avoue dans les Mémoires d'un écrivain, elle pourrait bien être l'expression privi-légiée d'une mémoire collective. Avec cette différence capitale que, justement, elle se retrouve alors que l'autre s'oublie; et qu'elle s'avoue, sans fard ni complaisance, ou plutôt se revendique. Il y faut du courage et aussi un certain sentiment d'une innocence en quelque sorte naturelle. Une revendication jamais provocante, il va sans dire, mais qui, en tant que telle, ne saurait comporter de contrition. En substance : j'ai été cet homme, mon peuple a été ce peuple. C'est ainsi. Et puis, sans contradiction aucune : ainsi ne soit-il jamais plus!

Heinrich Böll, même sans le prix Nobel, serait l'un des écrivains allemands les plus célèbres, peut-être le plus célèbre, de l'après-guerre. Son œuvre tout entière est aussi un témoignage. On dit : aussi. Car la conviction de Böli, c'est qu'il aurait été l'écrivain qu'il est, plus encore : qu'il aurait écrit, au fond, les mêmes livres, sans le nazisme et cans la guerre. Et il le pense de tout écrivain. L'histoire fournit un support, un décor, une orientation, sürement aussi une impulsion, muis rien de plus. Et cette certitude se nourrit d'une conviction plus générale : tous les hommes qu'il a rencontrès. l'histoire est passée sur eux, avec la souffrance de l'exil, sans qu'ils aient vraiment changé.

Mais tout écrivain digne de ce nom, quelle que soit sou idéologie, est d'abord un être « inconsolable : devant l'état de l'univers ». Cela qui désole et révolte Toynbee : le monstrueux gaspillage militaire. l'accumulation démente et puérile de moyens de destruction; l'attitude identique de tous les hommes de pouvoir, entraines par ou ne sait quelle pesanteur — le sens insensé de l'histoire, peut-être — qui seraient individuellement raisonnables et capables, mais tout se passe comme s'ils étaient des fous qui, par surcroît, seraient idiots. Conclusion à laquelle Böll aboutit, à propos d'autre chose (le cas Soljenitsyne) sur l'« intelligence des écrivains et l'imbécillité des hommes politiques ».

CES idées sur la « fonction », la responsabilité, l'art 💟 et le métier mêmes d'écrivain, vont et viennent dans la trame de cette confidence qui a la spontanéité de la parole, et toutes participent de l'idée fondamentale de « morale du langage ». L'étoffe du livre n'est pas moins ce témoignage sur l'Allemagne : s'être senti. dès l'enfance comme Rhénan et comme chrétien, membre d'une a minorité opprimée et méprisée » puis avoir subi le nazisme, d'abord comme une présence physique insupportable dans la rue. Mais l'horreur n'entraine pas une résistance elle-même physique; et surtout pas ce défoulement qui consiste à crier dans cette rue soulliée : « Salauds de nazis! » Lui a trouvé cela « déraisonnable ». Ou bien, il y faudrait une passion désespérée : Lucile Desmoulins criant (contre sa conviction, par surcroit) « Vive le roi! » au pied de l'échaufaud de Camille, pour être assurée d'y monter à son tour. Rien de tel, bien sûr, chez l'adolescent Helnrich Böll. Simplement, il se sauvera de la « Jeunesse hitlérienne »; et le voici soldat, inaugurant la guerre.

Ici, le témoignage nous ravit autant qu'il nous surprend : « La masse de la troupe était plutôt abattue, deprimée. Ce qui me frappa ensuite, c'est l'improvisation... Rien ne ressemblait à l'image d'une

armée prussienne classique... La population était résignée, passive... » On croirait que c'est de la France qu'il parle. Il fallut l'invraisemblable victoire pour faire, enfin, flamber l'enthousiasme, éclater la joie devant l' « ennemi héréditaire » écrasé. Bien entendu, le témoin est étranger à ces sentiments : « occupant », c'est avec la tristesse de sa solitude qu'il atteste, de façon aussi émouvante que convaincante, le « silence de la mer ».

Il reviendra du front russe pour voir les Allemands « libérés, et peut-être contre leur volonté », puis s'en remettant totalement, eur, à leurs occupants; pour assister à la construction de l'Allemagne nouvelle — pas assez — c par les vicillards », alors qu'elle aurait dû être l'œuvre des hommes de sa génération. Tout le mai est venu de là, qu'il dénonce ardemment : l'Allemagne prospère et béate, le parti chrétien qui « détruit le christianisme ». la social-démocratie qui, Brandt écarté, rend douteux le socialisme et la démocratie: l'acharnement déployé pour étouffer « toute étincelle de spiritualité » : par les « politiciens », mais non moins par a les Eglises ». La contestation du chrétien est radicale, et comprend tout : le seus des sacrements, à commencer par celui du mariage, et le mariage même la famille, à qui l'on donne pour modèle une « sainte famille » qui n'est justement pas une famille véritable. Contestation spirituelle et politique qui a justifié, à ses yeux, le groupe Baader (jusqu'à la violence, exclue) et lui fait envoyer des fleurs à Beate Klarsfeld. Car « les camps d'extermination ne disparaîtront jamais de l'Histoire allemande; ni. refoulée ou non, de la conscience allemande. Jamais. Ni de la conscience mondiale ».

Attention. Ce qu'il ne revendique pas moins, on d'autant plus, c'est une solidarité totale : solidaire. donc, de l'Allemagne, ou plutôt d'une Allemagne, vivant la vie et les péchés d'une Allemagne; citoyen (par la force des choses, mais par adhésion aussi) d'une Allemagne : celle de l'Ouest. « Nous, les Allemands de l'Ouest, n'avons jamais bien compris les Allemands de l'Est, en tout cas pas mol » Aussi : « La R.D.A. m'est complètement étrangère. » La contradiction semble irréductible, puisque Heinrich Böll professe que la seule et vraie patrie d'un homme, c'est sa langue. Mais, à propos de cette terre et de ce peuple « étrangers » (dont il ressent d'ailleurs les vertus comme un manque pour « son » Allemagne), il écrit justement : « On croit parler la même langue... »

T L est étrange — c'est-à-dire qu'Heinrich Böll, en ceci, 1 se signalerait lui-même comme « étranger » — que dans ce livre comme dans tous les autres se manifeste avec tant de constance une religion du pain, et du pain partagé : naturelle chez un chrétien, mais étrange au sein d'un peuple qui communie surtout dans la vie et à la table quotidiennes sous les espèces de la pomme de terre. En France, que l'auberge soit de luxe ou humble, ce qu'on apporte avant toute chose sur la table. c'est la corbelle de pain. En Allemagne, il faut le réclamer — et le payer : pain non compris. Infimes détails, mais profonds symboles; et très révélateurs du subconscient de deux peuples : on les propose à la méditation de celui qui a écrit le Pain des jeunes années.-

· Une mémoire allemande, entretiens avec René Wintzen Le Seuil, Paris. 1978, 208 pages, 39 F.

EUROPE

UN MUR ENTRE DEUX MONDES. — Jean Egen * Editions Denoël, Paris. 1978, 252 pages,

Lorsque J. Egen demande à Dieter Pablach, contremaitre à Dresde, s'il souhaite visiter l'Allemagne fédérale, son jardin, il n'est pas tente par le côté de Sigioch, contremaitre à Stuttgart, fa: l'impression exactement contraire s. Est-ce à dire qu'on est parellement satisfait de chaque côté du mur? J. Egen ne le prétend pas; à la limite - et c'est la vertu principale de son livre, qui se lit comme un grand reportage. — Il ne prétend rien : il montre. Comment on vit lel et là comment on travallle. se distrait, se marie, éduque les enfants, quelles sont les aspirations et les frustrations. Ainsi présentée. l'existence quotidienne de chaque peuple n'apparait ni comme un « enfer » ni comme un peradis > : en un sens, elle est même. à l'Est comme à l'Ouest très supportable. Mais à une condition : que les citoyens se conforment an modèle de société qui leur est imposé. S'éloignent-ils des normes, ils s'exposent à la répression : interdictions professionnelles à l'Ouest, prison, bannissement à l'Est. Par-delà les différences, essentiellement quantitatives, c'est une même Allemagne que ces images dessinent : fédérale ou « démocratique », elle s'emplois à normaliser les individus. A les soymettre à la loi d'airain du capital ou du parti. De chaque côté du mur, on découvre le même paysage. La même ombre. Le même déni de liberté.

LA POLOGNE: UNE SOCIETE EN DISSI. DENCE - Textes rassemblés par Z Erard et G.M. Zygier + Edit. Maspero, Paris, 1978, 194 page

A la différence d'autres pays de l'Est, où l'Etat a dissous la société civile, la désagrégeant en une pluralité d'individus soumis à l'ordre totalitaire, la Pologne a échappe partiellement à cette entreprise de normalisation Si bien qu'à côté de la e chambre des machines », comme dit organisations de masse, syndicats), subsiste une collectivité relativement autonome : elle a sa vie propre felle fait des affaires, pratique sa religion, a ses reseaux d'information) et de plus en plus souvent — révoltes de 1956, 1968, 1970, 1976 elle se dresse contre un pouvoir qui telle une mauvaise greife, n'a pas e pris C'est cette vie que découvrent les textes requeillis dans cet ouvrage : témolgnages d'ouvriers lors des grèves de Radom (1976), dépositions d'avocats, déclarations de l'épiscopat réflexions de philosophes et d'historiens. A leur façon, les uns et les autres se demandent que faire et des derniers échecs, tirent une nouvelle lecon : l'important, estiment-ils, est moins d'affronter ouvertement le pouvoir que d'organiser une « société parallèle » qui par son existence même, démontrerait la non-légitimité de l'autre. Nui donte et certains en ont déjà fait l'expérience que cette tentative se heurters tout comme les autres à la répression. Mais quelles que soient ses difficultés, elle porte timolgnage qu'en Pologne, plus qu'afficurs, la dissidence n'est pas le fait de quelques individus : des groupes entiers de citoyens sont engagés dans le combat pour la liberté.

M. T. M.

. . . - - -

Carrier to

AFRIQUE

M. T. M.

LA FORMATION DE LA CONSCIENCE NATIO-NALE EN REPUBLIQUE POPULAIRE DU

Congo. — Marie Eliou * Editions Anthropos, Paris, 1977,

415 pages, 90 F. A la suite d'une enquête menée dans les écoles normales du Congo. l'auteur s'est aperçu que, dáns un Etal aux frontières artificiellement dessinées, l'enseignement jouait un rôle easentiel dans la dynamique de l'émergence d'une nation, c'est-à-dire, d'abord, d'une conscience nationale. Rôle ambigu, au demeurant, puisque le système d'enselgnement peut luszi blen contribuer à freiner l'apparition d'une conscience nationale que se prêter à sa diffusion. Transplanté, faisant appel à un savoir, .a une idéologie et des enseignants étrangers, le plus souvent issus de l'anclenns métropole, li maintient la dépendance culturelle. Enracine au contraire dans les traditions, l'histoire et les luttes, surtout les plus récentes. du pays. Il devient un outil essentiel dans le combat anti-impérialiste en contribuant à forger l'identité nationale de la jeune République. Le choix est politique. Par la richesse de sa vie culturelle, par l'originalité et la rigueur de son choix, le Congo offre un exemple frappant de cette alternative dont Mme Eliou préLE PROCESSUS DE LA REVOLUTION DEMO-CRATIQUE POPULAIRE AU MOZAMBIQUE. — Samora Machel

* L'Harmattan, Paris, 1977, 250 pages,

Regroupant les textes les plus importants de l'actuel président du Mozambique entre 1970 et 1974, cet ouvrage est le reflet des luttes menées alors par le FRELIMO contre le colonialisme portugals. Ontre cet intérêt stratégique et politique, il éclaire l'orientation actuelle du Mozambique et de ses dirigeants. Une chronologie et de courtes introductions rédigées par le ministère de l'information aident à restituer ces interventions dans leur contexte historique.

La première, qui donne son titre an recuell, est aussi la plus théorique : réflexion sur l'expérience du FRELIMO dans la lutte armée et l'administration des zones libérées, elle définit les perspectives et la ligne politique de l'organisation pour la poursuite de la révolution. Les deux textes suivants, reflets de luttes au sein même du FRELIMO. complètent cette analyse en tentant de préciser la nature du pouvoir à établir. Une série de textes, enfin, définissent les principes et les orientations du Mozambique dans un certain nombre de domaines plus particuliers : émancipation de la femme, éducation, développement sanitaire et de la production.

AMÉRIQUES

BRESIL. — Jean-Yves Merian

* Guides Nouvelles frontières, Paris, 1977, 248 pages, 25 F. S'il est d'abord conçu pour le voyageur. ce très remarquable guide écrit par un universitaire mérite un public nettement plus large. Il intéressera les étudiants, les enseignants et d'une manière générale tous ceux qui suivent l'évolution du « géant » de l'Amérique latine. Si l'auteur donne une multitude de renseignements pratiques, il sait, derrière l'évocation du Carnaval, de la musique ou du cinéma, montrer la réalité des problèmes que la dictature militaire ne souhaite pas faire decouvrir au touriste. Et ce, sans sectarisme et sans jargon.

ASIE

PAMPHLETS ET LIBELLES. — LUXUM * Maspero, Paris, 1977, 260 pages, 45 F.

On devait déjà à Michelle Loi, sinologue passionnée, un Pour Luxun, défense et illustration de l'écrivain chinois, précédé d'une première publication de ses ácrits. Ce sont de nouveaux textes, traduits par elle, qu'elle nous donne, accompagnés d'une très écisirante étude. Luxun, révolutionnaire de l'époque hérolque, ne dans une Chine encore féodals, opposé aux intellectuels traditionnels - Il ne cessers d'ailleurs de dénoncer une certaine trabison des clerce - a souffert d'être un précurseur et un intransigeant ; son œuvre a été en partie occultée par ses adversaires au pouvoir, et il a fallu

la révolution culturelle, trente ans après sa mort, pour qu'il fût mis dans sa vrale lumière. Ces textes y contribueront en France : outre certains, déjà célèbres. nous dit la traductrice, qui ne pouvaient être omis, on en trouvers d'autres plus récemment mis au jour, et un inédit découvert par Michelle Loi. L'un de ces écrits, aur la libération des femmes, est remarquable en ce que ce révolutionnaire, contrairement à tant d'autres, s'il croit que les femmes ne peuvent être libérées qu'avec la société, dans une même lutte que les hommes, proclame pourtant qu'elles doivent livrer un combat spécilique pour s'affranchir e des chaines (qu'elles) sont seules à porter ». Y. P.

THE MOZAMBICAN MINER, A STUDY IN THE EXPORT OF LABOUR

+ Centre d'études africaines, université Eduardo-Mondlane, Maputo, Mozambique,

sente l'analyse détaillée.

153 pages. L'exportation de travailleurs vers les mines d'Afrique du Sud a été l'un des traits les plus caractéristiques du colonialisme portugais au Mozambique. Destructurant complètement l'économie agricols traditionnelle des provinces du sud. elle a contribué à faire entrer une colonie longtemps « attardée » dans les circuits capitalistes traditionnels. L'étude, réalisée à la demande des autorités mozambi-

C. B.

caines par une équipe de chercheurs de l'université Eduardo-Mondiane de Maputo - sons la direction de Ruth First délà connue pour ses travaux contre l'apartheid, - révèle l'ampleur du phénomène d'émigration vers les mines et ses conséquences sociologiques désastreuses. Elle montre aussi les liens de dépendance économique entre le Mozambique et le geant sud-africain qui d'ailleurs, ne s'est pas privé de les faire jouer pour « punir » le régime révolutionnaire installé par le

- - · · ·

A Herria

▼

••••••

- : . .

. . . - . - .

C. B.

Recherches universitaires

LA TURQUIE ENTRE L'OCCIDENT ET LE TIERS-MONDE

A Turquie en fece de la décolonisation = : le sujet est d'autant plus passionnant qu'il ve toin au-deiè de son énoncé formai L'attitude d'Ankere à l'égard de l'émencipation des jeunes nations d'Atrique et d'Asie peut, en effet, être perçue comme le test, dans les années 50, de la profondeur de i' - occidentalization - de la Turquie ou, au contraire, comme le signe, à partir du mouvement militaire de 1960 et du traumetisme chypriote de 1964, d'un retour à l'a authenticité politique et culturelle .. A i n s i sommes-nous naturellement . incités, 'avec M. Mehmet Gāk (1), è une «enalyse spectrale » du régime fondé, au landemain du premier conflit mondial, par Mustapha Kémai cette « révolution allumée dans la nuit sur le plateau d'Anatolie comme un de ces feux de colline dont l'horizon tout entier se trouve illuminé », pour reprendre le commentaire d'Edouard Herriot,

Ambiquité du kémelisme. Il s'agit blen du premier mouvement de libération nationale : débarqué à Samsoun le 19 mai 1919. officiellement pour rétablir l'ordre dans les vileyets orientaux, Kémal ve parcoutir l'Anatolie en tous sens, lormant des comités de résistance loin de la capitale, bientôt occupée ; surtout, après avoir triomphè de l'armée du sultan et avoir eu ralson des envehisseurs étrangers, il obtiendre, le 23 juillet 1923, à Lausenne, qu'un nouveau trallé soit substitué au traité de Sèvres qui consacrait, trois ans plus tôt, l'anéantissement de l'ampire ottoman, le démembrement de l'Anatolle el le contrôle des puissances étrangères sur les tinances et les services publics de la Turquie Mels, en même temos, ce soldat victorieux est un produit vivant de l'esprit du l'Encyclopédia.. — et va se comporter en lils de le Révolution de 1789. Sur les ruines du sultanat. Kémel ve bătir un Etat nouveau et s'ellorcer de modeler un peuple nouveau - dans l'adhésion à l'ensemble des valeurs de l'Occident.

Quel regard, dans ces conditions, porter, depuis Ankera, sur l'émergence des nations d'Afrique et d'Asie après 1945 ? Celui. traternel, d'un précurseur envers les nouveaux mouvements de libération? Celui, inquiet, de cet Occident dont la Turquie se veut partie intégrante et qui fait figure, désormais, de citedelle assiégée ? Au comportement de la diplomatie turque, M. Gök consacre une thèse d'une richesse exceptionnelle - per le documentation qui la fonde comme par les interprétations et les hypothèses qu'elle développe. Sur la processus de décision en politique étrangère, le jeu des partis, la structure de l'information, l'intensité des échanges avec l'étranger, les analyses abondent. Et cette richesse même inspire au lecteur nombre de réliexions.

Ne faut-li pas, permi les raisons de l'alignement de la Turquie sur l'Occident, dans les années 60, distinguer plus nettement la part de l'occidentalisation de la société et de l'Etat et celle de flengagement dans l'alliance occidentale? Partois les deux moti-

Par CHARLES ZORGBIBE

vations se rejoignent ; ainsi lorsque la Turquie, en lanvier 1949, refuse de participer à la réunion de Delhi sur la question indonésienne, proposée par Ceylan, l'Inde et le Pakistan, ou lorsque, six ans plus tard, elle se comporte en porte-perole des thèses occidentales à Sandoung, c'est à la fois du fait de ses liens organiques avec le bloc occidental et de sa conviction d'être une nation européenne. Mels le Turquie d'evant 1947 semble relativement plus libre pour prendre position face aux conflits coloniaux : est révélatrice ici la modification du vote turc à l'ONU sur le « question de Palestine ». Pris dans le dogmatisme de la guerre froide, les dirigeants d'Ankare iront jusqu'à condamner, en octobre 1951, au nom de leur engagement occidental, le gouvernement « waldiste » du Caire — al « kémaliste » pourtant dens sa voionié d'occidentelisation. Au demeurant, il y a différentes manières d'être - occidental - : la lin de la tutelle coloniale pourra être préconisée au nom des droits de l'homme et du principe d'autodéterminetion - dès que des changements dans la climat international ellégeront ie clivage Est-Ouest, comme le montre particulièrement l'évolution de la position d'Ankara sur l'affaire aigérienne

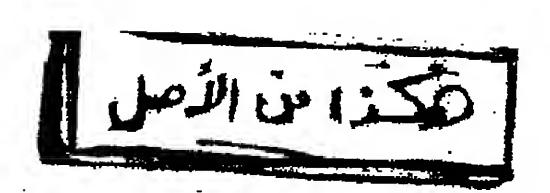
La notion de « modernisetion », qui est au centre du sujet, aurait sans doute gagné à être affinée. On ne peut mettre sur le même plan la modernisation délibérée de le Turquie à partir de 1923 et

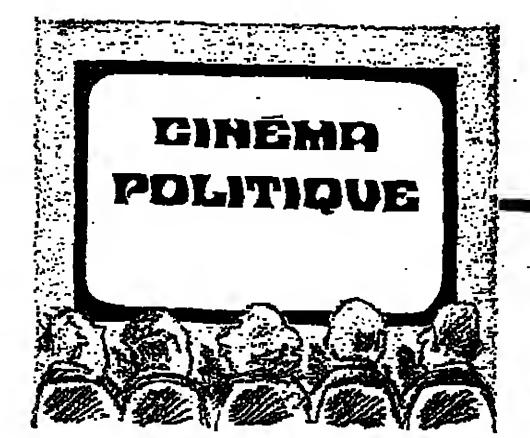
l'ouverture des nouveaux Etets au monde moderne depuis 1945. Le notion même de modernité s'est protondément altérée. En 1923, alors que l'Occident est encore triomphant, elle signifie autant constilution et libertés tormelles que sciences et technique, elle traduit autent une certaine conception de l'homme qu'une certaine efficacité économique. Après 1945, elle se réduit à l'ambition d'efficacité, les succès de la sociélé soviétique ayant montré que le progrès technique pouveit être attaint sans respect des libertés

Le clivage chronologique adopté par l'auteur — ebsence de préoccupation tiers-mondiste dans la politique étrangère turque jusqu'en 1960, début de prise de conscience à partir de cette date, n'emporte pas rotalement l'adhésion. La sensibilisation eux problèmes des peuples dépendents appareit très tôt lorsqu'il s'agit de netions islamiques : des les allaires de Tunisle et du Maroc. Par contre, dens les années 60, l'eccession à l'indépendance des Elats d'Afrique noire π'évelliera guère d'écho en Turquie... Sans doute aurait-il fallu distinguer deux phénomènes autonomes : une prise de conscience anticolonialiste — ponctuelle — que levorise la détente internationale et le libéralisation du régime d'Ankera à partir de l'intervention de l'ermée, en 1960 (et qu'illustre l'évolution de l'attitude turque sur le conflit elgérien) ; une stretégie volontariste de rapprochement avec le tiers-monde à partir de la réactualisation, en 1965, de le question chypriote. Le groupe atro-asietique aurait-il été plus favorable à la Turquie dans l'attaire de Chypre si Ankara avait adopté une diplomatie plus ouverte sur le tiers-monde ? Intervient ici la spécificité du problème de Chypre, plus proche, comme le reconnaît l'auteur, de celui d'irlande du Nord que de la décolonisation au sens strict.

Un thème court, entin, à trevers toute la thèse, qui aurait pu être mieux éclairé : celui des contradictions potentielles entre les positiona de la classe politique et celles de l'opinion publique. Ne touche-t-on pas là au problème de la relativité de l'empreinte du kémalisme sur le Turquie, des limites de l'œuvre de Kémai — une tentation de l'Occident, freinée par le poids de l'héritage islamique Iraditionnel 2

(1) L'attitude de la Turquie en face de la décolonisation (1945-1965), thèse de doctorat en science politique, université de Paris-L





Q.M. 1.5 er

and success of

事をは clie a ·

ging, co. -

35-77327

uellin ...

...... The second i gratiani di sa ₫ 51815-10-1

· 1 _ · · ·

greger in the

UE

ORY OF LEET."

S-MONDE

:=: ' '

E PRODESSUS IN A FRANKLING

CRATIONS FOR D. T. J. VINNEY

a-.: -

I COLUMN TO SERVICE SE

Edit. Masper : ;

Ispects de la crise

En économia du cinémo, on appelle crise la baisse de la fréquentation. Par rapport à 1976, en France, la fréquentation o boissé en 1977

de 4,47 % et les films français ont vu leur fréquentation diminuer de 12,84 %, alors que le nombre des spectateurs français des films américains augmentait, durant la même période, de 5,43 %. Car la crise n'est pas la même pour tous, et, dans un marché qui se rétrécit, l'offensive commerciale des grandes compagnies américaines (1) s'effectu détriment des productions françaises, dans l'indifférence de la profession. Celle-ci, après une analyse quelque peu hâtive des raisons de la crise, a tout misé depuis une dixaine d'années sur des solutions dont on percoit aujourd'hui les limites : repli sur des groupes sociaux solvables ou disponibles (bourgeoisie des villes et jeunes), segmentation du marché, prolifération des multisalles,

concentration dans les quartiers centraux des villes, généralisation de l'exclusivité avec augmentation du prix des places. Toutes ces transformations ont lourdement exdetté la profession, qui n'a plus de stratégie de rechange alors que la crise frappe de plein fouet.

Faut-il laisser mourir le cinéme, qui n'est plus le médie de masse dominant? Se mort coûteroit peu à l'économie française : la chiffre d'offaires du cinéma est de quelque 2 milliords de francs; elle ne concernerait que quatre ou cinq mille personnes, toutes branches de la profession confondues, plus de deux mille personnes qui sereient partiellement touchées dans les laboratoires : par repport à l'économie nationale, c'est relativement dérisoire, en tout cas peu déterminant dans l'avenir économique du pays.

Cependant, un authentique économiste, René Bonnell (on lira de publier un ouvrage sur l'économie du cinéma qui provoque actuellement une véritable petite révolution dans les milieux de la profession, où l'économie est surtout pensée en termes de « coups », de « raids », d' « affaires », et rarement comme le résultat d'observations et d'analyses. Bonnell, après avoir décrit l'impasse structuralle où s'est enfermé le cinéma français, souțient que celui-ci possède un

avenir (il estime que ce cinéma peut retrouver deux cents millions de spectateurs annuels; ils étaient sealement cent soixante-huit mil-Rons en 1977) à condition qu'il veuille bien abandonner un certain nombre d'idées (récemment) reçues, notamment celles qui concernent les prix des pigces et la locatisation des salles. Il est trop rare que les économistes s'intéressent au cinéme (il y a eu durant les années 50 les travaux d'Henri Mercillon, dont le livre Cinéma et Monopoles est aujourd'hui encore indispensable pour comprendre les mécanismes économiques du cinéma américain) pour qu'en ne prête pas aftention à leurs suggestions.

Selon René Bonnell, c'est le secteur de l'exploitation qui possède aujourd'hui le pouvoir économique, mais il l'utilise mal parce qu'il ne suit pas renouveler la création et aussi, pensons-nous, parce qu'il est tenté de vivre en exploitant les succès du cinéma étranger, notamment américain. C'est ce qu'étudie ci-dessous Joan-Michel Solaun, qui constate la très forte présence des films américains (ou diffusés par des filiules américaines) dans la programmation d'une ville moyenne française (Grenoble). Cela aussi, c'est la crisa.

IGNACIO RAMONET.

(1) Cf. 4 Superproductions s, le Monde diplomatique, septembre 1977.

Le monde de la croissance finie

A structure économique du cinéma n'a jamais été extrémement saine. A peine étalt-il né qu'on disait détà le cinéma en cose. Pour ne considérer que l'après-guerre, je distingueral deux

- L'époque de prospérité relative, qui va de 1945 à 1957 : la fréquentation oscille alors de trois cent souxante-dix millions à quatre cent dix millions d'entrées. On ne pouvait pas parler d'une vérilable crise : il y avait, certes, instabilité et difficultés financières, mais c'était le lot normal d'une activité très aléatoire, dont une des caractéristiques essentielles est de ne pouvoir connaîtr: une crossance infinie: ie cinéma est la monde de la croissance finie, cela veut dire que la demande se sature à un certain niveau. Ainsi, la fréquentation maximum s'est située en France autour de quatre cents millons d'entrées (chiffres atteints on 1947 at 1957). Co point as: important : le cinéma n'est pas susceplible d'une demande indéfinie de ses prodults: à la différence de la plupert des autres secteurs économiques et notamment ceux des loisirs :

- La période de chute brutaie de la fréquentation (de 1957 à 1969) a plusieurs origines : la première est indéniablement (de 1957 à 1965) la pénétration massive de la télévision dans les milieux ouvriers e; employés, puis mraux, L'entrée de la television dans, les, loyers, aises, n'a pas eu les mêmes effets; ainsi, de 1950 à 1967, un cinquième à peu près des ménages français se sont équipés en téléviseurs : c'étaient socialement les plus favorisés. et cela n'a pas fait baisser la fréquentation dans les salles. Ce qui yeut dire que n'est pas seulement technologique, elle est d'essence sociale et socio-culturelle.

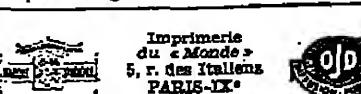
Une erreur stratégique

PARTIR de 1965-1968, la balsse de

la fréquentation a des causes plus complexes : certes, le parc de salles va diminuer en corrélation avec l'équipement des-menages en récepteurs de télévisios, mais en même temps la profession réagit en se repliant sur des segments de marché encore rentables, susceptibles de rapporter encore quelques profits. Elle choisit, de fail, les classes aisées pour leur pouvoir d'achat et les jeunes pour leur disponibllité. L'industrie du cinéma accumule ainsi des équipements dans des endroits où, précisément, les classes les plus défavorisées n'habitent plus (politique, entre autres, des multisalles). Les salles des banlieues, des petites et moyennes agglomérations sont fermées, ce qui constitue une importante erreur stratégique. En effet, la demande de cinéma est très sensible à la proximité géographique et sociale, et à l'accessibilité financière : le besoin de cinéma ne naît pas avant l'apparition du film, à la différence d'autres besoins plus fondamentaux (exemples: l'alimentation, la santé, etc.). Derrière cette remarque banale, il faut souligner la grande élasticité de la fréquentation par rapport à l'offre ; ce phénomène jouera en défaveur de la demande au fur et à mesure que le cinéma s'éloignera géographiquement ét financièrement de certaines catégories sociales. Et que vont faire celles-cl ? Elles étaleront leur fréquentation, la rendront de plus en plus irrégulière et finiront par la faire disparaître.

Le retour au cinéma exige un volontarisme culturel qui n'est pas précisément la caractéristique des classes sociales défavorisées. Cela dit, la demande de cinéma s'est maigré tout maintenue à partir de 1970 autour de cent soixante-quinze millions d'entrées grâce aux jeunes élevés devant les téléviseurs et pour qui le

Edité par la S.A.R.L. le Monde. Gérants: Jacques Fauvet, directeur de la publication. Jacques Sanyagest



Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration. Commission paritaire des journaux et publications : nº 57438

Par RENE BONNELL*

cinéma représente la véritable rupture avec le spectacle téléviquel qui confine trop au sein de la famille. Mais la France connaît, comme d'autres pays, une importante baisse de sa natalité, et || est mutile d'être grand expert pour savoir qu'à partir de 1977-1978 va s'amorcer, pour des raisons démographiques, une nouvelle balsse de la fréquentation. Il est difficile de prévoir l'issue de ce mouvement, mais ce serait une erreur grave que d'essayer de rattraper par une hausse brutale du prix des places la baisse éventuelle de la recette. Cette attitude ne feralt qu'aggraver la défection et enfermerait le cinéma dans un cercle vicleux dangereux.

Certains ont évoqué, pour justifier la balssa de la fréquentation, d'autres paramètres tels la voiture, les vacances, les résidences secondaires... Rien n'est moins sûr, car il est difficile de trouver statistiquement une corrélation quelconque, de courte ou de moyenne période, entre ces données et la fréquentation. Blen au contraire, les visites aux salles obscures sont désormals d'autant plus nombreuses que les loisirs sont intensifiés.

Magasins à succursales multiples

T A baisse de la fréquentation a bouleversé les structures du cinéma francals. Historiquement, le cinéma français comportait environ cing mille sales relativement isolées : seuls Pathé et Gaumont exercalent urâce au marché de l'exclunon déterminant; une distribution assez nombreuse et puissante face à une exploitation dispersée; une production. certes instable, joueuse, etc., mais qui, bon an mai an, finançait entre cent et cent cinquante films. Les intérêts étrangers (américeins en pratique) dans la distribution surtout n'étalent pas négligeables mais n'eurent jamais le poids acquis en Grande-Bretagne, en Allemagne, voire en Italie. grace en particuller à un système d' = aide = relativement protectionniste.

La récession a eu un effet très simple faire alleser le pouvoir vers ceux qui controlaient l'accès à une clientèle fondante, à savoir l'expiolization La réponsa à la crise s'est felte en France en termes de structures. Le mouvement de rénovation des salles s'est appuyé sur une forte tendance à la concentration de l'explortetion : création du G.I.E. Pathé-Gaumont à la fin des années 60; fédération originale de la petite exploitation au sein d'une U.G.C. privatisée en 1971 ; étoffement du groupe Parafrance. Au total, quelque mille cing cents à deux mille sailes qui, par le jeu des ententes de programmation. on, un poids déterminant sur le marché. La structure de l'expiolitation s'est progressivement congelée autour d'un noyau central (un petit nombre de personnes) qui détient le pouvoir de programmation, très important dans les mécanismes économiques du cinéma. L'expioitation est devenue un groupe de magasina à succursales multiples.

Cette concentration a ses avantages mais elle pose un gros problème, car elle s'est contentée de fédérer les pouvoirs sans, si l'on peut dire, concentrer les risques. Nous sommes en présence d'un capitalisme qui n'est plus cohérent avec son essence. Le capitalisme, c'est le capital investi pour récupérer un surproduit un jour. Ou on est pour le capitalisme, ou on est contre ; al l'on est pour, il faut le metire en œuvre dans toute sa cohérence, autrement dit, prendre des risques de production. Or, actuellement, une grande partie du pouvoir est aliée vers l'avai, vers l'exploitation qui ne prend guère de risques de production. Le secteur de la production s'est progressivement désagrégé, constitue une activité de plus en plus eléatoire mais qui, avec de plus grands risques d'échec, peut encore rapporter gros; d'où son hypertrophie inflationniste (deux cents à deux cent vingt films par an, dont un tiers sont pomographiques) tandis que les premières œuvres, c'est-à-dire le cinème de demain, se financent de plus en plus difficilement maigre le brassage apparent de jeunestalents, comme on dit.

* Docteur és sciences économiques, enseigne l'économie de l'information à l'université de Paris-I; auteur de le Cinéma exploité, le Seuil, Paris, 1978.

On ne pourra indéfiniment vivre sur une taile contradiction. Avec ta multiplication des écrans, va se poser un problème d'alimentation des salles, à moins que la France s'ouvre de plus en plus aux produits étrangers. Sans faire de nationalisme culture), cette situation serait iamentable, car une activité où la France peut briller, où elle peut avoir une politique adicacés ses capacités Industrielles par rapport aux Etats-Unis, entre autres, c'est bien le cinéma, activité de la singularité par excellence.

Personnellement, je renvols dos à dos le cinéma hypercapitaliste et ses filmsmarchandises et le cinéma de bureaucratie cantralisée, extremement peu fécond. Il faut s'avancer vers l'exploration et l'expérimentation d'un nouveau modèle d'économie culturelle décentralisée La système actuel accumule les défauts d'un cinéma corporatiste : [] n'a pas la capacité d'innovation d'un cinéma capitaliste, tout en n'échappant à aucun de ses inconvénients : il n'a pas les mérites d'un cinéma culturellement porté par l'ensemble de la société et collectivement financé par elle. Il faut ajouter que la programmation excessive de films à la télévision absorbe la substance même de l'industrie du cinéma et tue lentement la poule aux œufs d'ar.

Pour sortir de la crise, il faut revoir complètement le système étatique d'intervention en faveur du cînéma, concu pour une conjoncture totalement différente (calle de l'après-guerre). La profession doit sortir de la problématique de « la peau de chagrin » où alle s'est enfermée er s'attacher à relancer la fréquentation. Cela est possible car il existe un immense besoin, une demande latente de cinéma dans un but de diversification des loises audio-visueis. Eile doit, pour ceia, accepter de distraire momentanément une partié des ressources traditionnellement destinées a améliorer les conditions de l'offre (logique de la loi d'alde) pour stimuler la demande : politique dynamique et diversifiée des prix de places, animation des saliss, prospection active du public délaissé, etc., avac des méthodes différentes des pratiques publicitaires purement mercantiles. Cette stralegie suppose un aggiornamento des pratiques et des mentalités. Il y va de la survie du cinéma.

(Propos recueillis par I. R.)

La programmation dans une ville moyenne

N ne trouvera pas de révélations fracassantes dans cette étude. mais plutôt une accumulation de faits isolés, souvent déjà dénoncés ailleurs, qui imbriqués les uns aux autres comme les plèces d'un puzzle. finissent par construire une image du quotidien du cinéma-spectacle en

programmation commerciale d'une ville est réglée par les rapports entre les distributeurs de films et les exploitants des salles. A Grenoble, comme dans la plupart des villes de province, les exploitants sont regroupés dans des ententes de programmation contrôlées par les trusts Gaumoni et U.G.C. (plus une salle du circuit Parafrance et un complexe Art et Essai du circuit Nef).

Seul le propriétaire des salles pornographiques reste maltre du choix de ses films. Mais la marginalisation de ce secteur est totale. Le « porno ». c'est le bordel du pauvre.

Ces écrans mis à part, il a été projeté, au cours des trois mois étudiés, plus de films américains que de films francais. Cette invasion touche toutes les salles, tous les publics. Une telle omniprésence élimine des programmes les neuf dixièmes de la planète, sans parler de ses conséquences idéologiques particulièrement évidentes avec l'exclusivité de W. Disney dans les films pour enfants. De plus, le quart des films européens à l'affiche étalent contrôles par des filiales américaines. Il s'opère en effet progressivement une sorte de division internationale du travail, la responsabilité du financement (et donc des aux Américains, les capitalistes européens se chargeant de la diffusion. La domination de Hollywood repose bien sûr, sur sa puissance économique.

Second pôle de l'industrie, la firme Gaumont est représentée à Grenoble par un complexe de six salles d'exclusivité. Elle monopolise ainsi les plus grands succès de la période. Ses prix élevés rendent exceptionnelle la sortiecinéma du public populaire, le luxe d'une fête. Mais, de plus en plus, Gaumont recherche un public petitbourgeois, plus fidèle et plus aisé. On trouve sur ses écrans de nombreux films Art et Essai, décrivant avec complaisance un malaise diffus, une couche sociale à la recherche de son identité. Certains voient là une politique commerciale éclairée, alors que

le projet avoué est de transformer la sortie-cinéma en pratique élitaire. Il ne transparait de l'affiche de l'U.G.C. (deux complexes et deux salles à Grenoble) aucune ambition aussi nette. Une rotation souple des coples permet d'aller cueillir le public populaire dans son quartier. Culturellement, cela vole assez bas.

Face au partage des films et du marché, les propriétaires locaux, incapables d'innover, se font programmer par les trusts, récupérant miettes et os. Les salles de quartier ont été fermées, rachetées ou pornographiées l'Art et Essai récupéré. Aujourd'hui, les exploitants moyens sont en difficulté.... et on continue d'accuser la

Tendance à la concentration

P ARADOXALEMENT, la multipli-cation des ecrans n'a pas favorisé la sortie des films moins connus. Ceux qui ont en la chance d'arriver jusqu'à Grenoble y font une apparition aussi rapide que clandestine, faute d'une promotion intelligente. Au cours de la période étudiée il n'est passé, par exemple, aucun film du tiers-monde.

La tendance à la concentration est encore accentuée par la sclérose des goûts du public, contraint à un comportement grégaire par le manque d'information et le désir légitime d'en avoir pour son argent. Néanmoins, le scénario monopoliste a renforcé la coupure entre les professionnels et les spectateurs, entraînant de nombreux abus. La dégradation du spectacle cinématographique a favorisé la création d'un comité d'usagers.

La centralisation de toutes les décisions entre les mains de quelques Parisiens risque d'empêcher toute expérience nouvelle en vue de toucher un large public, même si la mise en avant de quelques auteurs peut faire illusion. Les salles de cinéma perdent de plus en plus leur aspect « saile des fêtes » au profit de celui de « musée privé ».

Par exemple, le courant qui se dessine aujourd'hui en faveur d'un cinéma régional doit tenir compte de l'état de concentration de la branche. S'il veut que sa richesse repose sur son lien organique avec la population, il lui faudra prévoir la diffusion de ses

réalisations. JEAN-MICHEL SALAUN.

BIBLIOGRAPHIE

BIG BAD WOLVES. — Joan Mellen

* Pantheon Books, New-York, 345 pages. Produits manufacturés de l'usine à rèves, les stars masculines de Hollywood doivent autant à la chirurgie esthétique que les déesses de l'écran : machoires si nez refaits, perruques et corsets. Après cette divertissante lottoduction. Joan Mellen analyse is mystique mesquiine qui a prévalu à Hollywood, des temps du muet à nos jours. Malgré la diversité apparente des masques, t'est toujours la même image de la virilité qui s'imposa. Les partenaires féminines sont les fairevaloir de ces héros providentiels, qui leur préférent la chaude fraternité de leurs pairs. Les films de guarre et les westerns ne sont blen souvent que des histoires d'amour entre partenaires du même sere où la femme-potiche babille, pleurniche et se déshabilla.

Hollywood hait les femmes, insiste Joan Mellen. Sa haine s'étand aux intellectuels. soupconnés d'homosexualité. Le surmale américain est aux antipodes de l'intellectuel : comme si penser, ce n'était pas agir. Le fascisme n'est pas loin. Pourtant, au cours des années 50, une autre parole a filtré. A travers James Dean, l'enfant mal-aimé de A l'est d'Eden. tout une génération de jeunes Américains règle ses comptes avec le Père et n'a plus honte de ses défalliances. La « Beat Generation > n'a pourtant pas réussi avec Easy Rider à créer de nouvelles figures, Fonds junior et Y. Hopper exaltent le monda da la fraternità virile où les femmes sont rejetées sur les marges. Les années 70 voient Hollywood se fixer sur les archétypes guerriers avec Bronson et Eastwood, véritables machines à tuer. Pourtant quelques concessions sont isites aux mouvements de libération, Aitman, dans Buffalo Bill et les Indiens, démythifie à la fois le grand héros de l'Ouest et la star Paul Newman. Dans Un uprèsmidi de chien, Al Pacino, le « macho » allenciaux du Parrain, n'a pas hésité à incarner un homosexuel, mais le déviant est châtje au dernier sote, la morale est sauve. Les « vigilantes » du pouvoir mâle vellient au grain.

LE CERCLE BRISE (l'image de l'Indien dans le western). — Georges-Henri Morin

Payot, Paris. 1977. 326 pages. 65 F. Le Cerole brisé séduira ceux pour qui l'Indien, reste le symbole privilégié de l'altérité. Dans une étude minutieuse et alerte, l'auteur confronte la réalité de l'histoire indienne au western, vaste réserve de mythee où l'amérique bianche se gère un passé. Il souligne que, contrairement à d'autres minorités, le peuple indian, après trois siècles d'oppression et de révolte, n'a jamais connu le compromis. c'est-à-dire. l'intégration. L'auteur rappelle aussi que les mythes

'qui se sont ordonnés autour de l'Indien. ne sont pas pés dans le Nouveau Monde. Les colons ont exporté, dans leur exode vers la terre promise, toutes les légendes bibliques et médiévales de la vicille Eprope. L'Indien, serpent du jardin d'Eden ou dragon des contes du Grasi, incarnation du Mai, justifie la guerre sainte. Plus tard au riècie des Lumières, naît une autre mythologie, celle du bon sauvage Elle est tout ausai pernicieuse puisque la culture y reste l'apanage du blanc, al entétant que puisse être pour les héros de Fenimore Cooper l'appel de la foret. Le western oscille longtemps entre l'image religieuse du « démon peinturlure » et celle, paternaliste, du gentil enfant sauvage. Même al des les années 50, des réalisateurs tentent de réhabiliter l'Indien, c'est en lui prétant toutes les valeurs de la classe moyenne américaine. Dans un cinéma fondé sur lidentification an héros. l'Américain

moyen dolt.sy reconnaitre. Le profit a

Jusqu'aux années 70, c'est l'absolue différence de la culture indienne out est niée. Seuls quelques réalisateurs, tel John Ford, en maintenant l'Indien sur les marges du récit aux frontières du connu. ont fait preuve d'une certaine honnéteté L'auteur rappelle ensuite, dans un chapitre exaltant, tout ce qui fait l'originalité d'une culture qui non seulement s'obstine à ne pas mourir, mais se tient à l'avant-garde des luttes et interroge violemment la société bianche. Anjourd'hui fonctionnent, en autogestion, des usines indiannes où le pointage at les cadences n'existent pas. Le western. cinéma de geste, genre archaique par excellence, se fait fort peu la reflet de cette vitalité prodigieuse de la culture indjenne. Pourtant, un autre tegard se dessine. Seion l'auteur, c'est à Arthur Penn qu'il revient d'avoir fait le premier nim pro-indien. Renonçant à la vision morale et à la tentation écologiste. Il présente l'histoire de l'Ouest comme le choc de deux civilisations. Si les Indiens ont reconquis aujourd hid la parole, sur la scène politique, dans la littérature et sur la terre des ancêtres, Hollywood reste N. de C. encore à gagner.

PARTICULIER HOTEL

Avenue Milleret-de-Brou, 75016 PARIS

LIBRE SUR 525 m2 CONSTRUCTIBLES 1000 m2 ENVIRON DÉVELOPPÉS

Rez-de-chaussée et trois étages sur sous-sol Très grand garage - Jardins GODECHOT IMMEUBLES 12, rue de Penthièvre, 75008 PARIS

Tél.: 265-19-36

ONU

Le déploiement de la FINUL Dans son troisième rapport intérimaire adressé le 8 avril au Conseil de sécurité. M. Kurt Waldheim, secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, a donné des précisions sur la composition et le déploiement de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL) à cette date

Les effectifs de la FINUL étaient alors les sulvants : Canada : 19 hommes : France 728 hommes : Iran : 198 hommes : Norvege 629 hommes; Suede: 255 hommes. Tous ces soldats avaient été temporairement détachés d'autres forces de maintien de la paix de l'ONU. En outre, 68 observateurs militaires de l'ONUST assistaient la FINUL dans sa tâche. La FINUL était alors déployée dans une bande large d'environ 3 à 4 kilomètres, au Sud du Litani s'étendant de la ville de Tyr à

la région du Mont-Hermon. Le rapport fait état des contacts pris avec les autorités israéliennes pour obtenir le retrait des forces israéliennes a dans les plus brefs délais », conformément à la résolution 425 du Conseil de sécurité. Le plan de retrait initial israélien prévoyait une évacuation en deux étapes, la première le 11 avril et la seconde le 14. La profondeur du retrait devait être de 2 à 7 kilomètres dans certaines régions. Le secrétaire général s'est ensuite rendu au Proche-Orient pour examiner avec les parties et les commandants des Nations unes la mise en œuvre des diverses dispositions de la résolu-

tion 425. De concert avec le haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF, ou FISE), le Programme d'aide de l'ONU aux réfugiés libanais a aussi organisé l'envoi de secours d'urgence aux personnes déplacées à la suite de l'invasion israélienne.

UNRWA. - L'Office de secours et de frabilit des Nations unies pour les réjugiés de Palestine (UNRWA) a annoncé, le 10 avril, qu'une partie des soixante-cinq mille réjugiés palestiniens qui avalent fui la région des combats dans le Sud-Liban avaient regagné leurs joyers à cette date (vingt mile à vingt-cinq mille). L'UNRWA estimait cependant que tous les réjugiés continueraient à avoir bezoin d'une aide urgente pendant au moins trois mois. Un nouvel appel our Etais membres a été lancé par l'Office, qui fait face à un déficit de 27 millions de dollars pour 1978.

FORCE DES NATIONS UNIES A CHYPRE. — Le secrétaire général de l'ONU a adressé, le 3 avril, un appel urgent à tous les Etats membres affa d'obtents des contributions volontaires supplimentaires pour la Force des Nations unies à Chypre (UNFICYP) dont le déficit est persistant : p'us de 50 millions de dollars au 15 décembre dernier. OPERATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX — Le comité spécial des opérations de maintien de la paix a ouvert, le 7 avril, sa première session de l'année. Il a réélu trois pays comme membres de son bureau : Nigéria (président), Canada, Japon-ct Argentine (vice-présidents). L'Egypte a été flue

au poste de rapporteur. OCEAN INDIEN. — Le comité spécial de l'océan Indien a fatt le point des derniers pourpariers soviéto-américains sur la question de la limitation des armements dans la zone, lors de sa première session de l'année au début d'avril. NAMIBIE. — La session spéciale de l'Assemblée

générale des Nations unies consacrée à l'examen de la question namibienne a siègé du 24 april au 3 mai à New-York. (On trouvera un bre) résumé de ses travaux dans le prochain numéro.) Le 10 avril, les cinq membres occidentaux du Conseil de sécurité (République /édétale d'Allemagne, Canada, Etats-Unis, France et Royaume-Uni) avaient transmis au président du Conseil uns leitre contenant une proposition de, règlement de la question namiblenne dont fut ensuite saisle l'Assemblée générale. Le 11 april, le comité spécial de la décolonisation avait mis un terme d son débat sur la question de Namibie.

APARTHEID. - Dans une déclaration publice le 4 avril, le comité spécial contre l'apartheid u salué la décision prise récemment par le gouvernement fédéral du Nigéria à l'encontre de la Barclays Bank of Nigeria qui apait fait part de son intention de poursutore sa collaboration avec le système de l'apartheid en Afrique du Sud. Le gouvernement nigérion a décidé de retirer tous les sonds publics de cette suiale de la Barciays Bank

ELIMINATION DE LA DISCRIMINATION RA-CIALE. — Le comité pour l'élimination de la discrimination raciale a tenu sa diz-septième session à New-York, du 20 mars au 5 avril. Il a examiné les conditions d'application de la convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimina-tion et a demandé à plusieurs Etuts de lui présenter des rapports sur la mise en œuvre de cette commission. Une partie de la session a été consocrée à la coopération avec l'UNESCO pour aider les Etats parties à la convention à éliminer le racisme des moyens d'information et de l'enseignement. CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL - Le Conseil économique et social a ouvert sa première session de l'année le 11 avril. Ses travaux devaient se prolonger jusqu'au 5 mai.

CONDITION DE LA PEMME. — La commission de la condition de la jemme a tenu sa vingt-septième session à New-York, du 20 mars au 5 cord. Elle a d'abord consacré ses travaux à l'évaluation de la première partie de la décennie de la surme (1976-1985) et aux conditions d'application, dans les Etats membres, de la déclaration sur l'élimin ttion de la discrimination contre les semmes. La commission a aussi envisagé les problèmes à soumettre à la conférence mondiale de Téhéran, qui se tiendra à Téhéran en 1980, à mi-chemin de la décennie de la femme. Quatre résolutions ont aussi été adoptées sur la condition de la femme en Afrique australe, sur le financement des centres pour les femmes, la participation des femmes oux conférences internationales et la projection des consommateurs.

ETABLISSEMENTS HUMAINS. — Au cours d'une session de cinq jours à New-York du 3 au 7 avril, la commission des établissements humains s'est préoccupée des programmes d'activité du centre des établissements humains. Dans son rapport cu Consell économique et social, la commission zute que le directeur de ce centre n'a toujours pas Li nommé.

CONFERENCE SUR LE DROIT DE LA MER. — La troisième conférence des Nations unies sur le groit de la mer a repris, le 28 mars à Genève. ses efforts pour élaborer et adopter une législation ternationale concernant les océans. Il s'agit de sa septième session, qui devrait durer jusqu'au 🔁 mai, en principe. La conférence examine officiellement pour la première fois un texte contenant trois cent soirante-treize articles (y compris les annexes) qui a été mis au point lors de la précédente mai an 15 failet 1977. Par soizante-quinze voix contre diz-neuf et avec treize abstentions, la conférence a adopté une proposition du groupe asiatique déclarant que M. Ramilton Shirley Amerasinghe demeure prestdent de la conférence.

ENVIRONNEMENT. — Les délégués représentant huit Etats du Golfe (Bahrein, Iran, Irak, Koweit, Oman, Quiar, Arabie Saoudite et Emirats arabes unis) se sont rencontrés à Koweit, du 15 au 24 mars. pour examiner les mesures pratiques à prendre pour la protection et la mise en valeur du milieu marin et des régions côtières. La réunion était organisée par le Programme des Nations unies pour environnement (P.N.U.S.).

ENFANCE. - Outre son aide aux réfugiés du Sud-Liban, le Fonds des Nations unies pour l'enfance a fourni, en avril, une assistance médicale our victimes d'une épidémie de choléra aux Maidives et à des mères et enfants de Ditbouti où ont afflué les réjugiés à la suite des conflits dans la Corne de l'Afrique.

• COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'EUROPE. - La vingt-neuvième session de la Commission économique des nations unies pour l'Europe a stégé à Genève du 11 au 22 avril. On trouvers un pret résumé de ses travaux dans le prochain numéro.

TRAVAIL

A la commission des industries

A réglementation du travail par équipes et 上 du travail de nuit figurent parmi un ensemble de recommandations adoptées par la commission des industries textiles de l'Orgasation internationale du travail (O.L.T.), qui a tenu sa dixième session du 4 au 13 avril a Genève. Les conclusions et recommandations adoptées par les représentants gouvernementaux, employeurs et travailleurs de vingt-neuf pays concernent également les modifications des systèmes de rémunération et la garantie du revenu, l'adaptation de la formation à l'évolution technique et aux problèmes d'emploi, les aspects sociaux des activités des entreprises multinationales et l'élimination de l'utilisation de certains prodults cancérigènes ainsi que la défense des libertés civiles et des droits syndicaux des travailleurs

Les débats ont permis de mettre en lumière une tendance à l'amélioration des perspectives de l'emploi dans les pays industrialisés, particullèrement en Europe, notamment à la suite du renouvellement de l'arrangement multifibre.

Un rapport sur le travail « posté » Le travail « posté » dans les pays indus-trialisés avait précisément fait l'objet d'un rapport publié le mois dernier par le Bureau international du travail (BIT) où l'on relève que ce genre de tâche est devenu chose normale pour le tiers des travailleurs, dont la moitié est affectée à des équipes de nuit. Le rapport met en évidence les inconvénients qui en résultent pour la santé tout en relevant que depuis quelques années ce mode de travail, surtout frequent jusqu'alors dans la sidenirgie. les mines, l'industrie textile et celle du papier, gagne les industries alimentaires et le secteur des services. « La crise économique actuelle, estime le BIT, est de nature à freiner les efforts tendant à diminuer le travail posté », dont le principe vient même à être accepté par certains syndicats comme « un aspect inévitable du développement économique ». Le BIT précenise dans son rapport certaines mesures capables d'améliorer les conditions de vie des travailleurs affectés à ce genre de tache.

AIDE A LA FORMATION PROFESSIONNELLE. -Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) a accepté, au début du mois d'avril. de financer deux profets de stages de formation professionnelle qui lui avaient été soumis par l'Organisation internationale du travail (O.I.T.) en faveur d'une centaine de réjugiés des mouvements de libération de la Namibie et du Zimbabwe reconnus par l'Organisation de l'unité africcine (O.U.A.). Le financement de ces deux projets représente près de 2,4 millions de dollars.

F.A.O.

Cent trente millions de dollars d'aide alimentaire pour treise pays E Comité des politiques et programmes d'aide L alimentaire, l'organe directeur du programme alimentaire mondial (PAM), qui a tenu le mois dernier sa cinquième session à Rome du 13 au 16 avril, a décidé d'affecter une aide alimentaire d'une valeur de 130 millions de dollars à treize projets de développement économique et social dans treize pays du tiers-monde. Dix de ces projets intéressent des pays classés parmi les plus durement touchés par la crise économique (75 % de ce don) : au Proche-Orient, Egypte et République démocratique populaire du Yémen; en Afrique orientale, Ouganda et Lesotho: en Asie. Pakistan et Afghanistan : en Amérique latine et aux Caralbes, Honduras, El Sajvador et Halti; et. en Afrique occidentale. Cap-Vert. Les trois autres bénéficiaires sont l'Algèrie, Cuba et la République populaire du Congo. Ouvrant les travaux du comité. M. Edouard Saouma, directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.), a déclaré que l'aide alimentaire actuelle est « trugiquement insuffisante » par rapport aux besoins réels des populations d'un grand nombre de pays du tiers-monde. Dans un message envoyé au comité à l'occasion de sa cinquième session. M. Kurt Waldheim. secrétaire général de l'ONU, a invité les pays donateurs à augmenter leurs contributions à la réserve alimentaire internationale d'urgence, de façon à atteindre l'objectif minimal annuel de 500 000 tonnes. Les contributions s'élevaient alors au total de 245 000 tonnes.

PREPARATION DE LA CONFERENCE MON-DIALE SUR LA REPORME AGRAIRE DE 1979. — Un groupe international d'experts de haut niveau

s'est réuni à Rome dans la dernière semaine qu mois de mars pour préparer les grandes lignes de la conférence sur la réforme agraire et le développement rurel qui doit se réunir d Rome en juillet 1979 au siège de la F.A.O. Les experts ont demandé que l'on s'occupe tout spécialement des facteurs socio-économiques plutôt que des problèmes techniques et que les changements institutionnels nécessaires au développement rural soient étudiés

ENGRAIS. - La troisième consultation du programme e engrais > de la F.A.O. et la vingt-troisième session du comité consultati! d'experts F.A.O.industrie des engrais ont eu lieu à Rome à la sin du mois de mars. Quatre-vingt-neuf représentants de pays donateurs, de pays bénéficiaires et des principales industries des engrais ont participé à la séunion. Ils ont évoqué la situation actuelle dans le domaine des engra's, les engagements pris par les différents pays et les activités prévues du titre du programme e engrais » de la F.A.O. qui a justonné en 1977 avec le Programme international d'approvisionnement en engrais de la F.A.O. Ils ont aussi examiné certains problèmes concreis tels que les obsiacles à une intensification de l'usage des engrais dans les pays en voie de développement. Les délégués ont noté la constante expansion du programme — qui groupe à présent dix-neuf pays tandis que vingt-trois autres envisagent de poser leur candidature.

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL. L'envoi d'une aide d'urgence d'une valeur de 41 600 dollars a été autorisé le 3 atril pour contribuer au ravitaillement des réfugiés d'Afrique du sud en Angola ; le 5 avril, une aide d'urgence supplémentaire d'une valeur de 711 000 dollars a été accordée pour les réfugiés namibiens en Angola.

• UNESCO. — La cent quatrième session du conseil exécutif de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) s'est ouverte le 24 avril à Paris : elle durera fusqu'au 9 juin prochain - L'Annuaire statistique de l'UNESCO 1976, outrage de référence, est publié pour la première fois cette année en trois langues : anglais, irançais, espagnol. A partir d'informations tournies par quelque deux cents pays et territoires, les données les plus récentes qui soient disponibles sur les systèmes d'enseignement (scolarisation, dépenses budgétaires. etc.), l'information (livres, périodiques, cinéma, radio et télévision, etc.), la science et la technologie (personnel, dépenses affectées à la recherche et au développement: indicateurs du développe-

ment scientifique, etc.). — UNESCO, Paris, 1977. ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE. — L'Organization mondiale de la sonté (O.M.S.) a célébré le 7 avril le trentième anniversaire de sa création. en même temps que le vingt-cinquième anniversaire du Bureau régional de l'Europe, installé à Copenhague, et la Journée mondicle de la sanié. - Un comité d'experts de l'O.M.S., réuni d Genève du 13 au 21 mars, a lancé un appel en faveur d'un effort mondial contre l'hypertension. Dans une recommandation adoptée à l'issue de leurs travaux, les experts soulignent que l'hypertension affecte en moyenne 8 % de la population adulte de la plupart des pays du monde, et qu'elle est la cause d'un taux élevé de morbidité, d'inca-

AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE. — Au cours d'un colloque international sur les effets biologiques différés des rayonnements ionisants, organisé à Vienne, du 13 au 17 mars par l'Agence internationale de l'énergie atomique (A.I.E.A.), deux cent cinquante experts de trente-trois États et de neul organisations internationales ont étudié les ellets somatiques qui pourraient apparaître très longtemps après une exposition externe et interne aux rayonnements ionisants.

— Pour permettre une synthèse de l'expérience acquise dans les domaines de l'élude, de la construction et de l'expérience d'exploitation des prototypes de réacteurs surgénérateurs rapides de démonstration refroids au sodium, el pour examiner les possibilités d'appliquer ces connaissances aux centrales qui seront dotées de réacteurs rapides, l'A.J.E.A. a organisé un colloque international sur l'étude, la construction et l'expérience d'exploitation des prototypes de surgénérateurs rapides à métal liquide. d Bologne (Italie), du 10 au 14 avril. Ceite réunion a rassemblé près de trois cent trente participants venus de vingt-trois Etats.

• ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL - Aux termes d'un accord intervenu le 14 mars, l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) a accepté, dans la limite de ses ressources. d'aider l'Ouganda à moderniser ses agro-industries. son industrie textile, son industrie sucrière, su sidérurgie et ses industries chimiques. L'organisation fournira également à l'Ouganda une assistance pour la formation industrielle, pour la création d'un institut technologique du sucre et pour la promotion des investissements étrangers dans divers projets industriels. - Dix-hutt hauts sonctionnaires et directeurs de registres nationaux de technologie, venant de quatorze pays, en voie de développement ont réduse. à l'issue d'une réunion organisée par l'ONUDI, à Vienne, du 6 au 10 mars, un rapport prévoyant certaines mesures applicables à l'acquisition et à

l'application des techniques au service des pays en développement et indiquant les moyens de promouvoir la coopération en vue des échanges d'informations technologiques. - A la suite d'un don de 1 million de dollars verse à l'ONUDI par l'Arabie Saoudite, les crédits disponibles au titre du Fonds des Nations unier pour le développement industriel dépassaient au début du mois d'arril 8 millions de dollars. Le Fonds, qui est entièrement altmenté par des contributions volontaires, a été créé à la sin de 1976. • ORGANISATION INTERGOUVERNEMENTALE CONSULTATIVE DE LA NAVIGATION MARITIME. La République démocratique de Somalie est

la navigation maritime (O.M.C.I.) • UNION INTERNATIONALE DES TELECOMMU-NICATIONS. — Une réunion de la commission régionale du plan pour le développement des réseaux de télécommunications en Amérique latine a eu lieu à Lima (Pérou), du 10 au 15 avril. Cette commission mixte relève du comité consultatif international télégraphique et téléphonique (C.C.I.T.T.) et du comité consultatif international des radiocommunications (C.C.J.R.), organismes permanents de l'Union internationale des télécommunications (U.I.T.). Les travaux ont porté sur les études dont les résultats ont eu une insluence directe sur la planification et les décisions concernant le développement des réseaux nationaux et

devenue le 4 avril le cent-cinquième membre de

l'Organisation intergouvernementale consultative de

internationaux. • ORGANISATION METEOROLOGIQUE MON-DIALE. - « Météorologie et recherche prospective » : tel a été la thème de la Journée météorologique mondiale organisée le 23 mars dernier par l'Organisation météorologique mondiale (O.M.M.).

Fonds monétaire international

Entrée en vigueur du deuxième amendement aux statuts

T E Fonds monétaire international (F.M.L.) a 🚣 annoncé, le 31 mars, l'entrée en vigueur, à partir du 1er avril, du deuxieme amendement de ses statuts, conformément aux accords conclus à la Jamaique en janvier 1976. Cette évolution consacre l'abandon du système monétaire élaboré à la conférence de Bretton-Woods en juillet 1944 et légalice le flottement des monnaies. L'entrée en vigueur du deuxième amendement devrait porter le total des quotes-parts au Fonds de 29,2 milliards de D.T.S. à 39 milliards de D.T.S. si tous les pays membres souscrivent à la totalité de l'augmentation proposée de leur quote-part; au 31 mars, quatre-vingt-cinq pays dont les quotes-parts au Fonds représentent 78.52 % du total avaient consenti à ce relevement.

Ce nouvel amendement transforme profondément les pratiques du F.M.I. et entraîne un certain nombre de modifications, dont notamment : l'adoption par les pays membres du régime monétaire de leur choix à l'exclusion de l'étalon or ; ils pourront donc opter soit pour les changes flottants (interdits par les statuts de Bretton-Woods), soit pour les changes fixes à condition de ne pas preudre l'or comme point de référence ; la réduction du rôle de l'or dans le système monétaire international, y compris la cession d'une partie du stock d'or du Fonds (abolition du prix officiel de l'or, suppression des paiements en or obligatoires entre le F.M.I. et les pays membres, etc.); la modification des caractéristiques du droit de tirage spécial (D.T.S.) et l'accroissement de ses possibilités d'emploi visant à en faire le principal instrument de réserve dans le système monétaire international : la simplification et l'extension des types d'opérations et de transactions financières du Fonds, notamment celles effectuées par l'intermédiaire du département général ; la création éventuelle d'un pouvel organe du Fonds. le « vollège », détenteur d'un réel pouvoir de décision ; l'amélioration de l'organisation et de l'administration du Fonds.

MODIFICATION DU « PANIER » DETERMINANT LA VALEUR DU D.T.S. - Le 3 auril dernier, le F.M.I. a annoncé sa décision de modifier la compo-sition du « panier de monnaies » à dater du 1et juillet prochain et l'introduction d'une méthode prévoyant des ajustements quinquennaux additionnels du « panier » en lonction des pariations dans le temps de l'importance relative des monnaies tout en assurant la continuité et une prévisibilité raisonnable de l'évaluation du D.T.S. Le « panier » modifié sera établi en fonction des statistiques portant sur la période 1972-1976. En conséquence, les monnaies de l'Iran et de l'Arabis Saoudite y seront représentées, alors que celles du Danemark et de l'Afrique du Sud en sont écartées. REVISION DU TAUX DE REMUNERATION ET DU TAUX D'INTERET DU D.T.S. — Le 23 mars, le Fonds monétaire a réexaminé le taux auquel il remunère les positions créditrices des paps membres ainst que le taux d'intérêt du D.T.S.; pour le trimestre commençant le 1º april 1978, le taux de rémunération — actuellement de 3,5 % — passe d 3,75 % et les commissions perçues sur les D.T.S. pendant le même trimestre seront également fixées 4 3,75 %.

VENTE MENSUELLE D'OR. — Le fonds monétaire a, le 5 avril, procédé, pour le compte du jonds fiduciaire, a sa vente mensuelle d'or par adjudication. 524 800 onces d'or fin, soit la quantité totale mise en adjudication. à l'exception d'une fraction de barre standard. ont été mises en vente au prix moyen de 177.92 dollars l'once d'or fentre 177.61 dollars et 180,26 dollars).

Groupe de la Banque mondiale

Prêts de la BIRD

T A Banque Internationale pour la reconstruc-Lion et le développement (Banque mondiale ou BIRD) a effectue récemment une série de prêts en faveur des pays suivants : - Egypte (23 mars) : 40 millions de dollars pour aider la Banque industrielle pour le développement à faire face à ses besoins en devises au cours des deux prochaines années : - Philippines (23 mars) : 2 millions de dollars pour la réalisation d'un projet pilote de radio educative :

- Roumanie (27 mars) : 85 millions de dollars pour le financement d'un projet de production de camions, de tracteurs et de pneus tous terrains : — Yougoslavie (27 mars) : deux prêts, dont le premier, d'un montant de 80 millions de dollars, financera un projet routier; le second prêt, de 100 millions de dollars, contribuera à

la réalisation d'un programme de modernisation du reseau ferroviaire : - Brésil (30 mars) : deux prêts, dont 130 millions de dollars pour un projet de distribution de l'électricité et 24 millions de dollars pour un plan de développement rural dans l'Etat de Paraiba: - Grèce (30 mars) : 60 millions de dollars

pour l'amélioration de l'enseignement technique secondaire et post-secondaire et la formation des maîtres d'enseignement général ; - Chypre (30 mars) : 8,5 millions de dollars pour l'amélioration des installations portuaires de Limassol et de Larnaca: - Portugal (30 mars) : 40 millions de dollars pour l'amélioration du réseau d'adduction d'eau dans la ville de Lisbonne; - République de Corée (3 avril) : 120 millions de dollars pour financer l'amélioration du

réseau ferroviaire - Ile Maurice (3 avril) : 15,2 millions destinés à l'amélioration des services d'éducation secondaire de premier cycle : un second pret d'un montant de 15 millions de dollars, a été accordé le 6 avril pour l'extension et l'amélioration du réseau électrique dans la partie occidentale du pays; - Algèrie (6 avril) : 83 millions de dollars pour aider au financement du premier projet d'assainissement dans la zone urbaine d'Alger';

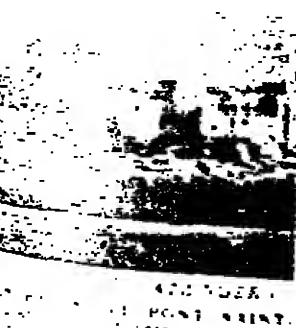
— Philippines (6 avril) : 60 millions de dollars pour l'installation de l'énergie électrique dans certaines régions ; - Syrie (6 avril) : 58 millions de dollars pour l'amélioration de certains tronçons routiers: - Papouasie - Nouvelle - Guinée (20 avril) : 3.5 millions de dollars pour financer l'installation de containers à Port-Moresby. Rappelons que les prêts de la Banque mon-diale portent Intérêt au taux de 7,5 % l'an

Mque arabe pour féveloppement momique en Afriqu

 $(x,y) = (x,y) \in \mathcal{F}(x) \times \mathbb{R}^{n}$

-1 ----

ET DE DOMGFES A Partie and the angles and the angl



್ ಸಾಗಿದ್ದರು ಸಾಗಿದ್ದರು

THETERS.

The Armail

order of ford ≰

THE STREET

to the second section

TO P TEA

The Original March 1997 and

* - 2 · 3 *

Contract son getter.



13, rue Soufflot, 75005 PARIS Téléphone 033-05-97

LA SUCCESSION D'ORGANISATIONS INTERNATIONALES EN AFRIQUE R. RANJEVA

den tava ji

· 4: :, :-

dittate 1 2 ...

errage, and the

.7 19-1

C

্ট্ৰেক্টৰ প্ৰয়োগ কৰ

:01r :::

E. f

TRICKET ... English

MATTIN Des

PEMENT IN:

·-- [- · · · · · .

ತ್ಯಾಚ್ಯದ ಚಿತ್ರಗಳು

型温25% A 1995

Emily the 2th the Mark than the

• •

A:::::.

4 3 . . .

4.

 $H_{\alpha}^{(1)} = \{ \{ \{ \{ \{ \}, \{ \} \} \} \} \mid \{ \{ \{ \}, \{ \} \} \} \} \}$

3, 5

3

PEME

--: ... ** 4.

£____.

Tree . The second

ANTERNA ...

ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOF-PEMENT. — L'Association internationale de développement (IDA), filiale de la Banque mondiale, a annoncé, de son côté, l'octroi d'une série de — Afghanistan (23 mars) : deux crédits affectés. l'un d'un projet d'exportation de fruits et légumes (18 millions de dollars), l'autre à un programme d'irrigation de Khanabad (22 millions de dollars); — Jordanie (27 mars) : 14 millions de dollars pour la réalisation d'un programme d'adduction d'eau et d'assainissement à Amman; — Soudan (27 mars) : 23 millions de dollars destinés au développement de Port-Soudan et 25 millions de dollars pour un programme de commercialisation des produits de l'élevage;

- Cameroun (30 mars) : 13 millions de dollars pour l'accroissement de la production de cultures alimentaires et de casé grace à un projet de déveioppement rural sur les hauts plateoux de l'ouest — Tchad (30 mars) ; 11,5 millions de dollars

pour le développement de la production du bétail; — Bangladesh (3 avril) : 25 millions de dollars un projet de stockage de céréales alimentaires: — Indonésie (3 avril) : 40 millions de dollars Pour venur en aide aux petits entrepreneurs et aux

petits agriculteurs, par l'intermédiaire de la Bank Indonesia et d'autres banques à qui ont été sournis — Ethiopie (6 april) : 24 millions de dollars pour le financement d'un projet de stockage et de commercialisation de céréales afin d'assurer un approvisionnement suffisant en céréales à l'ensemble du - Inde (6 april): 126 millions de dollars pour

financer les travaux d'irrigation et de développement des surfaces irriguées des principaux réseaux d'irrigation de l'Etat de Karnataka: - Philippines (13 april): 28 millions de dollars pour la réalisation d'un projet d'infrastructure rurale visant à améliorer la qualité de la vie et à accroître les revenus des paysons dans l'ile de Luzon et dans les lles Visayas; — Gambie (20 avril) : 5,5 millions de dollars pour réduire la pénurie de main-d'œuvre qualifiée et alphabétisée dans ce pays en mettant en place des institutions de formation technique et de

OPERATIONS CONJOINTES DE LA BANQUE ET DE L'IDA. - L'industrie du caoutchouc. contrôlée par des ressortissants nationaux au Libéria, a bénéficié, le 3 avril, d'un prêt de la Banque mondiale de 7 millions de dollars assorti d'un crédit de l'IDA d'un montant de 6 millions de dollars pour le développement de l'industrie du caoutchoue dans le cadre d'un programme de replantation et de modernisation.

D'autre part, le 20 avril, l'Inde a reçu un prêt de la Banque mondiale de 105 millions de dollars pour la construction d'une centrale thermique de 500 méamatts à Trombay, dans l'Etat de Maharastra, ainsi qu'un crédit de l'IDA d'un montant de 200 millions de dollars pour la construction de trois générateurs de 200 mégavatts à la centrale thermique de Korba, dans l'Etat de Madhya-

SOCIETE FINANCIERE INTERNATIONALE. — Un certain nombre d'opérations de la Société financière internationale (S.F.J.), suiale de la Banque mondiale, ont été annoncées au cours des dernières semaines : - Prêt de 2 500 000 dollars (29 mars) à la Société Scott Paper Company du Costa-Rica pour le financement d'un profet d'extension visant à accroître sa capacité de production et à en réduire

- Investissement dans la société Papeles Ponderosa au Mexique (5 april) sous forme de participation au capital (2 600 000 dollars) et d'emprunts (9 millions de dollars), pour la construction d'une usine de carton pour boites pliantes; - investissement de 3 150 000 dollars (13 april) en République arabe du Yémen pour la réalisation, dans la ville portueire de Hodeidah, d'un projet portant sur les produits lattiers et les jus de fruit. Le-prêt-de-la-S.P.L., assordé-à-la-Société-yéménits des produtts laitiers et des jus de truit, est son premier investissement dans ce pays; - Ouperture d'une ligne de crédit de 2 millions de dollars (17 avril) pour le financement de prêts aux petites et moyennes entreprises thallandaises consié à la Banque commerciale thallandaise : - Opération de la S.F.L., réalisée conjointement avec des investisseurs égyptiens et britanniques, en (aveur de l'industrie égyptienne (18 avril); le prêt de la S.F.I. s'élève à 592 000 dollars consentis à la Société de conjection du Nil pour la construc-tion d'une usine de confection.

Banque arabe pour le développement économique en Afrique

Six opérations de prêt L arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA), réuni à Khartoum les 8 et 9 mars, a approuvé six prête en faveur des pays et organismes suivants ; - Burundi : 6 millions de dollars pour le financement du projet routier Bujumbura-Cibitoke-Rugombo; — Libéria : 3,92 millions de dollars pour la

réalisation d'un programme de développement de l'infrastructure énergétique du pays ; - Lesotho : 6 millions de dollars pour financer la construction de l'aéroport de Maseru : - Ouganda : 4,7 millions de dollars pour le financement d'un plan d'assainissement de l'entreprise African Textile Mill de Mbale; ce pays a également reçu une aide de 150 000 doilars affectée à l'étude d'un projet de développement de l'aviculture et des ressources halieutiques:

- Organisation panafricaine des télécommunications : l million de dollars affectés à une étude de préinvestissement liée à l'aménagement de divers réseaux de liaison prioritaires.

COMMISSION PERMANENTE DE LA COOPERA-TION ARABO-APRICAINE. - La deuxième session de la commission permanente de la coopération arabo-africaine s'est tenue les 28 et 29 novembre 1977 au Caire, sous la présidence de MM. Idim. Kodjo et Tahir Radhwan. Au cours de cette réunion les participants sont convenus de la marche à suivre quant au financement des projets africains réalisés dans le cadre du programme de la coopération économique et financière.

Banque européenne d'investissement

Octroi de six prêts

C IX prêts de la Banque européenne d'inves-Dissement (B.E.I.) ont été annoncés au cours des dernières semaines : — Un prêt d'une contre-valeur de 4 millions de couronnes danoises (0.6 million d'u.c., pour dix ans à 6,9 %) le 29 mars, pour la rationalisation et l'augmentation des capacités de production d'une laiterie à Esbjerg au Danemark dans le sud-ouest du Jutland : le 17 avril, un pret global d'une contre-valeur de 15 millions de couronnes danoises (2,1 millions d'u.c., pour dix ans à 8,25 %) a également été accordé au Conseil de développement régional du Danemark pour le financement de petites et moyennes entreprises industrielles dans les régions de développement; — Deux prêts d'une contre-valeur totale de 31 millions de livres (48,3 millions d'u.c.), le

6 avril au National Water Council pour l'amélioration des réseaux d'adduction d'eau et d'égouts dans le nord de l'Angleterre. Le premier prêt s'élève à 16 millions de livres (pour quinze ans et à 8.55 %); le second à 15 millions de livres (pour vingt ans et à 9.30 %); - Un prêt d'une contre-valeur de 1375 000 livres irlandaises (2,1 millions d'u.c., pour huit ans et à 7,45 %) accordé le 7 avril au ministère des finances et rétrocédé à la Shipping Finance Corporation et ensuite à la British and Irish Steam Packet Company, financera un nouveau car-ferry renforçant les liaisons entre l'Irlande et la Grande-Bretagne : — Un prêt d'une contre-valeur de 55 millions

de francs français (9,5 millions d'u.c., pour quinze ans et à 10,20 %) le 7 avril à la Société sidérurgique Châtilion-Neuves-Maisons pour le financement d'investissements de productivité dans diverses usines de la société en Lorraine et dans le nord de la France.

Banque interaméricaine de développement

Prêts au Paraguay, au Brésil et à PEquateur

T A Banque interaméricaine de développement Lannonce quatre prêts en faveur des pays suivants: - Paraguay (23 mars) : deux prêts d'un montant total de 12,6 millions de dollars destinés à la remise en état du réseau routier ; 10,6 millions de dollars proviennent des ressources interrégionales de la Banque (d'une

durée de vingt-cinq aps et à 7.50 %) et 2 mil-

ses ressources ordinalies (pour vingt-cing ans et à 4 % l'an): - Brésil (Il avril) : 77,5 millions de dollars (à l'aide des ressources interrégionales de la Banque, pour vingt ans au taux de 7,50 %) rétrocédés à la Centrais Eletricas do Sul do Brasil pour l'extension du réseau d'énergie électrique dans le sud du pays;

lions de dollars ont été accordés à l'aide de

— Equateur (11 avril) : 9,6 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans et à 1 % l'an pendant les dix premières années et à 2 % ensuite) pour le développement du réseau téléphonique dans les zones rurales.

EMISSIONS D'OBLIGATIONS. — Une émission d'obligations de la Banque interaméricaine a été offerte au public le 13 avril dernier par un syndiout de banques suisses avent à sa tête la Swiss Bank Corporation, l'Union Bank of Switzerland et la Swiss Credit Bank. D'un montant de 80 millions de france suisses, cette émission à quinze ans porte intérêt à 4,25 %; intitulée « obligations à quinze ens et à 4,25 % de 1978 en francs suisses », elle porte la dats du 19 avril et viendra à échéance en 1993. D'autre part, le 17 avril, la Banque u annoncé la vente au pair, en dehors du marché des Etats-Unis, d'une émission d'obligations d'un montant de 35 millione de dollars. Ces obligations portent intérêt à 7,7 % l'an et viendront à échéance le 15 avril 1980 ; elles ont été aghetées par des banques centrales ou des agences gouvernementales de dixneuf pays membres de la Banque.

PUBLICATION DU RAPPORT ANNUEL - Au cours de sa dix-neuvième session annuelle, le conseil des gouverneurs de la Banque interaméricaine, réuni le 17 avril à Vancouver, a pris connais-sance du rapport annuel 1977 qui lui était présenté par M. Antonio Ortiz Mena, président de la Banque. Selon ce document, la Banque aura fourni, l'an dernier, un polume record de 1,8 milliard de dollars pour le développement économique et social de l'Amérique latine, 1809 millions de dollars ont été fournis sous forme de prêts, contre 1528 millions de dollars en 1976 : soit une augmentation de 18 % : 44,5 millions de dollars ont, d'autre part, été accordés au titre de la coopération technique non remboursable ou à remboursement conditionnel, contre 30,9 millions de dollars en 1976 : soit une augmentation de 44 %. L'année écoulée aura également été marquée par l'admission de sept nouveaux membres, dont six pays européens (Autriche, Fin-lande, France, Italie, Pays-Bas et Suède) et un pays de la région (Bahamas). En résumé, la région a enrecietre un toux de croiseance de plus de 5 % vendant 1977, contre 4,8 % en 1976 et 3 % en 1975.

• BANQUE ASIATIQUE DE DEVELOPPEMENT. -La Banque astatique de développement a approuvé le 16 mars l'octroi de cinq lignes de crédits d'un montant de 50 millions de dollars (d'une durée de quinze ans au taux de 7,65 %) accordées à la Banque de développement coréenne pour le sinancement d'opérations de prête en laveur de l'industrie privée de 1978 à 1980. - D'autre part, le 2 mars, le conseil des directeurs a approuvé la nomination de M. S. Stanley Katz au poste de vice-président de la Banque pour un mandat de cinq ans à dater du 1er avril dernier. Il remplace à ce poste M. C.S. Krishna Moorthi. - La Banque asiatique a annoncé le 13 avril une nouvelle émission d'obligations en Allemagne de l'Ouest à la suite d'un accord conclu avec un syndicat de banques allemandes ayant à sa tête la Dresdner Bank, la Commerzbank et la Westdeutsche Landesbank Girozentrale. D'un montant de 100 millions de deuschemarks (l'équivalent d'environ 50 millions de dollars), ces obligations ont été émises à 99,75 % du pair; elles portent intérêt au taux de 5,50 %, papable annuellement le 14 mai de chaque année. Cette émission viendra à échéanos le 1er mai 1988.

• BANQUE CENTRAMERICAINE D'INTEGRATION ECONOMIQUE. — La Banque centraméricaine d'intégration économique (B.C.I.E.) a consenti deux prêts - 23 millions de dollars (23 mars) pour le financement d'un programme de lutte contre le rhoya dont l'apparition, dans le département de Carazo en décembre 197, coait menacé les plantations de

café de ce pays;
— 3 600 000 dollars (3 april) destinés aux travaux de construction de l'échangeur régional de Tequelgalps, qui reliera les routes de l'Orient à celle du Nord et de l'Olascho.

• BANQUE DE DEVELOPPEMENT - DES CARAIBES - L'Agence pour le développement international des Etats-Unis (IDA) a consenti le 14 mars un prét d'un montant de 6500 000 dollars (pour trente ans) à le Banque de développement des Caralbes vette contribution permettra la création d'un Ponds ayant pour mission le financement des proyrimmes de développement des offices de commercialisation des produits de l'agriculture dans les pays les moins développés de la zone ainsi qu'à la Barbade. La participation de la Banque s'élève d 260 000 dollars.

nant les principes directeurs à l'intention des entre-prises multinationales (juin 1976). Le 12 avril, M. Wedige von Dewitz (République d'Allemagne sédérale) a été élu président du comité. PRIX A LA CONSOMMATION. -- Selon l'O.C.D.F. la hausse de 0,7 % des prix à la consommation dans la zone O.C.D.E. a été légérament plus forte en l'avrier qu'en janvier; par contre, l'augmenta-tion sur un an est tombés à moins de 8 %. Pour les six mois se terminant en février, le taux annuel d'auamentation a été léaèrement inférieur à 7 % aidé en cela par des lacteurs saisonniers plutôt javorables. La légère réaccélération des prix depuis le début de l'année a été surtout ressentie en Amérique du Nord où on l'a attribuée à une remontée en l'èche des prix alimentaires de détail.

RECENTES PUBLICATIONS • Pays-Bas, dans la série € Études économiques s, mars 1978, 67 pages. · L'environnement et l'utilisation de l'énergie dans les régions urbaines, 1978, 121 pages. • Utilisation des déchets et sous-produits en technique routière : dans ce rapport, l'O.C.D.E. préconise l'utilisation plus poussée des déchets dans la construction de routes et, notamment, des déchets de mines et de carrières et ceux provenant de l'industrie métallurgique. 1978, 174 pages.

• L'industrie de l'électricité : analyse de l'offre et de la demande d'électricité dans les pays membres pour la période 1972-1975, 1978. 82 pages.

Système économique latino-américain

Quatrième session du conseil E conseil ministériel du Système économique latino-américain (SELA) a tenu sa quatrième session ordinaire du 3 au 6 avril à Caraballeva (Venezuela). Les représentants des vingt-cinq Etats membres (pays d'Amérique latine et des Caralbes) ont participé à la reunion, ainsi que, notamment, MM. Gamani Corea, secrétaire général de la CNUCED, et Enrique Iglesias, secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations unles pour

l'Amérique latine. Le Conseil a fait le point des activités du SELA au cours de l'année écoulée, il a adopté son rapport annuel ainsi que le budget du secrétariat permanent pour 1978. Le Surinam a fait part de sa prochaine adhésion, et diverses décisions ont été prises concernant les points suivants : négociations en vue de la conclusion d'un accord de coopération technique avec le Canada : mesures visant à renforcer le mécanisme des comités d'action : établissement éventuel d'un mécanisme de financement des projets de préinvestissement ; premières études effectuer en vue de la création d'un réseau d'information d'ordre technologique : consultations pour la coordination des activités en matière de commerce extérieur : intégration économique et liens entre les mécanismes de paiement propres à la région; consultations portant sur des plans de coopération régionale en matière agricole et alimentaire.

Le conseil du SELA a aussi exprime sa solidarité avec la Bolivie, à la suite des mesures prises par les Etats-Unis pour mettre en vente des quantités d'étain qui ont fait baisser le conrs de ce minerai (les Etats-Unis ne font pas partie du SELA). Il aussi exprimé sa préoccupation devant la persistance dans la loi de commerce extérieur des Etats-Unis, de discriminations à l'encontre de l'Amérique

er constituen

VILLE D'ART. DE TOURISME ET DE CONGRES

Alile au prestige de ses monuments anciens l'énergie sourionte d'une joune cité qui, dons un élan sons relache, construit son avenir. ELLE VOUS OFFRE



IPA ATZINGER.

. LE PALAIS DES PAPES; LE PONT SAINT. BENEZET, popularisé à travers le monde par la lègende el la chanam ses nombraus

. SON FOLELORE (danses et rielles tradi-. UN FESTIVAL DRAMATIQUE (15 juillet - 15 août) Théaire chrorégraphique, cheéma.

DES SERVICES REGULIERS DE TRAINS de PARIS BIAPLES (Le Touquel) BOU LOUNE LIEUE BRUXELLES AMSTERDAM DUSSELDORF HAMBOURO BARLSRUHE.

FRUITS ET PRIMETRS. . DES SATISPACTIONS GASTRUNUMIQUES et des vins de grande grus (Châteauneuf-du-Pape, Côtes-qui Rhone, Gikungas, Tavel etc.), . LE PALAIS DES EXPOSITIONS AVEC 400 équipement pour toutes les manifestations et congrés ses grandes et tuxueuses salles de

Benseignements Maison du Tourisme, cours Jean-Jaurés

Groupe andin

Intégration économique et problèmes sociaux

ES aspects sociaux de l'intégration régionale andine ont fait l'objet d'une reunion à Lima le 25 mars rassemblant les secrétaires exécutifs des trois accords d'intégration ayant trait à des questions sociales et culturelles : accord Andrès Bello, signé le 21 janvier 1970 et concernant l'éducation, la science et la culture: accord Hipolito Unanue, signé le 15 décembre 1971 (sante publique) et accord Simon Rodriguez, signé le 22 octobre 1973 (activités socio-professionnelles).

Il s'agissait d'examiner les moyens de donner un contenu social à l'intégration économique des pays andins, essentiellement en adaptant les objectifs de croissance aux impé-ratifs définis dans le domaine de la santé, de l'éducation, de la formation professionnelle, etc. Les secrétaires exécutifs unt décidé de consacrer leur prochaine réunion à une première approche des problèmes lies à une politique sous-régionale de l'emploi en fonction des perspectives ouvertes au marché du travail par les programmes sectoriels de développement mis en place dans le cadre du Groupe andin pour l'industrie automobile, de la machine-outil, de la pétrochimie et les industries pharmaceutiques et chimiques.

SYSTEMES DE PREFERENCES GENERALISEES. -Des spécialistes des gouvernements des cinq pays membres du Groupe andin ainsi qu'une délégation de la CNUCED, réunis du 1º au 4 avril à Lima, ont analysé les différents systèmes de préférences généralisées actuellement en vigueur, notamment dans la C.E.E., aux États-Unis et au Japon, tout en soupesant les avantages et les inconvénients de

AJOURNEMENT DE LA VINGT-QUATRIEME BESSION DE LA COMMISSION. — La vingt-quatrième session ordinaire de la Commission, qui devait avoir lieu du 27 au 31 mars a été ajournée. La Commission devait adopter, à cette occasion, un protocole additionnel à l'accord de Curtagena portant sur l'étalement des échéances de l'iniégration sous-régionale : des dissicultés séraient apparues au niveau du Comité (la Junta), saisi des aspects techniques de oe texte. PROTECTION DU CHEPTEL. - Le première

réunion du groupe d'experts gouvernementaux chargé de l'élaboration d'un projet sous-régional de coopération technique dans les domaines de la santé du cheptel et de la médecine vétérinaire y'est tenus à Lima les 26 et 27 mars. Ce projet derrait fournir our pouvoirs publics les moyens de lutter contre des fléaux tels que la brucellose, la rage des bovins, la tuberculose et la fièvre aphteuse, responsables d'une perte de la production sous-régionale annuelle estimée à 35 %

O.C.D.E.

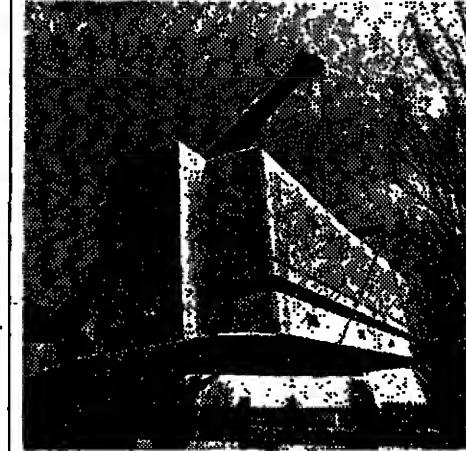
. Au conseil de direction de l'Agence internationale de l'énergie

A UX termes d'un accord signé le 13 avril à l'Arche de l'Arche de l'énergie (A.I.E.), le Japon prendra la direction d'un nouveau projet de recherche et de développement sur l'énergie des vagues (coût du projet : 3 millions de dollars). Un autre projet, consacré à la reconversion de la biomasse, est également lancé par cinq Etais membres. Par ailleurs, le Japon et le Canada ont adhère à plusieurs accords de l'A.I.E. en matière de recherche et de dèvel'A.J.E. en matière de recherche et de developpement dans le domaine énergétique (économies d'énergie, climatisation au moyen de l'énergie solaire, energie éolienne et énergie de

. La signature ou l'élargissement de ces accords ont eu lieu à l'occasion de la trente-cinquième réunion du conseil de direction de l'Agence, les 12 et 13 avril à Tokyo. Les travaux du conseil ont porté sur : l'évaluation des examens des programmes énergétiques nationaux élaborés par les pays membres sur la base des douze principes de politique énergétique l'adoptés par la réunion ministérielle de l'A.I.E. en octobre 1977 à Paris); l'évaluation (pour la première fois) des programmes nationaux de recherche et de développement : l'examen d'une étude du secrétariat de l'Agence intitulée Perspectives pour le charbon vapeur jusqu'à l'horizon 2000 : l'évaluation préliminaire du développement de l'énergie nucléaire dans les pays membres, des tendances récentes du marché pétrolier international et des activités en cours à l'A.L.E. sur les relations internationales dans le domaine de l'energie.

COMITE DE L'INVESTISSEMENT INTERNATIO-NAL ET DES ENTREPRISES MULTINATIONALES. 🗕 La comité de l'investissement international el des entreprises multinationales de l'O.C.D.E. r'est réuni à Paris du 11 au 13 avril. La première journée de ses travaux a été consucrée à des échanges de pues avec le comité consultatif économique et industriel (BIAC) et la commission syndicale consultative (TUAC). Ces échanges de vues (dont le premier a su lleu en mars 1977) sont prévus dans la décision du conseil de l'O.C.D.E. sur les procédures de consultation intergouvernementale concer-

Des laboratoires "volants"



Les "Modules" sont des laboratoires d'analyse ou d'expérimentation entièrement pré-équipés et prêts à fonctionner des leur installation. Ils sont actuellement livrables en huit semaines.

Les "Modules" ont été mis au point par IFFA-CREDO, filiale spécialisée de l'Institut Mérieux.

Ils sont les instruments privilégiés des campagnes sanitaires actuellement menées dans le monde entier. Ils sont faciles à déplacer, entièrement autonomes, climatisés.

Il existe actuellement deux types de "Modules": laboratoire et animalerie. Les spécialistes d'IFFA-CREDO sont à votre disposition pour étudier avec les organismes intéressés tout aménagement nécessaire pour des utilisations particulières.

Une documentation Modules est à votre disposition	a.
•	1
	1

Nom	•	
Etablissement	ou organisme	
Adresse	·	
Pays	tél	
	ir une documentation trer un technicien "M	
		•



BP 109, 69210 St-Germain-sur-l'Arbresie, France

diffices civils of religious.

LES TRESORS DE SES MUSEES;

DE MAGNIFIQUES EXCURSIONS A TRAVERS

. DES SALLES DE REUNION . a autos-courbettes a alier er retour au depatt

. SUN IMPORTANT MARCHE QUOTIDIEN DE

conférences de restaurant son immense. . Visites AVIGNUN . La Singueuse de joie !... s

tel. (74) 01.13.99, télex 330 424 F

ECHANGE. — Les perspectives économiques pour les pays membres et pour l'économie mondiale ont été au centre des travaux du comité consultatif de l'Association suropéenne de libre-échange (A.E.L.E.). réuni d Genéve les 10 et 11 avril. Le comité, qui rassemble des représentants des divers milieux économiques des sept pays membres (industrie, syndicats, commerce et agriculture), a également examine l'état des négociations pour un ascord commercial multilatéral entre les pays de l'A.S.L.E. et l'Espagne, et la question des relations futures entre l'Association et la Yougoslavie, dans le domaine de la promotion du commerce et de la coopération industrielle.

— Le Fonds A.E.L.E. de développement industriel en javeur du Portugal a approuvé au cours de sa première année de fonctionnement (qui s'est achevés le 31 janvier 1978), des prêts totalisant 941 mil-Hons d'escudos (23,5 millions de dollars) pour la réalisation de projets d'investissements industriels au Portugal. D'après le premier rapport annuel du Ponds publié le 27 avril, les prêts, destinés à contribuer à la modernisation ou à la création de petites et movennes entreprises, assureront la création de plus de mille emplois. Des prêts ont été accordes pour la réalisation de projets dans treize des dixhuit districts du Portugal continental.

• ASSOCIATION LATINO-AMERICAINE LIBRE-COMMERCE. — La vingtième réunion de la commission consultative des problèmes monétaires de l'Association latino-américains de libre-commerce (A.L.A.L.C.), formée d'experts des banques centrales des once pays membres ainst que de la République dominicaine, s'est-tenue à Santiago du Chili du 14 au 19 mors. La réunion s'est consacrée à l'examen du fonctionnement des mécanismes financiers de l'Association au cours de l'année écoulée spécialement au problème de l'augmentation du platond des ressources de l'Accord de Saint-Domingue destinées, on le sait, au financoment des déficits temporaires des balances des palements des pays membres. Il a aussi été question du renouvellement, jusqu'au 31 décembre prochain de la ligne de crédit de 30 millions de dollars mise à la disposition de l'A.L.A.L.C. par la Banque

centrale du Venezvela. La commission s'est aussi préoccupée des progrès réalisés dans l'installation, au niveau national, de nouvelles procédures administratives à la suite de l'introduction à la bourse de New-York, en septembre 1976, des acceptations bancatres latino-américaines-A.L.A.L.C. Autres questions à l'ordre du jour : la création d'un instrument de financement à moyen terme des échanges régionaux dans le cadre du système des palements de l'A.L.A.L.C. et l'étude d'un projet d'accord sur l'association des systèmes de paiements de l'Association de Montevideo et des banques centrales du Marché commun

centraméricain (M.C.C.A.). — D'après les conclusions de la cinquième réunion sur l'industrie de l'aluminium, qui s'est tenue du 28 au 30 mars dernier, le taux annuel de production d'aluminium en Amérique latine s'établirait dans les cinq prochaines années à un niveau supérieur à la moyenne mondiale. Ces prévisions se heurieraient cependant au problème du coût de l'énergie et à l'inadaptation de la production à la structure de la demande. Les participants ont envisagé un recours éventuel à de nouveaux mécanismes d'échange en fonction des règles du tratté de Montevideo qui javoriseraient le développement du marché régional et éléveraient le toux moyen de consommation par

• CHAMBRE DE COMMERCE INTERNATIONALE. — Une réunion entre dirigeants de la Chambre de

nisations intergouvernementales s'est tenue le 21 mars & Paris sur les thèmes suivants : évolution de la situation économique et intonétaire sur le plan mondial et perspectives de développsment de la coopération internationale, sous la direction de M. Van Lennep, secrétaire général de l'Organisation de coopération et de développement écono-miques (O.C.D.E.), et de M. Carl-Henrik Winquist, secrétaire général de la C.C.L. les sociétés transnationales. sous la direction de M. Klans Aksel Sahlgren, directeur exécutif du Centre des Nations unies sur les sociétés transnationales; les négociations commerciales internationales du GATT, sous la direction de M. Olivier Long, directeur général de l'Accord général sur les tarifs douanters et le commerce (GATT): en/in, les relations Nord-Sud-CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET. LE DEVELOPPEMENT. - La

contérence des Nations unies sur l'huile d'olive, réunie à Genère du 5 au 7 avril, sous les auspices de la Conférence des Nations unles sur le commerce st le développement (CNUCED), a établi le texte d'un protocole reconduisant, pour un an à dater du 31 décembre 1978: l'actuel accord sur l'hulle d'olive (datant de 1963 et reconduit une première lois en 1973). Ce protocole, ouvert à la signature de tous les Etats membres de la CNUCED, entrera en vigueur des qu'il aura été signé par six pays principalement producteurs représentant 60 % de la production mondtale Chuile d'olive, et trois pays principalement consommateurs

- Le comtté interpouvernemental spécial du programme intégré pour les produits de dase, sont 13 au 17 mars, a décidé d'entreprendre, à sa prochaine session, en juillet, un examen général de la mise en couvre du programme intégré. Au cours des trapaux du comité; tous les groupes ont déploré la lenteur des progrès réalisés jusqu'à inésent duns les régociations, tant sur un fonds commun que sur les différents produits pris séparément.

• CONSEIL INTERNATIONAL DE L'ETAIN. — Le Conseil international de l'étain, réuni à Londres du 12 au 14 nord, n'a pu parvenir à un accord entre pays producteurs et pays importateurs d'étain. Les pays producteurs (la Malaisie et la Bolinie principalement) demandaient que le prix plancher de l'étain soit relevé de 1 200 à 1 400-dollars malai-siens et le prix plafond de 1 400 à 1 700 dollars. Les producteurs réclamaient également des assurances concernant le volume et le rythme d'écoulement des stocks que les États-Unis se proposent de vendre. Ils se sont heurtés à l'opposition des États-Unis, appuyés par le Japon et l'Allemagne occidentale. Une formule de compromis visant à renforcer les pouvoirs d'intervention du Conseil sur le marché n'a pu être adoptée.

• GATT. — Une réunion entre les Etats-Unis. le Japon et la Communauté économique européenne, partenaires des négociations commerciales multilatérales qui se déroulent dans le cadre du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) s'est tenue à Genève le 10 avril. A l'issue de cette réunion, le représentant américain, M Robert Strauss, d'indiqué que les négociations du « Tokyo round » pourroient aboutir fin

• MARCHE COMMUN CENTRAMERICAIN. — Les coordonnateurs chargés de la révision de la politique tarifaire centraméricaine ont tenu leur neuvième session à Tegucigalpa (Honduras), du 17 au 21 avril. Ils ont procédé à un examen global d'un texte d'avant-projet, en vue de sa mise au point définitive et de son approbation au niveau technique dans un délai relativement rapproché.

confirment au « sommet » européen de Brême. au mois de juillet prochain, l'objectif commun de moissance de 4,5 % valable pour la C.E.E. justiu'au milieu de 1979.

ne faut pas faire de politique antiaméricaine, a ajouté M. Healey. Selon lui la stabilisation des relations de changes entre les monnaies de la C.E.E. serait une bonne chose, mais l'essentiel est d'établir des relations stables entre le dollar, le yen japonais et le deutschemark. De son côté, M. Werner Matthoefer, ministre des finances de la R.F.A. s'est montre sceptique sur les chances de parvenir à un tel chiffre de croissance. Selon ini, la R.F.A devrait arriver à un taux annuel de 6 %, ce qui paraît impossible à l'heure

actuelle

Sur le plan monétaire, le grand argentier allemand s'est montré très prudent. Il a certes reconnu qu'il fallait améliorer la cohésion de la CRE mais il a surtout insisté sur le maintien du système actuei du « serpent », qui permet au deutschemark, au franc belgoluxembourgeois, au florin néerlandais et à la couronne danoise de flotier de concert à l'égard du dollar. Il faut renforcer le « serpent », a dit M. Matthoefer, mais ne pas en changer les règles du jeu.

son président, M. Roy Jenkins, donnent toujours la priorité à la relance monétaire. La Commission estime, en particulier, qu'il faut assurer des relations plus stables entre les monnaies du « serpent » et celles qui flottent librement à l'égard du dollar (franc français, livre anglaise, et lire italienne). Vers l'extérieur, une telle stabilité donnerait, selon la Commission européenne, un poids accru à la C.E.E. pour contribuer au nécessaire dialogue avec les Etats-Unis sur le plan monétaire.

> Un rapport de la C.E.E. sur l'entrée de l'Espagne, de la Grèce et du Portugal dans le Marché

L'élargissement de la C.E.E. à la Grèce, au Portugal et à l'Espagne coûtera 1 milliard de dollars à la « tirelire » communautaire, estime un projet de rapport de la Commission européenne aux Neuf adopte le 19 avril à

Ce rapport, baptisé « Fresque sur l'élargissement », souligne notamment que l'élargissement de la C.E.E., souhaitable sur le plan politique, risque d'accroître le chômage, posera des problèmes difficiles dans le secteur agricole, et pourrait affecter la réalisation de l'union économique et monétaire européenne Pour permettre au Portugal, dont le niveau de vie est largement inférieur à la moyenne communautaire, de s'adapter au niveau de la C.E.E. le projet prévoit une aide spéciale à Lisbonne pendant plusieurs années.

Sur le plan agricole, l'adhèsion à la C.E.E. des trois pays candidats, souligne le projet de rapport, implique un accroissement important des actifs (+ 55 %), de la superficie (+ 49 %), des exploitations (57 %) et de la production agricole de la communauté européenne. L'entrée de la Grèce, du Portugal et de l'Espagne amplifiera les déséquilibres existants sur le plan agricole dans la communauté actuelle. La Commission européenne craint également une augmentation des excédents dans les sec-

teurs du vin, de certains fruits et légumes frais et de l'huile d'olive. Sur le plan industriel, l'adhèsion de trois nouveaux pays provoquera une augmentation de capacités de production dans des secteurs déjà sensibles de l'économie de la C.E.E. Les restructurations industrielles nécessaires aggraveraient alors notablement le chômage dans la C.E.E., note le projet de rapport. A l'heure actuelle, les neuf pays de la C.E.E. et les trois pays candidats totalisent deja plus de 7,5 millions de sans emploi. La Commission européenne se montre également réticente pour accorder tout de suite la libre circulation des

sition seront nécessaires. Sur le plan économique général, estime le projet de « fresque », l'élargissement de la C.R.E. sera une opération difficile à réussir-Elle suppose un taux de croissance très élevé des pays membres actuels ainsi qu'une aide spéciale au Portugal, pays qui a le plus faible niveau de vie des trois candidats. Le projet de la Commission européenne souligne que la période de transition pour les

travailleurs dans une Communauté européenne

élargie et estime que des mesures de tran-

trois pays candidats devra être de l'ordre de dix ans, divisée en deux étapes. Une première de cinq ans permettrait à la Grèce, au Portugal et à l'Espagne de s'adapter à la législation communautaire. En fonction des résultats obtenus, on passerait à la seconde période qui serait également de cinq

Enfin le projet souligne la nécessité dans le secteur institutionnel de recourir plus fréquemment au vote à la majorité et non plus à l'unanimité comme c'est le cas à l'heure actuelle.

JUSTICE. — La Cour européenne de justice a rendu son arrêt le 20 avril dans le conflit qui opposait la France à l'Italie à propos de la taxe de 12 % perçue en France sur les importations de vins d'Italie. La Cour a estimé que cette taxe, perçue entre septembre 1975 et avril 1976, était contraire au droit communautaire

CHOMAGE DES JEUNES — La Commission euro-péanne a décidé de dégager un crédit de 110 millions d'unités de compte (l'équivalent de 600 millions de france) afin de l'avariser la création d'emplais pour les feunes. Cette décision qui sera appliquée en 1979 permettra d'élargir les interventions du fonds d'aids sociale de la C.E.E., notamment dans les régions les plus défaporisées

LA GRANDE-BRETAGNE DEMANDE UNE REDUC-TION DES DEPENSES CONSACREES A LA POLI-TIQUE AGRICOLE. - . La Grande-Bretagne a demandé, le 3 avril, une réduction des dépenses consacrées à la politique agricole commune qui représentent 75 % du budget de la C.E.E.
Le représentant britannique, M. Davis, a notamment estimé, qu cours d'une réunion conjointe des ministres des affaires étrangères et des finances des Neuf, à Luxembourg, consacrée aux grandes orien-tations budgétaires de la C.E.E. pour l'année 1979, que les efforts des ministres devraient se porter sur l'augmentation des crédits affectés à la politique régionale et sociale et énergétique, plutôt que sur le maintien des crédits considérables affectés au

soutien des marchés agricoles. AGRICULTURE. — La négociation sur la tixation des priz agricoles européens pour la campagne 19781979 n'a guère progressé le 4 avril à Luxembourg.
Chacun des ministres de l'agriculture de la C.E.E.
a mis l'accent sur les différentes priorités nationales mais les véritables négociations n'ont pas

ACCORD COMMERCIAL AVEC LA CHINE. -

Pour la première fois dans son histoire, la C.E.E. a signé, le 3 avril à Bruxelles, un accord commercial avec un grand pays communiste, en l'occurrence plan économique, le Marché commun, second partenaire commercial de la Chine derrière le Japon (volume des échanges : 2 milliards de dollars) souhaite prospecter un marché chinois de 900 millions de consommateurs. De son côté, la Chine, jusqu'ici repliée sur elle-même sur le plan commercial désire vendre devantage à l'Europe des Neuf. C'est pourquoi Pékin a demandé et obtenu deux clauses qui lui sont lavorables : la clause de la nation la plus favorisée, que la C.E.E. n'accorde pas d l'U.R.S.S. Elle étend automatiquement à la Chine les concessions douanières laites aux autres partenaires commerciaux du Marché commun. Une seconde clause, celle e de la prise en considération favorable », privilégie en quelque sorte la Chine sur le marché européen, tandis que Pékin s'engage, de son côté, à donner pour ses achate la priorité à

nucléaire avec les États-Unis A France a refusé le 4 avril à Luxembours L d'accepter l'ouverture de conversations avec les Etats-Unis sur la renégociation de l'accord nucléaire conclu entre l'Euratom et les Etate Unis comme le propossient la Commission enropéenne et ses huit partenaires. Ce refin risque, estime-t-on dans les milieux communautaires, de provoquer un embargo américain sur les livraisons d'uranium faiblement et hantement enrichi notamment a destination de l'Allemagne de l'Ouest, premier client de Pura nium enrichi americain. En effet, la nouvelle loi votée par le Congrès américain le 9 mars dernier prévoit un renforcement des contrôles sur le transport, le stockage et le refraitement d'uranium enricht. Elle accordait un délai d'un mois aux pays concernes pour répondre à la demande de renégociation des accords existanta Le refus français est fondé à la fois sur une question de droit et une question politique M. Louis de Guiringaud, ministre français des affaires étrangères, a souligné devant ses partenaires que le droit interne américain ne ponvait en aucun cas avoir la primauté sur le droit

La renégociation de l'accor

aigné en 1959 est valable jusqu'en 1995. Sur le plan politique, la Communauté européenne avait accepté de participer aux travaux sur l'évaluation du cycle du combustible nucléaire réclamé par les Etais-Unis à la condition que les accords existants ne scient pas remis en cause, du moins jusqu'à la fin des travaux de cet organisme. Enfin, on estime du côté français que la menace d'embargo sur les livraisons d'uranium enrichi à l'Europe des Neuf ne semble pas très crédible à l'heure actuelle et que le président américain Carter n'est pas lié par le délai de trente jours établi par le Congrès américain.

The World Street

757 457 65 - 277

-

international. L'accord Euratom - Etats-Unis

Parlement européen

Inquietudes devant la pratique du dumbing

D'ANS une résolution adoptée le 11 avril sur présentation de sa commission des relations économiques extérieures, le Parlement européen s'est déclaré inquiet devant la pratique du dumping et la concurrence « sauvage » qui menace l'Europe. Il a souhaité la création rapide d'une banque européenne d'exportation en vue d'encourager les exportations communautaires et demandé des efforts accrus dans l'instauration des relations avec les pays à commerce d Etat.

D'autre part, le Parlement a suggéré à la Commission quelques objectifs à suivre dans le cadre du « Tokyo round », notamment l'harmonisation progressive des tarifs douaniers par une réduction maximale des tarifs les plus élevés, et des réductions maximales en ce qui concerne les barrières non tarifaires. Le vice-président de la CEE, M Wilhem Haferkamp, rentrant de Genève, a déclare qu'en ce qui concerne les négociations au sein du-GATT en matière de droits de douane, a nous voyons des possibilités d'une réduction plus rapide des tarifs maximum », réduction qui

à son avis, devrait se faire par étapes entre

1980 et 1988.

LES RESULTATS DU CONSEIL EUROPEEN. -Les résultats du Conseil européen de Copenhaque ont fatt l'objet d'un long débat, le 12 avril, devant le Parlement européen. Le président en exercice du Consell, M. K.B. Andersen, et M. Roy Jenkins, président de la Commission européenne, se sont plu à souligner le caractère positif et utile du « sommet ». M. Andersen a relevé la grande unité de vue qui s'est manifestée entre les Neuf et a foit étai. de son espoir de voir la réunion de Copenhague constituer un point de départ important pour l'avenir. M. Jenkins, pour sa pari, a surtout trouvé un « grand encouragement » dons la cohésion des Neul à l'égard des problèmes économiques et moné-

Les parlementaires, cependant, furent nettement plus nuancés dans leur appréciation des résultais de Copenhague. Sur tous les bancs, ils se sont sélicité avec uns rare unanimité de la sixation définitive de la date des élections du Parlement européen en juin 1979, date qu'a convient maintenant de respecter e sans échappatoire ». La satisfaction générale a, d'autre part, porté sur la déclaration sur la démocratie et les droits de l'homme, sur le terrorisme, sur la Fondation européenne et

Mais tous les groupes politiques ont reproché au Conseil européen de Copenhague d'avoir, encore une lois, manqué d'esprit concret en ce qui concerne le chômage, le redressement économique et la situation monétaire : « Le Consell est resté très Vague sur les points précis économiques et moné-taires. il n'a été précis que sur les nébuleux pro-

blèmes de culture. LA REGLEMENTATION DES TRANSPORTS ET DE LA POLLUTION MARITIMES. - G'est en des termes passionnés que M. Michel Cointat, député français. (R.P.B. d'Ille-et-Vilaine), à introduit, la 13 avril. devant le Parlement européen, le dépat sur la réglementation des transports maritimes et la pollution des mers à la suite de la catastrophe de l'Amoco-Cadiz. Rappelant que deux cent treize accidents du même genre avaient déjà eu lieu. l'ancien ministre de l'agriculture a demandé avec insistance à la Commission de ne pas se limiter d des discours, mais de passer à l'action.
En ce qui concerne l'aide financière de la Communauté — 500 000 unités de compte — M. Cointat. tout en appréciant ce geste, a qualifié cette somme

de a dérisoire ». Au nom de la Commission européenne, M. Netali, commissaire responsable, a déclaré que la Commis-sion n'entend pas rester impuissante, tant devent cette catastrophe que devant la pollution marine Selon la dernière évaluation en date (1973), a

dit M. Natali, 1,6 milliard de tonnes de pétrole sont transportés par an, dont 6 millions de tonnes sont rejetés dans la mer II a précisé que les rejets ellectués par les bateaux citernes constituent 18 % de la pollution marine, alors que les accidents interviennent pour 5 %.
Pour arriver à bout de ce fléau, il faudrait entreprendre une action de grande envergure, a estimé

M Natali Mais II a dil convenir que les très nombreuses conventions d'organisations internationales en matière de pollution marine, et qui pour la plupart, ne sont pas encore ratifiées par les Etats membres, ne sont pas d'une efficacité évidente. Quant à l'extension d'une police des mers. M. Natali a souligné que « les Etars membres ont toujours été très réservés en ce domaine.». AGRICOLTURE. - A l'issue d'un vote laborieur. le Parlement européen a approuvé. Le 13 avril, de façon nuancée, les lignes directrices pour le déve-

loppement des régions méditerranéennes de la Communauté, accompagnées de mesures dans le secteur agricole, telles qu'elles ont été communiquées par la Commission européenne au Conseil

Mise en place du volet extérieur du plan anticrise

T. A mise en place du volet extérieur du plan Davignon contre la crise de l'acler semble désormais en bonne voie. Après les difficultés que nous avions signalées dans notre précédent numéro, l'accord a finalement été signé entre la C.E.E. et le Japon. Il prévoit une limitation à 1,2 million de tonnes en 1978 les livraisons d'acter japonais au Neuf, qui avaient atteint 1,4 et 1,6 million de tonnes les années précédentes: ce qui tient compte de la réduction de la consommation sidérurgique en Europe. Le prix auquel cet acier pourra être importé sera inférieur de 2 % au prix minimal interne à la C.E.E. pour les aclers normaux et de 4 % pour les aciers spéciaux.



Marché commun

Les résultats du Conseil européen T E Conseil européen qui s'est tenu les 7 et L 8 avril à Copenhague a pris une décision politique : il a fixé à juin 1979 la date des élections au Parlement européen. Mais, surtout, il a amorcé sur le plan économique une politique visant à stabiliser les changes et permettre ainsi une croissance économique plus ambitieuse de 4,5 %.

Le président de la Commission des Communautés, M. Roy Jenkins, a révélé devant la presse, à l'issue du Conseil, que la Communauté européenne entend se donner une nouvelle dimension dans le domaine monétaire pour accroître la stabilité des changes en Europe et pour exercer une influence plus grande dans le monde. Le Conseil européen, qui se tiendra à Brême au début de juillet, aura à mettre le point final à cette politique monétaire communautaire, ce qui permettra aux pays européens de participer à la mi-juillet au « sommet » économique occidental avec une position commune solide face aux Etats-Unis et au Japon. L'objectif des propositions envisagées serait, selon M. Jenkins, d'associer les monnaies européennes qui flottent séparément (franc. français, lire italienne, livre britannique) au « serpent » monétaire européen (les monnaies qui flottent de concert : mark, florin. franc belge et couronne danoise, et qui sont fortes).

Pour ce faire, il faudra mobiliser des montants considérables par l'intermédiaire du Fonds européen de coopération monétaire (FECOM) et utiliser, au lieu du dollar, l'unité de compte européenne pour les réglements entre banques centrales européennes. Cet objectif ambitieux sera difficile à atteindre sans une volonté politique de coopération

tenant évidente. Pour le reste, le Conseil a approuvé la création d'une Fondation européenne pour la culture dont le siège serait à Paris et une déclaration

Nice, ville de congrès

entre les Neuf : selon les participants au

Conseil de Copenhague, cette volonté est main-

vités israéliennes et approuve la politique de paix du président Sadate Le Conseil a également décide de maintenir la pression européenne sur le Japon en matière commerciale, a approuve une résolution sur le terrorisme et sur l'espace juridique européen, sur la pollution et, surtout, en même temps que la date des élections européennes, il a rendu publique une déclaration sur la democratie qui doit affirmer le pluralisme et le respect des drofts de l'homme.

verbale sur le Liban et le Proche-Orient qui

condamne sans les nommer les récentes acti-

Décision des ministres des affaires étrangères sur le commerce international

Le conseil des ministres des affaires étrangères des Neuf a été dominé le 4 avril par la préparation du Conseil européen. Plusieurs dossiers importants ont toutefois été abordés

à Luxembourg. La France a refusé comme prévu de rouvrir les négociations sur l'accord Euratom, qui prévoit la fourniture par les Etats-Unis d'uranium enrichi à l'Europe. Selon les observateurs. le refus opposé par la France risque de provoquer une nouvelle crise dans l'approvisionnement de l'Europe, et particulièrement de

la R.F.A. en combustible nucléaire. La France a par ailleurs proposé des mesures destinées à éviter le renouvellement de catastrophes comme celle de l' « Amoco-Cadiz ». Il s'agirait d'imposer de nouvelles normes de sécurité pour le transport du pétrole dans la Manche. Selon M. de Guirlngaud, quelque 500 millions de tonnes sont transportées chaque année à travers la Manche. Les instances communautaires se saisiront de cette question

dans un délai très rapproché. Le conseil des ministres des affaires étrangères de la C.E.E. a d'autre part accepté le 4 avril à Luxembourg l'arrangement conclu entre la Commission européenne et le Japon stabilisant en 1978 les importations nippones d'acier dans le Marché commun au niveau

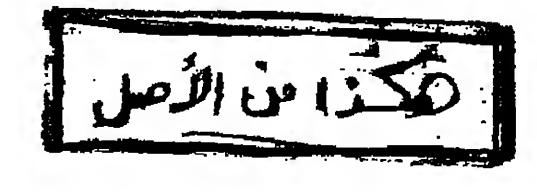
Les Japonais bénéficieront finalement d'une marge de pénétration de 6 % pour les aciers ordinaires et de 4 % pour les aciers spéciaux. Par ailleurs, le conseil des ministres a donné le « fea vert. » à la Commission européenne pour les négociations d'arrangements similaires sur les importations de produits sidérurgiques espagnols, sud-africains et tehécoslovaques dans la C.E.E. Ces trois pays pourront, comme le Japon, bénéficier de marges de pénétration de 6 % pour les aclers ordinaires et de 4 % pour les aciers spécianx Les ministres ont adopte une position plus

dure à l'égard des Japonais en examinant les développements de la négociation tarifaire de Genève, dite du « Tokyo round ». Estimant insuffisantes les offres de réduction tarifaires faites par le Japon et les Etats-Unis, ils. ont approuvé une liste d'exception ramenant les réductions tarifaires offertes par la -C.E.E. de 40 à 33 %. Au cas où ni les Américains ni les Japonais ne modifieraient leur position une liste supplémentaire et conditionnelle a été adoptée sur proposition des experts européens. Pour la première sois figure sur cette liste la « mise en exception » éventuelle des tarifs appliqués aux voltures japonaises impor-tées en Europe. Cette décision a été interprétée comme un très net durchesement de l'attitude des Neuf.

Reprise de la querelle entre « économistes» et « monétaristes »

La relance monétaire de l'Europe des Neuf annoncée après le « sommet » européen de Copenhague risque d'être plus difficile que prévu. Lors de la réunion des ministres des finances des Neuf le 17 avril à Luxembourg, la vieille querelle entre les « économistes » et les « monétaristes » a resurgi.





l'Europe des Neul.

Market 18

Attending to the

S & Carrie

Ξ....

. . .

14.64 **企業** 了

Ainsi les aciers étrangers pourront-ils continuer a penétrer sur le marché européen, mals en quantité plus limitée. Pareillement des accords ont été signés avec l'Afrique du Sud, au niveau de 332 000 tonnes de livraisons possibles, avec l'Espagne (900 000 tonnes, soit 9 % de moins qu'en 1976) et avec la Tchécoslovaquie (667 000 tonnes, soit — 9 % également). A mesure que ces dispositions entreront en vigueur, les mesures antidumping appliquées par la C.E.E. aux importations d'acier à des prix inférieurs au tarif extérieur minimal ne seront plus maintenues

Sur le marché intérieur, les Neuf continuent d'autre part à « faire le ménage » pour que le plan anticrise soit correctement appliqué. A la suite des nouvelles plaintes allemandes contre les « bresciani », ces petits producteurs italiens qui vendent à bas prix, un nouvel accord a été conclu à Milan limitant à 24 000 tonnes par mois les ventes d'aciers laminés italiens en Allemagne, à 21 000 tonnes celles qui sont destinées à la France et 2 000 tonnes celles qui sont destinées au Benelux. Parallèlement un accord a été conclu à Bruxelles à la fin d'avril fixant à 6000 tonnes les ventes italiennes mensuelles à la Grande-Bretagne. Reste à savoir si cet accord sera mieux respecté que ceux qui avaient été signés précédemment. Moyennant une augmentation de l'ordre de 5 % de leurs ventes à l'étranger, les « bresciani » s'engagent à respecter les prix minimanx

Les problèmes de la restructuration

L'aspect à plus long terme du plan Davignon — la restructuration des sidérurgies européennes — va maintenant faire l'objet d'études plus attentives. En guise de prélude à ce travail, la Commission européenne a procédé le 27 avril à un premier examen des « objectifs généraux acier pour 1980-1990 », document qui regroupe les prévisions de ses experts en sidérurgie. Pour 1985, la consommation intérieure resterait encore largement en-dessous des prévisions antérieures, avec 116,9 millions de tonnes, en tendance moyenne et 121,5 millions de tonnes en haute conjoncture. Ce ne serait qu'en 1990 que les anciennes prévisions pour 1980 seraient dépassées, avec 130,2 millions de tonnes en moyenne et 135,5 millions de tonnes en haute conjoncture. Compte tenu des progrès de la coulée continue (qui permet d'éviter des pertes dans les aciéries), la production d'acier brut de la Communauté nécessaire pour équilibrer l'offre et la demande se situerait en 1980 en moyenne conjoncture à 137,5 millions de tonnes, soit environ 17 millions de tonnes de moins qu'en l'année record 1974, et 32,5 millions de tonnes de moins que les prévisions des anciens « Objectifs généraux » pour 1980

(170 millions de tonnes). .C'est dans cette perspective qu'il faut situer les soucis et les projets des sidérurgies nationales. A Paris, la chambre patronale a déclaré n'avoir « aucun plan acier nouveau », destiné a remplacer ou à compléter celui présenté il y a un an. En fait, le parl que représentait ce plan est en passe d'être perdu : Usinor et Sacilor, en pertes massives, n'ont plus de fonds propres et leur endettement approche de 120 % de leurs chiffre d'affaires; elles doivent même emprunter pour assurer le service des dettes passées. Un nouveau train de suppressions d'emplois de 10 000 à 15 000 postes (1980-1982) pourrait s'ajouter à celui de 16 000 qui doit s'appliquer jusqu'au 1er avril- 1979 et qui pourrait être lui-même porté à 20000. En Belgique, la sidérurgie du bassin de Charleroi, minée par la crise européenne de l'acier, se rapproche du groupe luxembourgeois Arbed, qui, on le sait, a pris le contrôle des aciérles sarroises de Roechling et de Neunkirchen L'objectif n'est évidemment pas d'accroître les capacités de production, mais de les rationaliser, en abandonnant les plus anciennes au profit des plus performantes (comme l'acierie beige Sidmar de Gand, située près de la mer). Le gouvernement de Bonn a, pour sa part, ouvert un crédit de 250 millions de D.M. à l'Arbed (remboursable en cinq ans). pour faciliter les investissements (1,3 milliard de D.M.) que prévoit celui-ci en Sarre. L'aide gouvernementale, complétée par des crédits régionaux, devrait permettre au groupe de créer progressivement 8 700 emplois en Sarre, où il supprimera 5.900 postes d'ici à 1983.

PRET DE CONVERSION A PEUGEOT-CITROEN. - Un prêt de 80 millions d'unités de compte européennes (450 millions de france environ) a été accordé par Brupelles à la Société mécanique automobile de l'Est filiale de Peugeot-Citroën. Il est destiné à la construction d'une usine de moteurs à Ennery-(Moselle) et à l'extension d'une fabrique de bottes de vitesse à Metz, opérations qui devraient permettre de créer 4 000 emplois d'ici à 1985, dont un bon nombre pour les ex-travailleurs de la sidérurgie. C'est le plus important prêt du genre jamais accordé par les autorités européennes.

PRIX D'ORIENTATION ET TAUX DE CHANGE.

— La Commission a décide d'adapter aux variations des taux de change les prix d'orientation fixés pour l'acter, en augmentant le niveau de ces prix de 4 % en France, de 3,5 % en Italie et de 2,5 % au Royaume-Uni. La Commission n'a cependant pas procédé, comme prévu initialement, à une deuxième augmentation générale de 5 % des prix d'orientation pour l'ensemble de la Communauté. Après leur hausse de 5 % décidée le 1er janvier, la Commission a constaté avec satisfaction que ces prix étaient actuellement appliqués par la presque totalité des entreprises; mais elle entend laisser au marché la possibilité de s'adapter à ce niveau,

avant d'opérer une nouvelle augmentation. ASSOUPLISSEMENT DE L'EMBARGO BRITAN-NIQUE SUR L'ACIER SOVIETIQUE. - Après le coup de semonce de janvier, Londres a décidé de rempla-cer son embargo sur les importations de produits sidérurgiques en provenance de l'URSS. par l'octroi de licences d'importation atteignant 7 500 tonnes Eici à la fin du premier semestre. Les livraisons soviétiques étaient passées de 16 000 tonnes en 1976 à 95 000 tonnes en 1977,

PRET AUX HOUILLERES FRANÇAISES. - Un prêt de 700 millions de france va être accordé par la CECA aux Charbonnages de France, pour la construction d'une centrale électrique de 600 MW d Carling. Bruxelles entend ainsi favoriser les efforts des houssières françaises pour l'écoulement et la valorisation de produits secondaires difficiles

AIDE A LA CONSTRUCTION SOCIALE - Un prêt de 2.945 660 Norins a été accordé par Bruxelles à la société néerlandaise Huizenbezit Breesaap (Ifmuiden), en vue de faciliter le financement de la construction de logements sociaux pour le person-nel de la sidérurgie néerlandaise. Ce crédit d'une durée de vingt-trois ans, au taux de 1 %, devrait permettre la construction de 133 nouvelles maisons

et l'acquisition de 126 logements existants. BAISSE DE LA RENTABILITE DES HOUILLERES. — La rentabilité des mines européennes a continué à se détériorer en 1977, les coûts de production augmentant plus rapidement que les recettes. Ces coûls se sont accrus l'an dernier de 3,6 % en Belgique, de 6 % en Allemagne fédérale, de 7,7 % en France et de 17,3 % en Grande-Bretagne, tandis que les recettes progressaient de 2,3 % en France,

pour les infractions continues ou continuées, la prescription ne courra qu'à compter du four où sont ainsi affiliés à l'organisation. Philaction aura pris fin.

Ligue des Etats arabes

Soixante-neuvième session du conseil des ministres des affaires étrangères L des affaires étrangères de la Ligue des

Etats arabes s'est tenu au Caire les 27 et

28 mars, en l'absence de la Syrie, de l'Irak, de la Libye, de l'Algérie et du Yémen du Sud-Le consell a approuvé le renouvellement du mandat de la Force arabe de dissussion su Liban; il a condamné l'attaque israélienne au Sud-Liban et décidé de soutenir l'action commune menée pour obtenir le retrait rapide des forces israéliennes. Le conseil ministériel a recommandé la tenue d'un « sommet » arabe dans les « plus brejs délais » pour unifier toutes les potentialités arabes, afin de pouvoir faire face aux « défis agressi/s d'Istaël ». A cet effet, le conseil a décidé la constitution, sous la présidence du général Nemeiry (Soudan), d'un comité « au plus haut niveau » pour remédier aux différends inter-arabes et préparer une atmosphère propice à la tenue d'un tel « sommet ». Le conseil a décidé également de renforcer l'Organisation de la libération de la Palestine (OLP.

arabe ». A propos de la situation dans la Corne de l'Afrique, les ministres ont condamné l'intervention « agressive » de l'Union soviétique et de Cuba dans cette région et ont demandé le retrait immédiat de leurs forces; le conseila également recommandé d'apporter à la Somalie, si elle devait être attaquée, une aide,

a en sa qualité de représentant unique du

peuple palestinien et de développer les capa-

cités de l'O.L.P. dans le cadre de l'engagement

Conseil de l'Europe

militaire ou de tout autre nature.

Au comité des ministres: affaire d'avortement en Allemagne occidentale

A législation en matière d'avortement appli-L quée en République fédérale d'Allemagne ne viole pas la convention européenne des droits de l'homme qui garantit le droit au respect de la vie privée : telle est la décision adoptée le 5 avril par le comité des ministres du Conseil de l'Europe. Deux ressortissantes allemandes, dans une requête soumise à la Commission européenne des droits de l'homme, avaient allégué que l'arrêt de la cour constitutionnelle fédérale (25 février 1975) constituait une violation de certains articles de la convention, notamment de l'article 8 (droit au respect de la vie privée) et de l'article 9 (liberté de religion); les requérantes soutenaient que la violation résultait du fait qu'elles n'étalent pas libres de se faire avorter en cas de gressesse non désirée. Dans son rapport, la commission avait conclu que les dispositions légales qui existent en droit allemand depuis l'arrêt de 1975 ne portaient pas atteinte à leur droit au respect de la vie privée. Le comité des ministres, dalsantsien l'avis de la commission, a décidé qu'il n'y avait pas violation de la convention européenne.

COUR EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME. - Le 18 auril, la commission européenne des droits de l'homme a porté deux affaires devant la Cour européenne des droits de l'homme : la requête introduite en décembre 1972 par M. Pritz Winterwerp-contre. les Pays-Bas (internement dans un astle d'alienes, sans que le requerant ait été entands par un juge ou par un avocat ou att eu communication des décisions concernant son internement) et l'affaire Marches (concernant le statut des enfants

nés hors mariage en Belgique). ASSEMBLER PARLEMENTAIRE. - La session de printemps de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe s'est tenue du 24 au 28 coril à Strasbourg. On trouvera un brei résumé de ses travaux dans le prochain numéro du Monde diplomatique. COLLOQUE SUR LE ROLE DES PARTIS POLI-TIQUES. — Quelque sotzente parlementaires des pays du Conseil de l'Europe, représentants de mouvements ou de partis politiques, ont participé les 30 et 31 mars à Strasbourg à un colloque sur le rôle des partis politiques organisé par l'Assemblés parlementaire du Conseil de l'Europe.

CONFERENCE DES MINISTRES RESPONSABLES DU SPORT. — Les problèmes auxquels se trouve confronté le sport en Europe (influences politiques, violence, publicité, dopage...), ont été à l'ordre du four de la deuxième conférence des ministres européens responsables du sport, qui s'est déroulée à Londres du 4 au 7 avril.

Au groupe des plans nucléaires : le déploiement de la « bombe à neutrons > E groupe des plans nucléaires de l'Organi-

L sation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), qui réunit les ministres de la défense de Belgique, du Danemark, des Etats-Unis, d'Italie, de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume-Uni et de Turquie, a tenu sa vingt-troisième session ministérielle. Frederikshavn (Danemark) les 18 et 19 avril Selon les termes du communiqué publié à l'issue des travaux, les ministres « ont pris note avec inquiétude du renforcement incessant des forces armées soviétiques et en particulier de l'accroissement du potentiel soviétique dans le domaine de l'armement à longue portée des jorces nucléaires du théâtre d'opérations ». Ils ont a affirme l'importance de la modernisation des forces nucléaires du théâtre d'opérations de l'OTAN, notamment les mesures en cours aux Etats-Unis pour moderniser le système Lance > et ils ont « reconnu que l'introduction éventuelle d'un potentiel de rayonnement renforce (la « bombe à neutrons ») dans ces systèmes dépendrait du degré de modération manifesté par l'Union soviétique dans ses programmes d'armement classique et d'armement nucléaire du théâtre d'opérations, ainsi que dans ses déploiements de forces, qui affectent la sécurité de l'OTAN ». Les ministres « ont donc souligné toute l'importance que présente une réaction positive de l'U.R.S.S. à la décision du président Carter (d'ajourner la fabrication de c bombes à neutrons ») ».

Bilan des réunions de printemps ES réunions de printemps de l'Union inter-L parlementaire ont rassemble, du 27 mars au, 1er avril à Lisbonne, environ trois cent parlementaires venus de soixante-buit pays. Le conseil interparlementaire a admis comme membres de l'Union les Pariements de Chypre et du Maroc et a suspendu l'affiliation du Pakistan : solvante-seize groupes nationaux

Sur avis du comité spécial de l'Union interparlementaire traitant des violations des droits de l'homme des parlementaires, le conseil a adopté des décisions sur les cas de seize parlementaires dans les pays suivants : Argentine Bahrein, Chili, Indonésie. Kenya, Singapour, Uruguay; d'autre part, il a pris note d'un rapport du secrétaire général sur la situation au Chili; il a aussi refusé (par 63 voix contre 37 et 17 abstentions) une proposition du groupe national de l'U.R.S.S. visant à l'adoption d'une résolution sur l'interdiction de la production, du stockage, du déploiement et de l'usage des armes nucléaires à neutrons.

Il a adopté par 77 voix contre 5 et 29 absten-tions, une résolution sur la dégradation de la situation au Proche-Orient et condamné l'invasion du Liban par les troupes israéliennes. résolution portant sur la session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU consacrée au désarmement, dans laquelle il demande aux Parlements et gouvernements de faire tout le nécessaire pour assurer l'adoption d'une déclaration de principes, d'un programme d'action et de mécanismes de négociations.

• AGENCE SPATIALE EUROPEENNE. — L'Agence spatiale européenne (ASE) a invité, le 3 avril, plus de deux mille scienti/iques, instituts et firmes industrielles, à soumettre des propositions d'expériences pour quatre missions « Spacelab », placées sous l'égide de l'Europe et dont l'exécution est actuellement envisagés pour 1982 et 1983. Le satellite météorologique de l'Agence Méteorat-I. retransmet quotidiennement, depuis la fin du mois de mars, au Centre européen d'opérations spatiales (ESOC), à Darmstadt (République sédérale d'Allemagne, les données météorologiques requellies dans l'océan Atlantique nord per un équipement spécial embarqué sur le navire Henri-Poincaré de la marine nationale française. L'expérience, réalisée confointement par la direc-tion de la météorologie française et l'ASE a pour objectif de démontrer la fiabilité des liaisons automatiques entre les navires et le satellite Météosat-1 pour l'élaboration régulière de comptes rendus météorologiques. Elle se déroulera jusqu'au mois de fusilet et se poursuiore ultérieurement avec d'autres services météorologiques européens. - L'Organisation indienne de recherches spatiales (ISRO) et l'ASE ont signé, le 14 avril, un nouvel accord ayant pour objet d'établir des mécanismes de nature à faciliter le développement de leur coopération en ce qui concerne les utilisations

pacifiques de l'espace extra-atmosphérique. • ASSOCIATION DU TRANSPORT AKRIEN INTERNATIONAL. — Selon de récentes statistiques, sur dix passagers ayant voyagé en 1977 au-dessus de l'Atlantique nord, hutt ont été transportés par des compagnies aériennes membres de l'Association du transport cérien fiternational (IATA) : sept sur des vois réguliers et un en voi charter. Le traje total entre l'Amérique du Nord et l'Europe, qui a atteint 15,06 millions de passagers en 1977,

a augmenté de 8,9 % entre 1976 et 1977. • COMITE INTERGOUVERNEMENTAL POUR LES MIGRATIONE EUROPEENNES. — Un budget de 33.1 millions de dollars a été adopté par le comité exécutif du Comité interpouvernemental pour les migrations suropsennes (CIME), reuni pour sa cinquante-troisième session à Genève, les 20 21 mars. Ce' budget 'comprend 6,26 millions de dollers pour les frais d'administration et 26,84 millions pour les programmes (le plan d'opérations du CIME pour l'année 1978 avait été approuvé par le conseil du CIME en novembre 1977, mais une

révision du budget apait été rendue nécessaire

suisse).

• COMMISSION DU PACIFIQUE SUD. — La Commission du Pacifique sud (C.P.S.) a organisé à Neuru, les 21 et 22 mars, une réunion chargée d'étudier la possibilité de créer un fonds régional de développement (conformément aux décisions de la dix-septième conférence du Pacifique sud de septembre 1977). A l'issue de leurs travaux, les représentants de onse pays et territoires coémiens, ainsi que les délégués de l'Australie, de la Nouvelle-Rélande et de la France ont recommandé de ne Zélande et de la France, ont recommandé de ne pas donner suite, pour le moment, à l'idée d'un fonde ou d'une banque régionale de développe-

— La dizième conférence technique régionale des pêches, organisée par la C.P.S., au 13 au 17 mars à Nouméa, a notamment insisté sur la nécessité d'une bonne gestion en faveur de la fauns marine de la région et d'une mellieurs information sur sa biològie et ses mesurs. Une journée entière a été consacrée à une réunion du comité de la bontte tropicale. — Une conférence technique régionale des chefs des services d'hygiène dentaire s'est réunie à Nouméa du 3 au 7 avril. Les participants à la conférence out fait le point sur l'évolution de la pathologie dentaire dans les pays et territoires océaniens au cours des cinq dernières annéss.

• CROIX-ROUGE. — Sollicité par le gouverne-ment de la République du Tchad et par les responsables du mouvement FROLINAT pour intervenir en seveur des prisonniers de guerre au nord du Tchad, le Comité international de la Croix-Rouge (C.J.C.R.) avait sur place, au début du mois d'avril. seize délégués, réportis entre la capitale tchadienne et Faya-Largeau. Les prisonniers oux mains du FROLINAT, su nombre de deux mille cinq cents, ont été visités par les délégues du Comité et, à la fin de mars, mille cinq cents personnes avaient été recensées dans cinq camps. - Deux nouvelles missions ont été effectuées. au mois de mars en Ogaden, par le C.I.C.R., dens les zones affectées par la guerre, afin de déterminer dans quelle mesure l'action de protection et d'assistance en faveur des victimes du conflit devait être régrientée et de déterminer les nouvelles priorités. — Le déléqué général du C.J.C.R. pour l'Amérique latine a effectué, en février, une mission dans les Caraibes et en Amérique centrale, qui l'a conduit successivement à Cuba, à Panama, au Nicaragua

et à Costa-Rica. — En Rhodésie (Zimbabwe), les délégués du C.I.C.R., basés à Salisbury, Umtali et Bulawayo, ont continué, au mois de mars, à développer le réseau Toide médicale et alimentaire d'appoint dans les zones rurales — en particulier les « viilages protégés » — ainsi que dans les banlieuss des agglomérations importantes.

• ORGANISATION DES ETATE AMERICAINS. — Une réunion ministérielle organisée sous l'égide de l'Organization des Etats américains (O.E.A.) à Washington, du 2 au 4 april, a examiné les moyens de lutter contre la fièvre aphteuse en Amérique latine et les dispositions sanitaires prises à l'encontre des importations en provenance des pays où la fièvre aphteuse est à l'état endémique. Selon les participants, ces dispositions sanitaires scraient à l'origine de l'aggravation des difficultés d'accès aux marchés d'importation. Il a été décidé de convoquer une conférence qui réunira à Buenos-Aires, du 8 au 15 novembre, les pays exportateurs et importateurs de viande, cela afin d'ouprir la vois à un assouplissement des barrières sanitaires et à une libéralisation des marchés.

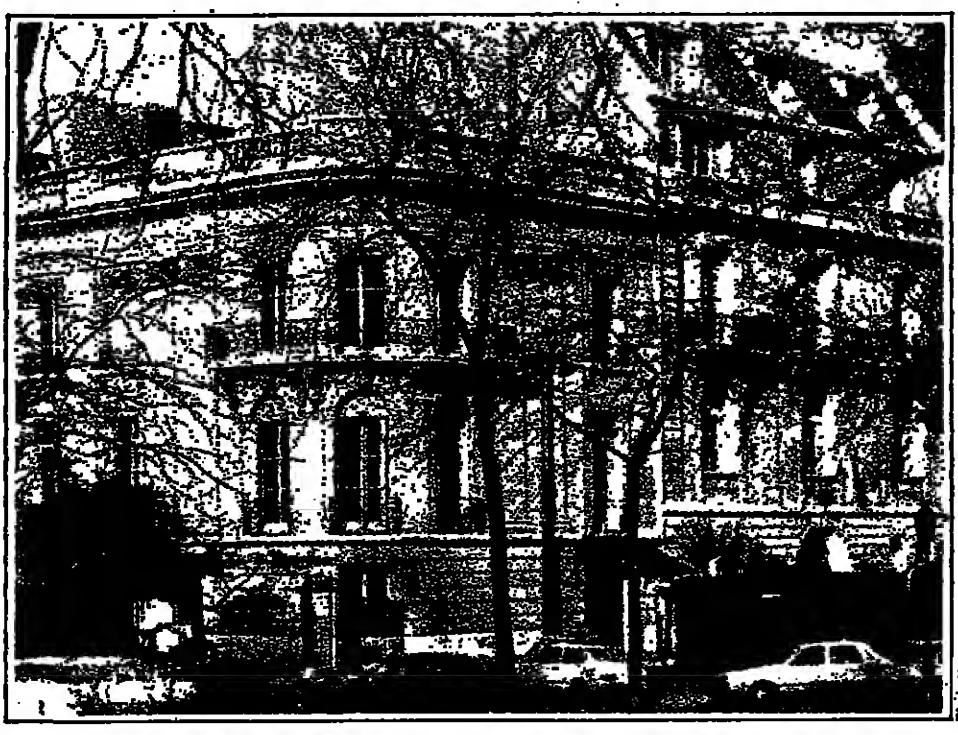
 ORGANISATION EUROPEENNE POUR LA RECHERCHE NUCLEAIRE. — Une nouvelle étape vient d'être franchie dans l'achèvement du grand accelérateur européen de 400 GeV, le S.P.S. (synchrotron à protons), explotté par l'Organisation européenne de recherche nucléaire (CERM) : le 31 mars, en effet, le premier des six faisceaux de particules prévus dans la zone nord d'expérimentation a été mis en service.

— Un groupe de quatre spécialistes chinois en accelérateurs est arrivé à Genève au début d'avril, dans le cadre d'une collaboration entre le CERN et la République populaire de Chine en matière de recherche sur les particules subnucléaires. C'est le troisième groupe de savants chinois qui effectue un séjour ou CERN depuis 1973.

• ORGANISATION DU TRAITE CENTRAL --Le conseil ministériel de l'Organisation du traité central (CENTO) a tenu sa vingt-cinquième session

d Londres les 20 et 21 avril.

Six duplex dans la grande tradition de l'Avenue Foch



Dans la grande tradition de l'avenne FOCH et A renvoyer à CARLTON S.A., du bois de Boulogne, les six duplex de la Villa FOCH sont en cours d'achèvement. - Décor intimiste entre tous (ils sont six et le resteront à iamais).

- Cadre privilégié. Ils se cachent derrière la façade en pierre de taille respectueusement conservée! Tout un art de vivre retrouvé! Nous vons invitons à venir visiter l'appartement modèle. Tous les jours de la semaine (sauf mardi et

mercredi) entre 10 h et 19 h - sur rendez-vous - nous vous attendons. Venez, jugez ce duplex comme il se doit, dans les moindres détails. Vous y trouverez les matériaux les plus nobles, harmonieusement réunis aux éléments fonctionnels

les mieux conçus. VILLA FOCH: six duplex aux noms prestigieux: "Trianon, Chenonceaux, Chambord, Versailles Rambouillet Chantilly VILLA FOCH : un placement "pierre" à l'épreuve

du temps.

49 bis av. F.-D. Roosevelt 75008 Paris. Tel: 225.98.33/34

J'aimerais : 🗆 en savoir plus sur les six duplex de la villa Foch □ visiter l'appartement-témoin

LE MONDE DIPLOMATIQUE

INTERROGATIONS

A simulation du politique excède de loin les élections : elle touche au cœur du politique, au cœur de son principe de réalité, et il ne faut pas la confondre avec deux acceptions banales, avec le théâtre du politique (la mise en scène et le grotesque permanent que nous offrent les protagonistes de la sphère politique : ça, c'est du théâtre, et non de la simulation) ni avec le discours du politique (l'affabulation des raisons et des fins, le jeu des ruses, des stratégles et des idéologies : ça, c'est de la dissimulation, et non de la simulation).

Saussure donnait deux dimensions l'échange des termes de la langue, en assimilant ceux-ci à la monnaie : une pièce de monnaie doit pouvoir s'échanger contre un bien réel de quelque valeur, d'autre part, elle doit pouvoir être mise du système monétaire. C'est à ce dernier aspect qu'il réservait, en fait de langue. le terme de valeur : la relativité, interne au système général, de tous les termes entre eux. C'est ce stade de relativité totale qui est atteint partout aujourd'hui, aussi bien dans la sphère de la monnaie, avec la flottaison, la perte de l'étalon-or et les systèmes d'écriture, que dans la sphère des signes, avec les médias, où tous les signes sont de simulation, au seus où ils s'échangent entre eux sans s'échanger du tout contre du « réel », que dans la sphère du politique, où la simulation d'opposition entre une gauche et une droite s'accompagne de la perte de référence à toute production sociale réelle d'opinion et de la seule référence à cet équivalent général (ou plutôt à ce modèle de simulation) qu'est l'opinion

L'est celui de la majorité silencieuse.

Tous les systèmes actuels fonctionnent sur cette entité nébuleuse, sur cette substance flottante dont l'existence n'est plus sociale, mais statistique, et dont le seul mode d'apparition est celui du sondage. Simulacre à l'horizon du social, ou plutôt : derrière lequel déjà le social a

Que la majorité silencieuse, ou les masses, soient un référent imaginaire ne veut pas dire qu'elles n'existent pas, mais qu'il n'en est plus de représentation possible. Les masses, contrairement au peuple, ne sont plus un référent parce qu'elles ne sont plus de l'ordre de la représentation. Elles ne s'expriment pas, on les sonde. Elles ne réfléchiesent pas, on les teste. Le référendum (et les médias sont un référendum perpétuel de questions-réponses dirigées) s'est substitué au référent politique. Or, sondages, tests, référendum, médias sont des dispositifs qui ne relèvent plus d'une dimension représentative, mais simulative. Ils ne visent plus un référent, mais un modèle. La révolution ici est totale, avec les dispositifs de la socialité classique (dont font partie l'élection, les institutions, les instances de représentation, et même de répression) où du sens social passe encore d'un pôle à l'autre, dans une structure dialectique qui laisse place à un enjeu politique et aux contradictions. Tout change dans le dispositif de simulation. Dans le couple sondages/majorité silencieuse, par exemple, il n'y a plus de pôles ni de courant alternatif, plus de termes différentiels, donc plus d'électricité du social non plus. Les pôles se sont comme confondus ou évanouis dans une circularité signalétique, informatique (exactement comme il en est du commandement moléculaire de la substance qu'il informe dans l'A.D.N. et le code génétique). Bombardées de stimuli, de messages et de tests, les masses ne sont plus qu'un gisement opaque, aveugle, comme ces amas de gaz stellaires qu'on ne connaît qu'à travers l'analyse de leur spectre lumineux - spectre de radiations équivalant aux statistiques et aux sondages — mais justement : il ne peut plus s'agir d'expression ou de représentation, tout juste de simulation d'un social à jamais inexpri-mable et inexprimé. Tel est le sens de la majorité silencieuse.

Toute majorité ne l'a pas toujours été mals, aujourd'hui, elle l'est par définition. Peut-être a-t-elle été réduite au silence, mais ce n'est pas sûr. Car ce silence, s'il veut blen dire qu'elle ne parle pas, signifie surtout qu'il n'est plus possible de

parler en son nom: nul ne peut être dit représenter la majorité silencieuse ou les masses, et c'est là leur revanche. Elles ne sont plus une instance à laquelle on puisse se référer comme jadis à la classe ou au peuple. Retirée dans son silence, la masse n'est plus sujet (surtout pas de l'histoire), elle ne peut donc plus être parlée, articulée, représentée, ni passer par le stade du miroir politique et le cycle des identifications imaginaires. On voit quelle puissance il en résulte, car, n'étant pas sujet, la masse ne peut même plus être aliénée: ni dans son propre langage (elle n'en a pas), ni dans aucun autre qui prétendrait parler pour elle.

Tel est le sens paradoxal de ce silence : il peut apparaître comme la forme absolue de l'aliénation, mais il est aussi une arme regretterout que le bouton de la télé et le pronostic P.M.U. (les sondages) remplacent allègrement la formation d'une opinion. Ils n'ont rien compris à la politique » (B. Chapuis). Il y a une relation rigoureuse, nécessaire entre la déperdition du réel et du référentiel politique et l'apparition des sondages. Dans ce passage du politique à l'alternance calculée (équivalence des pôles adverses), les sondages sont la modélisation statistique de cette alternance, ils sont le miroir de cette équivalence et de cette neutralisation profonde — miroir d'une opinion publique et de sa reproduction indéfinie sans destination finale — un peu comme le P.N.B. est le miroir imaginaire des forces productives, sans égard du tout à leur destination, à leur finalité ou contre-finalité sociale : le

Le politique et la simulation

Par JEAN BAUDRILLARD *

absolue. Le masse est inaccessible aux schémas de libération, de révolution et d'historicité, mais c'est son mode de défense propre, son mode de rétorsion à elle. Elle est modèle de simulation, alibi à l'usage d'une classe politique fantôme et qui ne sait déjà plus quelle sorte de pouvoir « politique » elle exerce sur elle, et en même temps la mort, la fin de ce processus politique qui est censé la régir. En elle s'abime le politique comme volonté et représentation (1).

longtemps reposer sur l'apathie des masses. Plus elles étaient passives, plus il était assuré. Mais cette logique n'est caractéristique que d'une certaine, phase de centralisation du pouvoir. Et c'est cette même logique qui se retourne aujourd'hui contre lui : l'inertie qu'il a fomentée devient le signe de sa propre mort. C'est pourquoi il cherche à inverser cette stratégie en une stratégie de participation. Mais c'est trop tard. Le seuil de la « masse critique », celui d'involution du social par inertie, est franchi.

Partout on cherche à faire parler les masses, on les presse d'exister socialement, électoralement, syndicalement sexuellement, dans la participation, dans la fête, dans l'expression libre, etc. Il faut conjurer le spectre, et qu'il dise son nom. Rien ne montre avec plus d'échat que le seul véritable problème, aujourd'hui, est le silence de la masse, le silence de la majorité silencieuse. C'est l'ordre politique, c'est le principe de réalité sociale qui est en len. Toutes les énergies « sociales » s'épuisent à maintenir cette masse en émulsion dirigée et à l'empêcher de retomber dans son inertie panique et son silence. N'étant plus du règne de la volonté ni de la représentation, elle retombe sous le coup de l'interprétation pure et simple - d'où le règne universel de l'information et de la statistique : il faut l'ausculter, la pres-sentir, en faire sortir quelque oracle, y

La sphère politique ne vit que d'une hypothèse de crédibilité, à savoir que les masses sont perméables à l'action et au discours, qu'elles ont une opinion, qu'elles sont là, présentes, derrière les sondages et les statistiques. C'est à ce seul prix que la classe politique peut encore croire qu'elle dirige, qu'elle manipule, qu'elle parle et qu'elle est entendue « politiquement ». Alors que le politique ne fait plus, depuis longtemps, qu'office de spectacle sur l'écran de la vie privée.

Les sondages. Ils sont le médium essentiel de la simulation politique. « Certains * Sociologue.

tout est que « ça » se reproduise. De même pour l'opinion publique : il faut qu'elle se redouble d'une facon incessante dans sa propre image, c'est la le secret d'une « représentation » de masse. Il ne faut plus que personne produise une opinion, s'y confronte et la confronte aux autres — il faut que tous reproduisent l'opinion publique, an sens que tous s'engouifrent dans cet équivalent général, dans ce modèle de simulation, et en procedent de nouveau. Les seuls à croire aux sondages sont les membres de la classe politique, comme les seuls finalement à croire à la publicité sont les publicitaires, et ce non par quelque stupidité, mais parce que les sondages sont homogènes dans leur modélisation, au fonctionnement actuel du politique. Ils y prement donc une valeur tactique — à la limite. — c'est un instrument que se donne la classe politique pour jouer et se reproduire selon sa propre règle du jeu. C'est le spectacle burlesque de cette sphère politique hyperreprésentative de rien du tout, que les gens dégustent à travers les sondages et les médias. Les sondages ne sont le Heu ni d'un enjeu ni d'une évaluation reels, mais celui d'une jubilation propre à leur contemplation statistique.

Suppose toujours une vérité cachée, la simulation ouvre sur un univers politique où toutes les hypothèses sont réversibles, et vraies simultanément (ou fausses). Ni vraies, ni fausses d'ailleurs. C'est comme l'hyperréel : ni beau ni laid — c'est le réel, plus le réel, plus l'image du réel, etc.

Un exemple, Watergate fut : 1) un scan-

du réel, etc. Un exemple, Watergate fut: 1) un scandale: 2) une simulation de scandale à des līns regenératrices, donc un piège tendu par le système à ses adversaires : 3) mais un piège pour le système quand même aussi, puisque déclenchant une obsession sérielle de mini-Watergate, etc. Cela est incarné dans le film les Hommes du Président par le personnage de « Deep Throat », dont on a dit qu'il était l'éminence grise des républicains manipulant les journalistes de gauche pour se débarrasser de Nixon Pourquoi pas? Toutes les hypothèses sont possibles, mais celle-ci est superflue : la gauche fait très bien d'elle-même le travail de la droite. Et inversement : la droite fait elle aussi spontanément le travail de la ganche. Tel attentat à la bombe en Italie est-il

Tel attentat à la bombe en Italie est-il le fait des extremistes de gauche, ou provocations d'extreme droite, ou mise en scène centriste pour déconsidérer tous les extremes terroristes et ravaler un pouvoir chancelant, ou encore scénario policier et chantage à la sécurité publique ? Tout cela est vrai en même temps, et la recher-

che de la preuve, voire l' d'objectivité à des faits, n'arrête pas ce vertige de l'interprétation. C'est que nous sommes dans une logique de la simulation qui n'a plus rien à voir avec une logique des faits et un ordre des raisons. La simulation se caractérise par une précession du modèle, de tous les modèles, sur le moindre fait — les modèles sont là d'abord, leur circulation, orbitale comme celle de la bombe, constitue le véritable champ magnétique de l'événement. Les faits n'ont plus de trajectoire propre, ils naissent à l'intersection des modèles, un seul fait peut être engendré par tous les modèles à la fois. Cette anticipation, c'est elle qui laisse place chaque fois à toutes les interprétations possibles, même les plus contradictoires — toutes vraies, au sens où leur vérité est de s'echanger, à l'image des modèles dont elles procèdent, dans un cycle généralisé.

Qui dénouera cet imbroglio? Le nœud gordien pouvait au moins se trancher. La bande de Moebius, elle, si on la divise. résulte en une spirale supplémentaire, sans que soit résolue la réversibilité des surfaces (ici : la continuité réversible des hypothèses). Enfer de la simulation, qui n'est plus celui de la torture, mais de la torsjon subtile, maléfique, insaisissable du sens — où même les condamnés de Burgos sont encore un cadeau fait par Franco à la démocratie occidentale, qui trouve l'occasion d'y régénérer son humanisme chancelant, et dont la protestation indignée consolide en retour le régime de Franco, en soudant, les masses, espagnoles contre cette intervention étrangère. Où est la vérité dans tout cela, quand de telles complicités se nouent admirablement, à l'insu même de leurs auteurs ?

• • • • •

1

1...

. Verin

- . :: *

. .

- 3 5

ووهم والماسي

• • • • •

المراق المالي م

.

- a 2-1 - 1:--

-- -- 2:F822-25

ここ しきこどうなき きゃく

The state of the state of

.:5*

_ : ::

-• • • • • -

- 1161 711.1. 42

The state of the s

i. for net angig

and the section of

to the test too

* . * *. * **¥5**. §

TE pouvoir ne produit plus depuis longtemps que les signes de sa ressemblance. Et, du coup, c'est une autre figure du pouvoir qui se lève et se déploie : celle d'une demande collective des *signes* du pouvoir. Union sacrée qui se refait autour de sa disparition. Tout le monde y adhère plus ou moins dans la terreur de cet effondrement du politique. Et le jeu du pouvoir en vient à n'être plus que l'obsession critique du pouvoir défunt : obsession de sa mort, obsession de sa survie. Tout un nouveau type de socialité a par défaut » se noue peut-être et s'élabore autour de ce vide (comme mairitenant en Italie). Lorsque le pouvoir aura totalement dispard nous serons logiquement dans l'hallucination totale du pouvoir — une hantise telle qu'elle se profile déjà partout, exprimant à la fois la compulsion de s'en défaire (personne n'en veut plus, tout le monde le reffle aux autres) et la nostalgie panique de sa perte Mélancolie des sociétés sans pouvoir : c'est elle déja qui a suscité le facisme, cetté overdose d'un référentiel poittique fort dans une société qui ne peut venir à bout de son travail de deuil Nous en sommes toujours la : aucune

de nos sociétés ne sait mener son travail de deuil du réel, du pouvoir, du social lui-même, qui est implique dans la même déperdition. Et c'est par une recrudescence de tout cela, des signes de tout cela, que nous tentons d'y échapper. Cela finira même sans doute par donner le socialisme. Par une torsion mattendue et une ruse qui n'est plus celle de l'histoire, c'est de la mort du social que surgira le socialisme, cemme c'est de la mort de Dien que surgissent les religions. Avenement retors, événement pervers, réversion inintelligible à la logique de la raison. Comme l'est ce fait que le pouvoir n'est en somme plus là que pour cacher qu'il n'y en a plus. Simulation qui pent durer indéfiniment, car à la différence du « vrai » pouvoir qui est, ou a été une structure, une stratégie, un rapport de forces un enjeu, celuf-ci, n'étant plus que l'objet d'une demande sociale, et donc objet de la loi de l'offre et de la demande, n'est plus sujet à la violence et à la mort. —Complètement expurgé de la dimension politique, il releve, comme n'importe quelle autre marchandise; de la production et de la consommation de masse. Toute étincelle a disparu, seule la fiction d'un univers politique est sauve.

(I) Cf. Jean Baudrillard, A l'ombre de la majorité silencieuse, éditions Utopie (coll. Cabiers d'Utopie », Paris, 1978, 125 pages, 18 F.

Dans ce numéro:

PAGE 2:

Progrès technologiques et menaces sur l'emploi en Allemagne, par Aimé Savard. — Ouvriers déqualifiés, citoyens sans compétences, par Maurice T. Maschino.

PAGE 3:

REDISTRIBUTION DES CARTES AU PORTUGAL, par Karl M. Van Meter et Alain Echegut.

ANGLAIS - ALLEMAND - ESPAGNOL - TEALIEN - BUSSE FORMATIONS ET DIPLOMES DE LANGUES

pour la vie professionneile

Langues & Affaires, établissement d'enseignement riche de
plus de vingt-cinq ans d'expérience dans le domaine linguistique,
vous propose des formations spécialement élaborées pour une

vous propose des formations spécialement élaborées pour une utilisation professionnelle (langue économique et commerciale, contemporaine...), et des préparations efficaces aux diplômes des Chambres de Commerce Étrangères, de l'Université de Cambridge, aux B.T.S. Traducteur Commercial, et à toutes les épreuves de langues des examens et concours.

Quel que soit le rythme de vos activités ou votre lieu de résidence, vous pouvez suivre une de ces formations sans modifier vos occupations habituelles. Appoints décisifs dans tous les secteurs de la vie professionnelle, ces enseignements sont mis en œuvre grâce à des méthodes originales à distance avec supports audio-visuels (disques ou cassettes) et, pour ceux qui le désirent, des sessions orales à Levallois (92).

Cours tous niveaux (même débutant). Service Orientation. Possibilité de prise en charge des droits d'inscription par votre entreprise (loi du 16-7-71). Inscriptions en toute période de l'année. (Enseignement privé.)

Documentation gratuite (n° 1826) à LANG-UES & AFFAIRES.

35, rue Collange, 92303 Paris-Levallois, Tel.: 270-81-88.

(Enseignement prive à distance.)

PAGE 4:

GE 4: Un tribunal bien génant..., par Claude Bourdet. — Le maintien en détention de quatre Américains en France, par Schofield Coryell.

PAGE 5:

LE DOLLAR, MOTEUR DE LA CRISE, par JeanPierre Vigier.

PAGES 6 à 9 :

L'ESSOR DU CONSERVATISME AMERICAIN, reportage de Pierre Dommergues.
PAGES 10 et 11:

LE LABYRINTHE PERUVIEN OU LA REVOLUTION INTERROMPUE, par Hugo Neira.
Au Brésil : les dissensions entre Washington et le régime militaire, par Julia Jurusa.

PAGE 12:
Une révolte contre l'Occident, par Claude Bourdet.

PAGE 13:

En Chine: compromis entre le désir de changement et la nécessaire continuité, par Tsien Tche-hao.

PAGES 14 et 15:

Sursaut des partisans de l' Ordre nouveau en Indonésie, par Erwin Ramedhan — L'état d'exception aux Philippines, par Philippe Pons.
Suite de l'article de Christophe Baisch sur les pavillons de complaisance.

PAGE 16:
Suite de l'article de Mohamed Sid-Ahmed sur la négociation égypto-israélienne.

PAGES 17 à 21: DIPLOMATIE ET DROITS DE L'HOMME : Aux Nations unles, la distance entre la pensée et l'action, par Marie-Pierre de Brissac. — Les rapports paneuropéens : détente et compétition idéologique, par Charles Zorgbibe. — L'ambiguïté du débat entre réalisme et idéalisme, par Alain Meininger. — Les limites du double langage (C. J.). — Equilibre des puissances et droits de l'homme, par Leo Hamon. LES DROITS DE L'HOMME DANS LA GUERRE CIVILE EN IRLANDE DU NORD : Un jugement nuancé de la Cour européenne de justice, par A. H. Robertson. — Un rôle limité mais indispensable, par Robert Pelloux. — D'un ghetto à l'autre, par Dora C. Valayer.

PAGE 22:

LES LIVRES DU MOIS. — Recherches universitaires : la Turquie entre l'Occident et le tiers-monde.

PAGE 23: CINEMA POLITIQUE : Aspects de la crise.

PAGES 24 à 27 : L'activité des organisations internationales.

Le numéro du « Monde diplomatique » d'avril 1978 a été tiré à 112 000 exemplaires.

Depuis le 9 mars, jes publications du « Monde » ne sont pas distribuées en Tunisie. Cette mesure frappe également « le Monde diplomatique » « Le Monde diplomatique » du mois d'avril a également été interdit à la vente au Congo (pour l'article d'Hugues Berfrand) et en iran les autorités iraniennes refusant d'admettre l'expression « golfe Arabe » (cf. page 24, l'article de Philippe Rondot faisant alizaion à « la section bahreinie du Front populaire de libération d'Oman et golfe Arabe » (F.P.L.O.G.A.) »

Mai 1078

